

La composition du nouveau
gouvernement tunisien
témoigne d'une volonté
d'ouverture
LIBRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 2 dir.; Tunisie, 2 m.;
Allemagne, 1,40 DM; Belgique, 14 sch.; Danemark,
17 kr.; Espagne, 50 pes.; France, 2,20 F;
Grèce, 25 dr.; Italie, 125 lire;
Japon, 300 y.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 17 fr.;
Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal,
30 esc.; Royaume-Uni, 2,20 £; Suède, 2,75 kr.;
Suisse, 1,20 fr. S.A.; USA, 25 cts; Venezuela, 27 bol.

Le Monde s'abonne page 38
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4397-23 PARIS
Tél. Paris 60 65 72
Tél. 246-72-23

Le président Carter annonce l'échec d'une opération destinée à préparer la libération des otages

La guigne

On ne sait quel aspect retiendra de la nouvelle déconvenue essuyée par le président Carter avec son opération de sauvetage de ses otages de Téhéran, tant l'échec apparaît multiple et étonnant. L'annulation du projet d'une phase initiale, en raison d'une « défaillance de matériel », montre que l'affaire, pourtant si risquée, avait été bien mal organisée. La collision suivant l'ordre de repli, causant huit morts dans un désert iranien, ajoute un élément de panique à cette confusion. Enfin, l'on peut se demander pourquoi la Maison Blanche a jugé nécessaire d'annoncer tout cela aussitôt, puisque tous les participants, y compris les morts et les blessés, avaient pu être évacués et que les Iraniens, si l'on en juge par leurs premières réactions, ne se doutaient de rien.

Outre que les Américains ne sont pas les Israéliens, une action de type Entebbe pour libérer les otages de Téhéran avait été jugée impraticable depuis longtemps par presque tous les experts. Une opération au cœur de Téhéran présentait trop de risques, tant pour les otages que pour la population civile, et l'évacuation apparaissait quasiment impossible. Il semble pourtant, selon des bruits circulant avec insistance à Téhéran, que des commandos américains avaient été introduits secrètement en Iran, prêts à converger vers l'ambassade le lendemain. Les événements de vendredi renforcent cette hypothèse et donnent à penser que l'échec aurait pris des proportions plus dramatiques encore si la même improvisation avait présidé à l'assaut de ces commandos contre les militants iraniens.

Une partie du public américain critiquera certainement le président — c'est ce que font déjà les familles des otages — pour avoir pris des risques inconsidérés avec la vie des captifs. Les dirigeants du Congrès, inquiets de voir la Maison Blanche accablée aux seules solutions militaires, avaient déjà demandé ses derniers jours à être consultés avant toute décision. Selon plusieurs indiscrets, l'état-major de M. Carter s'était montré lui-même très divisé au cours d'une réunion tenue à la Maison Blanche.

Une distinction s'impose toutefois entre les opérations frontales envisagées pour imposer, par exemple, un blocus de l'Iran et l'action « ponctuelle » de vendredi visant uniquement à libérer les otages. Malgré son échec, cette dernière tentative pourrait susciter au moins l'indulgence d'une partie du public, conscient des mobiles humanitaires du président. Dans l'affaire du cargo « Mayaguez », en mai 1975, le président Ford avait réussi à faire passer pour une victoire la récupération de quarante marins américains détenus par les Khmers rouges, alors pourtant que l'opération avait coûté autant de morts du côté des « marines ». Cinq ans plus tôt, M. Nixon avait envoyé un commando sur un camp nord-vietnamien dans l'espoir d'y trouver des prisonniers américains. Cet échec ne lui avait guère valu d'ennuis à l'intérieur, tant les efforts déployés pour sauver des concitoyens en difficulté sont jugés légitimes en toute circonstance par les Américains.

A l'extérieur, en revanche, la crédibilité des Etats-Unis va souffrir une fois de plus. L'image d'un président hésitant et malchanceux va sortir renforcée d'un épisode que d'aucuns ne manqueront pas de présenter, par analogie avec le débarquement manqué des exilés cubains au début de la présidence Kennedy, comme la « baie des Cochons du pauvre ». Que penser de l'efficacité d'un appareil militaire dont dépend la sécurité d'une bonne moitié de la planète, et qui n'est pas capable de poser deux avions dans un désert sans même toute intervention de l'ennemi ? Que reste-t-il de la « doctrine Carter » qui prétend protéger les intérêts occidentaux dans toute la région du Golfe ?

- Le raid aurait été annulé pour des raisons techniques
- Un « accident d'avion dans un lieu désert d'Iran » a ensuite coûté la vie à huit Américains
- A Téhéran, M. Ghotbzadeh dénonce l'« acte de guerre »

Une opération secrète destinée à préparer une tentative de sauvetage des cinquante otages américains détenus à Téhéran depuis cent soixante-quatre jours s'est terminée tragiquement par la mort de huit militaires américains. Selon le communiqué de la Maison Blanche rendu public au milieu de la nuit du 24 au 25 avril, l'opération avait été décommandée à cause d'une « défaillance technique », et c'est au cours de l'évacuation des personnels engagés qu'une collision se serait produite au sol dans un « lieu désert d'Iran » entre deux appareils américains.

Selon la chaîne de télévision C.B.S., la collision entre les deux appareils s'est produite sur un petit aéroport près de la ville de Tabas, située à environ 500 km au sud-est de Téhéran.

Dans une allocution radiotélévisée ce vendredi à 7 h (h. loc. 14 h en France), le président Carter, après avoir donné des détails déjà connus sur la tentative de libération des otages, a assumé l'entière responsabilité de l'opération qui avait été organisée, a-t-il dit, « pour protéger des vies américaines et préserver les intérêts nationaux des Etats-Unis ». Le chef de la Maison Blanche a précisé que l'opération de sauvetage avait été

planifiée tout de suite après la prise en otage des diplomates américains et que seuls des « volontaires très bien entraînés » y avaient participé. Il a affirmé qu'il s'agissait d'une opération strictement « humanitaire », qui n'était pas dirigée contre l'Iran et « certainement pas contre la population iranienne ». En conclusion de son intervention, qui n'a duré que quelques minutes, M. Carter a déclaré qu'il continuerait à rechercher par tous les moyens la libération des otages.

● A TEHRAN, M. Ghotbzadeh, ministre iranien des affaires étrangères, a déclaré que l'opération américaine constituait « un acte de guerre contre l'Iran », ajoutant : « Si les étudiants, maintenant, font l'importation, quel sera responsable ? Le gouvernement iranien ou le gouvernement américain ? »

● A PARIS, le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré, ce vendredi en fin de matinée, que le gouvernement français « n'avait pas été informé » des intentions américaines.

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko, actuellement à Paris, interrogé au cours de sa conférence de

presse, a assuré avoir « failli ne pas y croire » et a ajouté : « Nous sommes résolument opposés à toute mesure militaire ou action de force de la part des Etats-Unis ou de tout autre pays contre l'Iran ».

● A BONN, le porte-parole de la chancellerie a déclaré que M. Schmidt avait appris la nouvelle comme tout le monde par les dépêches d'agence. C'est une affaire qui regarde les Etats-Unis et n'appelle pas à un commentaire officiel dans l'immédiat, a-t-il ajouté.

● A LONDRES, les milieux gouvernementaux ne cachent pas leur embarras et leur consternation. Lord Carrington a dit que le gouvernement n'avait pas été consulté.

● A JERUSALEM, la radio israélienne a affirmé que l'opération était partie d'Egypte. Les appareils américains auraient décollé d'un terrain situé à l'ouest du Caïre et auraient fait escale à Bahrein, dans le golfe Persique.

Le cours de l'or a violemment monté sur cette nouvelle, l'once de métal passant de 500 dollars à plus de 550 dollars, soit une hausse supérieure à 10 %.

(Lire nos informations pages 4 et 41.)

AU JOUR LE JOUR

Grandiose...

Certes, on savait que M. Carter n'avait pas de chances, mais ce n'était guère qu'à travers des incidents mineurs, comme ce cross qu'il avait disputé pour prouver sa bonne forme et à l'issue duquel on avait dû lui prodiguer des soins médicaux. Mais tout cela prêtait seulement à sourire.

En revanche, envoyer un commando sauver les otages détenus en Iran et aboutir à ce que les avions, sans être parvenus sur les lieux de l'opération et sans avoir rencontré le moindre « ennemi », se heurtent et fassent des morts touche au grandiose dans l'absurde mais aussi au tragique par les conséquences possibles. Et l'ennui, c'est que l'absence de chance de M. Carter risque fort d'être, que nous le voulions ou non, en partie la nôtre.

MICHEL CASTE.

Le charme discret de l'archéo-communisme

La convention nationale du P.S., convoquée samedi 26 et dimanche 27 avril à Paris pour traiter notamment des questions internationales (nous publions pages 14 et 15 les points de vue de MM. Jean Popere, Robert Fontillon et Jean-Pierre Chevènement), devait être l'occasion pour les dirigeants socialistes d'évoquer la prochaine rencontre des partis communistes européens, qui doit avoir lieu les 28 et 29 avril dans la capitale.

M. François Mitterrand a fait remarquer dès

jeudi, au cours d'un entretien informel avec la presse, que, compte tenu du nombre et de la qualité des P.C. qui seront présents, M. Georges Marchais devait savoir que cette conférence n'aboutirait pas. « Je crains que M. Marchais ne finisse par être usé par ses échecs successifs », a ajouté le premier secrétaire du P.S.

Nous commençons aujourd'hui la publication d'une série d'articles de M. Jean Elleinstein, historien, membre du P.C.F., consacrés à cette rencontre.

I. — CHOISIR SON CAMP

par JEAN ELLEINSTEIN

L'évolution du parti communiste français s'est précipitée à la fois sur le plan international et sur le plan intérieur. Elle constitue un retour en arrière considérable marqué par le ralliement quasi total aux thèses soviétiques dans le domaine de la politique étrangère et par le retour à la force-rousse assidue dans celui de la politique intérieure.

La tenue à Paris, les 28 et 29 avril, d'une conférence des partis communistes européens, convoquée à la fois par le parti communiste français et par le parti

ouvrier polonais, marque une date importante dans ce processus de rapprochement avec les communistes soviétiques amorcé dès l'été 1977. Ce sera en effet une conférence de la division puisque n'y participeront, pour l'essentiel, que les partis communistes en accord avec la politique étrangère soviétique, en premier lieu à propos de l'Afghanistan. Les communistes yougoslaves, italiens, espagnols et ceux de nombreux autres pays n'y participeront pas ; c'est bien la preuve qu'il existe, pour le moins dans les lignes du mouvement communiste, une certaine vérité que voudrait cacher la direction du parti communiste français depuis qu'il a rompu avec l'eurocommunisme et modifié sa politique.

L'article publié dans l'Humanité du samedi 19 avril par Gaston Flissonnier est très révélateur de cette démarche. « Les représentatives de la coexistence pacifique » — tel est le titre de cet article — ressemblent à s'y méprendre à celles de la II. des années 40 et du début des années 50 : la division manichéenne du monde en deux camps, les succès de l'U.R.S.S. et des pays socialistes, les difficultés de l'impérialisme y sont exposés avec cette fraîche naïveté et ce simplisme élémentaire qui font le charme discret des archéo-communistes. Cela m'a donné envie de relire le rapport présenté par Jdanov à la réunion constitutive du bureau d'information des partis communistes qui s'était tenue en septembre 1947. Entre un article de M. urice Thorez, intitulé « Le combat pour la République et pour l'indépendance de la France », et un autre de François Billoux, « Le parti socialiste, allié glorieux du parti américain », on trouve ce rapport dans le numéro de novembre 1947 des Cahiers du communisme. Plus nous nous éloignons de la fin de la guerre et plus nettement apparaissent les deux principales directions de la politique interna-

tionale de l'après-guerre correspondant à la disposition en deux camps principaux des forces politiques qui opèrent sur l'arène mondiale : le camp « impérialiste et antidémocratique », d'une part, et, d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique. » Les Etats-Unis sont à la tête du camp impérialiste et antidémocratique. Quant à l'autre camp, il est dirigé par l'Union soviétique. C'est cette analyse que l'on retrouve dans l'article de Flissonnier de 1980.

(Lire la suite page 15.)

L'instinct maternel existe-t-il ?

elisabeth badinter
l'amour en plus

376 pages.

FLAMMARION

ALEJO CARPENTIER EST MORT

Alejo Carpentier est mort pendant la nuit du 24 au 25 avril à son domicile parisien des suites d'une longue maladie. L'écrivain et diplomate cubain était âgé de soixante-seize ans. M. Fidel Castro a décidé d'organiser des funérailles nationales et a envoyé un avion spécial pour rapatrier la dépouille mortelle de l'écrivain. Les obsèques pourraient avoir lieu samedi ou dimanche. Selon la délégation cubaine à l'Unesco, « le peuple cubain se rendra en masse, place de la Révolution, à La Havane, pour rendre hommage » à l'écrivain qui sera inhumé dans la capitale.

Un grand écrivain caraïbe

On l'avait vu il y a peu à la télévision. Son masque impossible, un peu las, ses yeux lointains de poisson des abysses, tranchaient sur le mobilier des autres invités. Il était resté silencieux longtemps, il avait écouté attentivement, et puis, soudain, il s'était mis à parler. Et tout le monde s'était tu, car quand Alejo parlait on se taisait. Tant ses histoires, tant ses récits, tant ses souvenirs prenaient immédiatement une dimension fantastique. Une allure de conte de légende, où chaque personnage

évoqué devenait immédiatement un protagoniste de fiction, chaque événement, petit ou grand, un épisode de roman.

Le terrain littéraire d'Alejo Carpentier, c'était le monde des Caraïbes, l'histoire des Caraïbes, qu'il aura élevée au plus haut niveau de la poésie. En commençant, en 1949, par un coup de maître : « le Royaume de ce monde ».

CLAUDE COUFFON.

(Lire la suite page 30.)

Demain
LE MONDE DIMANCHE
LES BRACONNIERS DE LA POSTE
Par Yves Mamou

Le Monde

idées

FANATISME

Depuis Bossuet, premier, semble-t-il, à lui donner son nom, tiré du latin « fanum » — temple — le fanatisme a fait l'objet de dénonciations quasi universelles. Il en aurait fallu davantage, malheureusement, pour en venir à bout. Chacun à sa manière, le neurologue, le philosophe et l'écrivain réunis dans cette page s'efforcent de cerner la nature du phénomène auquel André Haynal, Miklos Molnar et Gérard de Puymergue viennent de consacrer un livre brillant (1).

(1) Le Fanatisme. Ed. Stock, voir le Monde du 21 février.

Les dieux en exil

par GABRIEL MATZNEFF

UN monsieur et sa jeune maîtresse parlent de la chute de l'Empire romain et de la responsabilité du christianisme dans cette chute : c'est un des sujets de conversation favoris du monsieur, une de ses aies. Celui-ci rappelle à la lycéenne le mot fameux de Paganini : « L'Empire romain n'est pas mort de sa belle mort. Il a été assassiné ».

On peut avoir été inspiré par l'Eglise par son baptême, et néanmoins se sentir soulevé de cour avec les païens contre les chrétiens, avec Celse contre Origène, avec Hypathie contre « saint » Cyrille d'Alexandrie, qui la fit ignominieusement torturer et mettre à mort par ses fidèles fanatisés. Le paganisme a, lui aussi, ses martyrs, et l'Eglise ses bourreaux.

La christianisme n'est une aventure poétique et féconde que s'il est vécu comme un mystère qui récapitule, et non comme une doctrine qui exclut : la rédemption chrétienne est une hiérarchie en laquelle s'accomplissent toutes celles qui l'ont précédée. Ni Dionysos, ni Cybèle, ni Mithra ne contiennent le Christ, mais le Christ les contient, les exprime et les transcende tous, prodigieusement. Tel n'est peut-être pas le christianisme qu'on enseigne dans les Instituts de théologie, mais c'est le mien, et je n'en veux pas d'autre. C'est le seul qui me fasse rêver. Soyons chrétiens, c'est entendu, mais brûlons aussi notre encens sur les autels désertés du paganisme gréco-romain, où les dieux s'incarnaient, meurent, descendent aux enfers, ressuscitent, et où la douleur d'Isis pleurant Osiris,

de Vénus pleurant Adonis, de Cybèle pleurant Attis, sont de sublimes figures de la douleur de la Vierge au pied de la Croix.

Sur le mont Palatin, dans le temple consacré à la Pierre noire d'Enée, Héliogabale a célébré solennellement le mariage du Baal syrien — dont, à quatorze ans, il était déjà grand pontife — avec la Tanit cartaginoise ; et dans ce lieu où il avait rassemblé les emblèmes sacrés des cultes romains, le feu de Vesta, le Palladium, les boucliers de Mars, il souhaitait réunir les autres cultes existants, le Juif, le samaritan, le chrétien, confondant en une adoration unique tous les visages du divin. L'empereur adolescent rêvait trop couramment pour pouvoir accomplir son vœu, mais celui-ci demeure en nous comme une espérance inachevée.

Le successeur d'Héliogabale, Alexandre Sévère, avait, à Rome, un oratoire où, selon son historiographe Lampride, il priait devant les portraits d'Apollonius de Tyane, de Jésus-Christ, d'Abraham, d'Orphée et d'autres dieux de ce genre-là. Un des charmes les plus scandaleux de la Rome païenne est cette tolérance, ce respect de l'autre, cette bienveillance envers les divinités et les cultures étrangères. Ce n'est pas un hasard si notre vingtième siècle, fanatique, haineux, doctrinaire, ne pard pas une occasion de donner une image calomnieuse et caricaturale des anciens Romains : d'instinct, il déteste ce qui lui est supérieur. Nous sommes néanmoins quelques-uns qui demeurons fidèles aux dieux en exil. O Vénus, reine de Cnide et de Paphos...

La tolérance dans l'identité

par DOMINIQUE LAPLANE (*)

Il faut y ajouter le racisme, qui peut persister dans la base religieuse qu'a pu avoir l'antisémitisme, ou qui existe sans jamais en avoir eu, comme c'est le cas lorsque seule est en cause la couleur de la peau.

Sans donc nier le rôle très important des courants religieux dans le développement du fanatisme, il n'est pas légitime d'affirmer que toute religion porte en soi, et par nature, le germe du fanatisme. A vrai dire, une telle affirmation n'est pas elle-même exempte de fanatisme anti-religieux.

Pour faire avancer sur de meilleurs rails une réflexion aussi

essentielle à l'avenir de l'humanité, il importe au contraire de rechercher la racine commune aux fanatismes religieux et idéologiques. On peut la trouver dans la notion d'identité, telle que l'a développée le psychanalyste américain E. Erikson (1). Cette notion située à la limite de la psychologie individuelle, de la sociologie et de l'anthropologie n'a pas reçu l'accueil qu'elle mérite, dans la mesure même où sa pleine appréhension nécessite un abord pluridisciplinaire rarement rencontré chez un même auteur.

Une absence génératrice d'angoisse

Cette identité est constitutive de la personnalité des individus. C'est elle qui assure la continuité de notre « moi », à travers ses évidents changements. C'est elle qui nous permet de prévoir ce que nous serons demain et même après-demain, du moins si cette identité est assez forte pour durer. C'est elle qui nous permet, de ce fait — on dirait volontiers aujourd'hui nous permettrait — des engagements de longue durée et la conviction que certaines causes dépassent les destinées individuelles, ce que Gastéty appelle la transcendance.

L'affaiblissement de cette identité se comprend facilement dans une société dont la création et le maintien sont à base de jugement. Comme l'écrit Erikson, « la formation de l'identité met en jeu un processus par lequel l'individu se juge lui-même à la lumière de ce qu'il découvre être la façon dont les autres le jugent, par comparaison avec eux-mêmes et par l'intermédiaire d'une typologie à leurs yeux significative ; en même temps, il juge leur façon de juger à la lumière de sa façon personnelle de se percevoir lui-même par comparaison avec eux et avec les types qui, à ses yeux, sont revêtus de prestige ».

Un élément de relative souplesse est cependant établi dans le système, car chaque identité individuelle n'a besoin d'être ressentie que comme une « variante

réussie d'une identité de groupe ». Tout système d'appréhension et d'interprétation globales du monde, tout système établissant entre les valeurs morales des rapports déterminés et relativement fixes et assignant à ceux qui y participent des buts d'existence, porte en lui une possibilité de fanatisme.

Notre société occidentale a largement renoncé à fournir à ses membres une interprétation globale du monde et à leur suggérer une finalité d'existence. Son identité propre et celle de ses membres s'en trouvent considérablement amoindries. C'est dans cette mesure qu'elle peut se considérer comme une société tolérante. Inversement, dès qu'elle s'efforce d'ériger en système son propre renoncement, on voit réapparaître le germe du fanatisme, sous la forme de ce que l'on a appelé, non sans raison, le terrorisme intellectuel.

Malheureusement, ce n'est pas non plus sans dommage pour ses membres et pour elle-même que notre société affaibli son identité et la nôtre. Sur le plan de la psychologie individuelle, l'absence de système de référence est génératrice d'angoisse. Une grande partie du malaise contemporain est liée à l'absence de formation de l'identité chez les jeunes et à sa dégénérescence chez les plus âgés.

(*) Professeur de Neurologie à l'U.F.R. de la Pitié-Salpêtrière.

L'absence de constitution ou la perte d'identité équivaut à un défaut de synthèse de la personnalité dans le temps. D'où l'incapacité d'engagement à long terme qui marque si nettement l'évolution contemporaine de la famille et une défiance à l'égard du temps : tout retard est déception, toute attente impuissance, tout espoir est danger, tout plan est chimérique. On touche ici du doigt la proximité entre cette perte d'identité et la déviance juvénile avec sa difficulté d'adaptation sociale. L'absence de références communes est également cause, pour partie, du sentiment général d'incommunicabilité.

On peut ajouter que, de même que l'organisme privé de processus immunitaire est voué aux infections, aux cancers et à la mort, de même une société sans identité tend à mourir par perte de son dynamisme interne — la dénatéité est le signe le plus visible, et, bien sûr, sous le coup de la pensée occidentale par la cupidité des dictatures ploutocratiques et par la volonté de puissance d'oligarchies habiles à utiliser la superstructure de l'idéologie marxiste à leur avantage.

Dans la mesure, difficile à décider, où une société ne se contente pas de se subir, mais se choisit (et c'est à l'évidence le rôle et la responsabilité de ses intellectuels ou alors tout n'est que hasardage), le dilemme est angoissant : ou bien mourir par dévitalisation avec la tolérance comme seule consolation, ou bien se restructurer au risque de voir réapparaître le fanatisme agressif pour l'extérieur et opprimant pour les non-conformistes de l'intérieur.

Pourtant une troisième voie est possible : celle qui incite dans une identité fortement structurée la tolérance elle-même. Alors que la tolérance actuelle n'est le plus souvent qu'inconsistance, cette troisième voie la prendrait comme vertu, c'est-à-dire comme force, et, loin d'espérer son écosystème spontané, elle la cultiverait comme son bien le plus précieux.

Contrairement à ce que des analyses superficielles, souvent partiales et parfois haineuses, laissent penser, une telle tolérance, une telle non-agressivité, font intégralement partie de toute religion authentiquement chrétienne. René Girard (2) a parfaitement montré qu'une bonne part de l'originalité du message évangélique tient dans l'abandon et le rejet de la mentalité « sacrificielle » et de la violence fondatrice des sociétés.

Si donc les Eglises chrétiennes ont fait montre dans le passé d'un regrettable fanatisme, ce n'est pas en conformité à leur nature propre, mais au contraire en opposition à elle. Le comportement des sociétés ne dépend pas d'un facteur unique, mais de courants divers. C'est vrai des sociétés religieuses dont le comportement est influencé pour partie par la religion elle-même mais pour une autre part, tout aussi importante, par le milieu culturel, qui contribue à sa génération et à son alimentation.

L'inverse est tout aussi vrai. C'est pourquoi, contrairement à certaines apparences, les idéologies qui constituent encore le consensus éthique occidental sont d'origine chrétienne : l'égalité fondamentale des hommes et des races, les droits de l'homme et la tolérance. Ces idées-forces sont fragiles. Elles sont menacées à l'intérieur même du monde issu de la pensée occidentale par la cupidité des dictatures ploutocratiques et par la volonté de puissance d'oligarchies habiles à utiliser la superstructure de l'idéologie marxiste à leur avantage.

Peut-on essayer de rebâtir une identité du monde occidental sur les ruines de son identité chrétienne en cherchant les intuitions les plus fondamentales du mouvement de pensée contemporaine, tels que le désir et le développement des individus, tout en secourant les sciences les plus évidentes : l'écologie, l'individualisme et l'incommunicabilité (3).

Cependant, les limites d'une telle entreprise apparaissent justement lorsqu'il s'agit de justifier la tolérance. A cet égard, rien ne vaut, manifestement, la foi chrétienne en un Dieu créateur et sauveur de tous. Mais elle doit être articulée dans cette mentalité « non sacrificielle » implantée au cœur de l'évangile mais apparemment si difficile à actualiser. Quant à croire que la tolérance est un acquis définitif qui se justifie de lui-même, c'est faire preuve d'une naïveté démentie de génération en génération.

(1) E. Erikson : Adolescence et crise (de l'identité), t. 2, Flammarion, 1978.

(2) R. Girard : Des choses cachées depuis la fondation du monde. Grasset, 1979.

(3) D. Laplane : Le bonheur est-il pour les imbéciles ? Fayard, 1979.

Le totalitarisme, c'est autre chose...

par FRANÇOIS-MICHEL PASQUET (*)

COMMUNS fanatisme l'entreprise d'imposer au monde une vérité qui n'est pas de ce monde : c'est le sens de Voltaire, le fondateur, rassemblant de formules épar-

1) A l'origine, l'intuition d'une transcendance tout autre, qui, de ce fait, exige pour apparaître une médiation (le Prophète, les dieux), mais aussi s'adresse à l'humanité sans distinction, du haut de sa différence absolue. Par conséquent, le zélote peut extirper ou marginaliser quiconque se refuse consciemment à la vérité, mais son mouvement premier doit être la réintégration de l'égaré, dont seule la persévérance est diabolique.

2) Illuminé par la grâce, l'Élu n'a plus de raison ni de passions ; parfaite simplicité du vide qu'il accouline et qui le déplace. Il tend à résorber sa particularité opaque dans l'autre ; mais, dès lors, la plénitude de ce néant prend soudain la forme d'une agression contre les réalités illusoires (le souffle divin renverse les murailles, etc.). La seule puissance de l'Être dissout déjà le chaos des apparences. Or, comment incarner cette transparence en quoi se résume l'être de l'Élu ? Dans ce que Voltaire appelle la « barbarie », la grâce dépollue le moi messianique, la violence efface les identités originales ; cette transition toujours possible du néant spirituel à l'anonymat personnel, métamorphose l'Élu en fanatique.

3) C'est dire que la différence individuelle resurgit dans sa dégradation même : la vérité autre ne peut pas ne pas se dévoiler puisqu'elle est autre, mais se dévoilement l'imbrique dans les labyrinthes du dieu. Une issue ? En finir à jamais avec l'existence séculière, et fonder un rayonnement de l'autre : la barbarie succède le martyre, la mort comme dénonciation des mirages, accession à l'unique nécessaire.

Le totalitarisme, c'est autre chose... l'entreprise d'élever le monde à sa propre réalité sous-jacente, que l'écume des choses reflète ou corrompt.

1) Dans les interstices de l'univers visible (des hommes, des institutions, des doctrines) respire un ordre invisible qui le sub-tend et le cautionne (les forces profondes du sang, les rapports sociaux noués dans la transformation de la nature, la lente épopée du salut), mais qui, du même coup, ne l'illumine pas. Le visible ment, mais c'est que la vérité y agit en secret, la vérité court immanente choisie expérience vécue, mais nulle expérience ne naît à son intimité. Le fanatisme apparaît d'emblée comme un élan de l'âme : le totalitarisme doit d'abord déchiffrer la structure ensévelée mais toute-puissante du vrai réel ; - saisis de ce

qui dans le visible est proprement le monde, « vision du monde », il est donc avant tout idéologie.

2) La vérité cachée dans le réel est du réel même, elle cherche à s'actualiser : l'appréhension, ce n'est pas contempler, c'est plonger dans un mouvement douloureux, de génèse, progressive du réel à son être. L'idéologie est ce mouvement. La vérité veut, elle se poursuit elle-même et vise à s'épanouir à la surface visible. Loin de supprimer raison et passion dans le flamboiement du rien, comme le fanatisme, l'idéologue doit pousser l'une et l'autre à l'extrême où elles s'échangeront.

Le désir de la logique

La raison devient passion dans le désir de la logique, inhérent, comme l'a montré Hannah Arendt, au mode d'être totalitaire : la passion se fait raison dans l'abandon radical, qui détache l'individu de sa particularité close et l'ouvre à l'immanence de la vie enfin affleurante.

3) L'idéologie n'est pas « barbarie ». Pour faire germer dans l'être vivant la vie impersonnelle qui le fait être, besoin est de ne le point tuer, mais bien de l'extirper de « lui-même » (empire des apparences) pour renaitre à la vérité invisible, à l'indétermination déformée incarnée. On ne tue pas, on fait mourir, et que cela n'en finisse pas, et que les visages n'en terminent jamais de se brouiller, de s'estomper, de se fonder sur murs. Ce n'est plus la « barbarie », qui se fonde sur l'identité choisie par l'individu (ah ! le le dieu chrétien, luthérien, musulman, juif, en bien soit-il), c'est la terreur, qui s'attaque au réel non plus en fait (on liquide certains objets), mais en droit (le réel n'est pas le réel).

La violence fanatique aboutissait au martyre. La terreur se dépasse

dans l'impossible (pour elle-même, l'y insiste) meurtre collectif. Qui : en principe, il faudrait ne pas tuer, mais en fait, il faut tuer. L'unique réalité ? C'est qu'une volonté maladroite s'y oppose. Mauvaise, elle n'est que l'antidote inopérant : mais volonté, elle tient à la nature même du vrai. A la génèse de l'être, répond le complot des démons, qui sont et ne sont pas ; le figure sensible et renversée du complot, c'est le camp, plaque de mal domestiquée ; hélas ! à rendre l'ennemi de plus en plus invisible, on lui confère d'autant mieux les caractères de l'être, on accroît sa puissance maléfique et usurpatrice ; bref, plus la bête meurt, et plus elle prolifère.

Le totalitarisme n'est hétéro que par son geste de l'Épée anonyme, supérieure. Après la POU, voilà...

parce qu'il n'arrive pas à tuer ; parce qu'il ne parvient pas à n'être que barbare ; parce qu'il ne vise pas à implanter dans le monde une vérité qui s'en détourne, mais à égaler le monde à la vérité qu'il appelle et qui le justifie. Volonté, non croyance ! L'idéologie est notamment pragmatique, dans son verbe d'entente ; expérience du néant, le fanatisme dresse la loi et le non sur la table rase de choses. A celui-ci, Voltaire oppose la tolérance, disons l'adhésion à la complexité irréductible comme ultime unité du réel (dernière tous les dieux, un dieu de droit naturel ; au-delà des courames, une raison humaine qui tire divers parts de la variété terrestre, et le bon sans toujours à l'œuvre dans nos inconciliables vérités). A l'idéologie, nous devons affronter, non un retour au monde, qu'elle colonise déjà, mais, plus audacieusement, ce matérialisme intrinsèque qui ne recourt pas à l'extériorité du réel, et de ses objets à jamais singuliers, dans l'hétérogénéité d'une nature totalisante et que nous n'aurons qu'à interioriser.

L'heure de la tolérance a passé, car le fanatisme n'est plus de ce royaume (l'iran se réclame moins de la transcendance que du génie propre de sa « culture », de sa vérité même jadis, ou, de l'idéologie). Voici le temps de ce que Césaire Roosevelt nomme l'allégresse, et qui pourrait s'appeler la générosité : car face à l'idéologue, agent de la réalité, mais qui la rassemble tout entière et sans fissure dans sa volonté impersonnelle, la générosité accueille l'indépendance, la prolifération de ce qui est, sans l'arraisonner ni la revendiquer, pour mieux cultiver en lui-même ses bigarrures et ses écarts.

● RECTIFICATION — Le prix de l'ouvrage de MM. Davy, *Initiation médicale — La philosophie au douzième siècle* (Albin Michel), dont Jean Lacroux a rendu compte dans le Monde du 22 avril, est d'environ 30 F et non 52 F comme nous l'avons indiqué par erreur.

Islande

Terre de contrastes, Terre de feu et de glace, Pays des amoureux de la nature.

La brochure « Saga Tours 80 » vous propose :

- **Tours classiques**
- **Expéditions camping** (pour ceux qui désirent vivre une aventure)
- **Islande en toute liberté** (louez une voiture et découvrez l'Islande)
- **Randonnées** (voyage de 3 semaines dont 6 jours à pied, sac au dos)
- **Tours spéciaux** (ornithologie, géologie, minéralogie, pêche au saumon, rassemblement des moutons...)

Consultez votre agent de voyages ou retournez cette annonce avec votre nom et adresse à ICELANDAIR, 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris — Tél. 742.52.26, et vous recevrez renseignements et documentation.

ICELANDAIR

Le Monde

Algérie

Les images présentées à confirment l'ampleur des affronts

Les images présentées à confirment l'ampleur des affronts

Chine à Alger

Les tal

PA

République

Quatre opposants à la suite des gr

Zimbabwe

LE MONDE

LES BUREAUX

حزب الامت الاسلامي

Le Monde

étranger

AFRIQUE

Algérie

Les images présentées à la télévision confirment l'ampleur des affrontements de Tizi-Ouzou

Alger. — Des vitrines éventrées, des bus calcinés, des rues jonchées de débris : l'Algérie tout entière a pu, à la veille du sacre saint week-end, constater la « casse » provoquée par les « éléments nationalistes et antipatriotiques » qui, trois jours durant, ont défilé l'autorité des forces de l'ordre dans le centre de Tizi-Ouzou. La télévision algérienne, jusqu'à présent fort avare d'informations sur les troubles de Kabylie — complaisamment « gonflés » assurait-on par la presse étrangère, et surtout française — leur a consacré jeudi soir 22 avril quelques quarante minutes de reportages et de commentaires.

Les images défilèrent instantanément des dégâts causés dans la ville par des « tribuns manipulateurs » auront peut-être, comme il convenait, soulevé l'indignation des bons citoyens. Mais elles témoignent aussi a posteriori de la violence et de l'ampleur d'affrontements que les autorités s'attachaient à y a peu à minimiser.

Le feu vert donné aux médias officiels pour rendre compte sur place des événements indique, en tout cas, que le gouvernement estime avoir repris le contrôle d'une situation qui, admet-on discrètement, lui avait bel et bien échappé. De fait, Tizi-Ouzou a vécu jeudi une journée sans heurts, mais la ville est loin d'avoir repris son animation habituelle.

Des barrières dressées sur les routes au pourtour de la ville contrôlent les allées et venues et interdisent encore le passage aux journalistes étrangers. Nombre d'habitants ont cependant sorti pour aller se ravitailler et,

De notre envoyé spécial

dans l'après-midi, les Kabyles de la capitale de retour au « pays » pour le week-end, formaient de longues queues aux divers postes de contrôle installés entre Alger et Tizi-Ouzou.

Retour à l'ordre ou simple répit ? Il est encore trop tôt pour trancher avec certitude. La répression brutale déclenchée dimanche contre les étudiants qui occupaient leur université et les ouvriers qui s'étaient déclarés solidaires, loin de suffire à étouffer le mouvement, a au contraire attisé la révolte et suscité l'émotion.

Calmé à Alger

Les témoignages concordants et dignes de foi attestent qu'un plus fort des troubles, surtout dans la journée de mardi, une large majorité de la population de la ville et des villages avoisinants soutient activement les jeunes les plus déterminés à l'affrontement. Mais la « rafle » opérée sur le campus et les arrestations qui ont suivi n'ont-elles pas aussi « décapité » le mouvement en le privant de tous ceux qui depuis six semaines, alimentaient et conduisaient la contestation ? Les autorités ont mis sur l'essentiel, rapidement des manifestations silencieuses ne veulent encore voir dans ces événements qu'une effervescence sans lendemain, totalement isolée du reste du pays. De fait, les rumeurs exagérées et attendues par les jeunes Kabyles à Alger ou dans d'autres régions berbérophones (Aurès), ont fait défaut. La capitale est restée parfaitement calme, malgré certaines tensions dans les centres

universitaires, et rien n'indique que les Chénouas des Aurès se soient à quelque moment sentis concernés par la colère des « frères berbères ».

Rassurés d'être ainsi parvenus à confiner le mouvement au bastion kabyle, les dirigeants algériens s'emploient désormais à isoler en son sein les « pyromanes », rejetant d'emblée — et non sans un certain dédain — les motivations culturelles, considérées ici comme un simple habillage. Les autorités entendent désormais étayer leur thèse du complot tramé et organisé à l'étranger. Seule « épice à conviction », le dénouement d'un enseignant interrogatoire d'un enseignant arrêté à Tizi-Ouzou, diffusé jeudi soir par la télévision.

Parlant un français maladroite-ment précis, ce « meneur » a longuement expliqué comment il avait été, depuis des années, « manipulé » par une organisation dirigée de Paris par un avocat kabyle naturalisé français, M. Rachid Ali Yahia. Déjà pris à partie par la presse algérienne, ce dernier semble devoir être présenté comme l'âme du complot. Il n'est pas inconnu à Alger : militant du Mouvement nationaliste au lendemain de la guerre, il aurait, en 1949, tenté de prendre le contrôle de la Fédération de France avant d'être écarté sous l'accusation de « berbérisme ».

La silhouette du « chef d'orchestre » peut paraître un peu terre, mais elle n'est pas sans racines algériennes. Le roi du Maroc au président Sadate sans oublier — cité nominalement — l'Algérie — c'est le SDCS français.

DOMINIQUE POUCHIN.

« Les faits sont têtus »

El Moudjahid accuse des « organisations implantées en France » d'être derrière les émeutes de Tizi-Ouzou. Que certains opposants cherchent à tirer parti de l'effervescence actuelle ne fait pas de doute. Qu'ils aient réussi à provoquer un soulèvement de leur seul fait paraît peu probable ou alors cela reviendrait à leur accorder une puissance et une influence que le gouvernement algérien leur a toujours déniées, ce qui, au demeurant, correspondait assez à la réalité. L'hebdomadaire *Algérie-Actualités* met, pour sa part, en cause des étudiants et des éléments antinationalistes — manipulés par les services français en coopération avec les services marocains.

Déjà, au début de 1976, Alger avait fait état d'une opération du même genre : elle n'avait trouvé aucun écho au sein de la population, et les comploteurs avaient été arrêtés, jugés et condamnés. L'Algérie fait partie de ces pays du tiers-monde dont le

peuple, trempé dans une longue et dure guerre de libération, a apporté la preuve de sa maturité en maintes circonstances difficiles. En outre, entre 1965 et 1976, année de sa mort, le président Boumedienne et son équipe ont édifié un Etat fortement structuré, qui a toujours déjoué les complots inspirés ou organisés à partir de l'étranger.

Cela étant, il existe bien un « malaise kabyle » et il remonte à plusieurs années. C'est par une série de maladresses et en faisant la sourde oreille chaque fois que le signal d'alarme était tiré que les autorités l'ont laissé s'amplifier, donnant à leurs adversaires la possibilité d'exploiter la situation. Les premiers symptômes du malaise étaient apparus au grand jour lors du débat sur la Charte nationale. A l'époque, nombre d'orateurs kabyles mais aussi arabes avaient regretté, au nom de la rigueur et de la vérité historique, que les origines berbères

du pays aient été escamotées dans le texte fondamental : ce substrat socio-culturel n'était, en effet, évocateur que par allusions.

Alors que le pouvoir cite souvent cette phrase du cheikh Ben Badie : « l'Algérie est ma patrie, l'arabe ma langue, l'islam ma religion », certains s'étaient chargés de rappeler que le penseur religieux, considéré comme un des inspirateurs du mouvement national, affirmait aussi : « La personnalité algérienne repose sur un trépied, l'arabe, le berbère, la langue arabe, la religion musulmane ». Deux ans plus tard, le malaise était encore plus nettement perceptible.

Tous les Kabyles reconnaissent volontiers que l'Etat a assuré un essor économique sans précédent dans leur région, mais il suffisait de converser un moment avec eux pour percevoir combien était vive leur frustration au niveau de l'identité culturelle. Diverses mesures y avaient contribué. Rappelons, entre autres, la suppression de la chaire de kabyle à l'université d'Alger, l'interdiction faite à des chanteurs kabyles de se produire chez eux, alors qu'ils pouvaient librement le faire à Oran ou à Alger, la nomination à Tizi-Ouzou d'un wali (préfet) qui se refusait à parler le kabyle, qui était pourtant sa langue maternelle, même avec des accents, et c'est là le seul moyen d'expression... Plusieurs hauts fonctionnaires, dont on ne pouvait soupçonner la loyauté, et même des ministres, nous disaient alors, faisant allusion à leur origine : « Nous ne pouvons rien faire nous-mêmes ». Personne ne pensait, ni ne pense pourtant, à une solution « séparatiste », jugée irréaliste et, au demeurant, non viable.

Les autorités s'étonnaient alors de voir des journalistes étrangers s'intéresser à un problème qui, selon elles, « n'existait pas » et donc, de parler d'un malaise « inexistant ». Pourtant, comme le déclarait un militant du F.L.N. au cours du débat sur la Charte : « Ceux qui persistent à nier le berbérisme finissent par recréer le berbérisme inventé par le colonialisme, et nos ennemis savent bien en tirer parti pour nous opposer les uns aux autres. Si, et revanche, on cesse de regarder la réalité en face, sans complexe, on s'aperçoit alors qu'il n'existe pas vraiment de problème kabyle et tout va mieux ».

Ce propos avait été rapporté à l'époque dans un numéro du *Monde* (2-3 juillet 1979) qui n'avait pas été mis en vente en Algérie. C'est la cas à chaque fois que les « événements » de Kabylie sont évoqués. Pourtant, on n'est pas en accord la presse étrangère de méfiance et en l'interdiction — comme ce fut le cas lors de la maladie du président Boumedienne, maintes fois démentie officiellement — que les responsables suppriment les réalités qui les dérangent. Comme disait Lénine, « les faits sont têtus ».

PAUL BALTA.

Tunisie

La composition du gouvernement témoigne d'une volonté d'ouverture

Une description de la vie politique semble se dessiner en Tunisie après le remaniement du gouvernement auquel a procédé, jeudi 24 avril, le président Bourguiba.

Cette volonté d'ouverture est illustrée par le retour de trois ministres démissionnaires à la veille des élections du 26 janvier 1978 pour protester contre le refus du pouvoir de dialoguer avec les syndicats (M. Mongi Kooli, Abdelaziz Larasem et Moncef Bel Hadj Amor) et l'élection de M. Mohamed Sayah — qui

demeure au gouvernement — à un département technique — de la direction du parti socialiste destituer.

Considéré comme le principal animateur de la « tendance dure » au sein du parti et comme un chaud partisan des méthodes autoritaires, M. Sayah était contesté par une partie de l'opinion publique. Sa mise à l'écart pourrait atténuer le malaise existant dans les milieux syndicaux, faciliter le dialogue avec les oppositions et même satisfaire bon nombre de cadres et militants désorientés. Son remplacement par un ministre démissionnaire à la veille du « jeudi noir », M. Mongi Kooli, considéré comme libéral, devrait aussi aider à détendre le climat politique.

Depuis l'attaque lancée le 26 janvier dernier contre la ville de Gafsa, le président Bourguiba a fait libérer huit anciens dirigeants syndicaux et a levé les mesures d'exception du parti frappant neuf anciennes personnalités du gouvernement devenues

membres du mouvement d'opposition des « démocrates socialistes ». L'un d'entre eux, M. Sadok Ben Jomaa, est devenu ministre des transports et des communications.

Le remaniement du cabinet est aussi caractérisé par une restructuration des départements à caractère économique, avec la fusion des ministères de l'industrie et du commerce réunis en un ministère de l'économie nationale, confié à M. Abdelaziz Larasem, et de celui du Plan et des finances, que dirigera M. Mansour Moalla. Enfin, M. Moncef Bel Hadj Amor a été désigné comme ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative.

Dans les cercles politiques tunisiens on souligne que la composition de ce nouveau cabinet — qui devrait bénéficier d'une plus large audience que le précédent — témoigne, de la part du président Bourguiba, d'une volonté « d'efficacité et de crédibilité ». M. D.

LE NOUVEAU CABINET

Voici la liste du nouveau cabinet :

Premier ministre : M. Mohamed Sayah ;
Conseiller spécial auprès du président de la République : M. Habib Bourguiba junior ;
Ministre de la justice : M. Mohamed Chaker (*) ;
Affaires étrangères : M. Hassan Belkhouja ;
Intérieur : M. Dridas Guiga ;
Défense nationale : M. Salaheddine Baly (*) ;
Plan et finances : M. Mansour Moalla (*) ;
Economie nationale : M. Abdelaziz Larasem (*) ;
Équipement et habitat : M. Moncef Bel Hadj Amor (*) ;
Information et affaires culturelles : M. Fouda Mchazaa ;
Éducation nationale : M. Moncef Bel Hadj Amor (*) ;
Enseignement supérieur et recherche scientifique : M. Abdicade Ben Dha ;
Agriculture : M. Lassaad Ben Osmann ;
Santé publique : M. Rachid Sfax (*) ;
Travaux publics et communications : M. Sadok Ben Jomaa ;
Affaires sociales : M. Mohamed Ennaceur ;
Jeunesse et sports : M. Hedi Zeghal ;
Ministre délégué auprès du premier ministre, directeur du parti M. Mongi Kooli (*) ;
Ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la fonction publique et de la réforme administrative : M. Moncef Bel Hadj Amor (*) ;
Secrétaire d'Etat aux P.T.T. : M. Brahim Khoulja ;
(*) Personnalité nouvelle.
(**) Ministre ayant changé d'affectation.

M. MOHAMED SAYAH : une personnalité controversée.

M. Mohamed Sayah, qui vient d'être écarté de ses fonctions de directeur du parti socialiste destituer et nommé ministre de l'équipement et de l'habitat, a été l'un des personnalités les plus influentes et les plus controversées du régime tunisien. Agé de quarant-sept ans, licencié en lettres, M. Sayah a commencé sa carrière politique, en 1962, comme directeur adjoint du parti avant d'en devenir directeur, en 1964, jusqu'à la fin 1969, pendant l'expérience des copartisans menée par l'ancien ministre de l'économie, M. Ahmed Ben Salah. Lorsqu'il a été mis fin à

cette expérience, il a été déchargé de la direction du parti pour être nommé, en novembre 1969, secrétaire d'Etat à l'information. Après avoir représenté la Tunisie auprès des Nations unies à Liège, d'octobre 1970 à octobre 1971, il revient au gouvernement en tant que ministre des travaux publics et de l'habitat. En 1973, il est à nouveau directeur d'un parti, poste qu'il cumule alors avec celui de ministre de la jeunesse et des sports, puis avec celui de ministre délégué auprès du premier ministre, dont il avait été écarté en septembre 1979.

M. MONGI KOOLI : la fin d'une disgrâce.

M. Mongi Kooli, qui succède à M. Sayah à la direction du parti, a été ministre de la santé publique, que du 31 mai 1976 au 26 décembre 1977. Il devait démissionner, à cette date, de ses fonctions, en même temps que plusieurs autres ministres, pour protester contre la politique de l'opposition alors aux syndicats.

Agé de cinquante ans, M. Mongi Kooli est originaire de Kasserine, dans le Sahel. Licencié en droit, il a été secrétaire général de l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET), puis directeur adjoint du parti avant d'être nommé gouverneur (préfet) de Bizerte, en 1967. Le nouveau direc-

teur du parti a été ambassadeur à Madrid et secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, de 1974 à 1976. M. Mongi Kooli a été réintégré, le 18 avril, au sein du comité central du parti socialiste destituer, dont il avait été écarté en septembre 1979.

Maroc

● PRECISION. — L'Académie royale du Maroc que le roi Hassan II vient d'inaugurer (le *Monde* du 22 avril) siège à Rabat et non à Fès, comme le titre donné à l'article de Roland Delcourt pouvait le suggérer.

République Sud-Africaine

Quatre opposants à l'apartheid sont arrêtés à la suite des grèves de lycéens métis

De notre correspondante

Johannesburg. — L'histoire sud-africaine bégaye et la leçon des révoltes lycéennes de 1976-1977, qui firent, lors d'affrontements avec la police, des centaines de morts et des milliers de blessés, sans compter plusieurs milliers d'arrestations et un important exode de jeunes à l'étranger, n'a pas servi au gouvernement : une nouvelle fois, celui-ci a réagi à des manifestations lycéennes organisées pour protester contre la discrimination raciale dans l'enseignement par des arrestations, des menaces et les charges de la police anti-émeutes.

Quatre opposants résolus à la politique de ségrégation raciale ont en effet été arrêtés mercredi 23 avril, au

Cap et à Johannesburg, à la suite des grèves de lycéens. Se tenant à sa version selon laquelle les grèves des lycéens métis sont le fait d'« agitateurs », le gouvernement a fait appréhender M. Curtis Mkhondo, président du Comité d'action des enseignants de Soweto, qui multipliait, ces derniers temps, des discours publics contre la politique d'apartheid, branche du Cap du mouvement de la conscience noire Azapo (Azanian People's Organisation), M. Achmed Casiem, qui fit sept ans de prison dans l'île de Robben et était banni au Cap depuis sa libération, et M. Michael Sedgwick, de l'université du Cap, travaillant également pour la commission de la planification urbaine des églises.

Joué a, en fait, été une journée de réunions et de discussions pour les lycéens et lycéennes métis. Tot le matin, dans la banlieue de Johannesburg, plusieurs centaines d'entre eux ont défilé dans les rues avant de se rendre au lycée de la cité, pompesusement baptisée Eldorado-Park. — C. C.

Zimbabwe

● Plus de quatre cents Noirs ont été arrêtés à la suite d'incidents entre diverses factions, notamment plusieurs fusillades et des jets de grenades, a annoncé la police jeudi 24 avril. Ces incidents ont fait au moins quatre morts et plusieurs centaines de blessés depuis une semaine. L'ancien premier ministre, M. Abel Muzorewa, a déclaré que ses partisans étaient les premières victimes de ces heurts et a dénoncé comme agresseurs les militants de l'Union nationale africaine de M. Robert Mugabe. Ce dernier a averti que la police allait prendre les « mesures les plus sévères » pour mettre fin aux incidents. — (A.F.P.)

LE MONDE

met chaque jour à disposition de ses lecteurs les informations les plus précieuses et les plus intéressantes. Venez le découvrir aux BUREAUX que vous recherchez.

Somalie

LES NEGOCIATIONS SE POURSUIVENT AVEC LES ETATS-UNIS AU SUJET DE L'UTILISATION DE LA BASE DE BERBERA

Le docteur Mohamed Aden Sheikh, ministre somalien de l'information, a déclaré, le jeudi 24 avril à Paris, qu'il a eu un accord « très satisfaisant » entre le gouvernement somalien et les Etats-Unis pour l'utilisation par l'armée américaine de la base stratégique somalienne de Berbera. Celle-ci avait été utilisée par l'O.R.S.S. jusqu'en 1977.

Le ministre a toutefois précisé que des discussions à ce sujet étaient en cours entre l'administration Carter et le gouvernement somalien. Le docteur Aden Sheikh a, d'autre part, déclaré que la « Somalie occidentale » (province éthiopienne de l'Ogaden) lutte pour son autodétermination et que, au-delà de l'aide immédiate aux réfugiés, il faudrait trouver une solution politique à ce problème, qui, selon lui, devrait être évoqué lors du sommet franco-africain de Niamey en mai prochain. M. Aden Sheikh a dénoncé le bombardement par l'aviation éthiopienne de villages de l'Ogaden, et a fait état de l'expulsion de cette région de nomades somalis par les autorités éthiopiennes. Enfin, il a estimé qu'environ un million trois cent mille réfugiés se trouvent actuellement en Somalie, où ils représentent près du tiers de la population.

C'est pour venir en aide à ces réfugiés, dont la situation sanitaire est particulièrement précaire, qu'un comité de secours (1) a été créé en France sous la présidence de M. Georges Gorra, ancien ministre, président du groupe d'amitié parlementaire France-Somalie.

(1) Les dons peuvent être envoyés à : l'Union française de Solidarité, 23, rue Dumont-d'Urville, 75016 Paris, C.C.P. n° 18317 Paris.

Nous sommes tous des Américains.

JACQUES THIBAU

LA FRANCE COLONISEE

La France pourrait bientôt échapper aux Français. Tandis que le débat politique s'égare dans des polémiques inutiles, d'autres que nous, fabriquent notre avenir. L'influence culturelle et politique de l'Amérique, son aide militaire et économique se sont transformées insensiblement en rapports inégaux, source d'oppression. 336 pages.

Un livre lucide et solidement fondé. Yves Florenne. Le Monde diplomatique.

FLAMMARION

PROCHE-ORIENT

L'ÉCHEC DE L'OPÉRATION AMÉRICAINE EN IRAN

La responsabilité de la mission m'incombe entièrement

déclare le président Carter

Washington (A.P.). — Voici le texte de l'allocution radiotélévisée que le président Carter a prononcée, vendredi 25 avril, sur l'ensemble des réseaux américains à 7 heures du matin (heure américaine) :

« J'ai, mercredi, j'ai annulé une opération soigneusement préparée qui était en cours en Iran pour mettre en place notre équipe de sauvetage pour un retrait ultérieur des otages américains, qui sont détenus à bas depuis le 4 novembre.

« Une défaillance matérielle dans l'hélicoptère de sauvetage a obligé de mettre fin à la mission. Alors que notre équipe se retirait sur son ordre, deux des avions américains se sont heurtés au sol à la suite d'une opération de ravitaillement en un point éloigné du désert, en Iran.

« D'autres informations sur cette mission de sauvetage seront fournies au peuple américain lorsque cela sera approprié.

« Il n'y a pas eu d'affrontement, il n'y a pas eu de combat. Mais à mon grand regret, huit des membres de l'équipage des deux avions qui sont entrés en collision ont été tués et plusieurs autres américains ont été blessés dans l'accident.

« Nos gens ont été immédiatement conduits hors d'Iran par voie aérienne. Ceux qui ont été blessés ont reçu un traitement médical et on s'attend que tous se rétablissent.

« Nous n'avons aucune preuve

que des dirigeants ou des autorisés d'Iran aient approuvé cette opération avant que plusieurs heures ne se soient écoulées après le retrait de tous les Américains d'Iran.

« Notre équipe de sauvetage avait, et je le sais, que l'opération serait certainement difficile, et il était certain qu'elle serait dangereuse. Nous étions tous conscients que si l'opération de sauvetage avait pu débiter, elle aurait eu une excellente chance de succès.

« Ils étaient tous volontaires. Ils étaient tous très entraînés. J'avais rencontré eux tous avant qu'ils ne partent pour cette opération. Ils savaient alors quels étaient les espoirs et quels étaient les espoirs des Américains qu'ils emportaient avec eux.

« Aux familles de ceux qui sont morts et qui ont été blessés, je souhaite exprimer l'admiration que je ressens pour le courage de leurs êtres chers, et la peine que j'éprouve personnellement pour leur sacrifice.

« La mission à laquelle ils ont participé était une mission humanitaire. Elle n'était pas dirigée contre l'Iran. Elle n'était pas dirigée contre le peuple iranien. Elle n'a pas été entreprise avec un sentiment quelconque d'hostilité envers l'Iran ou son peuple. Elle n'a entraîné aucune perte de côté iranien.

« Les plans pour cet effort de sauvetage ont commencé peu après la prise de notre ambassade. Mais, pour un certain nombre de raisons, j'ai attendu jusqu'à maintenant pour mettre ces plans de sauvetage en pratique.

« Pour être réaliste, cette opération complexe devait être le fruit d'une planification intense, d'un entraînement intensif et de nombreuses répétitions. Cependant, la solution de cette crise par les négociations et par une décision volontaire des dirigeants iraniens était alors de toute évidence, à été depuis et demeure préférable.

« Cette tentative de sauvetage a dû attendre que je juge que les autorités iraniennes ne pouvaient pas ou ne voulaient pas régler cette crise de leur propre initiative. Du fait de la constante détérioration de l'autorité en Iran,

des dangers de plus en plus grands pour la sécurité des otages eux-mêmes et de la certitude de plus en plus grande que leur libération prochaine était hautement improbable, j'ai pris ma décision.

« Le fait que nos missions étaient prêtes à s'engager a rendu les chances tout à fait réelles. J'ai donc décidé de mettre en œuvre les plans préparés depuis longtemps. J'ai donné l'ordre de cette mission, de façon à protéger des vies américaines, les intérêts nationaux des États-Unis, et à réduire les tensions dans le monde, qui ont été créées au fur et à mesure que cette crise évoluait. Cette décision m'appartenait, et c'est moi qui ai décidé d'entreprendre la mission et de l'annuler lorsque les problèmes se sont posés. La responsabilité est entièrement mienne. Après cette tentative, nous continuons à tenir le gouvernement iranien pour responsable de la sécurité et de la libération proche des otages détenus si longtemps. Les États-Unis restent décidés et déterminés à obtenir leur libération le plus tôt possible.

« En tant que président, je sais que toute la nation a une grande reconnaissance envers les braves qui étaient prêts à libérer leurs compatriotes. En tant que président, je sais aussi que cette nation partage ma déception et que cette mission n'a pu être menée du fait de difficultés. Je suis déterminé à poursuivre nos efforts pour amener tous nos otages à la liberté aux États-Unis. Nous avons déjà été déçus dans le passé et nous ne renoncera pas à nos efforts pendant cette période extrêmement difficile ; nous avons recherché et nous continuerons à rechercher tous les moyens pour obtenir la libération des otages. Dans cet effort, l'appui du peuple américain et de tous nos amis constitue un élément crucial de même que l'appui des autres nations qui ont encore plus important aujourd'hui.

« Nous poursuivrons avec les autres pays la recherche d'une solution rapide à la crise, sans qu'il y ait perte de vies humaines, d'une manière pacifique et par les moyens diplomatiques.

Le raid aurait été annulé pour des raisons techniques

Après l'annonce faite par la Maison Blanche, M. Harold Brown, secrétaire américain à la défense, a réuni, ce vendredi, à l'aube, son état-major au Pentagone. Le secret de l'opération avortée avait été très bien gardé. Plusieurs hauts fonctionnaires du Pentagone, susceptibles d'avoir été mis au courant, se sont en effet déclarés totalement surpris en apprenant la nouvelle. Le premier communiqué de la Maison Blanche ne fournit d'ailleurs aucun détail précis sur le nombre des soldats engagés, le type de matériel utilisé et les causes exactes de l'échec et de l'accident qui a coûté la vie à huit personnes. Les États-Unis disposent, dans la région du Golfe, de deux porte-avions avec environ cent cinquante avions à bord et d'une unité de débarquement de mille huit cents « marines » équipées d'hélicoptères.

On ne peut donc pour l'instant

que formuler des hypothèses. Le sénateur républicain de l'Illinois Charles Percy a assuré que, selon les brèves d'informations en sa possession, il lui semblait que la tentative avait pour but de créer une base de départ non loin de Téhéran pour lancer ultérieurement un raid de commando éclair sur l'ambassade. Selon M. Percy, l'opération a été décommandée à la suite d'un « erreur » non précisée. Au cours du repli, un avion de transport C-130 aurait heurté au sol un hélicoptère. Huit Américains ont été tués. « Je pense, a-t-il dit, que nous avons pris de graves risques. C'est une perte tragique pour le pays. »

La nouvelle de l'échec de l'opération de sauvetage a provoqué surprise, inquiétude et confusion dans les milieux politiques à Washington, ainsi que la consternation dans les familles des otages, averties par la Maison Blanche vers 1 heure du matin.

● A WASHINGTON, l'un des porte-parole du département d'État, M. Tom Bessent, a affirmé que les « véritables intérêts nationaux » de l'Iran ne seraient pas servis par un renforcement de ses liens avec l'U.R.S.S. Commentant la signature d'un accord économique soviéto-iranien, il a jugé « peu probable » que cet accord soit suivi d'un accroissement substantiel des échanges commerciaux entre les deux pays. Il a précisé que le transport vers l'Iran de produits soviétiques pourrait être limité par l'insuffisance du réseau routier et ferroviaire. « De toute façon, a-t-il dit, les États-Unis ne disposent d'aucune indication permettant d'anticiper que ces sanctions entraveront un accroissement majeur du commerce soviéto-iranien. »

Selon le Los Angeles Times, aux termes du protocole d'accord signé mardi entre une délégation soviétique et les Iraniens, l'Iran aurait accepté d'ouvrir trois voies de terre importantes entre les deux pays pour faire face à une éventuelle mesure de blocus des ports.

● A OSLO, le gouvernement norvégien s'est aligné le jeudi 24 avril sur la position de la Communauté européenne et a décidé de suspendre tous ses échanges commerciaux avec l'Iran.

M. GHOTBZADEH : l'Europe démontre sa dépendance

Jeudi soir, le ministre des affaires étrangères iranien, M. Ghotbzadeh, a affirmé que l'Iran était prêt à fermer l'accès du golfe Persique et empêcher l'exportation de la « moindre goutte de pétrole » si les États-Unis entreprenaient une action militaire pour imposer le blocus des ports iraniens.

minage par les États-Unis des eaux territoriales iraniennes, M. Ghotbzadeh a dit : « On bien nous ne réagissons pas, ou nous demanderons à d'autres de déminer. » Il a précisé que l'I.R.I.R.S. pourrait faire partie de ces « autres ». Il a répondu : « Oui, mais elle ne nous a donné aucune réponse à ce sujet. »

LONDRES : consternation et inquiétude

De notre correspondant

Londres. — La tentative manquée de libération des otages a provoqué la consternation des milieux dirigeants britanniques ; ils cachent mal leur inquiétude et surtout leur embarras devant l'initiative militaire de Washington et affirment n'avoir pas été mis au courant. Le gouvernement britannique n'a pas été consulté et ne pouvait s'attendre à être consulté à leur tour en substance. Lord Carrington, à une station de radio indépendante.

Anticipant les critiques de ceux qui, conservateurs ou travaillistes, reprochent d'être allés trop loin dans la solidarité avec Washington, le gouvernement insiste essentiellement sur la distinction qui doit être faite, à son avis, entre l'opération limitée de sauvetage, dont la condition du succès dépend du secret, et une action militaire contre l'Iran qui aurait exigé la consultation préalable des alliés des États-Unis. C'est ce qu'a dit, vendredi 25 avril, sir Ian Gilmour, premier adjoint de Lord Carrington, aux Communions dans une brève et brève déclaration.

Cependant, le gouvernement aurait préféré attendre les explications du président Carter, mais il pouvait difficilement répondre immédiatement aux dirigeants travaillistes, qui réclamaient une déclaration gouvernementale.

Le cabinet se trouve dans une situation embarrassante. Il ne veut pas se désolidariser de Washington, ni revenir sur le soutien total assuré par Mme Thatcher au président Carter. Mais l'initiative militaire américaine, même limitée dans son objectif, renforce les doutes, pour ne pas dire la franche hostilité de larges secteurs de l'opinion parlementaire et du public envers la politique américaine. Le gouvernement peut aussi attendre que la législation sur les sanctions, qui doit être soumise dans les prochaines semaines aux Communions, soit renvoyée en question. Il est évident que la démarche militaire américaine renforce et justifie les éléments

de droite du parti conservateur et la gauche travailliste, les parlementaires comme M. Healey, ainsi que la plupart des grands journaux dans leur opposition à la politique des sanctions.

Comme M. Sheehy, ministre des affaires étrangères du cabinet fantôme qui, jusqu'ici, approuvait la politique du gouvernement, a invité très fermement le gouvernement à « exercer son influence pour obtenir de Washington qu'il fasse preuve de modération. Après avoir répété que les travaillistes ne pourraient appuyer toute action militaire contre l'Iran, il a indiqué que le gouvernement devrait faire comprendre aux Américains que, faute d'une consultation franche et complète avec les Européens, la Grande-Bretagne ne pourrait maintenir son soutien à la politique américaine. Il a demandé également que le gouvernement s'adresse auprès de Moscou pour assurer la libération des otages. Enfin, il a suggéré que les Européens invitent le président Carter à leur prochain sommet de Luxembourg.

La presse britannique, elle, ne se gêne nullement pour critiquer la politique américaine et ce que le Daily Telegraph appelle les « joies de la Maison Blanche ». M. Carter est une colombe qui a découvert, après retard qu'il se devait d'agir comme un faucon. Mais ce colombe qui veut être un faucon réunit les deux défauts des deux oiseaux. Les partisans européens de l'O.T.A.N. doivent donc une plus grande influence sur la politique générale de l'Occident. De même, le Guardian, après avoir noté que la « politique américaine n'a rien de nouveau », recommande aux chefs de gouvernement à Luxembourg d'ajourner les questions qui peuvent attendre. M. Carter ne sait pas ce qu'il faut faire, les Européens doivent lui dire où sont les manettes.

HENRI PIERRE.

Océan Indien

Madagascar

● Trois officiers malgaches, détenus depuis trois ans pour « complot contre la sécurité de l'État », n'ont toujours pas été traduits devant une juridiction, civile ou militaire, alors que leur procès avait été fixé au 15 janvier 1980. Il s'agit du commandant André Maholain, ancien ministre de l'Information, du capitaine Rakotonirina, tous deux saints-cyriens (le Monde du 3 août 1979), ainsi que du capitaine Rakoto.

PARIS-BOMBAY

3995 F

ALLER-RETOUR



Nouveaux Tarifs - visite

DES TARIFS RÉDUITS SUR VOLS RÉGULIERS.

A partir du 1^{er} mai, pour partir en Inde, Air France et Air India vous proposent un tarif "visite" vers Delhi ou Bombay : 3995 F aller-retour. Pour ce prix, comparable à ceux des charters, vous partez de Paris quand vous voulez (il y a 15 départs par semaine) et vous revenez à Paris après un séjour de 14 à 90 jours, à la date de votre choix. Vous voyagez sur un vol régulier en B 747 et vous bénéficiez du service normal de la Classe économique. Il existe également un tarif "visite" vers Madras et Calcutta à 4195 F. Même si vous partez pour l'aventure, ces avantages valent bien que vous réfléchissiez un peu.

Renseignez-vous sur les conditions de vente et d'application dans les agences Air France et Air India ou chez votre Agent de voyages.

AIR FRANCE AIR-INDIA

ÉSOTÉRISME OU BOTANIQUE ?

GIBERT JEUNE.

LIVRES, PAPETERIE, DISQUES.

LA BONNE ADRESSE POUR MIEUX CHOISIR.

Place et quoi Saint-Michel, 15 bis, boulevard Saint-Denis, Paris.

Six mois d'efforts infructueux de Washington

NOVEMBRE

- Quatre cents étudiants islamiques prennent d'assaut l'ambassade des États-Unis à Téhéran. Ils demandent l'extradition du chah.
- Washington refuse de lever le chah et demande la libération des otages. L'imam Khomeiny annonce le traité d'unité entre-américains.
- Le président Carter s'écarte toute mise d'action militaire.
- Le Conseil de sécurité demande à l'Assemblée la libération des otages.
- M. Carter suspend toutes les importations de pétrole iranien et gèle les avoirs iraniens dans les banques américaines.
- Téhéran refuse le dollar comme monnaie de règlement pour le pétrole.
- Washington révoque la possibilité d'une action militaire pour le retrait des otages.
- Les étudiants islamiques menacent d'escalader le chah en cas d'attaque.

DÉCEMBRE

- Le chah, qui a été opéré dans un hôpital américain, rentre à Téhéran.
- L'I.R.I.R.S. intervient militairement en Afghanistan.

JANVIER

- M. Bush, Sec. du président de la République, critique les étudiants islamiques.

FÉVRIER

- L'imam Khomeiny annonce que l'Assemblée nationale qui doit être élue décide du sort des otages. Après plusieurs ajournements, la commission d'enquête de l'O.N.U. arrive à Téhéran.

MARS

- Les étudiants islamiques acceptent de remettre les otages aux autorités légales, puis reviennent sur leur position.
- La commission d'enquête quitte Téhéran sans avoir réussi à débiter l'affaire des otages. L'inquiétude grandit à Washington.
- « Super » et « colère » à Téhéran : M. Bush, secrétaire d'État, qui a quitté l'ambassade avant l'explosion du bâtiment pour son extradition demandée par l'Iran.
- Washington échange de nouvelles sanctions.

AVRIL

- Le président Carter déclare que la non-libération des otages entraverait les efforts de paix en plus d'être une atteinte à la réputation diplomatique avec Téhéran.
- Le New York Times annonce de prendre des sanctions contre l'Iran et les otages ne sont pas libérés. Le président Carter annonce la suspension des sanctions législatives iraniennes.
- Le président Carter annonce l'absence d'une opération de libération des otages.

Sri-Lanka

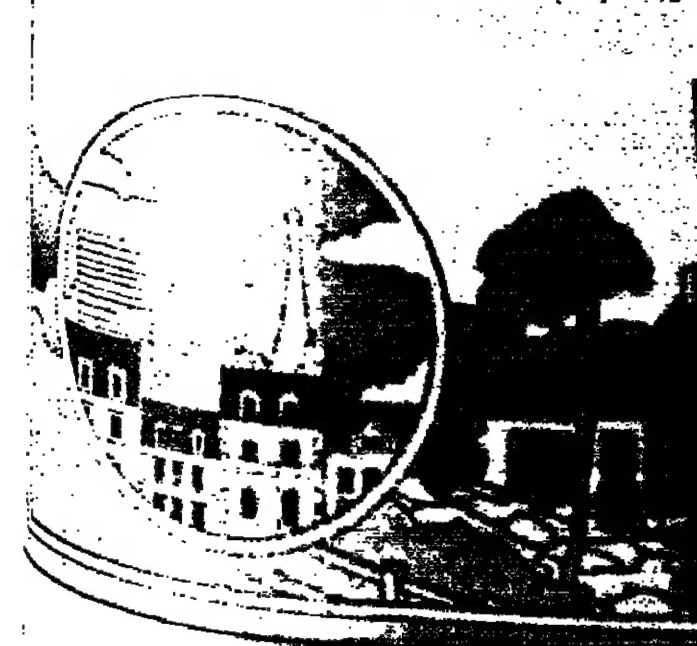
pour mieux acheter, louer ou construire

1^{er} SALON DU LOGEMENT

du 26 avril au 11 mai porte de Vincennes

FOIRE DE PARIS

du 26 avril au 11 mai porte de Vincennes



صكراحت الاصل

الشرق الأوسط

EN IRAN
le annule pour des raisons techniques

ASIE

Sri-Lanka à l'heure du libéralisme

I. — Stabilité à tout prix

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

Colombo. — Les élections de janvier en Inde ont été suivies à Sri-Lanka comme un événement national. En lisant les journaux et en écoutant les conversations, on aurait pu croire que les Sri-Lankais allaient quasiment participer au scrutin. Le retour triomphal de Mme Gandhi à peine annoncé, le parti d'opposition de Mme Bandaranaike a distribué dans les rues de la capitale des tracts où l'on pouvait lire : « L'Inde aujourd'hui, Sri-Lanka demain ». En d'autres termes, le sort qui avait favorisé son amie indienne était de bon augure pour l'ancien premier ministre du gouvernement de Colombo.

Dès le lendemain, le président Jayawardene répliquait en déclarant : « Sri-Lanka hier, l'Inde aujourd'hui ! ». Par cette phrase sibylline, il entendait rassurer ses partisans, ébranlés, par les nouvelles venues de New-Delhi, et donnait à penser à la population que le ras de marée qui avait ramené Mme Gandhi au pouvoir était comparable à celui qui lui avait permis d'écraser, en 1977, Mme Bandaranaike.

Ces références quotidiennes à l'Inde montrent que l'île continue de vivre à l'ombre du sous-continent et de copier la vie politique indienne. Un journal a même parlé d'« indomanie ». Quelques mois après Mme Gandhi, Mme Bandaranaike avait été battue en 1977 ; toutes deux avaient montré la poussière face à de vieux conservateurs. M. Desai pour l'Inde, M. Jayawardene pour l'autre. Enfin, chacune est flanquée d'un fils, ambitieux et encombrant.

L'un des objectifs de la nouvelle diplomatie de Colombo est cependant de s'éloigner de l'orbite indienne et de regarder plus en direction de l'Asie du Sud-Est, en particulier de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est). L'exemple singapourien fascine M. Jayawardene. Celui-ci voudrait imiter la réussite économique de Singapour et s'identifier au « non-alignement » résolu par l'occidental de M. Lee Kuan Yew. Il n'est pas exclu que Sri-Lanka demande un jour à faire partie de l'ASEAN.

La principale divergence entre le nouveau premier ministre indien et Colombo concerne l'attitude à l'égard de l'Union soviétique et de la Chine. M. Jayawardene — tout comme Mme Bandaranaike — reste fidèle à l'amitié chinoise, et a fermement critiqué l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge. Cette prise de position a surpris de la part d'un pays habituellement prudent : d'autant qu'il a présidé jusqu'en 1979 le mouvement non aligné. M. Jayawardene, appelé familièrement « J.R. », nous a déclaré : « La souveraineté des nations ne doit être détruite par la force ; chaque fois que cela se produit, nous devons dire que ce n'est pas correct, comme en Tchétchénie, au Cambodge, en Afghanistan ou au Vietnam. C'est le fondement du non-alignement ».

Pour se ménager les bonnes grâces du nouveau maître de l'Inde, gouvernement et opposition ont fait assaut d'amabilité envers Mme Gandhi. Mme Bandaranaike comme M. Jayawardene lui ont adressé des télégrammes de félicitations. Or, si les deux femmes étaient assez proches, les dirigeants actuels ont à se faire pardonner les mots malheureux qu'ils ont eus à l'égard de Mme Gandhi pendant sa traversée du désert — ne la surnommait-on pas, avec son fils Sanjay, « la poche et son peu » (qui n'a pas la même connotation pour un hindouiste que pour un hindou). Aujourd'hui, le président sri-lankais se souvient fort à propos qu'il est un ami de la famille Nehru « depuis les années 30 ».

Le système électoral hérité des Britanniques avait, en 1977, permis à l'United National Party (U.N.P.) de M. Jayawardene de gagner cent quarante des cent soixante-huit sièges à pourvoir avec une faible majorité des voix, tandis que Sri-Lanka Freedom Party (S.L.F.P.) de Mme Bandaranaike n'en conservait que huit sur quatre-vingt-cinq. La gauche — anciens trotskistes du Lanka Sama Samaja Party (L.S.S.P.) — et le P.C. pro-soviétique étaient éliminés du Parlement. Seuls les nationalistes tamouls du TULF (Tamil United Liberation Front) avaient tiré leur épingle du jeu en obtenant dix-huit sièges. Depuis lors la vie politique est totalement déséquilibrée au profit de l'U.N.P. Il en sera ainsi jusqu'aux élections législatives de 1983 qui, sur termes de la nouvelle Constitution présidentielle de 1978, au-

ront lieu à la proportionnelle, et permettront une représentation plus équilibrée. En attendant, M. Ranasinghe Premadasa, n'ont pas l'intention d'abandonner la moindre des prérogatives que leur attribue la loi fondamentale. Au nom du sacrosaint principe de la « stabilité », « cruciale pour le développement économique du pays », des mesures de restriction des droits politiques et syndicaux ont été adoptées, tandis que l'état d'urgence a été imposé dans tout le nord de l'île, peuplée de Tamouls.

La question tamoule est sans doute la plus délicate. De tout temps, l'antagonisme entre Tamouls de Ceylan et Singhalais a existé, mais ce n'est que récemment que les Tamouls ont commencé à militer en faveur de l'autonomie, voire l'indépendance du Tamil Eelam (Etat tamoul). En août 1979, à la suite d'attentats contre la police, le gouvernement a envoyé l'armée rétablir l'ordre avec instruction d'« éliminer le

terrorisme sous toutes ses formes ». Selon le TULF, le général Tissa Weerakunga, un parent de chef de l'Etat, a pris ses instructions au pied de la lettre. Le président du TULF, M. Sivasithamparam, nous a déclaré, dans son bureau de l'Assemblée, que la répression n'avait donné aucun résultat, si ce n'est l'« assassinat » de six personnes par les forces de l'ordre.

M. Sivasithamparam qui, avec M. Amirthalingam, dirige le mouvement tamoul, reconnaît que le gouvernement est conscient de l'« existence du problème tamoul » ; une commission présidentielle est en train d'examiner la question, et M. Jayawardene serait favorable à une certaine décentralisation régionale. Des mesures ont déjà été prises. Mais le temps presse, les tensions s'accumulent et risquent de leur nuire. C'est pourquoi M. Sivasithamparam nous a dit vouloir une solution rapide, qui passe par la reconnaissance du droit à l'autodétermination, « avant la fin de l'année ».

Une gauche atomisée

Les attentats tamouls ont été à l'origine de la promulgation de la loi pour la prévention du terrorisme, qui rajoute à d'autres textes restrictifs des libertés, comme l'article 15 de la Constitution qui permet au Parlement de voter, pour de multiples motifs, la suspension des droits fondamentaux. Certes, en même temps, le gouvernement a adopté d'autres textes annulant les procédures d'exception prises sous Mme Bandaranaike et dont elle avait par trop abusé.

Comme en Inde, où la commission Shah avait été chargée d'enquêter sur les abus de Mme Gandhi et de ses partisans pendant l'état d'urgence, M. Jayawardene a créé une commission présidentielle pour se pencher sur les sept années de gouvernement de Mme Bandaranaike. Mais le chef de l'Etat, juriste, et plus habile politicien que M. Desai ou Charan Singh, a fait en sorte que l'enquête aboutisse avant les prochaines élections. La première sanction a été prononcée en janvier. M. Felix Dias Bandaranaike,

neveu de Mme B., et ancien ministre de l'Intérieur, devrait être prochainement jugé et privé de ses droits civiques pour abus de pouvoir. L'an prochain, ce pourrait être le tour de l'ancien premier ministre elle-même. Sentant le danger qui la menace, elle se tient tranquille, ce dont l'U.N.P. ne manque pas de profiter.

Pour se défendre, l'opposition ne peut pas compter sur le Parlement, où elle a du mal à se faire entendre, ni sur la presse, nationalisée ou contrôlée par le pouvoir. M. Jayawardene nous a dit : « Je suis déterminé à préserver les libertés démocratiques ». Il n'est toutefois guère plus facile d'être dans l'opposition aujourd'hui qu'en 1979. D'autant que ses divisions l'empêchent de représenter une force cohérente.

En dehors du S.L.F.P., où l'on retrouve mêlés conservateurs et gauchistes pro-chinois, il existe au moins une douzaine de partis de gauche, sans compter les groupuscules qui vont des trotskistes aux pro-chinois maoïstes et anti-Deng Xiaoping. Cinq d'entre eux ont formé un groupe très lâche qui a seulement été capable d'organiser une manifestation : le L.S.S.P. qui, depuis la mort de son chef, M. Perera, en 1978, est en déliquescence, le N.S.S.P. (issu d'une scission du président), le P.C. pro-soviétique, le Parti révolutionnaire marxiste (trotskiste) du syndicaliste Bala Tampoe, et le Janata Vimukti Peramuna (J.V.P.) qui mena la révolte d'avril 1971 et est devenu depuis pro-soviétique. Parallèlement, plusieurs chapelles maoïstes pro-albanaises se sont regroupées.

Cette mosaïque de gauche est particulièrement à Sri-Lanka, où l'on peut toujours voir des affiches barrées de la noire moustache de Staline ou lire dans les journaux des éditoriaux où l'on voit qu'il construisait et défendait le socialisme ».

La force syndicale

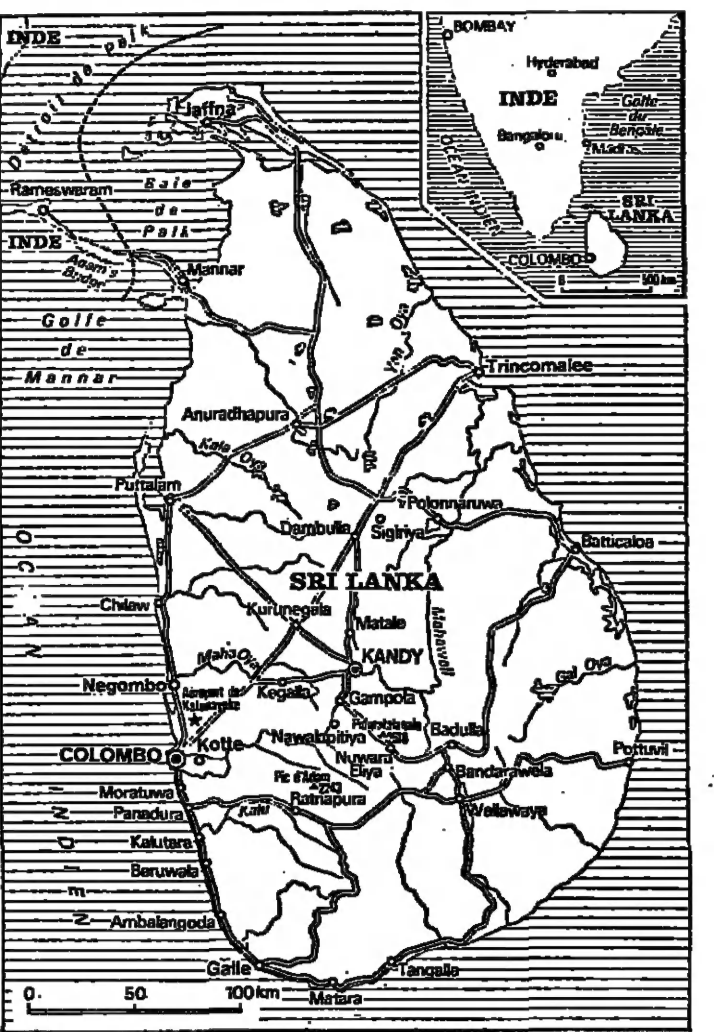
N'ayant pas trop à se préoccuper d'une opposition malade de ses chamailleries, le gouvernement doit faire face à une renaissance du mouvement syndical qui connaît, depuis quelques mois, une nouvelle vigueur. Les syndicats représentent désormais la seule force organisée capable de contester la politique gouvernementale. En dépit de la loi sur les services essentiels, qui interdit pratiquement le droit de grève dans de nombreux secteurs — déclarés essentiels — de l'économie, l'agitation provoquée par l'inflation, la vie chère, la réduction du nombre de jours de congés des fonctionnaires et les licenciements s'est intensifiée. Certes, selon le chef de l'Etat, « tous les défilés sont autorisés, sauf s'ils créent des problèmes » ; mais ces « problèmes » sont plus souvent la règle que l'exception. A Colombo, les manifestations, les picketings, ont souvent lieu à l'heure du déjeuner. Faut-il pour autant cesser le travail pendant les heures ouvrables, les protestataires sont contraints de se rassembler à ce moment-là.

C'est au cours de picketings dans le quartier du Fort, au cœur de la capitale, que de violents incidents ont eu lieu en janvier, en particulier le 9. Ce jour-là, des employés de banque, qui brandissaient des banderoles, ont été attaqués par une bande d'« individus non identifiés ». Selon le récit qui nous en a été fait, un syndicaliste et un directeur de

journal d'opposition ont été battus à coups de chaîne de vélo ; puis, non loin de là, devant une vingtaine de policiers impassibles, le secrétaire du syndicat lié au S.L.F.P., M. Alavi Moulana, a été battu à coups de barre de fer, poignardé et laissé pour mort. Seul le passage fortuit de personnes le connaissant a permis de le faire conduire à l'hôpital dans un état très sérieux.

La presse gouvernementale a profité de cet incident et d'autres, qualifiés de « mini-guerre » entre « fascistes rivaux », pour faire un large écho aux déclarations officielles en faveur du retour à la

syndicale, tout comme Singapour l'a fait au cours des années 60. Satisfait du système qu'il a instauré, et qu'il dit inspiré de la Constitution de la V^e République française, M. Jayawardene s'est livré devant nous à une critique de son modèle. En n'étant pas le chef de sa majorité, et en n'étant pas capable de maintenir la discipline parmi les députés, M. Girard d'Estaing ne peut obtenir la « stabilité » nécessaire, nous a-t-il dit. Un autre ministre nous a parlé de l'« affaire des diamants » ; on sent chez certains Sri-Lankais, comme dans d'autres peuples du tiers-monde, une source de satisfaction devant les scandales qui éclatent dans les pays développés. Juste retour des choses si l'on sait combien ils sont sen-



loi et à l'ordre. Seul le Sun, parmi les grands quotidiens, a eu le courage de parler d'une attaque « apparemment planifiée et exécutée avec une précision militaire par des gangs hautement organisés ». Le président a « condamné la violence des syndicats » et a accusé devant nous « ceux qui veulent détruire la paix et forcer le gouvernement à tuer quelqu'un afin de créer une situation révolutionnaire ».

Pour l'opposition, et en particulier pour M. Bala Tampoe, dirigeant du Ceylon Mercantile Union, il s'agit là d'une campagne délibérée pour « casser » les syndicats, si besoin par la force. M. Bala Tampoe accuse M. Jayawardene de complicité avec les gangs qui ont agi à quelques dizaines de mètres du palais présidentiel, et il craint que le sang ne continue de couler.

Sri-Lanka n'est pas un nouveau Nicaragua, comme certains exaltés veulent le faire croire, mais il semble que le gouvernement, au nom de la « stabilité » nécessaire et pour rassurer les investisseurs étrangers potentiels, ait décidé de reprendre en main les

sibles aux attaques dont ils sont l'objet, en particulier en ce qui concerne la corruption.

Cependant la corruption est, de l'avis de la plupart des observateurs à Colombo, en augmentation vertigineuse. L'ouverture du pays aux capitaux étrangers a accru les possibilités de faire de l'argent facilement et rapidement. Les ministres que nous avons rencontrés nous ont mis au défi de citer des noms. Le dernier mot revient cependant à M. Jayawardene lui-même qui, interviewé par l'hebdomadaire prosoviétique Tribune à propos de la création éventuelle d'une Commission présidentielle chargée d'enquêter sur la corruption, répondait candidelement : « Mais, je me demande qui je peux bien nommer ? Pouvez-vous me suggérer des noms ? Car tout le monde a des amis ou des parents ! »

Prochain article :

LE MIRAGE D'UNE SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION

pour mieux
acheter,
louer ou construire

1^{er} SALON DU LOGEMENT

du 26 avril au 11 mai porte de Versailles.

FOIRE DE PARIS

Ouvert tous les jours de 10 h à 19 h.
Nocturnes mardis, vendredis jusqu'à 22 h 30.

1455: Fimprimerie.
1980: la Vidéo-Culture?

SONY

Video-Culture

LE SOLEIL DE LA SARDAIGNE PLUS VITE PAR VOL DIRECT.

La Sardaigne est de plus en plus proche. Sa mer, son charme, son ambiance vous attendent. Cet été, allez en profiter et allez-y en jet. Les nôtres sont confortables, notre personnel est chaleureux et accueillant. Le temps de prendre un verre et, en moins de 2 h de Paris et 45 minutes

de Nice, vous serez en Sardaigne. Partez en vacances avec nous. Informations et réservations : Alisarda, Air France, Alitalia et bien entendu chez votre agent de voyages.



ALISARDA
Lignes Aériennes de la Sardaigne.

de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. 261.61.50 et 261.61.80.

Plus de printemps à perdre

AU PRINTEMPS, PRENEZ DU BON TEMPS.

Le Vallon se situe en face de la préfecture de Nanterre à 200 m du RER, lequel vous conduit place de l'Etoile en 7 mn. Sur place, commerces, écoles et crèches vous rendent la vie plus facile.

AU PRINTEMPS, PRENEZ LE BON AIR.

Le Vallon borde le très beau parc de La Défense - 17 hectares de vallons et massifs. Des balcons, terrasses et jardins privatifs individualisent la plupart des appartements.

SANS ATTENDRE.

AVEC LA "LOCATION-VENTE" SUR 3 ANS.

Au Vallon, vous emménagez rapidement dans un appartement dont vous pouvez devenir propriétaire dans 3 ans. A titre d'exemple, la 1^{re} partie, vous louez un studio de 39 m² + 36 m² de terrasse + parking : 1.560 F* (hors charges), ou un 6 pièces duplex de 130 m² + 24 m² de terrasse + jardin + parking : 4.125 F* (hors charges). Toutes les sommes versées - indemnité d'immobilisation, dépôt de garantie, loyers (hors charges) - entrent dans la constitution de votre apport personnel. Les appartements, proposés seulement en vente

traditionnelle, peuvent permettre l'obtention d'un prêt conventionné (P.C.) et, pour la plupart, du 1^{er} logement.

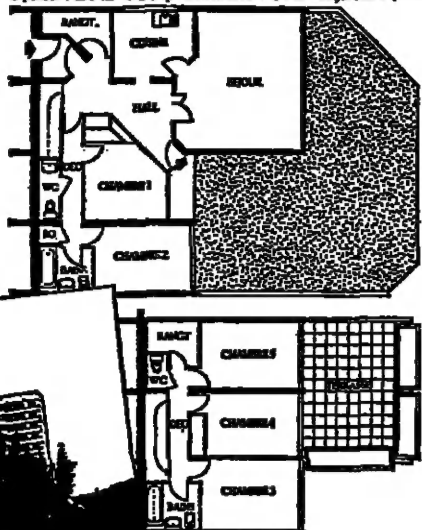
Appartement modèle sur place : le Vallon - 6, rue Salvador-Allende - 92000 Nanterre. Tél. 721.79.08. Samedi, dimanche et jours fériés de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h.

Lundi, jeudi, vendredi de 14 h à 18 h. Ou en semaine à la Boutique Océ : 55, bd Malesherbes - 75008 Paris. Tél. 261.81.15.

* Le loyer est déterminé en fonction du prix de l'appartement, prix valeur février 1980.

LE VALLON, EN FACE DE LA PRÉFECTURE DE NANTERRE.

6 pièces : 130 m² + 24 m² de terrasse + 70 m² de jardin + parking.



"LOCATION-VENTE" SUR 3 ANS

Je souhaite recevoir une documentation sans engagement de ma part.
Nom : _____
Adresse : _____
Tél. : _____
La Boutique Océ - 55, bd Malesherbes - 75008 Paris.

LES LOSANGES

Trois places de choix. Trois adresses pour les essayer.

Modèle "Pétrole". Existe également en deux places, feuillet, étagère d'angle et pouf. PLUME ET CLUIR. C'EST POTRONA FRAU.



Le Bihan. La Boutique Danoise. Jamica.

Le Bihan 25 fg Saint-Antoine Paris 11 tél. 343.06.75 / Boutique Danoise 42 av. de Friedland Paris 8 tél. 227.02.92 / Jamica 94 bd du Montparnasse Paris 14 tél. 327.00.30

AMÉRIQUES

Brésil

La police a arrêté le vice-président du syndicat des métallos de Sao-Bernardo

De notre correspondant

Sao-Paulo. — Les métallogues en sont maintenant à leur vingt-quatrième jour de grève, mais le risque d'un affrontement entre travailleurs et forces de l'ordre paraît écarté. Le gouvernement a finalement autorisé une assemblée à Sao-Bernardo, le 24 avril, devant l'église. Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs ont occupé l'église et les rues adjacentes. Ils ont décidé de continuer la grève. « Retourner au travail aujourd'hui ce serait trahir nos dirigeants en prison, trahir nos enfants dont le sort dépend de notre lutte, trahir tous les travailleurs du Brésil qui ont les yeux tournés vers Sao-Bernardo », a affirmé l'un des

orateurs, follement acclamé par la foule. Le dernier dirigeant important du syndicat de Sao-Bernardo encore en liberté, le vice-président, M. Roberto Teodoro, a été appréhendé par la police. Sa détention porte à treize le nombre des dirigeants ouvriers poursuivis. Le patronat a lancé, de son côté, des appels à l'embauche pour remplacer les grévistes, menant d'un licenciement collectif. De longues files de candidats se sont formées devant les usines de Sao-Bernardo, en particulier devant celle de Volkswagen. Mais, le niveau de spécialisation des métallogues ne rend pas cette opération aisée.

Les grévistes, qui ont déjà perdu plus d'un mois de salaire, paraissent encore en mesure de tenir bon. Le fonds de grève a permis la distribution, dans la nuit du 23 au 24 avril, de plus de 100 tonnes d'aliments. Des dirigeants ouvriers d'autres Etats, sous la coordination de M. João Paulo Vasconcelos, dans le Minas, tentent par ailleurs de mettre sur pied un mouvement de solidarité avec les travailleurs de Sao-Bernardo. — T. M.

Colombie

LES MILITANTS DU M-19 ET LEURS OTAGES POURRAIENT SE RENDRE A CUBA

Bogota (Reuters). — Un dénouement semblait proche ce vendredi 25 avril à Bogota à la suite d'une série de rencontres entre des responsables colombiens, des représentants de la commission interaméricaine des droits de l'homme et les militants du M-19 qui détiennent encore seize diplomates en otages dans l'enceinte de l'ambassade dominicaine depuis le 27 février. Quatre membres de la commission interaméricaine des droits de l'homme ont en deux réunions jeudi avec les occupants de l'ambassade dominicaine, M. Fernando Revelo Paredes, ambassadeur de Cuba en Colombie, a également pénétré jeudi dans l'ambassade. De source diplomatique, on affirme que M. Fidel Castro a fait savoir qu'il était prêt à recevoir les guérilleros, leurs otages, de même que les diplomates politiques dont le M-19 demande la libération pour mettre un terme à son action.

« La Confédération internationale des syndicats libres et la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie ont remis au Bureau international du travail une plainte contre le gouvernement brésilien. Le secrétaire général de la C.I.S.I., M. Otto Kersten, a, en outre, envoyé un télégramme au président Figueiredo, protestant contre les arrestations. La C.I.S.I. en appelle fermement aux autorités brésiennes afin qu'elles prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer la libération de tous les dirigeants démocrates arrêtés injustement ». M. Kersten demande encore que soit adoptée « une nouvelle législation du travail conforme aux normes du travail reconnues internationales en accord avec le sens d'une normalisation de la vie syndicale dans le pays ».

Haïti

M. JEAN-CLAUDE DUVALIER RENANIE SON GOUVERNEMENT

Port-au-Prince (A.F.P.). — Le président Jean-Claude Duvalier a procédé, mercredi 23 avril, à un important remaniement ministériel. Sept ministres sur quatorze perdent leurs portefeuilles, parmi lesquels le ministre de l'Intérieur et de la défense, M. Claude Raymond, celui de l'Agriculture et des ressources naturelles, M. Paul Saint Clair, ceux de l'Information, M. Jean Narcisse, du Commerce et de l'Industrie, M. Guy Dumelle, et de la Justice, M. Ewald Alexis. Un nouveau ministre de la présidence — chargé de coordonner l'action gouvernementale entre le président et les ministres — a été créé et confié à M. Henri P. Bayard. Ancien ministre des mines et ami personnel du président, M. Bayard avait été écarté du gouvernement en 1979 par la « vieille garde » duvalériste. Son retour constitue le fait politique majeur de ce nouveau remaniement.

Voici la liste des sept nouveaux ministres : Intérieur et défense : M. Francis Medard ; Affaires sociales : M. Ulysse Pierre-Louis ; Information : M. Jean-Marie Chantre ; Agriculture et ressources : M. René Destin ; Santé publique : M. René Charles ; Commerce et Industrie : M. Emmanuel Doss ; Justice : M. Roc Raymond.

LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'O.E.A. DÉNONCE LES TORTURES ET L'ARBITRAIRE

Washington (A.F.P.). — Le gouvernement haïtien s'est rendu coupable de crimes, de tortures, d'arrestations arbitraires et de violations des droits de l'homme, accuse la Commission interaméricaine des droits de l'homme (C.I.D.H.) dans un rapport publié mardi 22 avril à Washington. Le C.I.D.H. demande au gouvernement de Port-au-Prince de réformer sa législation afin d'empêcher les abus signalés, d'enquêter et de punir les responsables, et, enfin, d'adopter toutes les mesures nécessaires pour améliorer les conditions économiques et sociales de la population, qui est l'une des plus pauvres du monde et qui souffre de graves carences alimentaires. Une situation qui entraîne l'exode de milliers de Haïtiens.

Le rapport note qu'en dépit d'une amélioration de la situation des droits de l'homme par rapport à ce qu'elle était en 1971, sous la présidence de François Duvalier, père de l'actuel président, les bonnes intentions proclamées en ce domaine par le gouvernement actuel n'ont pas été suivies d'effet, comme l'a révélé une enquête effectuée en 1978 à Haïti par la commission. Il constate de plus que les ressources du pays et le commerce sont totalement contrôlés par la famille Duvalier et que les seules libertés tolérées sont celles de la religion et du culte.

Cuba

L'exode des réfugiés

UNE VÉRITABLE ARMADA FAIT LA NAVETTE ENTRE L'ALÉ ET LA FLORIDE

Key-West (Floride) (A.F.P.). — Le flot de réfugiés cubains arrivant en Floride ne fait que grossir. On comptait déjà mille personnes débarquées depuis lundi, et les gardes-côtes ont indiqué qu'un autre millier se trouvait en route pour Key-West.

Alors que le département d'Etat a laissé entendre, jeudi 24 avril, que les Etats-Unis pourraient décider d'organiser un pont aérien pour mettre fin au transport illégal des réfugiés, c'est désormais une véritable armada qui fait la navette entre la pointe sud de la Floride et Fort-Mariel, à Cuba.

Certains bateaux débarquent leurs passagers sur les côtes américaines, refont le plein de carburant et repartent immédiatement pour une traversée de près de 160 kilomètres (80 miles). Selon les gardes-côtes, le nombre des embarcations — certaines de fortune — attrépillées par des exilés cubains s'accroît en route vers Cuba. Ces supérieurs à six cents, et près de trois cents autres s'apprêtent à prendre la mer.

Il semble que la coordination entre les différents services gouvernementaux ne se soit pas effectuée parfaitement. Selon un officier d'immigration qui désire conserver l'anonymat, ses supérieurs se sont opposés à ce que des sanctions soient prises contre qui que ce soit. De leur côté, les gardes-côtes ont en permanence huit équipes de sauvetage en mer, qui patrouillent dans les eaux internationales entre les deux pays.

Dans le port de Key-West, une ambiance de hémorrhagie et de fièvre s'est emparée des Cubains vivant aux Etats-Unis. Tous affirment avoir à payer des sommes exorbitantes — jusqu'à 5 000 dollars — pour qu'un capitaine ramène un cousin, une mère ou un frère, mais ils se disent prêts à payer n'importe quel prix.

« Une vingtaine de jeunes gens, se réclamant du parti des Forces nouvelles (F.F.N.) ont occupé, pendant une heure trente, jeudi 24 avril, les bureaux de la délégation pour la France du Haut-Commissariat aux réfugiés à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Ils entendaient dénoncer « les crimes de la France qui se repait pas de réfugiés cubains ». Les militants sont arrivés vers 14 heures dans les locaux, installés au sixième étage d'un immeuble situé avenue du Général-de-Gaulle. Aucune violence n'a été exercée par les manifestants qui ont séquestré les neuf membres du personnel et ont mis les téléphones pour alerter la presse. Ils ont expliqué que l'attitude de la France face aux problèmes cubains était mensongère et que les locaux du H.C.R. avaient été vides « pour la simple raison que le président Valéry Giscard d'Estaing avait reçu à Genève la déléguée française des Nations Unies pour les réfugiés », à 15 h. 30, les locaux étaient évacués par les occupants sans que la police ait eu à intervenir.

CORRESPONDANCE

Le « vote » des Cubains

En réponse à la tribune de M. Arcocha de *Le Monde* du 9 avril, nous avons reçu la lettre suivante de M. Martin.

J'espère que M. Arcocha, cet écrivain cubain qui a « voté avec ses pieds », a pu voir l'émission « De l'autre côté du Rio Grande » sur FR3. Il aura eu l'occasion d'apprendre, on se le rappelle, que 4 à 5 millions de Mexicains ont « voté avec leurs pieds » en franchissant clandestinement la frontière des Etats-Unis, contre un gouvernement pourtant réputé « démocratique », au sens où l'entend M. Arcocha, mais incapable de leur fournir les moyens de vivre.

On sait, par ailleurs, que quelques millions de Yougoslaves, de Turcs, d'Espagnols, de Portugais, de Maghrébins, ont également « voté avec leurs pieds » contre des régimes plus ou moins démocratiques en allant travailler à l'étranger. Sans oublier les quelques dizaines de milliers de Français qui « votent avec leurs pieds », chaque matin, en allant travailler en Allemagne ou en Suisse. Mais il y a un fait beaucoup plus troublant, et l'on croit l'information reproduite par *Le Monde* (4 avril, p. 8), d'une émigration d'Israël : depuis la fondation de cet Etat, indiscutablement démocratique, 13 % de la population juive aurait quitté le pays, ce qui est à peu près la proportion des Cubains émigrés.

Les choses ne sont donc pas aussi simples que M. Arcocha nous les dépeint : bonne occasion de commencer à réfléchir avec un tête plûte qu'avec ses pieds et de parvenir à une conclusion érudite, à savoir que la démocratie politique est hétérogène sans la démocratie économique, et réciproquement.

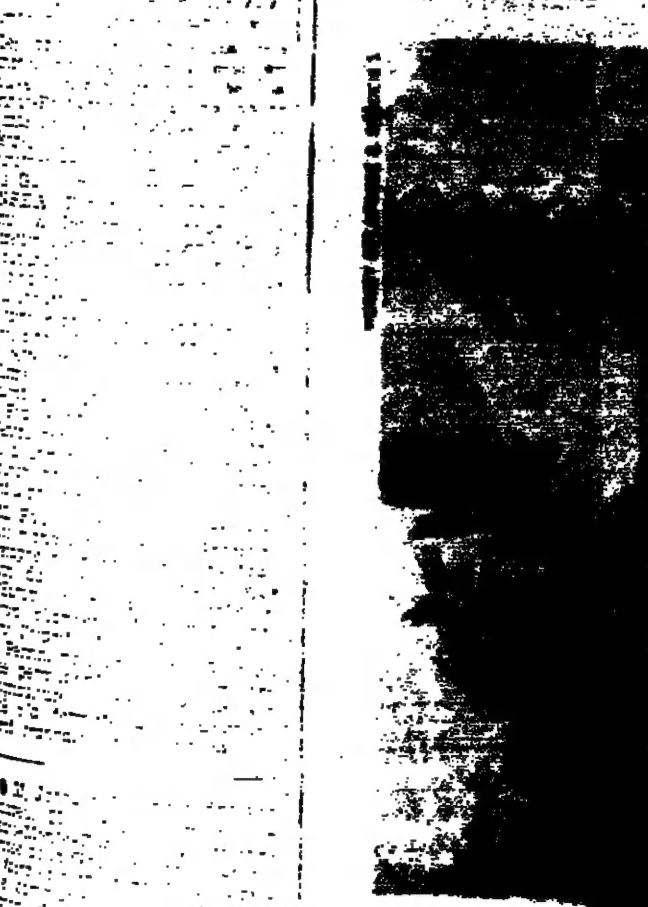
PARIS ET A L'ÉTRANGER

M. Cossiga fait des visites de courtoisie pour préparer le conseil européen

Rome. — Le président de la République italienne, M. Cossiga, a effectué une série de visites de courtoisie en vue de la préparation du conseil européen. Il a rencontré le président de la République française, M. Valéry Giscard d'Estaing, le président de la République allemande, M. Helmut Schmidt, le président de la République grecque, M. Konstantinos Karamanlis, le président de la République espagnole, M. Juan Carlos, et le président de la République portugaise, M. Marcelo Rebelo de Sousa. M. Cossiga a également rencontré le président de la République belge, M. Elio Di Rupo, le président de la République néerlandaise, M. Baudouin, et le président de la République britannique, M. Charles de Gaulle. Ces rencontres ont permis de discuter des questions européennes et de renforcer la coopération entre les différents pays membres de la Communauté européenne.

Les organisations paysannes approuvent la fermeté française

Paris. — Les organisations paysannes françaises ont approuvé la fermeté du gouvernement français face aux demandes de réduction des quotas laitiers. Elles ont souligné que la production laitière française est l'une des plus importantes d'Europe et que toute réduction des quotas aurait des conséquences graves sur l'économie agricole. Elles ont également exprimé leur soutien à la politique de l'Union européenne en matière de commerce agricole.



construit

Autour de la M... (text partially obscured) ... construit ...

M. YVES BARBER ET HOMME AMBASSADEUR EN BULGARIE

Paris. — M. Yves Barber, ancien ambassadeur en Bulgarie, a été nommé à un poste important dans le gouvernement français. Il a été chargé de superviser les relations diplomatiques avec la Bulgarie.

صكزامن الأصل

Un seul
dans le vice-président
ministère de San-Bernardo

Cuba

LE MONDE

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

DIPLOMATIE

A PARIS ET A LONDRES

M. Cossiga fait des visites de dernière heure pour préparer le conseil européen

M. Cossiga, président du conseil italien et président en exercice du conseil de la Communauté européenne, a commencé ce vendredi 25 avril une visite dans plusieurs capitales des Neuf pour préparer le conseil européen des dimanches 27 et 28 avril à Luxembourg.

Après s'être entretenu vendredi matin à l'Élysée avec le président Giscard d'Estaing, M. Cossiga devait rencontrer dans l'après-midi, à Londres, le premier ministre britannique, Mme Thatcher. Samedi, à Luxembourg, il s'entre-tenait avec les dirigeants belges, luxembourgeois et néerlandais, ainsi qu'avec M. Jenkins, président de la Commission, et, dans un lieu qui reste à préciser, avec le chancelier Schmidt.

Ces visites pour rapprocher les points de vue, actuellement profondément divergents sur les problèmes financiers et agricoles communautaires sont traditionnelles de la part du président des Neuf. Déjà la crise italienne avait provoqué un premier ajournement du conseil prévu pour fin mars.

puis l'état de santé de M. Cossiga l'avait obligé à ajourner les visites qu'il devait faire la semaine dernière en vue du conseil de dimanche.

A Londres, jeudi, Mme Thatcher, répondant aux vives critiques du chef de l'opposition M. Callaghan, a déclaré aux Communes : « Nous n'allons pas troquer un règlement dans un secteur contre un autre », ce qui appuie le point de vue de M. Giscard d'Estaing pour qui le règlement ne peut être que global. En revanche, dans une déclaration au soir de Bruxelles, luxembourgeois et néerlandais, a dit qu'elle aborderait les négociations de Luxembourg « dans l'espoir d'aboutir à un compromis authentique ».

M. Genscher, ministre des affaires étrangères d'Allemagne fédérale, a déjeuné ce vendredi au Quai d'Orsay, avec son collègue français, M. François-Poncet. Ce contact se situe dans le cadre de la préparation du conseil européen de dimanche.

Après l'échec des négociations agricoles européennes

Les organisations paysannes approuvent la fermeté française

Le monde agricole français a unanimement dénoncé jeudi 24 avril l'échec des négociations européennes sur les prix agricoles communs (Le Monde du 25 avril). « Plus que d'un échec, il s'agit d'une injustice pour les agriculteurs », a expliqué M. Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, au cours d'une conférence de presse, regrettant l'attitude de la Commission européenne, qui, « si elle ne renipait plus son rôle de proposition, elle annule et déjà l'an passé, souhaitait l'échec des négociations ».

« Si aucun accord ne devait être réalisé à l'issue de la prochaine réunion du conseil des ministres de l'Agriculture, il faudrait alors en tirer les conclusions qui s'imposent pour la Communauté elle-même », a souligné le ministre. Les principales organisations agricoles ont également mis en cause l'intranséquence de la Grande-Bretagne et la mauvaise volonté de la Commission européenne, approuvant la fermeté du gouvernement français. M. François Guillaume, président de la F.N.S.E.A. (Fédération des exploitants agricoles), a déclaré à l'issue d'un entretien avec le président de la République que « la fermeté française ne de nouveau s'exprimer et qu'il appartient aux Britanniques de faire le geste de bonne volonté nécessaire ». Le secrétaire général de cette même organisation a affirmé que « les agriculteurs étaient à bout », rejoignant M. Fau, le président du C.N.A. (Centre des jeunes agriculteurs), qui a annoncé que « de grands mouvements de mécontentement sont à prévoir ».

M. Fau a également dénoncé « les manœuvres de la Grande-Bretagne pour saboter » les travaux du conseil, estimant que « l'Europe court à sa perte si aucun changement n'intervient dans l'esprit et les méthodes ». M. Perrin, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, a approuvé de son côté « la fermeté du gouvernement français » en concluant :

« M. Jacques Chirac a déclaré vendredi 25 avril, au micro de Radio-Montecarlo : « L'attitude de la Grande-Bretagne est de faire éclater la politique agricole commune. Les agriculteurs français doivent comprendre qu'il y a des conséquences à en tirer, dans le sens de la transformation de l'Europe en zone de libre-échange. La diplomatie anglaise, qu'elle soit armée, la diplomatie soviétique naturellement aussi. L'élargissement du marché commun, qui est également dans le sens de la disparition de l'Europe. Il n'y a plus enfin de volonté politique, ce qui veut dire que l'idée n'était peut-être pas aussi portée qu'on l'avait imaginée. Quant à l'Assemblée des Communautés, elle en profitera pour disparaître, et ce ne sera un regret que pour les élus qui y trouvent un fromage ».

M. YVES BARBIER EST NOMMÉ AMBASSADEUR EN BULGARIE

Le Journal officiel de samedi 26 avril publiera la nomination de M. Yves Barbier comme ambassadeur en Bulgarie, en remplacement de Mlle Christiane Malibenko. En 1919, M. Yves Barbier est entré aux affaires étrangères en 1945. Il a été en poste à plusieurs reprises à l'administration centrale (direction d'Asie, service d'information et de presse, direction d'Europe, affaires d'Afrique du Nord). Entre-temps, il a été en poste à Pékin, Kunming, Shanghai, Hô Chi Minh, Trieste, Rome, Londres. Consul comme ministre conseiller. Consul général à Milan (1973-1975). Il a été ensuite ambassadeur à Addis-Abeba (1975-1978).

LA FIN DU SÉJOUR DE M. GRÖMYKO A PARIS

Les conversations franco-soviétiques se poursuivront notamment pour un retour au non-alignement de l'Afghanistan

Les entretiens à Paris du ministre des affaires étrangères soviétique, M. Grömyko, mercredi 24 et jeudi 25 avril, ont confirmé les « différences d'analyse fondamentale » entre la France et l'U.R.S.S. sur la situation en Afghanistan. Le dialogue n'en a pas moins été jugé « utile » par les deux parties et se poursuivra notamment sur les idées françaises et européennes concernant un Afghanistan non aligné.

Après trois heures trente d'entretiens avec le président de la République — en tête à tête pendant une heure trente, puis au cours du déjeuner de jeudi —, le porte-parole de l'Élysée, M. Blot, a déclaré, répondant à une question, que, dans la situation actuelle, la France ne s'attend pas à des initiatives proches de l'U.R.S.S. conduisant au retrait des forces soviétiques d'Afghanistan.

« Compte tenu des indications données, la poursuite du dialogue avec l'Union soviétique semble utile à la France, a encore dit M. Blot. Les entretiens ont permis de procéder à des échanges de vues approfondis sur la situation internationale. Ils se sont déroulés dans une atmosphère de sérieux et de franchise. La France reste attachée au principe du dialogue avec l'Union soviétique, et ce dialogue se poursuivra aux niveaux appropriés. Le rétablissement du climat de confiance nécessaire au progrès de la détente suppose qu'une initiative soit prise qui aboutisse à l'évacuation des forces soviétiques d'Afghanistan, afin que ce pays puisse décider lui-même de son destin à l'abri d'influences extérieures et confirmer sa politique de non-alignement ».

Après la deuxième série d'entretiens entre M. Grömyko et son collègue français, M. François-Poncet, jeudi après-midi, le porte-parole du Quai d'Orsay a indiqué que le dialogue avait été marqué par la continuité, la clarté et la franchise, mais qu'il avait fait apparaître « des différences d'analyse fondamentale ».

Pour sa part, M. Grömyko a déclaré en quittant l'Élysée que les entretiens avaient été « constructifs et utiles ». Il a ajouté : « Nous voudrions croire que ces entretiens constitueront un apport au développement des relations continues franco-soviétiques, qui, à notre avis, doivent répondre non seulement aux intérêts de la France et de l'Union soviétique, mais aussi à ceux du monde entier. L'U.R.S.S. est fermement attachée à la poursuite de la détente et pour que les difficultés qui se sont présentées dans le développement de la situation internationale soient surmontées. De notre côté, nous irons dans cette direction, mais, comme on sait, tout ne dépend pas de nous. Nous exprimons l'espoir que la France agisse dans le même sens ».

La plus grande partie des conversations, tant à l'Élysée qu'au Quai d'Orsay, a été consacrée à l'Afghanistan. M. Grömyko a rappelé la thèse soviétique selon laquelle l'U.R.S.S. n'est intervenue en Afghanistan que pour aider le gouvernement de Kaboul à repousser des incursions extérieures. Il n'aurait pas apporté de précisions nouvelles. M. Giscard d'Estaing et François-Poncet ont répondu que, à leur avis, existait en Afghanistan un authentique

mouvement de résistance populaire, que l'U.R.S.S. aurait tort de sous-estimer. Le ministre français aurait dit que les explications soviétiques contenaient des contradictions « inacceptables ». Ainsi, il est illogique de prétendre à la fois que l'agitation ne résulte que de l'action de quelques bandes de malfaiteurs sans assise populaire et que l'U.R.S.S. est contrainte, pour les combattre, de maintenir en Afghanistan une très puissante armée.

Trois idées de M. Giscard d'Estaing

Du côté français, il a été également souligné que l'affaire d'Afghanistan n'est pas une crise purement locale, mais qu'elle affecte la détente tout entière. Le président de la République a rappelé ce qui constitue ses trois idées : 1) retrait des troupes soviétiques ; 2) droit des Afghans à déterminer eux-mêmes leur sort ; 3) garantie de sécurité pour les voisins de l'Afghanistan et de non-alignement de l'Afghanistan aux côtés de l'une ou l'autre des superpuissances. Il ne semble pas que le président de la République mentionné expressément la proposition de l'Europe des Neuf pour un « Afghanistan neutre », mais ce qu'il a proposé n'est que la mise en œuvre de ce principe. M. Grömyko aurait manifesté un certain intérêt, puisque, souligne-t-on du côté français, ces propositions ont été jugées « très constructives » et qu'il se poursuivra.

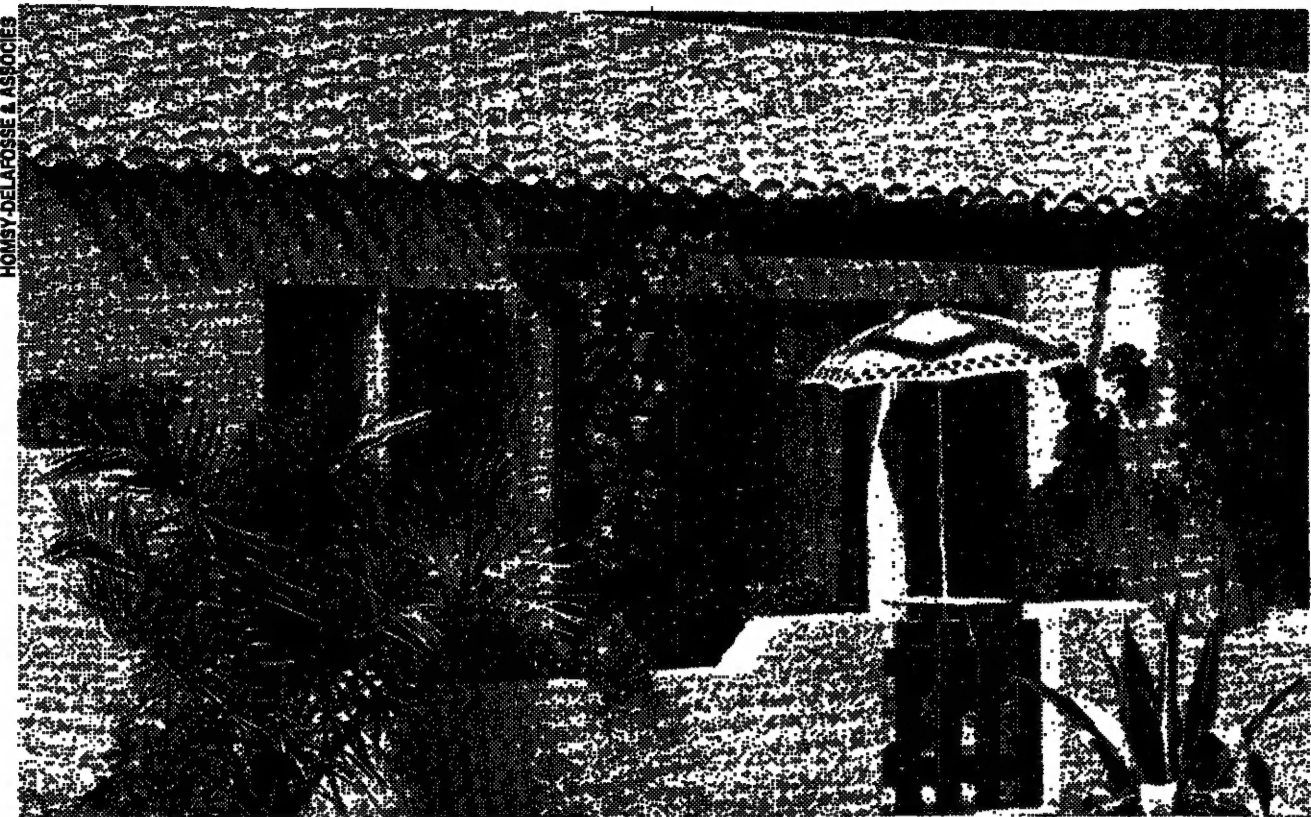
La préparation de la conférence de Madrid de l'automne prochain sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) a été évoquée, mais M. Giscard d'Estaing a surtout souligné que, pour quelle soit utile, il était nécessaire que la tension cesse et, par conséquent, que le problème afghan soit résolu.

La situation au Proche-Orient et en Asie du Sud-Est a également été examinée. Par rapport au Cambodge, M. François-Poncet a rappelé la nécessité d'une solution politique impliquant le retrait des troupes vietnamiennes. M. Grömyko a répondu que les troupes vietnamiennes n'étaient au Cambodge que pour empêcher les « bandes de Pol Pot ».

Il ne semble pas que les Jeux olympiques aient été mentionnés. Pour les deux gouvernements, il s'agit en effet, officiellement, d'une affaire purement sportive.

M. D.

PLANTATIONS DE PRINTEMPS
BALCONS FLEURIS
PRIMFLEUR
GERANIUMS, PETUNIAS, BEGONIAS.
« PRIX PRODUCTEUR »
Choix considérable de plantes vertes, fleuries, et fleurs coupées sur 1000 m²
30, av. de Villiers - 126, av. de Wagram, Paris 17^e
Tél. : 227.13.06 - 622.10.59 - 267.12.67
Ouvert tous les jours de 7h30 à 20h30.



Une maison pour les vacances construite comme une maison pour y vivre tout le temps.

Au bord de la Méditerranée et au pied des Pyrénées, vous pouvez encore trouver à acheter une résidence secondaire pour passer vos vacances à la mer. Dans les sites remarquables de Cap d'Agde, Port Barcarès ou de Saint-Cyprien, Résidences & Loisirs vous propose des maisons de 130.000 à 261.000 F, terrain compris, valeur Mars 1980, prix ferme et définitif à la réservation.

Résidences & Loisirs, c'est une création du premier bailleur européen, le Groupe Maison Familiale. Cela signifie tout simplement qu'avant de construire votre

maison, nous avons déjà construit plus de 80.000 résidences principales en France, dont certaines ont plus de trente ans. Cette expérience de la construction, vous la retrouverez dans chaque détail de votre maison. Pour bâtir à Cap d'Agde, à Port Barcarès ou à Saint-Cyprien, nous utilisons les mêmes techniques, les mêmes

matériaux, nous mettons le même soin que pour construire une maison où l'on doit résider toute l'année.

C'est une garantie que peu de constructeurs de résidences secondaires peuvent vous offrir. Et pour un prix qui, comme vous le voyez, est aussi compétitif que ceux de nos concurrents.

Pour obtenir des renseignements complets sur nos programmes à Cap d'Agde, Port Barcarès ou Saint-Cyprien, remplissez, découpez et renvoyez ce bon à Résidences & Loisirs, 24, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

MONTPELLIER
CAP D'AGDE
PORT BARCARÈS
SAINT-CYPRIEN
PORT VENDRES

Afin de mieux vous conseiller, nous vous demandons :
- de nous indiquer encore Cap d'Agde, Port Barcarès ou Saint-Cyprien, le site qui vous intéresse :
Cap d'Agde ☐ Port Barcarès ☐ Saint-Cyprien ☐
(Cochez le programme désiré)
- de nous indiquer, sans aucun engagement de votre part, le prix que vous ne souhaitez pas dépasser.
130 à 180.000 F ☐ 180 à 200.000 F ☐ 200 à 260.000 F ☐
Nous vous enverrons gratuitement notre documentation sur nos programmes et leur environnement.

Nom, prénom _____
Adresse _____
Téléphone _____
Ce coupon sera à renvoyer sous enveloppe affranchie à Résidences & Loisirs, 24, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Résidences & Loisirs
DU GROUPE MAISON FAMILIALE

Le communiqué commun

Le communiqué commun publié ce vendredi 25 avril, au terme de la visite à Paris de M. Grömyko, ministre soviétique des affaires étrangères, déclare notamment : « Les conversations ont donné lieu à des échanges de vues francs et approfondis. Les ministres ont passé en revue différents aspects des relations bilatérales franco-soviétiques dans les domaines économique, scientifique et culturel. Ils ont souligné qu'elles peuvent continuer à se développer. » Les deux ministres se sont concentrés sur l'examen de l'état actuel des relations internationales. Dans ce contexte, chaque partie a exprimé ses vues sur l'affaire d'Afghanistan.

« Les deux ministres ont examiné l'état de préparation et les perspectives de la réunion de Madrid. Ils ont formulé l'espoir que cette réunion se déroule dans un climat qui permette d'aboutir à des résultats utiles et donc d'en assurer le succès. »

« En ce qui concerne notamment les aspects militaires de la sécurité et le désarmement en Europe, les deux parties ont exprimé le vœu qu'un mandat soit adopté à Madrid pour une conférence à ce sujet. Les deux ministres ont rappelé la nécessité de mesures efficaces et vérifiables de désarmement dans le monde. »

« Les deux ministres se sont penchés sur la situation au Proche-Orient ainsi que dans différentes régions d'Asie et d'Afrique. » Les deux parties ont estimé que, dans les circonstances actuelles, la visite en France de M. A. A. Grömyko revêtait une importance particulière et elles ont exprimé leur accord sur l'intérêt qui s'attache à ce que le contact soit maintenu entre les deux pays. Le ministre soviétique des affaires étrangères a invité son collègue français à se rendre en U.R.S.S. M. Jean François-Poncet a remercié M. Grömyko de son invitation, qu'il a acceptée. La date de cette visite sera fixée par voie diplomatique. »

« M. Maurice Gromets, membre du bureau politique du parti communiste, a été reçu jeudi 24 avril par M. Grömyko, ministre soviétique des affaires étrangères. »

EUROPE

CONFÉRENCE SUR LA SCIENCE CHRÉTIENNE

« DE L'ENFER AU CIEL »

Pratiquant et professeur de Science Chrétienne, Harold ROGERS est membre du Conseil des Conférences de la Science Chrétienne. En tant qu'ancien critique musical, il a coutume de dire que lorsqu'un compositeur de musique essaie d'exprimer l'harmonie céleste, l'effet est souvent plaisant, mais bien faible à côté de l'écueil et de la force des phrases musicales qui expriment l'enfer. Harold ROGERS ajoute : « Les auteurs et les compositeurs en savent quelque chose sur l'enfer, qu'ils n'en savent rien sur le ciel. »

Dans sa conférence, il offre des réponses aux questions suivantes : Comment la Science Chrétienne aborde-t-elle l'idée de l'enfer et la façon d'en sortir ? Quel est ce que cette Science enseigne concernant le ciel et la façon d'y entrer ? Il traite l'essentiel de ses réponses dans les propos de l'apôtre Paul aux Éphésiens. Il montre qu'à l'instar de Jésus, il n'est pas nécessaire d'être dans un monde futur pour expérimenter l'harmonie divine que la Bible nomme le ciel.

Les questions récentes citées par le conférencier ont été obtenues par des personnes ayant gagné un plus grand sens d'harmonie divine dans leur vie.

DIMANCHE 27 AVRIL
14 h. 30, en anglais
16 h., en français

HOTEL HILTON

18, avenue de Suffren, 75015 Paris
Entrée libre - Garderie assurée

REVISIONS BAC

15 ans d'expérience
Révisions systématiques
des programmes
de l'année
Dernier
7 mai
Dernier
9 septembre

Excellent
pourcentage
de réussite en 1979

**INSTITUTS
BONAPARTE
SPINOZA**

18, rue de la Harpe, 75001 Paris
01 47 79 15 15 - 01 47 79 15 16
01 47 79 15 17 - 01 47 79 15 18

Espagne

LEADER DU NATIONALISME CATALAN

M. Jordi Pujol est élu président de la Généralité de Catalogne

De notre correspondant

Madrid. — L'élection a été lahorieuse, mais le leader du nationalisme catalan a fini par s'imposer : M. Jordi Pujol est depuis le jeudi 24 avril président de la Généralité de Catalogne. Il remplace M. Josep Tarradellas, qui occupait ce poste depuis octobre 1977. Il lui a fallu deux tours de scrutin pour obtenir la majorité au sein du Parlement régional, formé il y a un mois. Au premier tour, mardi, il n'avait obtenu que les voix de son groupe, la coalition nationaliste Convergence et Union. Cette fois, il a gagné aussi celles des centristes et de l'autre formation catalane, Esquerra republicana (Gauche républicaine), lesquelles s'étaient d'abord abstenues. Socialistes et communistes ont voté contre comme au premier tour.

En présentant son programme de gouvernement, le 22 avril, M. Jordi Pujol s'était situé au centre gauche. Il avait affirmé sa volonté de défendre la langue et la culture catalanes et d'empêcher que la télévision ne soit un élément de « dénationalisation » culturelle. Il avait présenté un programme de reconstruction économique et promis de défendre une thèse chère aux nationalistes : le retour à l'ancienne division de la Catalogne en « comarcas » (cantons), système fondé sur des unités géographiques plus naturelles que les provinces mais que la gauche refuse, car il favoriserait les campagnes aux dépens des centres industriels et urbains.

Pour obtenir l'adhésion d'Esquerra republicana, M. Pujol a dû s'engager à demander la réforme du statut d'autonomie voté l'automne dernier. Les militants du vieux parti nationaliste, et notamment leur chef, M. Heribert Barrera, président du Parlement, ont été pratiquement les seuls à critiquer le statut, car ils le jugeaient inférieur à celui qui avait été conquis sous la République.

M. Pujol a également donné les assurances nécessaires aux centristes. Ceux-ci s'étaient inquiétés entre autres du sort qui serait réservé aux enfants qui ne sont pas de langue catalane. Le vote final laisse prévoir que M. Pujol

pourra s'appuyer pour gouverner sur une majorité centriste. Battus le 20 mars, les socialistes préfèrent passer dans l'opposition plutôt que de s'allier en coalition minoritaire avec M. Pujol comme celui-ci le leur avait proposé. Quant aux communistes, troisième force politique de la région, ils étaient favorables à un gouvernement d'unité comparable à celui qui a fonctionné pendant la phase provisoire de la Généralité, mais ils ont été les seuls à défendre un tel projet.

Formation

du gouvernement basque

A Bilbao, le président basque, M. Carlos Garaioa, a annoncé, jeudi, la formation de son gouvernement. Celui-ci sera constitué de treize conseillers. Il s'agit pour la plupart de techniciens. Un seul parlementaire y figure. C'est un cabinet de gestion plus qu'une équipe idéologique, dit-on dans les milieux nationalistes.

M. Garaioa a refusé d'accepter l'administration madrilène l'ancien directeur des industries sidérurgiques, métallurgiques et navales, M. Javier García Egocheaga, pour en faire le conseiller de l'industrie basque. Autre technicien de valeur, M. Pedro Benenque, âgé de trente ans, conseiller de la Junta quiciétre des États-Unis et professeur de plusieurs universités européennes, qui occupera le poste de l'éducation. La seule personnalité qualifiée d'historien, M. Luis María Retomala, cinquante-cinq ans, qui a combattu pendant la deuxième guerre mondiale dans les rangs de la brigade basque engagée sur le front de la France libérée et qui préside actuellement la maison éditrice du quotidien Deia, proche du parti nationaliste basque, la formation au pouvoir en Euzkadi. La plupart des autres conseillers sont jeunes. Huit d'entre eux sont originaires de Biscaye et la moitié ont fait leurs études dans l'université jésuite de Deusto (Bilbao).

CHARLES VANHECKE.

Portrait

Le courage et la générosité

Entre M. Josep Tarradellas et M. Jordi Pujol, quel contraste ! Le président sortant avait une conception régalienne de son rôle. La Catalogne, c'était lui. Il avait monté un service de presse pour diffuser ses moindres faits et gestes. Il aimait les honneurs, la faste et la publicité. Il parlait beaucoup sans craindre de se démentir à quelques jours d'intervalle.

M. Jordi Pujol a, au contraire, une allure quasi ecclésiastique. Timide, réservé, mal à l'aise à la tribune surtout quand il doit parler castillan, il cache bien sa vraie nature, qui est faite de courage et de générosité. Cet homme que les dernières élections de revenus présentent comme le politicien le plus riche d'Espagne, ce grand banquier cultivé qui parle cinq ou six langues et a écrit plusieurs livres sur sa terre natale, a bien mérité,

à près de cinquante ans, de devenir le deuxième président de la Généralité retrouvée et le cinquantième dans l'histoire de son pays.

Il y a vingt ans, son nom était sur tous les murs de Catalogne. « Libérez Pujol ! ». Le 12 mai 1960, au Palais de la musique de Barcelone, devant Franco et une brochette de dignitaires du régime, une vingtaine de jeunes gens avaient commis un crime impardonnable sous la dictature : chanter l'hymne d'une nation qui n'était plus reconnue comme telle depuis la fin de la guerre civile. L'inspiration de cette insolence, c'était M. Pujol. Un Catalan né trente ans plus tôt dans une famille de la petite bourgeoisie et qu'on trouvait à l'origine depuis quelques années de diverses manifestations de catalanisme allant du simple graffiti à la grève des tramways.

Deux années et demie de patience

Un conseil de guerre le condamne à sept ans de prison. Il en purge presque trois. Libéré, il s'épanouit dans les affaires et fait de la Banca catalana qu'il dirige la neuvième du pays. Il emploie une partie de ses gains à financer des journaux de Barcelone et à soutenir de nombreuses initiatives culturelles catalanes. Il participe aux diverses instances politiques qui se créent dans l'illégalité à la fin du franquisme pour appuyer les revendications nationalistes. En 1974, il fonde son parti, Convergence démocratique, qu'il situe politiquement au centre gauche.

La déception vient, en juin 1977, avec les premières élections démocratiques. Les nationalistes de Convergence obtiennent moins de voix que

les socialistes et même que les communistes. Tandis que la gauche triomphe, la présidence de la Généralité est confiée à un homme de quatre-vingt ans, jusqu'alors exilé en Tunisie et qui entend incarner à lui seul une légitimité que tant d'autres, M. Pujol en premier, ont contribué à préserver.

Deux années et demie de patience, de travail silencieux, jusqu'à ce jour du 20 mars 1980, où le leader nationaliste gagne les élections au Parlement de Catalogne. Pendant la campagne, son slogan avait été : « Maintenant il convient de voter Pujol ! ». Président de la Généralité, il lui reviendra d'appliquer celui qu'il avait mis en titre d'un de ses livres : « Fer pobla, fer Catalunya » : faire un peuple, faire la Catalogne. — C. V.

Italie

LES ACCUSATIONS PORTÉES CONTRE M. TONI NEGRI A PROPOS DE L'AFFAIRE MORO SONT ABANDONNÉES

« FAUTE D'INDICES SUFFISANTES »

(De notre correspondant.)

Rome. — La libération de M. Toni Negri a été ordonnée, jeudi 24 avril, par le magistrat instructeur de l'affaire Moro, en raison d'un « manque d'indices de culpabilité suffisants ». Mais il s'agit d'une décision sans effet : le professeur de sciences politiques de l'université de Padoue, qui est détenu depuis un an et trois semaines, restera en prison, puisqu'il est poursuivi d'autre part pour « association subversive » et « insurrection armée contre les pouvoirs de l'État ».

En raison du témoignage d'un magistrat assassiné depuis, l'idéologie de l'Actionisme ouvrière était soupçonnée d'avoir téléphoné, le 30 avril 1978, à la famille Moro pour lui adresser un dernier avertissement. C'était l'unique accusation portée contre lui à propos de l'enlèvement et de l'assassinat du président de la démocratie chrétienne. Or le terroriste Patrizio Peci, qui vient de se « confesser » aux enquêteurs (le 20 avril du 17 avril), a révélé que l'auteur de l'appel téléphonique n'était autre que Mario Moretti, le chef présumé des Brigades rouges, toujours en fuite. Deux autres détenus, MM. Franco Piperno et Luciano Pisciotti, qui avaient été extradés de France, espèrent, eux aussi, que les révélations du terroriste répéteront les larmes de tout soupçon.

On a appris d'autre part, que l'ami de Patrizio Peci s'était constitué prisonnier. Agé de vingt-trois ans, cette confession s'est rendue à la préfecture de police de Turin et a déclaré calmement : « Je suis une brigadiste. Je porte la colonie Maria Capoi. Je suis la compagne de Patrizio Peci ». Maria-Rosaria Roppoli n'était même pas recherchée. Dans la bonne tradition des Brigades rouges, elle se considère comme une « prisonnière politique ». On ignore encore les raisons de son geste, tout à fait inhabituel chez les terroristes italiens. Elle avait déclaré aux policiers que Peci était « un traître ».

ROBERT SOLE.

Belgique

POUR METTRE UN TERME A LA CRISE Sciaux-chrétiens, socialistes et libéraux concluent un accord sur la réconciliation à l'égard de l'examen du problème frontalier

Bruxelles. — Une déclaration commune a été publiée, jeudi 24 avril, par les dirigeants des trois principales formations politiques de la Région wallonne : les socialistes, les libéraux et les sciaux-chrétiens. Elle marque la fin d'une crise qui avait duré plusieurs semaines. Les trois formations s'accordent sur la nécessité d'une réconciliation à l'égard de l'examen du problème frontalier.

La déclaration commune souligne que les trois formations politiques de la Région wallonne ont convenu de travailler ensemble pour résoudre les problèmes frontaliers. Elles s'accordent sur la nécessité d'une réconciliation à l'égard de l'examen du problème frontalier.

FRANÇOIS DE VIE

A TRAV

Argentine

Buenos Aires. — Le général Galtieri, chef de l'armée argentine, a déclaré, jeudi 24 avril, que les forces armées de son pays étaient prêtes à accepter une négociation pour mettre fin à la guerre du Malvin. Il a souligné que l'Argentine était prête à discuter de la souveraineté de l'île, mais qu'elle ne pouvait pas accepter la cession de l'île sans négociation préalable.

DU 15 AU 30 AVRIL, C'EST AU PRINTEMPS.

150%

PLUS QUE 5 JOURS!

Sur toute la mode
et les accessoires
femmes, hommes
et enfants, à partir
d'un total de
500F d'achats.*

**Printemps
Brunnells**

* Escompte remboursable sur présentation des tickets de caisse. Sauf "points rouges".

EN MAL, PROFITEZ DES I POUR ALLE EN ANGLETERRE

Cette année, le mois de Mai s'annonce bien. Le 1^{er} Mai et l'Ascension tombent un jeudi. Avec le week-end de Pentecôte cela fait 3 jours en perspective. Trois belles occasions d'aller en Angleterre. Et puis avec Seagat c'est tellement rapide. Un sur grand liner vous emmène de Paris à Lézard à Dieppe. La, le Boeing Seagat vous fait survoler la Manche à 3 m au-dessus de la mer et à 20 km/h.



L'autre façon de s'envoler pour l'Angleterre.

مكتبة ابن الأثير

EUROPE

Belgique

POUR METTRE UN TERME A LA CRISE

**Sociaux-chrétiens, socialistes et libéraux
concluent un accord sur la régionalisation
et diffèrent l'examen du problème bruxellois**

De notre correspondant

Bruxelles. — Pour éviter un retour aux urnes avant l'été, les socialistes, les chrétiens et les libéraux ont conclu un accord sur la régionalisation et diffèrent l'examen du problème bruxellois.

Les réactions bruxelloises ont été immédiates. Le parti fédéraliste de la capitale, jusqu'à nouvel ordre, conserve son statut propre de trois membres au sein du gouvernement national, et son financement par dotation. Elle n'aura pas d'assemblée. Le nouveau gouvernement national s'attachera cependant à trouver une solution définitive pour le statut de la capitale avant les élections municipales de 1982.

Les sociaux-chrétiens, socialistes et libéraux ont conclu un accord sur la régionalisation et diffèrent l'examen du problème bruxellois.

tendent immédiatement pas sur les nouveaux traits à lui donner. La capitale, jusqu'à nouvel ordre, conserve son statut propre de trois membres au sein du gouvernement national, et son financement par dotation. Elle n'aura pas d'assemblée. Le nouveau gouvernement national s'attachera cependant à trouver une solution définitive pour le statut de la capitale avant les élections municipales de 1982.

PIERRE DE VOS.

LE 65^e ANNIVERSAIRE DU GÉNOCIDE ARMÉNIEN

**Au cours d'une grande manifestation à Lyon
les revendications arméniennes
ont été communiquées au consulat de Turquie**

Diverses manifestations dans le monde ont marqué le soixante-cinquième anniversaire de l'extermination, en 1915, d'un million et demi d'Arméniens, sur l'ordre du gouvernement turc. Manifestations et messages au secrétaire général de l'ONU se sont multipliés, notamment à Ottawa, à Athènes, à Téhéran, etc. L'Eglise arménienne d'Amérique a acheté une page entière du « New York Times ». En France, une manifestation a eu lieu à Marseille et une autre à Lyon, où deux mille à trois mille personnes se sont rendues, jeudi 24 avril en fin d'après-midi, place Bellecour, à l'appel du Comité de défense de la cause arménienne (C.D.C.A.). Lyon et Rhône-Alpes, un des points forts de l'implantation de la population arménienne en France (cinquante mille personnes sur un total estimé à trois cent mille), apparaissent aujourd'hui comme un pôle majeur de la revendication des jeunes Arméniens.

De notre correspondant

Lyon. — Arrivés à Marseille, les réfugiés arméniens ont remonté progressivement la vallée du Rhône. Dans de nombreuses localités (Montélimar, Valence, Vienne, puis dans l'agglomération lyonnaise, à Décines ou à Pont-de-Chéruy), les premiers foyers se sont installés dans des conditions précaires. Les foyers sont devenus communautaires, dans l'esprit bien intégrés. Les traditions, le folklore — notamment musical, la langue, la religion restent un héritage vivant malgré l'inévitable dilution engendrée par la mixité des mariages. Mais à Décines, par exemple, le club

de football local est composé essentiellement d'Arméniens. Et il ne vient à l'idée de personne de contester le rôle de « ciment » joué par le sport. Aujourd'hui, les jeunes Arméniens se montrent plus entreprenants que leurs aînés et veulent dépasser le caractère « folklorique et pittoresque » des membres de la diaspora arménienne. Les quatre millions d'Arméniens dispersés dans le monde ne veulent pas tous rejoindre les trois millions d'Arméniens soviétiques, mais l'aspiration au « retour » est maintenant ouvertement déclarée.

Le culte du souvenir

Soixante-cinq ans après le début des massacres de la population arménienne de Turquie, le culte du souvenir ne semble pas être un symbole creux pour les enfants et petits-enfants des rescapés. La manifestation et le défilé des membres de la communauté arménienne de la région lyonnaise ont été très dynamiques. Leur ampleur a prouvé la cohésion de cette population par ailleurs bien intégrée dans les structures françaises. Les porteurs de pancartes étaient pour la plupart très jeunes. Sous les drapeaux rouge-bleu-orange de la République d'Arménie, les visages étaient déterminés. Des banderoles résumaient les revendications : « Génocide arménien — silence impossible ! », « Sauvons notre culture ! », « Turcs, arrêtez le massacre ! ».

Dans les secteurs où la communauté arménienne n'est d'un poids électoral non négligeable, la classe politique ne peut rester indifférente. Ainsi, la manifestation était conduite par des parlementaires et des personnalités politiques différentes. M. André Soulier, adjoint au maire (modéré) de Lyon, côtoyait M. Charles Rémont, sénateur (P.S.) et Michel Noir (R.P.R.), députés du Rhône. Ce sont d'ailleurs ces élus qui ont remis le texte d'une motion au consulat général de Turquie. Ils ont demandé :

« La reconnaissance par la Turquie de la réalité historique du génocide des Arméniens commencé le 24 avril 1915 et achevé par l'action des troupes kémalistes à la suite des résolutions adoptées au congrès nationaliste d'Erzurum présidé par Mustafa Kemal » ;

« La reconnaissance par la Turquie de l'existence du fait national arménien et de la légitimité des réparations dues au peuple arménien en tant que tel » ;

« L'ouverture d'un dialogue en vue d'aboutir par les voies pacifiques à la définition des modalités du retour des Arméniens sur leurs terres dans le cadre des réparations préalablement définies ».

CLAUDE RÉGENT.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LE CLUB DES DROITS SOCIAUX DES HOMMES (C.D.S.H.) « prenant acte avec satisfaction de la condamnation des violations graves et permanentes des droits de la personne humaine en Argentine par la commission de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) », a demandé le jeudi 24 avril au gouvernement français « d'en tirer les conséquences en adaptant immédiatement ses relations avec le régime fasciste et placé à Buenos-Aires ». Ceci implique « l'arrêt des visites de courtoisie dans ce pays, telle que celle du porte-hélicoptères Jeanne d'Arc, la mise en poste à Buenos-Aires d'un ambassadeur qui ne soit plus favorable à la junte et l'interdiction du match de football France-Argentine qui doit se dérouler le 18 mai au stade de Colombes ».

139, avenue Jean-Jaurès, Paris-19.

Bangladesh

PLUSIEURS MEMBRES DU GOUVERNEMENT ont été relevés de leurs fonctions à leur demande, jeudi 24 avril, après avoir été convoqués au palais présidentiel, annonce-t-on de source officielle à Dacca. Parmi les ministres démissionnaires figurent : M. Mirza Nurul Huda (finances), Abdur Rahman Biswas (justice), Mohammad Abdul Haq (domaine et réforme agraire), Khandaker Abdul Hamid (jeunesse) et Mme Amina Rahman (condition féminine). — (A.F.P.)

Pologne

M. HUGO WAGENER, capitaine de la marine marchande ouest-allemande, a été condamné, mardi 22 avril, à dix ans de prison par un tribunal militaire polonais pour espionnage et assistance à des ressortissants est-allemands qui voulaient passer à l'Ouest.

EN MAI, PROFITEZ DES PONTS POUR ALLER EN ANGLETERRE.

Cette année, le mois de Mai s'annonce bien. Le 1^{er} Mai et l'Ascension tombent un jeudi. Avec le week-end de Pentecôte cela fait 3 ponts en perspective. Trois belles occasions d'aller en Angleterre. Et puis avec Seajet, c'est tellement rapide. Un car grand luxe vous emmène de Paris-St-Lazare à Dieppe. Là, le Boeing Seajet vous fait survoler la Manche à 3 m au-dessus de la mer et à 80 km/h.

Puis, Seajet vous emmène directement de Brighton à Victoria-Station. En plein cœur de Londres ! Il y a 3 départs par jour : 5h, 10h et 15h. Alors, comme le tunnel n'est pas encore construit, profitez des ponts pour aller en Angleterre avec Seajet. En plus, ce n'est vraiment pas cher.

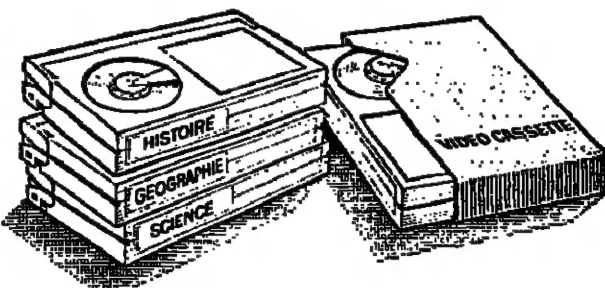
Renseignements et réservations au 742.77.91 ou auprès de votre Agence de voyages.



SEAJET

L'autre façon de s'envoler pour l'Angleterre.

**Les enfants de vos enfants
apprendront-ils
encore dans les livres ?**



SONY
Video-Culture

**Le Tapis d'Orient
est une valeur sûre,
à condition
de ne pas se tromper.**



L'acheteur qui ne se trompe pas est celui qui a la chance de découvrir des pièces de qualité parmi la masse des tapis offerts sur le marché. C'est celui qui connaît un vrai spécialiste capable de lui garantir une sélection rigoureuse, de lui informer sur les signes d'une réelle qualité qui n'est pas toujours synonyme de prix élevés.

Le nouveau Place Clichy, spécialiste reconnu depuis 1836, poursuit son effort pour vous proposer des tapis artisanaux de qualité : 1 500 tapis d'Orient en exposition-vente permanente, 1 500 valeurs sûres.

**Avec un vrai spécialiste
"appréciez la différence"**

**Le Nouveau
PLACE CLICHY**

93, rue d'Amsterdam - Paris 8^e

Tél. 387.54.20

Après par le Club Découverte du Tapis d'Orient

MEDECINE

7 centres : salons-péris, neuilly, nation, bichot, créteil, orsay, châteaufort
CEPES 57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. 722.94.94 - 745.09.19
enseignement supérieur privé

Le Monde

politique

La réforme communale des territoires du Pacifique :

Le Sénat en désaccord avec la politique du gouvernement

Le Sénat a successivement adopté, jeudi 24 avril, à 24 voix contre 17, deux projets de loi tendant à compléter la loi de décembre 1977, qui aménageait le régime communal de Polynésie et de Nouvelle-Calédonie.

L'objet de ces textes était, à l'origine, d'une portée limitée. Il s'agissait de surmonter certaines difficultés d'application que des obstacles, essentiellement d'ordre psychologique, n'avaient pas permis de régler par voie d'autorité. Mais, rapidement, en cours de débat, la position du rapporteur, M. CHERRIER, sénateur (R.I.) de Nouvelle-Calédonie, soutenue par M. MILLAUD, sénateur de Polynésie (Union centriste) et approuvée par la majorité du Sénat, apparut fort différente de celle de l'Assemblée nationale que semblait d'abord défendre M. DIJOU, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM.

Tandis que celui-ci s'attachait à maintenir les prérogatives du haut-commissaire comme autorité de tutelle, le Sénat votait des amendements qui, au contraire, tendaient à accentuer le contrôle de l'assemblée territoriale sur la gestion communale.

Un amendement important, mais d'une autre nature, opposa ensuite le Sénat au secrétaire d'Etat. Contre l'avis de ce dernier, en effet, et par 202 voix contre 33, les sénateurs ont étendu à la ville de Nouméa le scrutin de liste proportionnel qui est, dans ces territoires, celui des élections municipales des villes de moins de 30 000 habitants.

A l'occasion de l'examen du

premier projet (sur la Polynésie), M. DIJOU avait déjà exprimé son inquiétude, se demandant même s'il ne conviendrait pas de reporter cette réforme communale. Après le vote de l'amendement concernant les élections municipales à Nouméa, et en conclusion des délibérations sénatoriales, le secrétaire d'Etat a fait la déclaration suivante :

« Le texte voté par l'Assemblée nationale était bon, j'ai été profondément ébranlé par le débat au Sénat. »

« Le sentiment du grand conseil des communes de France ne peut que toucher le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur. »

« Lors de la précipitation la suite du débat, je dois m'appliquer à réfléchir avec les parlementaires. Ce n'est pas un compromis qu'il faut trouver, et moins encore une équivoque : c'est une solution de fond, dans l'intérêt des communes de ces territoires, j'espère aboutir ainsi à une formule qui me satisfasse plus que le texte auquel nous parvenons. » — A. G.

M. PASQUA : le bilan du septennat est désastreux.

M. Charles Pasqua, sénateur R.P.R. des Hauts-de-Seine, écrit dans le *Rassemblement français* du 25 avril : « Malgré la vérité officielle proclamée, qui veut que le président n'ait vraiment rien à craindre, les stratèges giscardiens sont, à juste titre, soucieux. »

« Aujourd'hui, il est triste, pour

des gaullistes, de voir jusqu'où l'ont emmenés la France, jusqu'où s'est abaissée l'Etat. »

« Le bilan du septennat est désastreux. Sur le plan des réalisations et de l'avenir, le président de la République actuel a perdu, auprès des Français, toute crédibilité. »

« Si le candidat gaulliste réunit sur son nom les espoirs de la majorité déçue, il est certain que les Français attachés à la V^e République se tourneront d'abord vers lui. »

« Ce candidat ne peut être que Jacques Chirac, car il s'agit, comme en 1978, de gagner et non de témoigner. »

Après la réforme des collectivités locales adoptée par le Sénat

LES MAIRES DES PETITES COMMUNES SONT INQUIETS

La Fédération nationale des maires de France (F.N.M.F.) estime que le plan de développement des responsabilités locales, qui a été adopté en première lecture par le Sénat, ne tient pas assez compte des préoccupations des petites communes (1).

Au cours d'une conférence de presse donnée, jeudi 24 avril à Paris, deux de ses principaux dirigeants, MM. Jean Herbin, délégué général, maire (ss. éq.) de Grimaud (Côte-d'Or), et François Paour, secrétaire général, maître (ss. prés.) de Saint-Bernard (Ain), ont notamment reproché aux membres de la Haute Assemblée et au gouvernement d'avoir eu essentiellement dans l'intérêt des grandes villes et des centres urbains. « La réforme des collectivités locales devait être l'un des grands desseins du septennat de M. Giscard d'Estaing, mais, pour l'instant, c'est la grande déception », ont-ils souligné.

La F.N.M.F. se propose d'exprimer son mécontentement en jouant les « trouble-fête » à l'occasion des élections sénatoriales du mois de septembre.

En 1974, le président de la F.N.M.F., M. Etienne Furtos, maire (ss. éq.) d'Unies (Loire), avait conseillé de voter pour M. Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle. « Notre fédération ne recommandera pas cette erreur l'année prochaine », a indiqué M. Paour. Je ne pense pas qu'elle prenne le risque d'appeler à voter pour tel ou tel candidat. »

Les dirigeants de la F.N.M.F., qui ont exposé à la presse diverses propositions d'amélioration du texte adopté par le Sénat, organiseront en mars 1981, à Paris, à l'occasion du Salon de l'Agriculture, des « états généraux des maires ruraux ».

(1) La F.N.M.F. a été créée en 1971, revendiquant actuellement six mille adhérents et compte la représentation des maires de France, qui préside M. Alain Fohr.

La prévention des difficultés des

M. Sudreau avait sans doute préféré ne pas cautionner par sa présence les étirements de la discussion parlementaire sur les textes liés à la réforme de l'entreprise. Il a eu raison. Après avoir singulièrement amoindri, mercredi 23 avril, la portée de la proposition de loi du R.P.R. sur la participation, l'Assemblée a mis la pièce, jeudi 24 avril, le projet de loi sur la prévention des difficultés des entreprises. Ce débat, comme le précédent, a joué de manière pesante un rôle de révélateur en ce qui concerne les velléités réformatrices des députés de la

majorité. A cet égard, il serait vain de croire qu'il puisse s'agir d'accidents. Profondément structuré, la majorité de la majorité renvoie devant les réformes. S'il n'y a pas lieu de s'en étonner, du moins est-on fondé à constater une fois de plus que M. Giscard d'Estaing ne dispose pas d'une majorité à la hauteur de ses ambitions proclamées. D'autant qu'il apparaît nettement, à l'occasion des discussions sur les textes « sociaux » soumis à l'Assemblée, que les giscardiens sont souvent les plus zélés défenseurs du « statu quo », c'est-à-dire du conservatisme.

En ce qui concerne, d'autre part, les documents destinés à la gestion et de certains documents descriptifs destinés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance et au commissaire aux comptes. Sur proposition du gouvernement, ce texte est établi aux entreprises commerciales comptant plus de trois cents salariés ou dont le total du bilan social est supérieur à 40 millions de francs.

En ce qui concerne, d'autre part, les documents destinés aux actionnaires, sur proposition de M. DE MAIGRET (U.D.F.), il est ajouté à ceux-ci « un état des sociétés concédées par la société » et « un état des engagements cautionnés ou garantis par la société, ainsi que des propres engagements de la société ».

L'Assemblée décide, sur proposition du rapporteur de la commission des lois, M. MILLON (U.D.F.), de rendre obligatoire la publication de comptes consolidés dans les sociétés possédant des filiales ou des participations. Les députés adoptent ensuite, après de légères modifications, les dispositions relatives aux mesures qu'il convient de prendre en cas de baisse des fonds propres de l'entreprise, qu'il s'agisse des sociétés à responsabilité limitée ou des sociétés par actions. A l'initiative de la commission, ils décident ensuite d'assouplir les règles relatives aux augmentations de capital. Ainsi il ne sera plus nécessaire, si l'augmentation de capital n'est pas entièrement souscrite, de procéder, pour éviter l'annulation de l'opération, à une répartition des actions restant à souscrire. Par ailleurs, l'Assemblée générale pourra supprimer

tout droit préférentiel de souscription.

● Contrôle des comptes et procédure de surveillance.

Sous la présidence de M. DUBREUIL (P.S.), l'Assemblée décide, sur proposition du gouvernement, d'aligner la détermination des seuils à partir desquels le commissaire aux comptes sera obligatoire dans les sociétés de personnes sur ceux des S.A.R.L. A l'initiative de M. HASTECOUR (P.S.), la durée du mandat des commissaires aux comptes est portée de trois à six exercices. Sur proposition de M. DE MAIGRET, il est précisé que dans les sociétés en nom collectif, les gérants, ainsi que leurs parents proches, ne pourront être choisis comme commissaires aux comptes. Les députés précisent les conditions dans lesquelles, dans les S.A.R.L., les associés peuvent agir, soit individuellement, soit en se groupant, pour exercer l'action sociale en responsabilité contre le ou les gérants. Après un long débat, ils suivent le point de vue de la commission, qui propose de renvoyer à un décret la fixation des chiffres des seuils à partir des-

Information comptable et reconstitution des fonds propres.

Dans la discussion des articles, l'Assemblée décide de réserver plusieurs amendements tendant à modifier le montant minimum du capital exigé pour constituer une société anonyme (S.A.) et une société à responsabilité limitée (S.A.R.L.). Elle examine ensuite les dispositions relatives au seul des entreprises qui seront

inscriptions
forum 544
VOYAGES 38-61
"AGADIR"
1150 A.R.

RIO 4750 A.R.
inscriptions
forum 544
VOYAGES 38-61

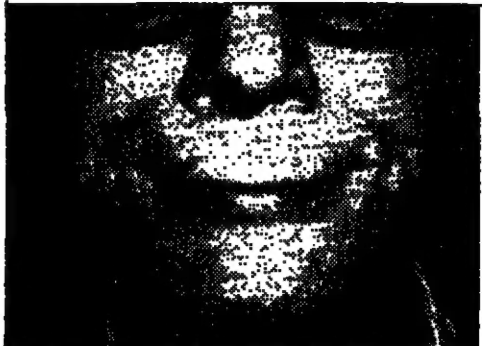
Demain le Nouvel Observateur va rendre ces gens fous... de rage

Les analysé(e)s



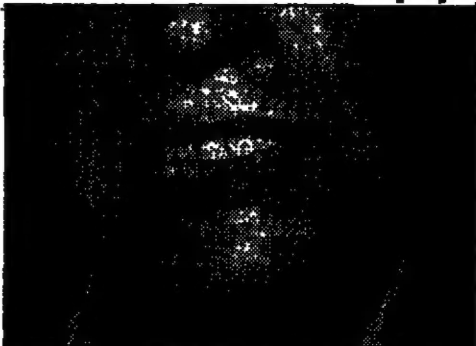
« C'est dans les régions moyennes du savoir, chez les cadres moyens, les employés, les ouvriers, que vit le mieux le désir de psychanalyse. »

Les lacaniens



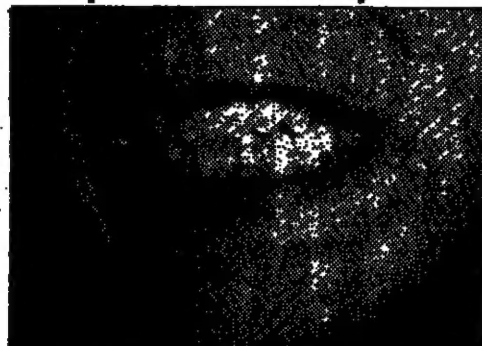
« Ce que Lacan fustige, c'est d'abord son propre échec à promouvoir une société nouvelle qui aurait échappé aux pesanteurs socio-politiques. »

Les adversaires de la psy.



« Un rabbin hélaît les gens dans la rue en leur disant : j'ai des réponses ! Qui peut me donner des questions ? Les psychanalystes français ont des questions à revendre. »

L'inspecteur des impôts



« La séance d'un psychanalyste ordinaire (45 mn) se paye entre 80 et 160 F. »

80 % des Français ignorent qui est Lacan et pourtant « l'affaire Lacan » a fait la une des journaux. Mais pourquoi la psychanalyse en France a-t-elle si mauvaise presse ? Parce qu'elle sème la discorde dans les familles ? Parce qu'elle rend les gens normaux ou trop normaux ? Avec la collaboration de psychanalystes, de sociologues et d'écrivains, le *Nouvel Observateur* explique, sans complexe, les positions des partisans et des ennemis de la psychanalyse, des pro et des anti-lacaniens. Un sondage Sofres révèle ce que les Français en pensent.

LE NOUVEL
Observateur

UN DOSSIER
UN SONDAGE

entreprises : les dé

Après le débat sur la participation

« L'Assemblée nationale a été vide de son contenu », a-t-il écrit dans le *Rassemblement français* du 25 avril. « Malgré la vérité officielle proclamée, qui veut que le président n'ait vraiment rien à craindre, les stratèges giscardiens sont, à juste titre, soucieux. »

« Aujourd'hui, il est triste, pour des gaullistes, de voir jusqu'où l'ont emmenés la France, jusqu'où s'est abaissée l'Etat. »

« Le bilan du septennat est désastreux. Sur le plan des réalisations et de l'avenir, le président de la République actuel a perdu, auprès des Français, toute crédibilité. »

« Si le candidat gaulliste réunit sur son nom les espoirs de la majorité déçue, il est certain que les Français attachés à la V^e République se tourneront d'abord vers lui. »

« Ce candidat ne peut être que Jacques Chirac, car il s'agit, comme en 1978, de gagner et non de témoigner. »

ANCIENS COMBATTANTS

UFAAC et l'anniversaire du 8 mai

« L'UFAAC a été créée en 1945, à la suite de la victoire de la France sur l'Allemagne nazie. Elle a pour but de défendre les intérêts des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale. »

« L'UFAAC a été créée en 1945, à la suite de la victoire de la France sur l'Allemagne nazie. Elle a pour but de défendre les intérêts des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale. »

« L'UFAAC a été créée en 1945, à la suite de la victoire de la France sur l'Allemagne nazie. Elle a pour but de défendre les intérêts des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale. »

Nous n'avons que
ALFA ROMEO
alfa
duplex

حکومت الاصل

entreprises: les députés suppriment la «procédure d'alerte interne»

Avec méthode, la majorité avait supprimé les aspects les plus novateurs du texte sur la participation en refusant d'adopter les «clignotants», l'U.D.F. et le R.P.R. ont choisi de ne pas empêcher sur les privilèges des chefs d'entreprise en repoussant les dispositions essentielles destinées à prévenir les difficultés des entreprises, c'est-à-dire à tenter d'empêcher une société d'aller jusqu'à la faillite ou au dépôt de bilan. Il s'agissait donc du maintien de l'emploi. Convaincu qu'un patron peut avoir tendance, consciemment ou non, à ignorer les signes

avant-coureurs de la dégradation de la situation financière de sa propre société, le gouvernement souhaitait multiplier les «clignotants» par une procédure d'alerte interne à l'entreprise. A cet effet, le rôle des commissaires aux comptes était singulièrement renforcé. En arguant de la nécessaire séparation des pouvoirs en matière de gestion, la majorité a supprimé purement et simplement la procédure d'alerte automatique, regnait au maximum les pouvoirs d'intervention des commissaires aux comptes, élus sur ce point tout accroissement du rôle du comité d'entreprise et supprimé la

possibilité accordée aux actionnaires d'attirer l'attention des dirigeants - sur tout fait significatif révélant une évolution préoccupante de la société. Bref, il n'était pas question de permettre à des éléments «extérieurs» de se mêler de ce qui ne les regardait pas.

Devant le tour que prenait la discussion, le rapporteur du texte, M. Million (U.D.F.), demanda s'il convenait de poursuivre le débat. «Il n'y a plus aucune logique dans le texte que nous étudions», ajouta-t-il. Peu contesté par les députés de la majorité qui n'étaient pas très fiers de ce travail législatif, M. Hauteceur

(P.S.) dénonça à plusieurs reprises le «mur de béton» patiemment élevé par les élus giscardiens et gaullistes. Au nom du gouvernement, M. Mourat, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, tint à affirmer qu'il n'était en rien responsable de la situation. Celle-ci est telle, précise-t-il, qu'une deuxième délibération pourrait être nécessaire.

Compte tenu des pesanteurs conservatrices qui se sont révélées, on voit pourtant mal comment il sera encore possible de «recoller les morceaux»...

LAURENT ZECCHINI.

quels, dans les S.A.R.L., doit intervenir au moins un commissaire aux comptes. Les députés adoptent un amendement de la commission prévoyant d'introduire dans les S.A.R.L. la procédure de l'expertise de minorité à qui n'existe actuellement que dans les sociétés anonymes. Aux termes de

l'amendement de la commission, un ou plusieurs associés représentant au moins un dixième du capital social, peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Cette demande peut

également être présentée par le ministre public ainsi que par le commissaire aux comptes. L'Assemblée repousse un amendement de M. Hauteceur tendant à autoriser le comité d'entreprise à effectuer également cette demande. Sur proposition du gouvernement, il est décidé de donner aux actionnaires minoritaires représentant au moins 5 % du capital, le droit de présenter des candidats aux conseils d'administration ou de surveillance.

Statut et rôle des commissaires aux comptes.

A l'initiative de la commission, l'Assemblée décide de donner à tous les commissaires aux comptes la possibilité de constituer entre eux des sociétés, sous quelque forme que ce soit (alors que la loi du 24 juillet 1966 relative aux sociétés commerciales n'autorise jusqu'à présent que la forme de la société civile professionnelle). Il est en outre décidé de supprimer le privilège accordé aux sociétés inscrites à l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés avant la promulgation de la loi de 1966, et de permettre ainsi à toutes ces sociétés de demander leur inscription sur la liste des commissaires aux comptes. M. HAUTECEUR estime que ces mesures auront pour conséquence de «lier toutes les sociétés civiles professionnelles». Le texte adopté, modifié par MM. DEHAINE et RIBES (R.P.R.), précise par ailleurs que la qualité de commissaire aux comptes sera exigée de la moitié

des associés et que la majorité du capital social des sociétés de commissaires aux comptes doit être détenue par des commissaires aux comptes personnes physiques.

Après avoir précisé le régime des incompatibilités applicables aux commissaires aux comptes, qui interdit notamment à un dirigeant d'une société d'être commissaire aux comptes de cette société moins de cinq ans après la cessation de ses fonctions (l'inverse étant déjà prévu par la loi de 1966), l'Assemblée adopte un amendement du rapporteur, modifié par le gouvernement, stipulant notamment que la récusation des commissaires aux comptes pourra être demandée en justice, non seulement à l'initiative d'une minorité d'actionnaires, mais aussi à la demande du ministre public et, dans les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne, de la Commission des opérations de Bourse (C.O.B.).

Après avoir assoupli les règles relatives à la demande en justice de l'expertise des minorités dans les sociétés anonymes, l'Assemblée, suivant le point de vue de la commission des lois, supprime la communication aux actionnaires du rapport effectué par les commissaires aux comptes sur l'évolution des données comptables et financières de l'entreprise; ce rapport étant uniquement communiqué au conseil d'administration ou au directeur et au conseil de surveillance. Elle supprime également l'obligation faite aux dirigeants sociaux d'informar le commissaire aux comptes «de tout fait significatif intéressant l'exercice de leur mission et de tout fait révélant une évolution préoccupante de la société».

L'Assemblée repousse un amendement de M. GINOUX (U.D.F.) prévoyant de supprimer les dispositions relatives à la nomination d'un emprisonné de deux mois à six mois et d'une amende de 2000 à 40 000 francs le président, les administrateurs ou les directeurs généraux d'une société anonyme qui se seront abstenus volontairement de communiquer au commissaire aux comptes les documents essen-

tiels, de quelque nature qu'ils soient, utiles à l'exercice de leur mission.

Procédure d'alerte.

Les députés examinent les dispositions relatives à la liste des «clignotants» qui, dans le cadre de la procédure d'alerte interne instituée par le projet de loi, peuvent conduire à l'intervention d'un commissaire aux comptes (article 9). Sur proposition du gouvernement, il est décidé que cette procédure d'alerte pourra être automatiquement et ne constituera pas seulement une faculté pour le commissaire aux comptes. Après avoir repoussé un amendement de M. GINOUX tendant à supprimer un certain nombre de «clignotants», les députés repoussent, par 187 voix contre 165 sur 371 votants et 352 suffrages exprimés, un amendement du gouvernement stipulant que le commissaire aux comptes peut poser par écrit au président du conseil d'administration ou au directeur, des questions «sur tout autre fait qu'il a pu relever révélant d'une façon significative une évolution préoccupante de la société».

L'Assemblée repousse enfin les nouveaux «clignotants» proposés par la commission. Après plusieurs interventions l'Assemblée rejette l'ensemble de l'article 9 du projet qui prévoit la procédure d'alerte interne, la majorité votant contre cet article. Le groupe socialiste y étant favorable. Elle repousse ensuite l'ensemble de l'article 7 du projet relatif à la procédure des questions écrites, instituée au profit des actionnaires et permettant à ceux-ci d'attirer l'attention des dirigeants «sur tout fait significatif révélant une évolution préoccupante de la société», puis un amendement de M. HAUTECEUR (P.S.) visant à instituer une procédure d'alerte externe à l'entreprise: enfin, l'ensemble de l'article 10 relatif à l'intervention du comité d'entreprise.

La séance est levée à 23 h. 45, la suite du débat étant renvoyée à une date ultérieure.

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a présenté, jeudi 24 avril, au cours d'une conférence de presse, la proposition de loi «pour la famille: bien-être, dignité, liberté» qu'il va déposer prochainement sur le bureau de l'Assemblée nationale. Cette proposition reprend, pour l'essentiel, les revendications avancées par le P.C.F. sur ce sujet (S.M.C. à 2900 francs par mois pour quarante heures de travail hebdomadaire, majoration des allocations familiales de 50 %, refonte du barème de l'impôt sur le revenu, assouplissement d'impôt compris entre 1 500 et 5 000 francs par enfant, allègement de l'imposition pour les couples de salariés, etc.).

Après le débat sur la participation

M. CHARBONNEL (R.P.R.): le compromis a été vidé de son contenu.

M. Jean Charbonnel, député général du R.P.R., chargé de la participation et de l'action ouvrière et professionnelle, a commenté, le jeudi 24 avril, le vote par l'Assemblée nationale de la proposition de loi du R.P.R. sur la participation (le Monde du 24 avril). Il a notamment déclaré: «Il est clair, tout d'abord, qu'une partie de la majorité s'est retirée de nombreux votes à l'initiative des gaullistes. Il apparaît d'après les votes d'une fraction de l'U.D.F., que le vote du chef de l'Etat, lui-même, a été vidé de son contenu. Il est clair, tout d'abord, qu'une partie de la majorité s'est retirée de nombreux votes à l'initiative des gaullistes. Il apparaît d'après les votes d'une fraction de l'U.D.F., que le vote du chef de l'Etat, lui-même, a été vidé de son contenu. Il est clair, tout d'abord, qu'une partie de la majorité s'est retirée de nombreux votes à l'initiative des gaullistes. Il apparaît d'après les votes d'une fraction de l'U.D.F., que le vote du chef de l'Etat, lui-même, a été vidé de son contenu.

«LA LETTRE DE LA NATION»: les conservateurs votent avec les socialistes.

«Voilà les conservateurs qui votent avec les socialistes et les communistes», note Pierre Charpy, dans la Lettre de la Nation, à propos de la loi sur la participation dans l'entreprise adoptée par les députés, mercredi 23 avril, et contre laquelle se sont prononcés seize membres de l'U.D.F.

«On a beaucoup reproché au R.P.R. de critiquer le gouvernement et de voter pour lui, pour lui-même. Mais que faut-il penser de ceux qui l'approuvent et votent contre lui? Il faut bien savoir que, sans un «renouveau» actif des votes, ce texte auquel le gouvernement avait donné sa bénédiction aurait été repoussé. Aussi y a-t-il tout lieu de s'inquiéter de la suite.

Les élections cantonales

HYÈRES: le P.C. refuse de se désister en faveur du P.S.

(De notre correspondant)

Toulon. — Le parti communiste ne se désistait pas pour le candidat socialiste arrivé en tête, le 20 avril, au premier tour de scrutin de l'élection de Hyères (Var). La section locale du P.C.F. a, le jeudi 24 avril, vivement critiqué l'action du P.S., déclarant notamment dans un communiqué: «Le parti communiste, celui-ci se livre à une véritable agression contre notre parti, retirant leur délégation aux députés communistes et soupçonnant le P.C. de trahison». Le texte adopté, modifié par MM. DEHAINE et RIBES (R.P.R.), précise par ailleurs que la qualité de commissaire aux comptes sera exigée de la moitié

ANCIENS COMBATTANTS

L'UFAC et l'anniversaire du 8 mai

L'Union française des associations de combattants (UFAC) a tenu une conférence de presse le jeudi 24 avril, au cours de laquelle M. René Peyre, son président, a notamment réaffirmé le succès de la manifestation du 10 avril.

Il a souligné d'autre part l'accord auquel les représentants des anciens combattants à la commission tripartite et ceux du Parlement ont pu parvenir pour une revalorisation de 14,25 % des pensions militaires (le Monde du 23 avril). L'UFAC propose que le rattrapage se fasse en trois ans, la première tranche étant inscrite dans le budget de 1981. M. Raymond Barre avait déclaré, lors de la création de cette commission, que le gouvernement respectait ses engagements. L'UFAC espère fermement que le premier ministre tiendra parole.

En ce qui concerne la célébration du 8 mai, l'UFAC se félicite du rétablissement des cérémonies officielles mais dénonce l'attitude du gouvernement qui cherche, par des artifices de procédure, à empêcher l'inscription d'un débat public à l'Assemblée nationale sur cette question, admette la semaine dernière par la conférence des présidents, pour obtenir que le 8 mai soit de nouveau célébré et fêté.

De la réponse à ce débat, qui sera connue le mardi 29 avril, comme de celle qui sera donnée aux conclusions du rapport, actuellement en cours de rédaction — de la commission tripartite.

UFAC s'est déclaré «prête à tirer les conséquences».

En ce qui concerne l'anniversaire de la victoire de 1945, le comité pour la célébration du 8 mai (C1), que préside M. Jacques Delbès-Bridel, publie un communiqué enregistrant la volonté du gouvernement de commémorer cette date.

«Cette décision tardive intervenant après un vote massif du Sénat, suivi par la commission des lois de l'Assemblée nationale, est pour le Comité du 8 mai un succès qu'il a le droit de manifester de la nation.

«Rappelons qu'au lendemain du 8 mai 1945 nous avons très vivement protesté auprès du président de la République, lui demandant de bien vouloir revenir sans tarder sur sa décision.

«Aujourd'hui, nous avons remporté une première et considérable victoire. Le 8 mai a repris son caractère de fête nationale. Il importe de lui rendre aussi tout son éclat et qu'il soit, comme le 11 novembre et le 14 juillet, jour férié.

«Nous invitons toutes les Françaises et tous les Français qui nous ont fait confiance à poursuivre notre combat pour que soit célébrée dignement la victoire des peuples libres contre le fascisme.»

(1) Membres fondateurs: P. Villon, Claude Bourdet, J. Delbès-Bridel, membres du C.N.R.: Christian Pineau, Marcel Paul, anciens ministres, général Billotte, colonel Bontemps, Louis Vallon, Mme Yves Farge (colonel Farge).

Observateur us... de rage

de la py



de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

de la py

Si vous ne ressentez jamais le besoin de relire Balzac ou Rimbaud

Si vous estimez que Michel Droit est un meilleur écrivain que René Char,

Si vous préférez aller voir «le gendarme de Saint-Tropez» plutôt que «Manhattan»

Si vous considérez que du point de vue économique, un livre c'est la même chose qu'un beefsteak,

Si, au nom de Bach ou Mozart, vous récusez toutes les autres formes de musique,

Si vous placez Francis Lopez au-dessus de Verdi,

Si vous avez de la sympathie pour le général Pinochet,

Si vous avez applaudi à l'entrée des chars soviétiques à Kaboul,

Si les massacres du San-Salvador ou la répression des dissidents tchèques vous laissent indifférents,

Si vous estimez qu'une seule philosophie au monde défient la vérité,

Si vous êtes favorables à la censure et si les menaces qui pèsent sur la liberté de la presse ne vous font ni chaud ni froid:

VOUS POUVEZ VOUS ABSTENIR DE LIRE

les nouvelles littéraires

SINON REJOIGNEZ-NOUS!

ABONNEMENT SPECIAL D'ESSAI
14 numéros pour 50F

NOM
ADRESSE

A découper et retourner aux Nouvelles Littéraires, 10, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.
Réglement par chèque bancaire au CCP Paris 18 704 19 R 1 (ordre de : SEEC, Les Nouvelles Littéraires, 10, rue Saint-Antoine, 75004 Paris).
LMP 14435, bd des Grandes-Prévies, St-Leonard, Montréal, Périodica, 7045, av. du Parc, Montréal, Henri Chabon, 1665, av. DeSourcil, Québec.

MEDICINE Pharmacie
Documentation sur demande

Septembre
• Recyclage scientifique
Octobre à Juin
• Préparation «Plein-Temps»
• Soutien au PCEM 1

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 633.81.23/329.03.71/354.45.57

LES STOKS
Claude Alexandre
le meilleur spécialiste du
PRET A PORTER en direct d'usine
35% moins cher
Hôtel de Ville
87, rue de la Harpe
à Paris

Réservé aux membres des comités d'entreprise et aux professions libérales

VIVEZ L'EVENEMENT JETFOIL: OSTENDE-CŒUR DE LONDRES EN DIRECT A 80KM/H.

Le Jetfoil est un moyen de transport révolutionnaire. Il se soulève sur ses ailettes de portance et file au ras de l'eau dans des conditions inégales de confort, de stabilité et de sécurité.

Départ d'Ostende. Après une très agréable traversée de 3 H 15 (déjeuner et shopping à des prix spectaculaires de bord) vous débarquez près de Tower Bridge à proximité de tout bus, taxi, métro, etc. Désormais, que ce soit pour vos affaires ou pour vos loisirs, prenez le chemin le plus agréable et le plus direct: le Jetfoil.

Jusqu'à 6 traversées par jour. Demandez la brochure avec les horaires détaillés à votre agence de voyages.

P&O Jet Ferries
Maintenant, avec Jetfoil, il est aussi agréable de se rendre à Londres qu'il y était.

Pour obtenir une documentation gratuite, remettez le bon ci-joint à P&O Jet Ferries.
Agent général pour la France, Normandie Ferries S.A., 18, place de la Madeleine, 75002 Paris.
Tel. Paris (1) 265.5216

POLITIQUE

LE SORT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

POINT DE VUE

Une dernière chance

par MAURICE BANCAREL (*)

L'ASSEMBLÉE nationale va examiner une proposition de loi visant à la création d'un dispositif de prévention d'information et de traitement des difficultés des entreprises. Ce texte, présenté par M. Jean-Marie Daillet, député de la Manche, préconise notamment la création d'agences départementales d'aide à l'entreprise, idées déjà limitées sous une forme moins élaborée par le rapport Sudreau. L'exposé des motifs qui figure en préface de la proposition de loi énonce le sens de la démarche suivie, inspirée par le désir d'arrêter la dégradation d'un système judiciaire frappé de sénescence.

Il n'est pas d'hommes de terrain accoutumés à la pratique des tribunaux de commerce, et de justiciables moins encore, qui ne puissent souscrire à cet énoncé, malheureusement non limitatif, d'anomalies constatées, conforté par de nombreuses citations extraites du dernier rapport de la Cour des comptes qui, on le sait, a souligné la «dérive» des règlements collectifs approuvés par le comportement préjudiciable aux intérêts des créanciers comme des débiteurs de certains syndicats. L'inventaire des nuisances est impressionnant :

— Investigations hâtives, trop souvent incomplètes ou sommaires, de juges-commissaires et de syndicats, comminés en tant qu'experts, lors des enquêtes précédant les jugements de tribunaux de commerce ;
— «Spontanéisme» de l'exécution : un an, parfois plus, pour la seule vérification des créances, légalement limitée pourtant à trois mois. A ce propos, la Cour des comptes a relevé des délais de cinq, neuf, voire dix-neuf ans, retardant d'autant le terme de procédures ainsi différencées ;
— Surcharge des juges consulaires, magistrats bénévoles, débordés par l'initiation procédurale ;
— Rôle contestable des syndicats considérés comme les principaux bénéficiaires des naufrages d'entreprises qui constituent, par prélèvement d'honoraires élevés, d'appré-

ciables rentes de fonction absorbant une grande partie de l'actif disponible. Cela sans omettre en fin de carrière la quasi-assurance de fructueuses négociations lors de la cession de l'étude, opération qui, en dehors du simple agrément de la cour d'appel, n'est soumise à aucune formalité et dont le produit échappe à l'administration fiscale.

Le rapport de la Cour des comptes, que ne contredisent en rien les réponses du ministre du budget et du garde des sceaux, fournit de même toutes précisions utiles sur les réserves considérables observées dans l'évacuation des instances dans plusieurs études de syndicats de grandes entreprises. La Cour attribue cet état de fait au «numerosus clausus» dont la profession s'est officiellement dotée dans le souci de maintenir, et au besoin d'accroître, la valeur des charges dont le nombre reste aujourd'hui ce qu'il était à la fin du dix-neuvième siècle.

Une autre époque

Mais il serait excessif, sinon injuste, d'imputer à charge aux occupants le mauvais fonctionnement d'un système qui, depuis 1800, n'a connu aucune véritable réforme. Le décret impérial reprenait quant au fond l'édit rédigé, en 1563, par Michel de L'Hospital, en confirmant dans leur existence ces juridictions d'exception qui étaient et demeurent les tribunaux de commerce. A l'origine, l'institution ne se voyait assigner d'autre objectif que de permettre à des commerçants de juger leurs pairs sur un chef unique et précis, à savoir l'aptitude à régler les créances du négoce en se conformant aux usages de la profession.

Il en est encore ainsi, et ce n'est que par l'existence de privilèges qu'un certain nombre de créanciers, non commerçants, peuvent prétendre à quelques deniers qui leur seraient certainement refusés s'ils ne bénéficiaient pas de la protection de la loi, ainsi les salariés suivis d'autres par lesquels le fisc et les URSSAF dont on voudrait bien observer, en ce qui concerne ces derniers, qu'elles ne protègent que des créances assimilées au salaire et affectées au versement de prestations qui n'en sont que l'accessoire.

Jusqu'au dix-neuvième siècle, juger au commerce revenait à user de critères relevant de la connaissance intuitive des personnes des justiciables selon une approche plus dis-

vent essentielle à la vie et à l'équilibre de la circonscription. L'on ne peut trancher du sort de Lip comme d'une déconfiture de boulanger.

La crise qui affecte l'économie nationale depuis plus de dix ans a largement souligné l'existence de responsabilités solidaires entre diverses parties prenantes au sort de l'entreprise et qui s'étaient jusque-là ignorées.

La création des CODEFI (2) en 1977 et des comités qui les avaient précédés en 1974, celle, au niveau central, du CIASF (3), sont révélatrices de cette prise de conscience qui associe, dans une évocation collective des dossiers, l'administration fi-

Meux coordonner les moyens

Les agences départementales d'aide aux entreprises et leur comité national de liaison auraient, selon la proposition de loi précitée, pour tâche de remédier à ces disparités de comportement en déployant autour de l'instruction des affaires un large éventail de pratiques appelées à concourir aussi bien dans la prévention des difficultés, sur demande des chefs d'entreprise, qu'à leur traitement dans l'hypothèse où s'ouvriraient des procédures collectives.

L'initiative consiste en fait à réunir, par extension du précédent des CODEFI, mais en privilégiant davantage le conseil de gestion, toutes les instances qui ont à connaître du sort et de la vie des entreprises, à faire masse des observations recueillies comme des possibilités d'intervention, directes ou indirectes, susceptibles de se déployer à un titre ou à un autre, social, financier ou administratif. On regrouperait ainsi dans chaque agence départementale les représentants des collectivités locales et des chambres de commerce, le trésorier payeur général, le directeur des services fiscaux, le directeur de l'URSSAF, de même que des personnes qualifiées proposées par les organisations professionnelles et les syndicats de salariés. Au plan national, l'action serait coordonnée par un comité de liaison, de composition similaire, plus ouverte encore, et qui aurait par ailleurs la tâche de se prononcer sur le sort des entreprises d'importance nationale.

S'il en était ainsi, les tribunaux de commerce, qui n'ont jamais eu pour tout fer de lance que le corps des syndics, se verraient généralement dotés par la collectivité tout entière, sans contrepartie autre que l'obliga-

(*) Directeur de l'URSSAF de la Haute-Garonne.

tion de s'en servir, d'instruments exceptionnels d'investigation et d'action. Les juridictions consulaires auraient été lors toute possibilité de s'ouvrir à leur siècle.

On ne pourra plus longtemps attendre dans la conjoncture tendue qui est la nôtre faire supporter à la collectivité, sans s'exposer à des troubles politiques sérieux, la dispersion d'entreprises aussi faibles que d'autres en invoquant pour toute excuse la rigidité d'un système qui ne veut connaître, même au cas de difficultés passagères, que l'alternative «paiement» ou «liquidation de biens». Il n'est pas étonnant que des dirigeants cyniquement malhonnêtes puissent, au bénéfice de positions connivales, poursuivre impunément des activités délictueuses en compromettant la sécurité des circuits commerciaux, comme l'ordre public, alors que, depuis 1967, la loi permet de sanctionner les individus tout en réservant le sort de leur entreprise si elle mérite d'être sauvée.

Les juridictions consulaires doivent savoir qu'elles encourent aujourd'hui, comme toute institution, la sanction d'une opinion publique de moins en moins disposée à admettre que ce qui lui paraît vital, et l'emploi l'est au premier chef, puisse dépendre de l'arbitraire de quelques-uns et ne devienne pas l'affaire de tous.

(1) Le Monde du 24 novembre 1979 : «Un colloque sur les entreprises en difficulté : réflexions et perspectives».

(2) Comité départemental d'examen de financement des entreprises.

(3) Comité interministériel pour l'aménagement de structures industrielles.

(4) «La Sécurité sociale face à l'entreprise en difficulté», Maurice Bancarel, Droit social n° 3, février 1978.

LENTILLES DE CONTACT

Un progrès fantastique pour les yeux sensibles avec les nouvelles lentilles américaines, souples, ultra-minces. Adaptation par spécialistes. Rapports avec vos lentilles le jour même.

Promotion pour les moins de 30 ans: FORFAIT COMPLET 746 F. Uniquement sur présentation de ce bon avant le 30.4.80.

Laboratoires OSIRIS 21, avenue de Friedland - 8° - Tél. 563.55.99

PUBLICATION JUDICIAIRE

Jugement du Tribunal de Grande Instance de Fontenay, du 17 septembre 1979, entre M. le Procureur de la République de Fontenay, demandeur, et M. Paul DOUBLE, défendeur, résidant à la Lisière-du-Golf, à Garches, et : 1) M. Claude DOUBLE, 2) M. Yves STANOVITCH, prévenus de diffamation publique.

La dépêche du 8 avril 1977 contenait un certain nombre d'allégations précises : il est indiqué que Paul DOUBLE, tout en étant secrétaire général de la S.C.I.C. (Société Centrale Immobilière de la Côte des Capucins) avait été à Bruxelles le «gérant» d'un «club de la Grèce» qui avait «cruellement fait faillite» sans que l'on sache «où sont passés les 2 500 000 francs de prêt d'installation accordés à M. SOVELIER pour son café».

De telles allégations sont de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération de Paul DOUBLE.

Aucun des prévenus ne peut donc en l'espèce invoquer sa bonne foi et les délits qui leur sont reprochés apparaissent établis.

PAR CES MOTIFS

— Déclare Claude DOUBLE et Yves STANOVITCH coupables des délits qui leur sont reprochés ;

— En répression, les condamne chacun à la peine de 3 000 F d'amende ;

— Recevant la constitution de partie civile de Paul DOUBLE, condamne Claude DOUBLE et Yves STANOVITCH à lui verser la somme de 3 000 F à titre de dommages et intérêts.

Ordonne l'insertion du présent jugement dans deux journaux au choix de la partie civile et aux frais des condamnés, sans que le coût de chaque insertion puisse excéder 3 500 F.

Pour votre **DEMENAGEMENT**
208 10-30 ODOUL
16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

Voici la nouvelle collection des bijoux italiens.



La Sicile le diamant de l'Italie
Demandez la brochure «Evasion» à votre agence de voyage ou à
EVASION
5 bd des Capucines, 75002 Paris Tel. 266.46.50

Avant le design
la direction du P.S. veut

Le P.S. veut avant le design... (The text is partially obscured and difficult to read, but it appears to be a headline or sub-headline for an article.)

NE ME DÉR PAS, J'



Éditions Ramsay

صك: ٢٠٨١٠٣٠

POLITIQUE

Avant la désignation du candidat socialiste pour 1981

La direction du P.S. veut empêcher M. Rocard d'occuper seul le terrain

La convention nationale du P.S. devait se réunir, samedi 26 et dimanche 27 avril, à Paris. La première journée devait être exclusivement consacrée aux questions de politique internationale, qui constituent l'objet principal de cette réunion. La seconde journée devait permettre de fixer le calendrier de la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1981.

La préparation de la convention nationale n'a pas échappé à la règle non écrite que désormais observent les socialistes avant chaque échéance électorale : le P.S. a connu un nouvel accès de fièvre, le ton est de nouveau monté. Les dirigeants ont multiplié les déclarations qui étaient à la fois des mises en garde adressées à M. Michel Rocard et une manière de presser M. Mitterrand d'être candidat à l'élection présidentielle.

Toutefois, cet état de fait ne préjuge en rien la tonalité des débats. En effet, il se peut que le souci d'apaisement l'emporte sur la logique de l'attronchement, comme cela avait été le cas lors de la réunion, au mois de janvier dernier, de la convention nationale d'Alfortville. Celle-ci avait permis l'adoption du « projet socialiste » et s'était achevée sur la promesse d'une nouvelle convention consacrée aux questions internationales, mais dont l'objet principal devait être la recherche d'un élargissement de l'actuelle majorité du parti.

Le maire de Lille, qui avait toujours mis en avant la nécessité de rassembler le parti autour de M. Mitterrand avant de l'engager dans la campagne pour le scrutin de 1981, estimait qu'un débat de politique étrangère permettrait un rapprochement de la majorité et des minorités en même temps qu'il révélerait les divergences qui existent, au sein de la majorité, entre les amis de M. Mitterrand et le C.E.R.E.S.

Convaincu entre-temps que le premier secrétaire du P.S. n'accepterait pas la réintégration du courant de M. Rocard dans la majorité, M. Mauroy a décidé de soutenir la candidature du député des Yvelines. Dès lors, il ne peut plus être question d'élargir la direction : l'objet initial de la convention nationale ayant ainsi disparu, la discussion sur la politique étrangère prévue samedi peut être délaissée de toute préoccupation cardinale.

Le débat interne reprendra ses droits dès dimanche. Deux questions doivent être abordées : la fixation du calendrier pour la désignation du candidat ; l'établissement d'une « règle du jeu » pour la campagne à l'intérieur du P.S.

Sur le premier point, la direction s'apprête à proposer que les candidatures soient déposées à la fin octobre, ce qui laisserait prévoir un congrès de désignation en janvier ou au début de février. M. Rocard ne se soit pas exprimé sur ce point, ses amis devraient défendre la position de la fédération du Nord, car ils estiment qu'une désignation au début de l'année 1981, trop tardive, ne permettrait pas à leur chef de file de mener une campagne dans de bonnes conditions.

En ce qui concerne la conduite de la campagne dans le débat, M. Mitterrand a rappelé jeudi, au cours d'un entretien informel avec la presse, son hostilité à toute mesure répressive. « L'interdiction d'interdiction », a-t-il indiqué, « fait allusion à la décision de M. Rocard d'ajourner ses déplacements dans les fédérations après le rappel à l'ordre qui lui a été adressé par la direction, et malgré les explications fournies par les amis du député des Yvelines devant le bureau exécutif (le Monde du 26 avril), le premier secrétaire a indiqué qu'il n'a jamais été demandé à M. Rocard de ne pas se rendre dans les fédérations », mais qu'« il ne peut y avoir plusieurs partis dans le parti ». « J'accepte la diversité, a-t-il poursuivi, à condition qu'elle ne crée pas une situation intolérable et que cha-

que se soumette aux règles communes. » Les débats préparatoires au congrès de Nantes avaient, en 1977, déjà porté sur ce thème : alors que le C.E.R.E.S. constituait la minorité, le langage du premier secrétaire n'est donc pas pour surprendre, mais il est surtout révélateur de la façon dont se déroule la compétition présidentielle.

La permanence d'un enjeu : le contrôle du parti

La vie du P.S. est en effet dominée par un affrontement bilatéral et par la permanence d'un enjeu : le contrôle du parti. D'un côté, ceux qui estiment que seul M. Mitterrand peut être candidat ; de l'autre, ceux qui soulignent que seul M. Rocard peut gagner. Dans l'un et dans l'autre cas, la candidature est aussi un moyen de s'assurer la maîtrise du parti. Chacun met en œuvre une stratégie d'empêchement. Chacun veut empêcher l'autre d'être candidat, chacun veut créer dans le parti les conditions objectives d'une candidature de son chef de file et établir à son profit une situation irréversible.

Ainsi, pour les amis de M. Rocard, il s'agit — après l'émission télévisée du 25 février, au cours de laquelle le député des Yvelines s'était déclaré prêt à être candidat — de prendre le pouls du parti à l'occasion d'une tournée dans les fédérations ; il s'agit aussi de faire en sorte que, le moment venu, le parti, et notamment ses élus, soient convaincus — comme l'est déjà l'opinion — que M. Rocard est le meilleur candidat socialiste.

La mise en garde de M. Lionel Jospin et la circulaire adressée par la direction aux fédérations pour rappeler le député des Yvelines au respect des règles internes a été mise à profit par ce dernier pour se présenter en martyr de la direction et prendre l'opinion et le parti à témoin que c'est M. Rocard qui l'on veut empêcher de se présenter. « Quand on ne peut plus que répondre, on fait de la discipline », écrit M. Jean-Pierre Cot, l'un des proches de M. Rocard, dans le Quotidien de Paris publié vendredi.

La marge de manœuvre du député des Yvelines est cependant étroite : s'il lui faut signifier à la direction qu'il n'entend pas être candidat sous tutelle (et dont garder un discours autonome), il lui faut aussi au cours des débats de la convention être suffisamment unitaire et donc pas trop s'écarter de celle-ci. Au demeurant, les questions internationales sont, selon M. Jean-Pierre Cot, un bon terrain pour montrer « l'artifice de la décision du parti telle qu'elle s'est manifestée au congrès de Metz » ; le député de la Savoie ajoute que le véritable enjeu se situe entre « la sensibilité socialiste » de M. Chevènement et « la sensibilité européenne et internationaliste exprimée aussi bien par François Mitterrand que par Michel Rocard ».

Le souci des dirigeants socialistes est, à l'inverse, de continuer de « marquer » politiquement M. Rocard, en déboussant au détour des phrases qu'il prononce des propositions susceptibles d'être déviées comme le herminette. Il s'agit en politisant le débat, de faire apparaître que le député des Yvelines ne peut incarner le parti d'Epinay et montrer ainsi que la majorité du parti ne veut pas d'autre candidat que M. Mitterrand. Il dépendra du déroulement des débats que cet objectif soit traduit, ou non, par un vote.

Après la réunion de l'Élysée

« LE CHEF DE L'ÉTAT A EU TORT DE NE PAS SE PENCHER SUR LE PROBLÈME POLITIQUE CORSE »

estime le maire de Bastia

(De notre correspondant)

Bastia. — Le président de la République a eu tort de ne pas se pencher sur le problème politique de la Corse, lors de la réunion de mardi 22 avril à l'Élysée, vient d'estimer M. Jean Zuccarelli, maire (M.D.C.) de Bastia. « On ne sait pas, a-t-il ajouté, au niveau de notre assemblée régionale, si la Corse est une région de droit commun ou une région à statut particulier. Pour M. François Giacobbi, sénateur (M.R.G.), président du conseil général de la Haute-Corse, « si la Corse est une région de droit commun, il faut qu'elle soit à parité de chances avec les autres régions. Il faut l'adapter aux réalités géographiques. Depuis Louis XIV, il n'y a peut-être plus de Pyrénées, mais il y a toujours la Méditerranée ! ».

D'autres réactions sont nettement plus défavorables. Ainsi, la fédération du parti socialiste considère que le discours de l'Élysée a donné que de vagues promesses, d'autant plus gênantes qu'elles sont à plus longue échéance. Nous sommes très inquiets car la plus d'or dont sera bénéficiaire la Corse a été parvenue choquant aux intéressés dans cette période de sombre austerité. Voudrait-on que le peuple français en arrive à souhaiter se débarrasser de celle que l'on présente comme une danseuse capricieuse et dispendieuse ? Nous devons le dire franchement, cette démarche nous paraît infiniment plus dangereuse pour l'avenir de la Corse dans l'ensemble français que les menées du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.). » T. G.

● **ERATUM.** — On lisait, dans le second article de M. Nicolas Alfonsi (a Corse : années 80) : « Parce que qu'il n'est qu'un parti de militants et est dépourvu des responsabilités locales occupées par les radicaux, le P.C. se trouve, en Corse, et il faut le regretter, marginalisé. » C'est du P.S. qu'il s'agissait.

● **Deux heures pour Israël.** — M. Bernard Stasi, président-délégué du C.D.S., se déclare surpris par l'information publiée dans nos colonnes, le 24 avril, selon laquelle « seuls les parlementaires du C.D.S., ceux du P.R. et ceux du P.C.F. n'ont pas répondu aux invitations » que leur a adressées les organisateurs des Deux heures pour Israël. « Dominique Pado, Paul Perrin et Georges Mesmin, précise-t-il, ont donné leur accord ». Ce que nous ont déclaré les organisateurs de cette manifestation, dans leur conférence de presse du 23 avril, opposait la non-réponse de « des dirigeants de F.U.D.F. » (M. Bariani excepté), notamment le refus poli de M. Lecannet, à la réponse favorable de MM. Chirac, Mitterrand et Chevènement.

● **M. Paul Neuruz (U.D.F.),** quarante-sept ans, chirurgien dentiste, a été élu jeudi 24 avril maire de Thonon-les-Bains (Haute-Savoie), au premier tour de scrutin, par 23 voix contre 3 au candidat socialiste, M. Michel Frossard, conseiller général, et un bulletin blanc. Il succède à M. Georges Pianta (U.D.F.), député, qui était démis, en février dernier, de cette charge, qu'il exerçait depuis 1974.

ZENNER

Acheter à des conditions exceptionnelles
SOLDES SANS PRÉCÉDENTS

Membres Signes
HAUT STANDING

20 à 40 %

de REMISES sur prix pratiqués jusqu'à épuisement du stock

de 9 h. 30 à 19 h. sans interruption

FIN AVRIL

31, rue de Montreuil, 75011 PARIS
370-26-45 - 14 Boulevard Montreuil
10, rue Faidherbe, 75011 PARIS
371-26-14 - M. Faidherbe-Challany

Château de la Bégude

Ce vin a obtenu plusieurs fois une médaille d'or au Concours national des vins de France à Monaco et a été recommandé dix fois à la Foire de Paris en 1977 et 1978. Restaurants où l'on peut le déguster : Baumanière-Fie (Valence) - Vivarais (Paris), en restauration classée. Présent à la FOIRE DE PARIS, au stand 5 35, Bâtiment Sud.

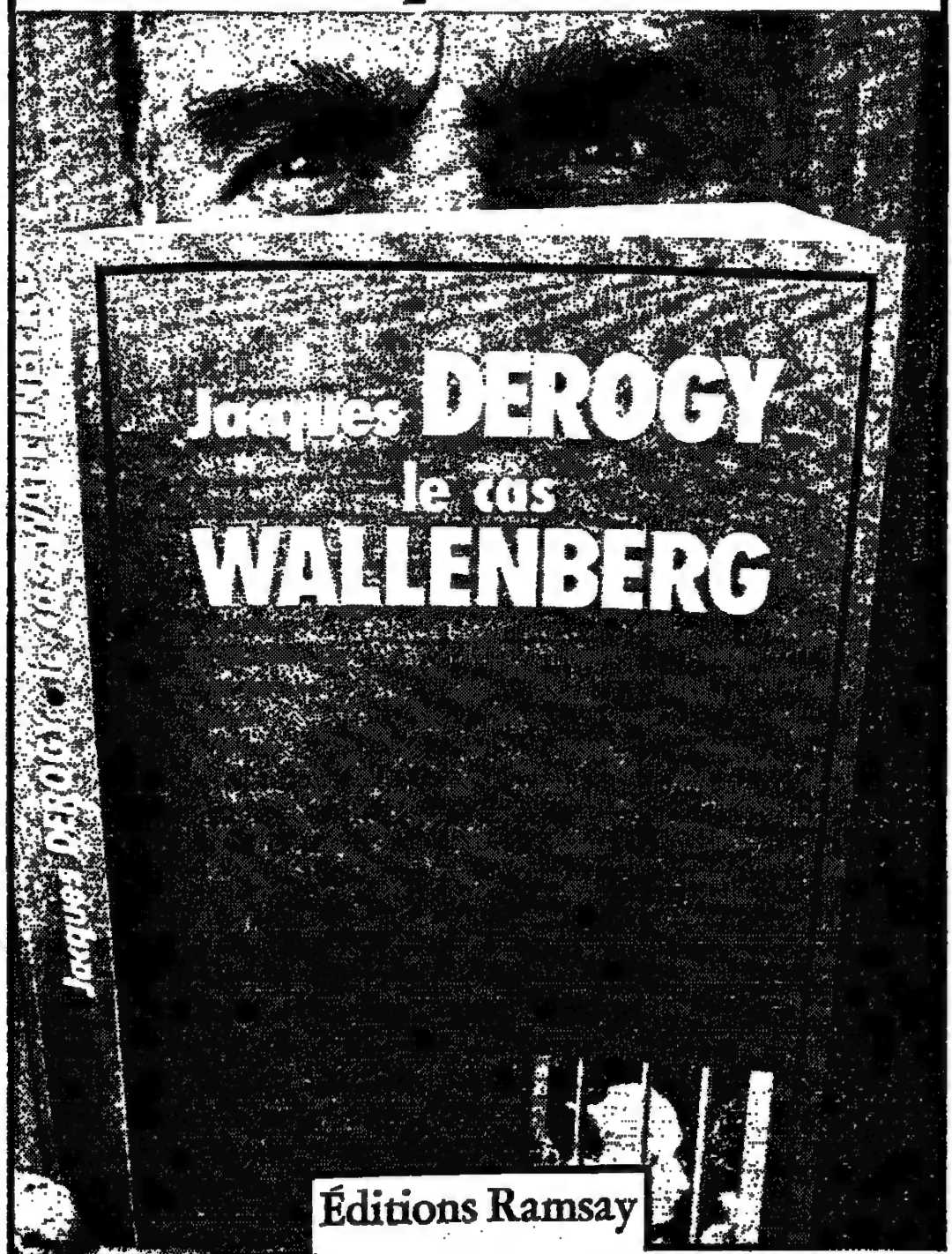


FICHE TECHNIQUE

APPELLATION : coteaux du Jura
PRODUCTION MOYENNE : 100.000 à 120.000 bouteilles
VARIÉTÉS : pinot noir, chardonnay, sémillon
CARACTÉRISTIQUES : exploitation familiale ouverte au public. On peut visiter
CONSERVATION : 10 à 30 ans selon les millésimes
TAXES ET DOCUMENTATION : dérive à l'échelle, propriété de la Bégude, 13780 Roussel, tél : 16 (42) 30-50-57. Franco 5 bouteilles, 22,50 F la bout. T.T.C.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

NE ME DÉRANGEZ PAS, JE LIS.



Éditions Ramsay

Une grande enquête:

faut-il croire à la révolution vidéo-culturelle?

Avec le magnétoscope, la vidéo entre aujourd'hui dans les mœurs. Demain, elle sera présente chez chacun de nous. Mais faut-il croire pour autant que la vidéo va révolutionner notre culture ? C'est ce que vous nous direz, en répondant à ces questions.

1. A votre avis l'invention de la vidéo est-elle aussi importante que celle de l'imprimerie ?
a. oui, certainement ☐
b. oui, modérément ☐
c. non, pas du tout ☐
d. non, pas du tout ☐

2. D'après vous, quelle influence la vidéo peut-elle avoir sur notre culture ?
a. une influence néfaste ☐
b. pas d'influence ☐
c. une influence positive ☐
d. une influence très enrichissante ☐

3. Quelle est votre activité culturelle préférée ?
a. le théâtre ☐
b. la littérature ☐
c. les arts plastiques ☐
d. autres (préciser lesquels) ☐

4. Selon vous, avec le développement des cassettes vidéo pré-enregistrées, vers quoi évoluera votre vie culturelle ? (plusieurs réponses possibles).
a. vers une vie culturelle plus riche ☐
b. vers une vie culturelle plus casanière ☐
c. vers la même vie culturelle qu'aujourd'hui ☐
d. vers une vie culturelle appauvrie ☐

Veuillez retourner ce bulletin à Sony Vidéo-Culture, 19-21, rue Madame de Sanzillon 92110 Cligny.

Nom
Adresse

☐ Je désire recevoir à cette adresse les résultats de cette enquête.
☐ Je désire être informé des événements vidéo-culturels : résultats de la table ronde, séminaires, nouvelles cassettes pré-enregistrées, publications, etc.

SONY
Video-Culture

MO 264

LENTILLES DE CONTACT
7461

Pour votre DEMENAGEMENT
108 10 30 ODOLO

Voici la nouvelle collection des bijoux Italiens.



La boutique de bijoux italiens
GELASOY

INVENTION NATIONALE
nouveau concept de sécurité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

DU P.S.

Trois lignes, une issue

par JEAN-PIERRE
CHEVÈNEMENT (*)

C'est justement parce que la défaite politique en 1978 avait été précédée et préparée par une défaite idéologique, qu'il est et reste important de fonder à nouveau la démarche socialiste sur des bases solides. Il s'agit pour cela que la candidature socialiste aux prochaines élections présidentielles fasse du projet socialiste son affaire, en n'hésitant pas à s'appuyer sur ce qui reste plutôt que sur ce qui miroite.

Je ne méconnais certes pas la difficulté de l'entreprise : au moment où le parti communiste se réjouit ouvertement d'avoir enfermé le parti socialiste dans une impasse, c'est une véritable gageure que de maintenir l'union de la gauche avec un partenaire qui n'en veut plus. Mais ce que le parti communiste a su faire des années durant, le parti socialiste n'en serait-il pas capable ? C'est à son tour de lutter seul et à contre-courant et de faire ainsi la preuve de la volonté qui l'anime.

Le parti socialiste étant ce qu'il est, certains doutent de sa capacité à surmonter l'épreuve. Le parti communiste spéculait ouvertement sur ses contradictions. Il décrit tous les jours un virage à droite du parti socialiste qu'il appelle de ses vœux, parce qu'il sait qu'il ne manquerait pas d'entraîner sa dislocation. Il espère pouvoir alors occuper le terrain ainsi libéré pour créer en France une situation à l'italienne, sans se rendre compte que la prééminence du P.C.I. dans la gauche transalpine ne l'a pas aidé à sortir de son ghetto, et contribue davantage, au contraire, à rejeter le P.S.I. dans les bras de la droite.

Si le parti communiste s'enferme dans cette impasse, ce n'est probablement pas parce qu'il ne la voit pas : c'est parce que cette conception de l'union est la seule qui soit cohérente avec l'idée qu'il se fait de lui-même, et tant que le parti unique de la classe ouvrière, et par conséquent, de son rôle nécessairement dirigeant, persiste la gauche plutôt que l'hégémonie du P.C. sur la gauche ! Périçent les chances du socialisme plutôt que le brevinaire du parfait petit marxiste-léniniste.

Un cercle vicieux

Mais en réalité le parti communiste français ne recrée même pas une situation dont il a laissé passer l'occasion depuis 1969. Au contraire, sa politique actuelle l'enferme dans un cercle vicieux : plus il dénonce la volonté des socialistes de la marginaliser, en multipliant contre eux les attaques sans mesure et sans principe, et plus il se marginalise. Le parti communiste n'avait pas tort de s'inquiéter depuis 1974 de l'émergence d'un projet néo-social-démocrate dans la gauche française. Mais au lieu de lui opposer un dessin socialiste original, en recherchant le dialogue avec toutes les forces que la social-démocratie ne tente pas, il a préféré s'enfermer ces deux dernières années dans une dénonciation sans nuance du P.S., de la C.F.D.T. et de la F.E.N.

Incapable d'un véritable dialogue respectueux de l'identité des autres, faisant trop bon ménage encore avec l'idée que « la fin justifie les moyens », le P.C.F. donne le sentiment d'être resté un « handicapé de la démocratie ».

Les surenchères du P.C.F. sur les positions soviétiques dans l'affaire des fusées, son alignement sur la question de l'Afghanistan ont creusé le fossé qu'il entendait désormais entre lui-même et tous les autres.

Ce manichéisme d'appareil qui entend faire le vide autour de lui pour faire briller dans toute sa pureté miraculeusement retrouvée l'idée du « seul parti réellement révolutionnaire » procède d'une maladie : Jupiter, on le sait, rend fou ceux qu'il veut perdre. L'ennemi est que quand le parti communiste est malade, c'est toute la gauche dans notre pays qui est malade.

Par son comportement actuel s'il devait persister, — le parti communiste laisse-t-il un autre choix au parti socialiste que de lui faire payer son refus de l'union ? S'il y a une donnée sur laquelle se retrouvent tous les socialistes, c'est en effet la né-

Avant la convention nationale du P.S. qui se réunit, samedi 26 et dimanche 27 avril à Paris, pour débattre notamment de la situation internationale, nous publions trois points de vue, l'un de M. Jean Popereau (courant Mitterrand), retour d'un séjour aux États-Unis, l'autre de M. Robert Pontillon (courant Mauroy), le Jean-Pierre Chevènement évoque de son côté le débat politique du P.S. à partir du « projet socialiste », dont il a été le rédacteur initial.

cessité d'un parti socialiste puissant. S'il était soucieux de la victoire de la gauche, le parti communiste devrait, lui aussi, admettre cette nécessité, tout en défendant bien entendu sa ligne et ses positions. Mais de toute évidence, le parti communiste n'en est plus là, s'il l'a jamais été. Il nourrit donc le risque qu'il dénonce.

Forcer le P.C.F. à l'union

Je ne méconnais pas, en effet, les tentations que le réajustement de la gauche peut susciter au sein du parti socialiste lui-même. L'antisocialisme primaire nourrit l'anticommunisme. Bien des socialistes se sont ralliés dès 1971 à la stratégie d'Épinay par intérêt. Le flot de ceux que la mode attire a grossi à partir de 1974. La rupture de l'union a ramené les uns à leurs origines et révéilé les autres à eux-mêmes : ce qui est à la mode aujourd'hui c'est la « ligne autonome ».

Qu'on me comprenne bien : la capacité autonome d'intervention du parti socialiste affirmée par le projet socialiste n'est pas en cause. Au contraire, elle est nécessaire pour forcer le P.C.F. à l'union en créant sur le terrain un rapport de forces qui lui interdise de s'isoler. Mais la « ligne autonome » est une tout autre chose : la nécessité fondamentale de l'union de la gauche, qui s'enracine dans les données de notre vie politique nationale, est oubliée. Une vision courbe de la politique, obscurcie par les spéculations sur telle ou telle formule de gouvernement minoritaire.

Les « virtutes » ne masquent pas qui préconisent à la fois l'union de la gauche et une ligne politique qui la rend impossible ou bien encore un « P.S. ancré à gauche » mais qui gouvernerait seul, oubliant la loi de gravitation qui veut que, dans une démocratie, il faille la majorité pour gouverner.

Les tenants de la ligne « autonome » avancent deux arguments pour justifier leur choix : Selon le premier, un P.S. qui passerait de 23 à 30 % des voix deviendrait la force dominante de la vie politique française, autour de laquelle toutes les autres s'ordonneraient. C'est oublier l'expérience de Mario Soares, dont on voit où il a conduit aujourd'hui le parti socialiste portugais, avec pourtant, en 1976, 38 % des voix. Faut-il croire que l'histoire ne porte pas de leçon ?

Le deuxième argument est qu'un socialiste à l'élysée pourrait gouverner — tel de Gaulle de 1958 à 1962 — sans majorité à l'Assemblée nationale. C'est oublier la pression qu'exerçait alors sur la vie nationale la guerre d'Algérie. Outre que n'est pas de Gaulle qui veut, peut-on pas voir aussi qu'une politique de gauche se heurterait immédiatement à la réaction des privilégiés ? On peut gérer le pays avec des majorités d'idées : on ne peut pas transformer une société sans une majorité solide et sans la confiance populaire.

Deux conditions

Qu'on m'entende bien : je suis autant parisien que quiconque d'un parti socialiste à 30 % et que l'un des nôtres puisse gagner l'élysée. Simplement, ces conditions nécessaires ne sont pas suffisantes pour créer les conditions d'un changement profond et durable dans le pays : le parti socialiste ne doit pas se mettre à la merci du parti communiste, mais il ne peut pas faire comme s'il n'existait pas. C'est tout le sens du projet socialiste qu'il maintient la possibilité d'un gouvernement où, le moment venu, le parti communiste devra, bon gré mal gré, prendre sa place, ou qu'à défaut il devra soutenir, comme en 1936, il a soutenu le gouvernement du Front populaire.

Il y a trois lignes actuellement dans la gauche française : — La ligne de la direction communiste, qui subordonne la reconstruction de l'union au réajustement d'un rapport de forces favorable au parti communiste. Elle débouche sur une impasse historique.

POLITIQUE

IL NE VOUS RESTE PLUS QUE 6 JOURS

du Samedi 26 Avril au Samedi 3 Mai

pour réaliser une affaire EXTRAORDINAIRE

LA GRANDE BRADERIE DES FOURRURES DU NORD

DES PRIX QUE VOUS NE REVERREZ JAMAIS PLUS...

MANTEAUX	Lapin bariolé	1150 F	SOLDÉS	BRADES
	Lapin coté	1250 F	720 F	380 F
	Mouton doré	1850 F	1250 F	430 F
	Lapin naturel	1650 F	1350 F	950 F
	Pattes chevrete	2650 F	1950 F	1150 F
	Chat d'Asie	2750 F	1950 F	1450 F
	Patchwork Pahlmi	3450 F	2850 F	1850 F
	Pattes Astrakan	2350 F	1650 F	1250 F
	Astrakan pleine peau	2850 F	1650 F	1350 F
	Astrakan russe pleine peau	4850 F	2750 F	2350 F
	Murmel pleine peau	3750 F	2850 F	2250 F
	Opossum naturel	3850 F	2750 F	2150 F
	Sikings	4150 F	2950 F	2550 F
	Pattes Guanaco	4850 F	3650 F	2650 F
MANTEAUX	Astrakan Swakara pleine peau	5750 F	4350 F	3750 F
	Murmel	5850 F	4350 F	3150 F
	Rat d'Amérique	5450 F	4250 F	3650 F
	Rat d'Amérique Ranch, Dark	6450 F	5350 F	4750 F
	Toscane	5850 F	4650 F	3750 F
	Ragondin rasé	7850 F	6250 F	5350 F
	Castor longs poils	7850 F	6250 F	5650 F
	Renard gris	8750 F	7250 F	5750 F
	Marmotte naturelle	9250 F	7850 F	7250 F
	Astrakan Swakara			
	qualité sup., col vision	8250 F	6950 F	5750 F
	Renard bleu	12250 F	8750 F	8250 F
	Vison dark allongé	12850 F	10750 F	8950 F
	Vison pastel allongé	14250 F	12750 F	10750 F
	Vison pleine peau	11650 F	9250 F	8750 F

VESTES		SOLDÉS	BRADES
	Chat d'Asie	1450 F	490 F
	Lapin	920 F	570 F
	Chacal	1750 F	950 F
	Pattes Astrakan	1850 F	950 F
	Agneau Toscane	1850 F	950 F
	Mouton doré	2150 F	980 F
	Astrakan marron	4350 F	2850 F
	Vison et cuir	5850 F	4350 F

BLOUSONS	Kalga reversible	1450 F	780 F	570 F
ANORAK	Patchwork Pahlmi	1450 F	1150 F	680 F

ARTICLES MIS EN VENTE UNIQUEMENT AUX FOURRURES DU NORD "LA FAYETTE"				
MANTEAUX	SOLDÉS	BRADES	VESTES	SOLDÉS
Opossum d'Australie	4250 F	3450 F	1650 F	1350 F
Flancs marmotte	1750 F	1350 F	850 F	850 F
VESTES				
Mouton doré	2150 F	1450 F	980 F	980 F
Lapin rasé noir	850 F	580 F	340 F	340 F
Patchwork chat d'Asie	3250 F	2650 F	480 F	480 F
Lapin Nankin	1550 F	1150 F	650 F	650 F
Castorette	1850 F	1480 F	950 F	950 F
COUVERTURES				
Lapin naturel	1850 F	1480 F	980 F	980 F
Lapin lustré	1450 F	950 F	650 F	650 F

RAYON OCCASIONS : Manteaux et vestes depuis 100 F. Manteaux astrakan brades à 250 F.

115, 117, 119 Rue LA FAYETTE PARIS - 10° PRES GARE du NORD
100, Avenue PAUL DOUMER PARIS - 16° ANGLE RUE de la POMPE
MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H30 A 19H
SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

الجزيرة

Le Pailleron des vieux

Deux incendies d'origine criminelle à sept années d'écart. Dans le premier cas, le 6 février 1973, vingt enfants périrent au collège Edouard-Pailleron, à Paris. Dans le second cas, lundi, vingt-huit vieillards — selon le dernier bilan — meurent dans un hospice de la Côte-d'Or, à Saint-Jean-de-Losne. Une même cause, de même nature, mais quelle différence dans l'accueil fait à la nouvelle !

Il y a sept ans, et pendant des semaines, la France entière s'émua du drame injuste et se livra à la polémique. Aujourd'hui, c'est tout juste si, la première émotion oubliée, on ne passe pas au compte perdu et profite de la vieillesse la catastrophe de cet hospice où des grabataires ont été asphyxiés. Comme si leur fin n'avait été que légèrement anticipée et, à ce titre, à peine injuste.

Aucune organisation, aucun syndicat de vieux, ne réclame

à grands cris que les responsabilités soient recherchées. On ne signale aucune réaction officielle entre que locaux, suite condamnée du haut niveau. L'enjeu politique est nul. Aucune célébrité n'a été saisie par ce feu, ni philosophe, ni député, ni truand, ni acteur. Des hommes — et surtout des femmes — de cette France dite profonde, qui furent adolescents pendant la première guerre mondiale. Grâtes, ils étaient déjà morts avant de l'être, en tout cas immobiles et cachés.

Pour ce fait divers sans suite, quelle association, quelle famille, réclameront justice et indemnisation ? Il n'y a même pas, selon qu'on passe, en l'absence de prime, d'imputations scandaleuses dans la sécurité de la construction de l'établissement. Une triste affaire dont on aura parlé un peu avant de revenir aux vrais soucis du moment.

Une triste affaire

Et pourtant ! Allez savoir ce que fut la vie de Léontine Borde, quatre-vingt-neuf ans (de Gervy-Chambertin), de Mère Castille, quatre-vingt-quatre ans (de Brazey-en-Plaine), de Julie Ragot, quatre-vingt-un ans (de Saint-Apollinaire) et de tous ces morts anonymes oubliés qu'annoncé. Ils avaient tous un passé, de peines, de joies, de mesquineries ou de grandeur. Ils avaient été amoureux, ambuleux ou tétaillés, de gauche ou de droite. Jeunes aussi.

La mort d'un enfant est toujours un scandale. La mort d'un vieillard, quelle qu'en soient les circonstances, émeut rarement. Pourquoi ? Un apartheid

de fait livre les vieux soit à des collectivités infantilisantes, soit à une solitude fermée. Ils n'y échappent même pas au moment de la mort.

BRUNO FRAPPAT.

Deux nouvelles victimes à l'hospice de Saint-Jean-de-Losne. — Mme Germaine Gauniot, quatre-vingt-trois ans, est morte, jeudi 24 avril, ainsi que Mme Lucienne Barastier, soixante-quinze ans, des suites de l'incendie d'origine criminelle provoqué à l'hospice de Saint-Jean-de-Losne, en Côte-d'Or (le Monde des 24 et 25 avril). Après ces décès, le bilan provisoire de cet incendie est de vingt-huit victimes.

80 kilos d'héroïne, représentant une valeur d'environ 60 millions de francs, ont été saisis, mercredi 23 avril, à la frontière gréco-yougoslave, dans un camion appartenant à une société de transport d'Allemagne fédérale. Le chargement était destiné à la R.F.A. et provenait de Turquie. La drogue était dissimulée sous 20 tonnes d'oranges. — (A.F.P.)

L'AFFAIRE DE BROGLIE

La chambre d'accusation ordonne un supplément d'information

Comme il était prévisible (Le Monde du 24 avril), la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a décidé, vendredi 25 avril, d'ordonner un supplément d'information dans l'affaire de Broglie. Celui-ci sera confié à M. André Chevalier, conseiller à la cour d'appel, président de la chambre d'accusation.

La réouverture de l'instruction est entendue dans un sens large, bien que laissée à l'entière appréciation du magistrat, puisque M. Chevalier doit tout d'abord s'assurer de l'existence des deux documents qui seraient des rapports de police en date des 1^{er} avril et 24 septembre 1976, et, dans l'affirmative, les verser au dossier. M. Chevalier devra ensuite rechercher les conditions dans lesquelles ces rapports auraient été établis, vérifier si ces documents contiennent des éléments nouveaux de nature à apporter des précisions complémentaires sur le crime, et, dans l'affirmative, les verser au dossier.

L'élément nouveau

Pour cela, M. Chevalier pourra procéder à toutes auditions de témoins, interrogatoires, confrontations, perquisitions, saisies et, généralement, à tous actes d'instruction pour l'exécution de la mission impartie.

La chambre d'accusation a donc considéré que la publication, par le Canard enchaîné, des deux notes de la dixième brigade territoriale attestant que la police était au courant du projet d'assassinat de Jean de Broglie constituait un élément nouveau et prouve, s'il en était besoin, que jamais le magistrat instructeur n'en a été informé par les poli-

ciers qu'ils soient, à commencer par M. Jean Ducep, directeur de la police judiciaire. En conséquence, la poursuite de l'instruction va être confiée à un troisième magistrat, après Mlle Martine Anzani et M. Guy

Floch. Ce magistrat, M. Chevalier, devra prendre connaissance de ce volumineux dossier avant de procéder à ses investigations, ce qui implique que le procès, prévu pour l'automne prochain, n'aura probablement pas lieu à cette époque.

M. POURCHON (P.S.)
VEUT POURSUIVRE
M. PONIATOWSKI

M. Maurice Pourchon, député (P.S.) du Puy-de-Dôme, président du conseil régional d'Auvergne, a écrit, jeudi 24 avril, au président de son groupe parlementaire, M. Gaston Defferre, pour lui demander de faire en sorte que les députés socialistes incriminés par M. Poniatowski dans les développements de l'affaire de Broglie tentent à leur tour une action en diffamation. M. Poniatowski, à deux reprises, remarque M. Pourchon, s'est permis non seulement de mettre en cause des députés dans leur mandat, mais aussi de prêter des menaces à l'égard du bureau de l'Assemblée. « Notre groupe, conclut le député, se doit, si la plainte de M. Michel Poniatowski contre nous était jugée recevable, de déposer, à son tour, une plainte contre M. Poniatowski. »

M. François Massot, député radical de gauche des Alpes de Haute-Provence et membre de la commission spéciale chargée d'examiner la résolution demandant de traduire M. Poniatowski devant la Haute Cour de justice, à propos de l'affaire de Broglie, s'indigne qu'on ait déjà pu citer les noms du président, M. Rivière (R.F.R.), et du rapporteur, M. Longuet (U.D.F.), de cette commission, alors que celle-ci ne s'est même pas réunie. « Curieuse — et inquiétante — conception de la recherche de la vérité, estime M. Massot. Le rapport final serait-il ainsi déjà prêt ? »

CORRESPONDANCE

Il faut protéger les représentants de la nation

M. Alexandre Macras, de Strasbourg, nous écrit : La récente interprétation de M. Poniatowski, relative à l'article 26 de la Constitution française, amène certaines réflexions que je vais m'efforcer de présenter le plus compendieusement possible.

Aucun membre du Parlement ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé, à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions (art. 26). M. Poniatowski affirme que les propositions de résolution des groupes communiste et socialiste ne sont ni un vote ni une opinion, mais un texte écrit et signé et ne peuvent donc pas s'assimiler au texte de l'article 26. Tout d'abord, une opinion concerne tous les actes écrits ou oraux d'un parlementaire. Les groupes socialistes et communistes estiment, et donc ont l'opinion que M. Poniatowski est coupable. L'argument selon lequel les propositions de résolution ne sont pas des opinions est spécieux. Quelle soit donc écrite ou orale, l'opinion de tout parlementaire est protégée.

De plus, il faut à tout prix protéger la notion fondamentale d'un régime démocratique, qui est la protection d'un représentant de la nation dans l'exercice de ses fonctions. Je pense, d'ailleurs, que M. Michel Poniatowski opine en ce sens. Il ne lui reste plus qu'à le montrer et à faire amende honorable.

LES ASSASSINS PRÉSUMÉS DE PIERRE MAÎTRE RENVOYÉS DEVANT LA COUR D'ASSISES

Reims. — Par un arrêt rendu le jeudi 24 avril, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Reims a renvoyé devant la cour d'assises de la Marne MM. Claude Leconte, quarante-deux ans, et Henri Mangematin, quarante-deux ans. Au cours de la nuit du 4 au 5 juin 1977, M. Claude Leconte avait tiré des coups de carabine sur des syndicalistes de la C.G.T. qui montaient un piquet de grève devant l'usine des Verrières mécaniques champenoises (le Monde du 7 juin 1977). L'un des membres de ce piquet de grève avait été tué et deux autres blessés. M. Claude Leconte, agent de maîtrise chez Citroën et membre de la C.G.T., avait tiré depuis un véhicule que pilotait M. Henri Mangematin.

L'arrêt a suivi les réquisitions du parquet général prises contre les deux inculpés. Et précise toutefois que l'accusation d'assassinat, de tentatives d'assassinat et de complicité retenue contre les deux hommes est fondée sur l'attitude qu'ils ont eue avant les faits et non sur le rapport d'expertise du professeur Cepaldi. Pour la chambre d'accusation la préméditation est établie par le seul fait que M. Leconte, après un premier passage devant l'usine, est allé chercher chez lui une carabine. Par ailleurs, la chambre d'accusation a rejeté les conclusions des défenseurs, M^{rs} Jacques Isorri et Jean Robert, qui demandaient que les faits soient qualifiés en meurtre, tentatives de meurtre et complicité, et que soit joint au dossier celui de l'information ouverte contre X... et contre M. Marcel Caille, auteur du livre L'assassin était chez Citroën, pour violation du secret de l'instruction.

Reste que pour une bonne administration de la justice les avocats peuvent encore demander à la Cour de cassation de saisir la cour d'assises de la Marne au profit d'une juridiction voisine, en faisant valoir que le procès risque de raviver des passions et susciter des manifestations de nature à compromettre la sérénité des débats. — (Corresp.)

ser,
ès rapide



"33" Export. On peut rester actif après une bonne bière.

Le juge d'instruction doute du décès d'Agnès Le Roux

M^r Isorin indique qu'il a reçu le 18 avril une copie du rapport de synthèse établi par la police judiciaire l'informant de la disparition d'Agnès Le Roux et qu'il s'apprêtait, à la demande même de M. Mallard, à déposer une note permettant d'inscrire la plainte de Mme Renée Le Roux. « Ce rapport, précise l'auteur du document, est signé par le chef de la brigade de M. Jean Maurice Agnès » (1). Mme Agnès Le Roux, âgée de vingt-

■ **Quatre croupiers du casino d'Atz-lez-Sains** ont été inculpés, jeudi 24 avril, après les fraudes constatées lors de l'ouverture de l'établissement de jeux. Il s'agit de M.M. Jacques - Triquet, Patrice Bouverson, Guy Agostini et Max Carrière, tous âgés de 30 à 35 ans. Ces coupables portent à huit le nombre des personnes impliquées dans cette affaire (*Le Monde* du 23 avril). Selon les enquêteurs, les quatre croupiers ont organisé la fraude et les malversations découvertes au casino d'Annecy (Haute-Savoie), qui ont abouti à l'inculpation de trente-quatre personnes.

■ **Un douanier suisse a tiré deux coups de feu**, mardi 22 avril, sur un automobiliste qui posait problème dans une douane suisse et française. Marcel Favet, trente-sept ans, résidant à Villers-le-Lac (Doubs). Ce dernier n'a pas été touché, mais une balle a traversé son véhicule. Le tir du douanier a, semble-t-il, été provoqué par un quiproquo. M. Favet interprétait l'un des coups de feu comme un signal, comme une invitation à poursuivre sa route, alors qu'il s'agissait du contraire. M. Favet a porté plainte, après d'une perquisition dans son véhicule.

● 97 000 francs de dommages-intérêts à la famille de Jacques Bré. — Le premier chambre civile du tribunal de grande instance de Paris, présidé par M. Pierre Drai, a rendu le jeudi 24 avril un jugement accordant, en réparation d'atteintes à la vie privée, 97 000 francs de dommages et intérêts à Mme Thérèse Bré, veuve du chanteur Jacques Bré, et à ses deux filles, Marie-France et Isabelle. Cette somme devra leur être versée par les journaux France-Dimanche, Spécial dernier, V.S.D. et Paris-Match, qui, en août et septem-

En 1978, peu de temps avant le décès de Jacques Brel, avaient publié des articles sur la maladie du chanteur, articles dont le jugement indique qu'ils « n'avaient pour but que de révéler au public des scènes de la vie personnelle, à l'exclusion de tout contexte d'actualité, d'activité professionnelle ou, d'information artistique ».

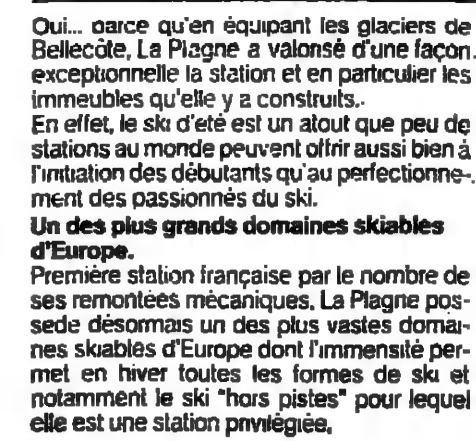
● Les deux pilotes de l'armée de l'air française qui ont trouvé la mort dans l'accident, jeudi 24 avril, de deux Mirage III de la 3^e escadre de chasse de Dijon sont le capitaine Michel Grosjean et le lieutenant Gérard Dandréa. Pour une raison que l'on ignore encore, les deux appareils se sont écrasés, peut-être après être entrés en collision, dans une zone sans habitants, la commune de Sennevoy-le-Bas (Yonne).

IMMOBILIER NEIGE

La Plagne:

**le ski d'été sur glaciers
valorise
encore plus
votre appartement**

SEVEN



Un excellent investissement immobilier. A La Plagne, les investissements ont enregistré une valorisation très importante au fil des années. La demande pour la montagne et le ski est en expansion constante alors que le nombre des sites qui peuvent encore s'équiper pour le "grand ski" est de plus en plus restreint. Les glaciers de Bellecôte sont peut-être parmi les derniers en Europe à être aménagés en domaines skiables. Parce qu'on peut y skier sur 4 saisons, aucun doute, l'investissement immobilier à La Plagne est plus intéressant que dans une station sans glacier.

[illegible]

● **Les deux pilotes de l'armée de l'air française** qui ont trouvé la mort dans l'accident, jeudi 24 avril, de deux Mirage III de la 3^e escadre de chasse de Dijon sont le capitaine Michel Grosjean et le lieutenant Gérard Dandrea. Pour une raison que l'on ignore encore, les deux appareils se sont écrasés, peut-être après être entrés en collision en vol, dans une zone non habitée de la commune de Semnovey-le-Bas (Yonne).

jsf
grandes
vacances
à petits
prix

Vois spéciaux A R	
NEW YORK	1.800 F
MONTREAL	2.350 F
LOS ANGELES	3.340 F
MEXICO	3.525 F
LIMA	3.550 F
BOGOTA	3.950 F

CANADA

U.S.A.	6.950 F
Argentine P. R.	
Bolivia P. R.	5.990 F
Brazil P. R.	
Chile P. R.	6.650 F
Colombia P. R.	
Costa Rica	6.900 F
Cuba	
Ecuador	
El Salvador	
Guatemala	
Honduras	
Mexico	
Nicaragua	
Panama	
Paraguay	
Peru	7.400 F
Puerto Rico	
Uruguay	
Venezuela	6.480 F

jeunes sans frontières

Le club athlétique

"Dont le long du parcours
par les collines, sous les
forêts, nous avons
1.70 mètres de haut. Nous
avons une partie de chemin
sous les arbres, nous avons
rapports et nous avons
nous le club de nos amis
sous les arbres les collines."

A LA PORTE
Les

L A Pair de Pied contre
20 ans, un jeune
homme : 6000 francs.
Monsieur 200, dans 20 ans
à un garçon 200 francs
de l'entreprise : 200 francs
un autre (surtout pas
de chaise) contre 20 francs
de l'entreprise de 20 francs
de l'entreprise de 20 francs
12000 francs

Le système-marché, qui
de cette manifestation, l'œuvre
[une] pour l'œuvre. Elle
l'œuvre-marché de l'œuvre
par l'œuvre. Elle l'œuvre
les autres l'œuvre l'œuvre
elle. Elle l'œuvre l'œuvre
l'œuvre l'œuvre l'œuvre
l'œuvre l'œuvre l'œuvre
l'œuvre l'œuvre l'œuvre
l'œuvre l'œuvre l'œuvre
l'œuvre l'œuvre l'œuvre

Finché a voi che
cerchete ancora
per prima cosa
che non è di
A.K. agency di via
sant'antonio 10
Chiamate 3
A. 111-01 7700

هكذا عن الأرض

CRYPTE ARCHÉOLOGIQUE SOUS LE PARVIS

Un Paris plus vieux que Notre-Dame

La crypte archéologique du parvis Notre-Dame, la plus grande du monde puisqu'elle ne mesure pas moins de 117 mètres de longueur et comprenant trois parties, sera enfin ouverte au public à la fin du mois de juin prochain.

Si les travaux confiés à la direction des antiquités de la Ville de Paris après la mise au jour de vestiges antiques ont cessé, il y a maintenant plus de cinq ans, il restait à mettre au point l'aménagement et la présentation de la crypte sous l'autorité de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites.

Une crypte archéologique n'est pas un musée et il ne peut être question d'y présenter des collections, car, pour reprendre une comparaison chère à M. Michel Fleury, directeur des antiquités de la Ville, « en site archéologique est une sorte de fonds d'archives archéologiques qui doit être présenté tel quel, sans l'apport d'aucune pièce étrangère, alors qu'un musée présente des collections, c'est-à-dire des objets de toute provenance et réunis arbitrairement ».

Les importantes découvertes du parvis de Notre-Dame représentent les seuls témoins des deux mille ans d'histoire de l'île de la Cité et de ce que furent les premiers établissements humains de la région. Le parvis du dix-huitième siècle qui recouvrait au cours des siècles tout son territoire. Ce sont des pans de murailles à contreventement en bois, des poutres, des arcs de triomphe, des colonnes du rempart du bas empire, des salles chauffées par hypocauste, sans compter de nombreux vestiges de constructions postérieures comme ceux qui subsistent de l'abbaye de Saint-Vincent de Saint-Etienne, de l'église Notre-Dame-des-Ardenes, de l'Hospice des enfants trouvés de Soffrand et même des successeurs de la colonie de réfugiés huguenots du dix-huitième siècle.

Il fallait imaginer, pour met-

tre en valeur ces restes vénérables qui forment un ensemble historique et d'une grande et austère beauté, un environnement qui les préserve de toute atteinte et dont la présentation au public soit à la fois vivante et compréhensible.

C'est ce qu'ont fort bien compris M. Walrand, maître d'œuvre, et M. Jacques Valentin, architecte ; ce dernier, à qui l'on doit la réalisation de l'archéodrome de l'autoroute A6, près de Beaune, étant plus particulièrement chargé de la « mise en scène », et de la présentation du site archéologique.

Celles-ci, particulièrement ingénieusement, permettront à tous les visiteurs, de tous les âges, de toutes les langues, de ne pas se perdre dans les méandres de l'histoire. A côté du hall d'acueil qui comprendra une plaque d'information générale sur la crypte (découvertes, date des fouilles, etc.), une liste des salles souterraines sera dressée, et les visiteurs pourront immédiatement dans les zones consacrées à l'histoire de la Cité, depuis la ville romaine jusqu'au Paris de 1980. Des maquettes, des dioramas, des plans présentés en dix panneaux leur présenteront ce que fut la vie de la cité, l'importance de son rôle, le rôle de la capitale, l'abord avec la cathédrale mérovingienne Saint-Etienne qui précéda Notre-Dame de Paris, puis l'ancien Hôtel-Dieu, les vingt-trois chapelles et églises aujourd'hui disparues, la vieille rue Neuve - Notre - Dame, longue de 1.200 mètres, qui autrefois faisait le charme de ce petit territoire avant les bouleversements haussmanniens.

Le mur romain

Tout le long du parcours suivi par les visiteurs, seize tables d'information seront disposées à 0,70 mètre du sol. Elles comporteront une partie où seront présentés les textes explicatifs se rapportant aux vestiges jalonnant la crypte et une maquette sous vitrine les reproduisant tels

qu'ils étaient au cours des siècles.

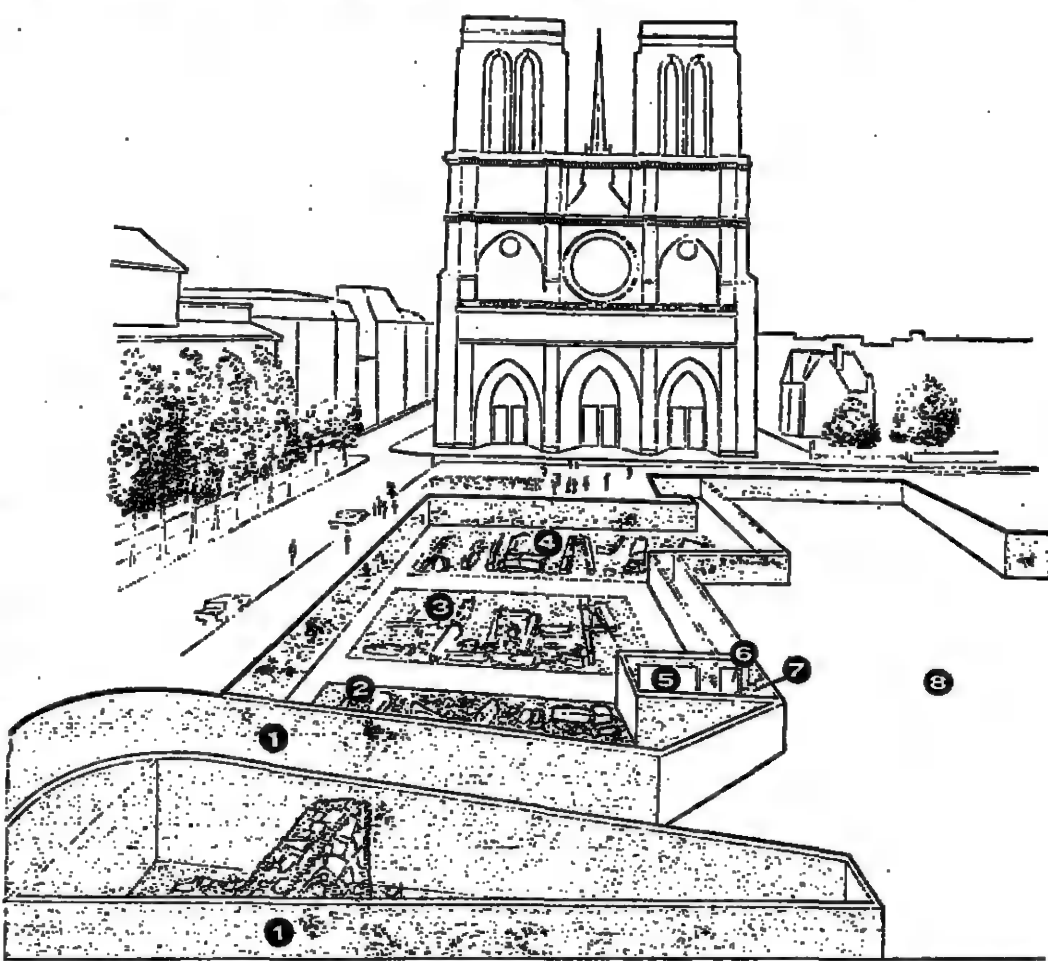
Mais c'est l'éclairage des restes archéologiques qui sera le principal attrait de la visite, car, pour rendre plus compréhensible chaque partie de monument, des commandes à minuterie seront installées, sur chaque table d'information, qui permettront de dissocier les époques découvertes.

L'orientation du public à travers les différentes parties du site se fera d'abord à l'aide d'une

importante maquette du parvis dans son état actuel, qui permettra au visiteur de repérer constamment la position de la façade de Notre-Dame et de la Seine, et aussi par les traces au sol adoptées par M. Walrand, maître d'œuvre, et qui correspondent aux vestiges suivants : mur d'enceinte romain, murs des maisons bordant la rue Neuve-Notre-Dame, murs de celles bordant la rue de Venise et mur de l'Hospice des enfants trouvés.

Enfin, en ce qui concerne la protection des vestiges, les architectes ont pensé qu'une expérience devait être tentée et que la décision d'isoler totalement, à l'aide de glaces, tout ce qui était présenté ne serait prise qu'après une année d'exploitation, sauf pour la partie sud de la première crypte qui sera vitrée, comme chaque endroit où le public pourrait avoir un accès immédiat.

ANDRÉE JACOB.



1. Rampe d'accès au parking des automobiles. — 2. Crypte B. — 3. Vestibule et crypte C 1. — Crypte C 2. — 5. Accès des piétons à la crypte. — 6. Cage d'escalier à l'air libre. — 7. Accès piétons au parking. — 8. Parking.

A LA PORTE DE VERSAILLES JUSQU'AU 11 MAI

Les loisirs ont noms habitat et bricolage

LA Foire de Paris ouvrira, le 26 avril; ses portes. Succès assuré : côté exposants, ils seront 2 581, dont 431 étrangers, à se partager 200 000 mètres carrés d'exposition; côté visiteurs, on attend évidemment plus que le chiffre-symbole de 1 million, dépassé en 1972 et porté à 1 152 000 l'an dernier.

La soixante-neuvième édition de cette manifestation, fondée en 1904 pour prolonger l'Exposition universelle du début du siècle, laissera loin derrière toutes les autres foires françaises. Marseille, deuxième au classement, atteignait, en 1978, le score de 441 000 visiteurs ; Lille, troisième, 382 000 visiteurs, et Bordeaux, quatrième, 370 000 visiteurs.

Voilà donc une foire consacrée, pour partie, à la maison, avec dans son enceinte, des salons du logement, de l'amélioration de l'habitat, du confort ménager, des ensembles, du jardin et de l'environnement de la maison, des expositions des créations d'art, de la piscine et « bricolage pour tous », et, pour partie, aux loisirs avec des salons des vins, du tourisme et des loisirs, une exposition des nations étrangères — artisans du monde, un club des jeunes — Scientiam, un jardin de la beauté, et le concours Lépine.

A l'heure où les médias (presse, télévision, cinéma, déversent une moisson d'informations dans l'ensemble de ces domaines, et à

une époque où le commerce sait se servir de la publicité pour faire savoir au public les merveilles qu'il propose, une forte... et elle encore une utilité ?

« Qu'est-ce qu'une forte ? Depuis la plus haute antiquité, un lieu de rencontre entre ceux qui proposent des produits ou des services et ceux qui en ont besoin, explique M. Jean Taselman, directeur général du comité des expositions de Paris. Malgré le développement des moyens modernes d'information, elle garde toute sa valeur. D'ailleurs, si tel n'était pas le cas, elle aurait disparu. Or la forte se porte bien parce que le consommateur est devenu plus actif et plus vigilant. »

Depuis 1985, les responsables du comité des expositions ont décidé de retirer de la Foire de Paris toutes les manifestations

professionnels afin de les aider à trouver un consommateur ou plus exactement à l'information de celui-ci. Prés de trois visiteurs sur quatre déclarent, en effet, être venus « se renseigner ». L'intérêt de la Foire a cessé d'être les affaires, la pratique et les bonnes affaires ont été remplacées pour devenir l'occasion d'une meilleure connaissance des produits et d'une activité de conseil pour en tirer le meilleur profit.

Par exemple, le salon des vins accueille des cours d'initiation à la dégustation, des ateliers de logement donnent à l'union des H.L.M. la possibilité de conseiller en matière d'installation de chauffage solaires; celui du jardin permet au visiteur de faire analyser la terre de son potager.

ALAIN FAUJAS.
(Lire la suite page 21.)

ALAIN FAUJAS.
suite page 21.

jsf

grandes vacances à petits prix

Vois spéciaux A.R.

NEW YORK	1.800 F
MONTREAL	2.350 F
LOS ANGELES	3.340 F
MEXICO	3.525 F
LIMA	3.550 F
BOGOTA	3.950 F

*Départ Bruxelles

Circuits et séjours

CANADA Tirage Canada en train 23 j	6.950 F
U.S.A. Zabzfielde Plst (Californie) 16 j Papoose Plst (Californie) 24 j Transamerica Plst 22 j	5.990 F 6.650 F 6.900 F
MEXIQUE L'Aigle et le Serpent 15 j	7.400 F
PEROU Forêt vierge et Cordillères des Andes 15 j	6.480 F

Pour un 200000 acceptation d'augmentation du forfait du prix du voyage, sous certaines conditions.

Nombreux autres possibilités de séjours, circuits, vols charters dans le monde entier.

jeunes sans frontières

5, rue de la Banque 75002 PARIS
(Métro Rennes) Tél. 261.53.27.
6, rue M. le Prince 75006 PARIS
(Métro Odéon) Tél. 325.58.25.
10, rue du Dr. Marek
38000 GRENOBLE Tél. 46.38.39.

Le sept

Planche à voile Guadeloupe, essellée,
cherche amoureux de la mer et du vent
pour première expérience
dans eau à 25 degrés.

R.V. agence de voyages favorite pour
rencontrer catalogue Jumbo.
Ou envoyer 3 timbres 1,30 F : Jumbo,
B.P. 132-07 75326 Paris Cedex 07.

Sur place,
pour vous aider à improviser votre voyage,
passez au relais Jumbo.
Il y en a 39 dans le monde.

jumbo

AIR FRANCE

voyagez hors des hordes

les 5 jours
de l'Objet Extraordinaire

Carri' Rive Gauche

Pour 14^e année, les antiquaires et galeries d'art du Carri' Rive Gauche prêtent dans leur vitrine une sélection de meubles, tableaux et objets d'art dan plus remarquables pour les 5 jours de leur exposition annuelle.

**du Jeudi 24 au
Lundi 28 Avril 1980**
de 11 h. à 22 h.
(dimanche inclus)

la **Tunisie**
Parlez-en avec ceux
qui la connaissent bien

*Nous vous proposons des formules de vacances
étudiées et préparées par des gens du pays.*

**Tunis et Rome
en un seul voyage**
en pension complète: **3550F**
Deux civilisations à découvrir
et le charme du shopping
dans les souks de Tunis
et les magasins de la Via Veneto

• 6 jours à l'hôtel MEGARA** à Garmatma
Week-end à l'hôtel GUINIALE à Rome
(9 jours Paris/Paris, départ le samedi; pour T.T.C.
valables en aéro et auto, voitures et assurances inclus)

Tunisie
CŒUR DE LA MEDITERRANEE
MEDITERRANEE DU CŒUR

Documentation gratuite sur demande

**TUNISIE
CONTACT**

55, rue de Valenciennes • 75001 Paris
☎ 296.02.25 et 296.14.23

aux de phoque

Les phoques sont des animaux marins qui vivent dans les régions arctiques et antarctiques. Ils sont connus pour leur capacité à rester sous l'eau pendant de longues périodes. Les phoques sont également connus pour leur intelligence et leur curiosité. Ils sont souvent observés dans les régions arctiques et antarctiques.

ont leurs remontées mécaniques

Les remontées mécaniques sont des systèmes de transport utilisés pour déplacer des personnes ou des marchandises d'un point à un autre. Elles sont souvent utilisées dans les zones montagneuses ou les zones difficiles d'accès. Les remontées mécaniques sont également utilisées pour le transport de personnes et de marchandises.

collection guide mondial

Le guide mondial est une collection de guides de voyage qui fournissent des informations sur les destinations de voyage. Les guides de voyage sont également utilisés pour fournir des informations sur les destinations de voyage.

DE FOIRE EN SALON

LA «MODÉLITE»

(Suite de la page 19.)

Le modélisme est avant tout un travailleur solitaire qui aime l'ordre de ses propres mains. Tous-à-tête silencieux et captivant, qui lui permet de s'évader du quotidien pour créer son propre monde, souvent aussi pour matérialiser un rêve qu'il n'a jamais pu réaliser. Combien de maquetistes d'avions auraient souhaité être pilotes ? Mais, ô paradoxe ! ces évadés du temps présent reconstituent avec minutie le monde qu'ils ont quitté. L'authenticité du modèle est une condition sine qua non du modélisme. Ce qui motive ces auteurs, c'est de reproduire la vie en miniature. Une façon comme une autre de la dominer, de se l'approprier.

Mais, dira-t-on, le temps nécessaire à leurs constructions, comment ces artisans le trouvent-ils ? La réponse est simple. Ce loisir prend le pas sur leurs autres occupations.

Le maquetisme est aussi une occasion de s'instruire, d'accumuler des documents, d'analyser comment les choses sont faites. Laurent des bourses Adolphe-Lafont, Jean-Claude Chazarrain, conseiller d'éducation, a construit de ses mains un châtiment vendéen qui fait 1,35 m de long et qui pèse 40 kilos. Pour le réaliser, il a passé ses vacances sur un chalutier dont il a relevé les plans et les cotés. La construction lui a pris un an.

Chaque fois qu'il orlé, Jean-Claude Chazarrain part de rien. « J'aime me débrouiller tout seul », dit-il. Le bois n'a pas, lui, l'utilité que je trouve dans les poutrelles. Son châtiment est une petite merveille. Les cinq marins pêcheurs travaillent sur le pont, animés par un mécanisme de jockey-marin. Le radar fonctionne et on entend même la voix du vrai capitaine.

Michel Juleshomme, quarantenaire, a une locomotive dans son jardin. Construite par lui,

bien sûr. L'engin fait 3,50 m de long et pèse avec son tender 500 kilos. En Touraine, cet éléphant mécanique, modélisé depuis l'âge de neuf ans s'est aménagé son propre réseau ferré. Un kilomètre de voies, quinze aiguillages, quatre passages à niveau, un dépôt pour garer ses quatre machines et ses quinze wagons, petits mais assez grands pour transporter une dizaine d'amis. Michel Juleshomme ne se limite pas aux trains. En partant d'une simple gravure il a reconstitué une corvette à vapeur. Les premiers essais ont eu lieu avec succès sur le lac du Vésinet. La pièce la plus surprenante de sa collection est un cargo. Un mécanisme radio-commandé déclenche un incendie à bord. Le cargo coule. Un remorqueur est envoyé à sa rescousse. Il récupère l'épave. Quelques réparations, une ou deux retouches de peinture seulement suffisent pour le remettre en état et la voilà prête pour un nouveau « happening ».

Comme dans la vie

Le modélisme ne se contente donc pas de construire, il anime. Voir rouler, flotter, voler l'engin sur lequel pendent des mois il a travaillé. Les progrès effectués par le radio-commandé n'ont fait que l'encourager. On trouve aujourd'hui des ensembles finis, fiables et relativement peu onéreux. Avec 1 500 francs, on dispose de tous les équipements nécessaires pour faire voler un avion. Plus onéreux, la voiture radio-commandée coûte de 2 500 francs à 3 000 francs.

Passe-temps individuel, le modélisme débouche souvent sur l'aventure collective. Le dimanche, le bricoleur solitaire retrouve la camaraderie technique des autres mordu. Dans un sous-sol de la gare d'Est, autour d'un réseau ferré très compliqué, se réunissent deux fois par semaine les complices.

du petit train. On compte parmi eux trente pour cent seulement de chimistes. A chaque rencontre, chacun déballe avec précaution un matériel différent. La nouveauté est entourée et appréciée. « On s'amuse bien quand il y a cinq à six rameaux en circulation. On peut se dépasser, manœuvrer, faire rentrer les trains en gare. »

L'avion, le bateau, l'auto-radio-commandée ont aussi leur club, leurs fédérations, leurs championnats à l'échelon national et international. La Fédération française d'aéromodélisme possède trois cents terrains d'évolution et organise cette année plus de sept cents compétitions. Les maquetistes de bateaux se retrouveront, les 24 et 25 mai, à Beaulieu, pour le championnat de France. Après la présentation et le parcours radio-commandé, on assistera à des combats navals, à des débarquements d'engins militaires, à des opérations de sauvetage. Tout aussi spectaculaire sont les compétitions automobiles. La Fédération française d'automodélisme met à la disposition des concurrents quatre circuits permanents. Dominant la piste sur un podium, les pilotes contrôlent leurs petites bolides vrombissantes. Ces répliques exactes à l'échelle 1/8" des Matra, des Porsche 917 et des Alpine Renault, font 80 centimètres de long. Leur moteur de 3,5 cm3 de cylindrée ne cesse d'améliorer ses performances. Il permet d'atteindre les 100 kilomètres-heure en ligne droite. L'épreuve requiert de l'habileté et de l'endurance.

Comme dans la vie. Comme aux Vingt-Quatre Heures du Mans.

FLORENCE BRETON.

* Du 26 avril au 4 mai : ONIX, niveau 3. Heures d'ouverture de 10 h à 19 h. Entrée : 12 F. Demi-tarif de 7 à 14 ans. Gratuit en dessous de 7 ans.

HABITAT ET BRICOLAGE

(Suite de la page 19.)

1980 voit la consécration de cette évolution. Douze organisations de consommateurs ont demandé et obtenu un stand commun. Un colloque sera consacré, le 7 mai, à la lecture et à la compréhension des contrats d'achat. Enfin, les associations de consommateurs transmettront aux organisateurs les réclamations enregistrées durant la foire. En retour, le comité des expositions les tiendra informées des suites données à ces protestations.

Comment s'explique la présence de plusieurs salons sous la dénomination « Foire de Paris » ? « Certains salons ou foires de produits sont subdivisés en sections d'activités », explique M. Taelman. Notre taille nous a contraint, depuis 1972, à une plus grande clarté. Nous avons regroupé nos expositions par thèmes, chaque thème ayant son salon. La cohabitation de salons complémentaires évite au consommateur de revenir plusieurs fois : ainsi trouvera-t-il, en une seule visite, ce qu'il cherche en matière de logement, de bricolage, d'amélioration de l'habitat et d'équipement ménager. »

Ce sont les désirs des visiteurs et leurs critiques formulées auprès des hôtes qui orientent les thèmes de la Foire. La maison séduit de plus en plus, qu'elle soit résidence principale ou secondaire, location ou propriété. Quant aux loisirs, l'attrait qu'ils exercent se renforce chaque année. Le sport et le bricolage arrivent en tête des préoccupations des consommateurs interrogés, devant les voyages, le jardinage, les activités culturelles et l'artisanat. « Nous souhaitons rajouter notre clientèle et le thème des loisirs attire beaucoup plus les jeunes que celui de la maison », dit M. Taelman.

La notoriété de la Foire de Paris ne doit pas faire oublier qu'avec 45 millions de francs elle ne représente qu'un quart du chiffre d'affaires global du comité des expositions, qui dépend de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Certes, elle en est le porte-chapeau, mais les salons professionnels du prêt-à-porter, des papiers peints et revêtements muraux placent, eux aussi, la France dans le peloton de tête des organisateurs européens de foires et de salons. Évidemment, dominé par une République fédérale d'Allemagne industriellement triomphante.

ALAIN FAUJAS.

* Parc des expositions, porte de Versailles. Du samedi 26 avril au dimanche 11 mai. De 10 heures à 19 heures. Entrée : 12 F. Demi-tarif de 7 à 14 ans. Gratuit en dessous de 7 ans.

Vacances sans Français
ANGLETERRE ETATS-UNIS
DE VRAIES ECOLES DE LANGUES. 96 Rue de Chery 92200 Neuilly Tél. 697-35-98

EN GRÈCE DEMAIN ? GUIDES "AUJOURD'HUI" !
40 Titres. 2 millions d'exemplaires. Editions J.A. Chez votre libraire.

sri Lanka Ceylon

Vacances enchantées dans la perle de l'Océan Indien !

Une culture ancienne !
Il faut connaître Ceylon ! Découvrez une culture ancienne empreinte du bouddhisme. Appréhendez l'atmosphère paisible des ruines de ses villes antiques dont certaines datent de l'ère pré-chrétienne. Des fresques de 1500 ans n'ont jusqu'à aujourd'hui rien perdu de leur intensité lumineuse. Les filles des maîtres de Sigirya étaient-elles des hétéroclites ou des déesses ?

Des fêtes magnifiques !
Ceylon est un pays de fêtes religieuses. En juillet/août à Kandy la fameuse Kandya Perahera, la plus grande fête bouddhique d'Asie. Dix nuits entières une centaine d'éléphants magnifiquement caparotés parcourent la ville à la lumière des flambeaux et accompagnés de nombreux danseurs et tambours en costumes traditionnels.

Excellentes possibilités d'achat !
De diverses pierres précieuses sont proposées à des prix exceptionnels. C'est avec de tels objets précieux que jadis le roi Salomon demanda la reine de Saba en mariage. Des masques multicolores sculptés à la main ou les batiks aux couleurs lumineuses typiques du pays vous enchantent, également.

Des plages fantastiques !
Ceylon, cette belle île ensoleillée, est entourée de plages sablonneuses et propres. Laissez-vous fasciner par le paradis sous-marin unique de l'Océan Indien. Faites ensuite une excursion à l'intérieur du pays, dans les montagnes. Des terrasses de riz vert vif alternent avec des plantations de thé vert foncé. L'air y est pur, chaud et aromatique, prenant une fraîcheur agréable le soir.

Fameux !
Ceylon est dotée d'une magnifique flore et faune dont un échantillon est conservé dans les parcs de Yala et de Wilpattu. Il est certain que vous pourrez filmer un troupeau d'éléphants se nourrissant à leur gré dans la jungle et si vous avez de la chance vous pourrez observer des léopards se déhanchant au bord de l'eau. En plus, vous pourrez découvrir d'innombrables et rares espèces d'oiseaux dans les réserves ornithologiques.

Surtout vous serez accueillis avec cette hospitalité propre aux habitants de cette perle dans l'Océan Indien - Sri Lanka (Ceylon).

Offres d'organisateur à partir d'environ France **3.500**
Réservations aux agences de voyages ! Informations à

Office du Tourisme de Ceylon
15, rue d'Asstorg, 75008 Paris, Tél. 266.35.01

Veuillez m'adresser gratuitement des informations détaillées sur Ceylon

Nom _____
Adresse _____

DÉCOLLEZ !

et faites décoller vos
AFFAIRES en AMERIQUE LATINE avec LAN CHILE

EXCLUSIF :
Vol direct PARIS-SANTIAGO
MERCREDI ET SAMEDI

Vol direct au départ de PARIS :
• FRANCFORT
• MADRID
• BUENOS AIRES
• SANTIAGO

Via FRANCFORT ou MADRID :
• RIO DE JANEIRO

Via BUENOS AIRES :
• MONTEVIDEO

Au départ de SANTIAGO :
• ÎLE-DE PAQUES
• ÎLES-FIDJI
• PAPEETE
• LIMA
• LA PAZ
• CARACAS
• PANAMA
• MIAMI
• NEW YORK

LAN-CHILE
LIGNES AERIENNES CHILIENNES

DÉCOLLEZ à l'heure... En 1979 84% de nos vols ont respecté l'horaire de décollage et d'arrivée.

DÉCOLLEZ vite : après un embarquement rapide, nos hôtes vous réservent à bord de nos boeings un accueil digne de l'hospitalité chilienne.

DÉCOLLEZ sans problème de réservation : confirmation immédiate des réservations pour tous les vols LAN CHILE quel que soit votre point de départ ou votre destination

DÉCOLLEZ dans le confort renommé de notre prestigieux service première classe.

Pour vos réservations, consultez votre agent de voyage ou la Compagnie LAN CHILE au 261.52.90.

75 mn POUR FILER A L'ANGLAISE

Jusqu'à 64 traversées par jour.

Calais-Douvres. Zeebrugge-Douvres. Le Havre et Cherbourg vers Southampton et Portsmouth. Townsend Thoresen vous offre des départs en Angleterre. L'accueil est chaleureux. Les salons confortables et spacieux. Le personnel réjouit pour son amabilité. Pour commencer votre shopping des boutiques hors-taxes bien approvisionnées vous attendent. Ainsi qu'un bar, un restaurant, un pont solarium... Townsend Thoresen c'est la plus agréable manière d'aller en Angleterre.

• Calais-Douvres en 75 minutes : la traversée la plus rapide en car-ferry.
• 3 bateaux ultra-modernes.
• Jusqu'à 64 traversées par jour.
• 5 routes au départ de 3 ports français.
• 2 routes au départ de Zeebrugge dont une vers Felixstowe pour l'Ecosse.
• Toute l'année : 50% de réduction sur Minihour de 60 heures en Grande-Bretagne. 20% de réduction pour 120 heures.
• Tarifs dégressifs suivant les mois, les jours et les heures de traversées.

TOWNSEND THORESEN
European Ferries

Veuillez m'envoyer sans engagement votre brochure couleur 1980.
NOM _____
ADRESSE _____

Townsend Thoresen : 41 boulevard des Capucines.
75002 PARIS - Tél. 261.51.75.

NOS COMPAGNONS

Plus de platanes, plus de Midi...

En dépit des efforts financiers et des traitements préventifs et curatifs qui ont été appliqués depuis des années, la maladie du dépérissement mortel qui frappe le platane méditerranéen continue à étendre ses ravages. Les traitements ont sans doute une efficacité insuffisante, mais celle-ci ne peut être réelle qu'accompagnée de sévères mesures prophylactiques, pratiquement impossibles à réaliser en zones urbaines.

Le mal frappe particulièrement à Marseille, mais la récente visite dans cette ville de spécialistes des espèces vertes de Milan, Gênes, Turin, venus consulter leurs confrères marseillais (devenus, à leur corps défendant, des spécialistes), confirme que cette maladie, qui menace l'espèce, n'est pas, comme on l'a cru trop longtemps, une épidémie « marseillaise ».

A Turin, on a constaté l'apparition des premiers signes de dépérissement l'été dernier. A Naples, neuf cents sujets plantés alors que Murat régnait encore ont dû être abattus. Il semblerait que, comme à Marseille, l'apparition du mal coïncide avec l'arrivée des troupes américaines en 1945. A cette époque, la maladie sévissait sur les platanes d'outre-Atlantique, et il se pourrait que les caisses de munitions fabriquées dans ce bois aient été un facteur de contamination. Aujourd'hui, la Toscane, la Vénétie, les régions de Piémont et de La Spezia, comme celle de Naples, sont touchées. Mais plusieurs régions de France, d'Espagne, de Grèce et même de Pologne ne sont pas épargnées.

Pour sa part, la ville de Marseille, par l'intermédiaire de la direction de l'écologie et des espaces verts, a dépensé quelque 4 millions de francs pour

engager une lutte de vitesse contre la propagation de la maladie. Mais les résultats ne sont pas ceux que l'on avait espérés, si bien qu'on peut — sans vouloir dramatiser — se demander si le platane ne va pas disparaître à brève échéance du paysage méditerranéen.

La ville de Marseille avait passé un contrat d'étude de deux ans (1973-1975) avec le laboratoire de biologie végétale de l'université Aix-Marseille-I, que dirige Mlle Mathilde Pichonot au centre Saint-Charles. Ce contrat lui a permis d'isoler, pour la première fois en France, l'agent responsable : c'est un champignon microscopique du groupe des ascomycètes, le *Ceratocystis fimbriata* E. et H. Le ceratocystis est responsable par son espèce ulmi de la maladie du dépérissement qui frappe l'orme depuis le début du siècle. L'espèce fimbriata a causé des ravages voici quarante ans dans de nombreuses villes de l'Est américain.

On estime à quelque huit mille cinq cents le nombre de pla-

tanes publics marseillais (1) qui seraient touchés par le dépérissement, et plusieurs milliers de sujets, qu'ils soient en alignement ou dans des parcs, sont morts. Les symptômes ont été minutieusement décrits : l'arbre commence à voir son feuillage s'éclaircir dans ses parties hautes, puis celui-ci jaunit tendu qu'apparaît souvent une production abondante de fruits. L'écorce abaisse sur place en se craquelant de façon très caractéristique, puis, dans une phase ultime, le tronc et les branches prennent une couleur rosâtre. Une coupe révèle au cœur de l'arbre des stries marron. Selon l'état sanitaire du sujet, le mort survient en trois ou cinq ans. La propagation du champignon est aérienne. Toute blessure au niveau des branches ou du tronc (soit par émondage soit à la suite d'un choc) peut constituer une « porte d'entrée ». (2) Tout arbre malade devient un foyer de contamination pour ses voisins d'alignement, y compris (malgré l'aide) au moment de son abattage, où la sève même est un facteur de propagation.

Les spores du *Ceratocystis fimbriata*

A partir du printemps 1976, la direction de l'écologie de Marseille a entrepris des campagnes de traitement, plaisamment (mais improprement) baptisées « vaccination », au cours desquelles, à l'aide de compresseurs, était injecté un fongicide.

Si une protection satisfaisante a été obtenue chez des sujets encore jeunes et vigoureux, le traitement perd de son efficacité avec les trop nombreux « vieillards » qui constituent le parc des platanes marseillais. D'autant plus que tous ces centenaires sont pratiquement des « très siamois » obtenus par bouture et non à partir de la graine, ce qui est beaucoup plus long. Cette

pratique, généralisée, a fragilisé l'espèce, qui ne se régénère pas. Expérimentalement, de bons résultats avaient pourtant été obtenus par l'équipe que dirige Mlle Pichonot, avec des fongicides systémiques (3) de synthèse du groupe benzimidazole et thiophanates injectés dans le tronc.

Après plusieurs expériences de traitement, on s'oriente vers l'utilisation de fongicides, pour l'instant seulement testés en laboratoire, les uns, comme le méthylthiophanate, très actif pour combattre la germination des spores du *Ceratocystis fimbriata*, déjà connus dans le commerce, les autres, nouveaux. « En atten-

d'une ville, voire d'une région. La riposte doit se faire au moins au niveau national et si possible international.

C'est dans ce sens que M. Charles-Emile Loo, député européen (P.S.) et adjoint à l'écologie de la ville de Marseille, a récemment posé une question écrite à la Commission des Communautés européennes, demandant qu'on réfléchisse à la création d'un organisme capable de dégager les moyens financiers permettant d'empêcher le problème à l'échelle où il est posé, « car il est fort probable, précise-t-il, que, d'ici une vingtaine d'années, les villes du sud de l'Europe soient totalement dépourvues de platanes ».

Hélas, la Commission a estimé que le budget affecté au programme de recherches agricoles mis en œuvre pour la période 1976-1983 était limité, et que les priorités retenues portaient notamment sur une action de recherche sur la maladie hollandaise de l'orme, « considérée comme projet pilote en matière de recherche forestière », et une action « très limitée » concernant la maladie du cyprès.

Et de conclure : « Bien que la Commission soit consciente du problème de la maladie du platane, elle ne dispose pas présentement des moyens nécessaires pour entreprendre des études ou recherches au niveau communautaire ».

A supposer qu'elle les ait un jour, ces moyens, restera-t-il encore des arbres à sauver ?

JEAN CONTRUCCI

(1) Sur un « parc » de vingt-sept mille platanes « marseillais ».
(2) 80 % des platanes de parking sont atteints.
(3) Qui se propagent par les canaux véhiculant la sève.



dant la mise au point d'un traitement efficace, dit Mlle Mathilde Pichonot, il ne faut plus laisser les sujets très malades contaminer les autres. Il ne faut pas hésiter à abattre les arbres trop atteints ou trop âgés, et à en sacrifier cent pour en sauver mille.

« Expérimentalement, c'est incontestable, on sauve des platanes à qui le champignon est inoculé, explique M. Jean-Pierre Marry, directeur de l'écologie et des espaces verts de Marseille. Mais « en vraie grandeur », sur des sujets fragilisés par l'âge et les agressions urbaines, c'est une autre question. La lutte est difficile, complexe et ne peut donner des résultats rapides, ajoute M. Marry. La solution — outre sauver ce qui peut l'être — paraît passer par la création de nouvelles espèces. »

Il est évident que pareille entreprise dépasse les capacités

FOIRE DE PRINTEMPS
DU XIV^e
BROCANTE
On y chine...
On y mange...
On y boit...
AVENUE DU MAINE
19 au 27 AVRIL



La brochure
qui sait raconter
la Grèce

HERVÉ LEE
vous transportera en Grèce, en vols spéciaux ou réguliers, où vous pourrez séjourner dans de merveilleux hôtels ou clubs, louer une voiture, faire une croisière sur les 5 merveilleux navires de la

ELINES CRUISES
en Grèce, Turquie, Égypte et Israël.
Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou à l'adresse ci-dessous.

HERVÉ LEE
23, rue de la République, Paris 10
Tél. 20.82.44

COUPON-REPOSSE
Je désire recevoir votre brochure
C. Grèce

Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____

● **PRÉCISION.** — A la suite de la publication de l'article intitulé « Le Togo ou l'Afrique en raccourci », l'agence Hotelplan nous précise qu'elle propose, au départ de Paris, Bâle-Mulhouse, Nice et Genève, un voyage de neuf jours dans ce pays (3 840 F) ainsi qu'un combiné plage et découverte (4 030 F).

HOVERLLOYD
278.75.05 24 rue de St-Quentin 75001 Paris

L'ANGLETERRE AVEC VOTRE VOITURE

LONDRES
RAMSGATE
CALAIS

40 mn

Vous vous présentez seulement une demi-heure avant le départ. Et la traversée sur coussin d'air Calais-Ramsgate dure 40 mn. C'est presque 2 fois plus rapide que la plupart des ferries. Jusqu'à 27 départs par jour en saison. Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou directement à Hoverlloyd Paris.

Nous sommes les 4 mousquetaires de la méditerranée.

Sous pavillon français chaque jour nous la sillonnons. Nous allons en CORSE, SARDAIGNE, TUNISIE, ALGERIE. Nous vous proposons avec **ferrytour** des séjours et circuits avec ou sans votre voiture, en pension, demi-pension ou même sans pension du tout (hôtel, motel ou bungalow).

Visitez **CORSE** : nombreuses places disponibles pendant le mois de JUILLET (1 après 10 AOÛT).

Renseignements, inscriptions à votre agence de voyages et à la SOCIÉTÉ NATIONALE MARITIME CORSE MÉDITERRANÉE 12 rue Godot de Mauroy 75009

U.S.A

FLORIDE séjour Miami 9 j. f. 4.750*

CANYONLAND : Denver · Monument Valley · Grand Canyon · Zion · Las Vegas · San Francisco · Los Angeles circuit 16 j. 10.850*

TRANS U.S.A. : Boston · New York · Washington · Californie · Las Vegas · Grand Canyon circuit 19 j. 13.550*

KUONI c'est aussi l'Amérique Latine, l'Afrique, l'Océan indien et toute l'Asie

KUONI

* Prix minimum au départ de Paris un monde de différence

VOYAGES KUONI
75008 PARIS - 33, bd Malesherbes - Tél. 265.29.09
75009 PARIS - 12, bd des Capucines - Tél. 742.83.14

ET CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

EN L'ANNÉE DU PATRIMOINE
Une éblouissante résurrection

Le célèbre **PLAN DE TURGOT**
La critique usuelle "à ce jour, plus de 50 articles et émissions" a rendu un hommage sans réserve à la prestigieuse réalisation des éditions du Cadran. "Un extraordinaire chef-d'œuvre de la gravure, un magnifique ensemble décoratif d'une incomparable minutie, une merveilleuse reconstitution, la révélation de la beauté des édifices disparus, une vivante évocation, une merveilleuse leçon d'histoire, un défi somptueusement tenu..."

PARIS
AU SIÈCLE DES LUMIÈRES
Ses palais, ses hôtels, ses couvents, le pavé de ses cours, la dentelle de ses jardins... Dans ses deux éditions du plus bel livre, en un somptueux panneau toile ou en vingt planches sur vélin filigrané pur chiffon, sous un luxueux portefeuille aux armes, le plus noble des cadeaux, un cadeau universel. Tirage limité et numéroté.

Quand Paris était un chef-d'œuvre !

UN PRESTIGIEUX CADEAU D'ENTREPRISE
Possibilité de personnalisation

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE
A RETOURNER AUX ÉDITIONS DU CADRAN, Boite postale n° 81.07 - 75127 Paris Cedex 07.

MODELE REDUIT
AVIONS · AUTOS · BATEAUX
TRAINS · FIGURINES

26 AVRIL - 4 MAI 1980 DE 10H à 19H

RENSEIGNEMENTS : Tél. 722.44.11

ET DU TOURNANT
LES ARBRES
Des narronpi

Paris à l'été

OLY!

Cours d'initiation en Université

MI
Po
Sud c
2

En vol les ligne d'AERO

MEXICO vous propose 3 itinéraires au départ de Paris :
1. Paris - Mexico - Paris
2. Paris - Mexico - Paris - Mexico - Paris
3. Paris - Mexico - Paris - Mexico - Paris - Mexico - Paris

EXCLUSIFS AU

et vendredi PARIS MIA

PARIS-CANCUN-MEXICO

AEROMEXICO

PARIS - MEXICO - PARIS
PARIS - MEXICO - PARIS - MEXICO - PARIS
PARIS - MEXICO - PARIS - MEXICO - PARIS - MEXICO - PARIS

742.40.50 PARIS

مكتبة الأمل

plus de Midi...

ET DU TOURISME

LES ARBRES

Des narbonnais sous le scalpel

F AUDRA-T-IL débiter un jour l'allée des Narbonnais, de Savignac-Beaune (Côte-d'Or), pour la rue des Abbatés ? La question posée par la municipalité a commencé à couper les narbonnais de l'été au début du quatorzième siècle.

Les Savignais se sentent en effet brouillés avec les narbonnais, vieux d'environ treize ans. Estimant que les arbres devenus dangereux pour la population, la commune a demandé en 1978, l'extension départementale de l'arrêté préfectoral de 1961. Mais l'allée des Combattants est un site classé depuis 1931. Mise au courant du projet d'abattage, la commune a demandé l'avis d'un expert en arboriculture, qui lui a proposé de couper une dizaine d'arbres et de conseiller l'élague pour les autres. On en est là.

La municipalité actuelle reprend le projet de la précédente et, il y a deux mois de novembre dernier, elle a obtenu une autorisation en ce sens. Le D.D.A. de la Côte-d'Or a estimé que « d'une manière générale, ces arbres présentent, dans leur état actuel, un danger incontestable du fait de la présence de branches abondantes, ou de houppes volumineuses supportées par des troncs fragiles ».

Deux solutions sont proposées : la première, radicale, consistant à abattre purement et simplement les arbres et à planter ensuite de jeunes sujets de remplacement. Le rapport officiel considère toutefois que cette solution est « évidemment brutale » et qu'il serait préférable,

« compte tenu du contexte humain », de la réaliser en deux tranches.

La seconde solution consistait à élaguer et à éliminer l'ensemble des arbres, supprimant ainsi, et pour une période minimale de quinze ans, tous risques de chute de branches.

La municipalité n'y a pas été par quatre chemins. Elle a choisi la première solution sans en avertir la commission des sites. Le 8 février, M. René Fournier, maire, signait un arrêté pour demander le barrage de la route afin de mettre en place le chantier d'abattage. Dix jours plus tard, le massacre commençait : une quarantaine d'arbres, sur les soixante-dix-huit que compte l'allée, étaient livrés aux tronçonneuses.

Les coups de théâtre allaient se succéder dans les jours suivants. Le 19 février, la commission des sites dressait un procès-verbal, tandis que l'architecte des Bâtiments de France faisait suspendre les travaux et saisissait le procureur de la République.

« Prêts à aller en prison... »

En désaccord avec ses collègues du conseil municipal, M. Christian Camp envoyait sa démission au sous-préfet de Beaune, M. Pierre Abrial, estimant que la décision de couper les arbres avait été prise « dans des conditions équivoques ».

Nouvelle tentative d'abattage le 23 février, mais, ce jour-là, les militants du Mouvement écologique beaunois sont prêts à empêcher la poursuite des travaux.

Le maire arrive, celui de son échappée, et prévient « ces messieurs » de l'arrivée imminente des forces de l'ordre.

Le capitaine de gendarmerie arrive effectivement quelques minutes après mais pour signifier au premier magistrat qu'il est dans l'illégalité.

C'est l'impasse. L'affaire commence à faire du bruit. Le sous-

préfet invite les parties à une « réunion de concertation » qui aura lieu trois jours plus tard.

Chaque ressort ses arguments sous le regard bienveillant du sous-préfet.

Pour la jeune inspectrice des sites, la décision de couper n'appartient pas à la commune mais au ministre de l'environnement. Les élus, conseiller général en tête, pensent que la responsabilité en cas d'accident revient au maire et non au ministre.

Le sous-préfet apporte de l'eau au moulin des élus : « Vous pouvez dire à M. le procureur de la République, lance-t-il à l'adresse du maire, et je ne m'occuperai pas de l'illégalité, je n'aurai pas rempli mon mandat de maire ».

Fort de ce soutien et de celui de ses administrés, le maire s'est montré décidé à aller jusqu'au bout : « Moi-même et mes adjoints, a-t-il précisé, sommes prêts à aller en prison... ».

Cette épreuve leur sera sans doute épargnée, bien que la CO-PRONAT (Connaissance et protection de la nature en Côte-d'Or) ait déposé plainte contre le maire le 5 mars et est prête à se constituer partie civile lorsque l'affaire sera jugée.

« Non, vraiment, les gens de Savignac n'aiment pas les arbres », affirment les militants du Mouvement écologique de Beaune, « dès qu'ils les gênent, hop ! on coupe... ».

CHARLES MARQUÈS.

Bibliographie

NATURE DE FRANCE

Quarante scientifiques, écrivains et journalistes (dont plusieurs collaborateurs du Monde), tous spécialistes en écologie, ont rédigé en cinq cents pages abondamment illustrées un Guide de la nature en France (1), qui donne des conseils d'écologie. On peut même penser que cinquante pages de moyen format pour rendre compte des richesses naturelles de l'Hexagone, c'est fort peu. Il s'agit donc d'un digest dont l'originalité est double.

Il s'agit d'abord de fournir aux touristes réellement intéressés par la nature des informations sur la géologie, la géographie, la faune et la flore d'une région leur permettant de la mieux comprendre. A cet égard, l'ouvrage ignore délibérément les traditionnels découpages administratifs ou touristiques pour tracer, à travers le pays, les nouvelles frontières de « régions écologiques ».

Il se propose aussi d'offrir aux voyageurs les suggestions pratiques de la découverte. C'est l'objet de la seconde partie de l'ouvrage qui détaille près de quatre-vingt itinéraires. Aucun n'est praticable en voiture : ils sont réservés aux marcheurs, aux cyclistes, aux cavaliers, aux skieurs, aux adeptes de la voile, du canoë-kayak et même de la spéléologie. Signalons que randonneurs et cyclistes sont gâtés puisqu'un autre éditeur (2) vient de sortir les deux derniers volumes d'une

collection qui en compte déjà vingt-six et qui fournit, région par région, des cheminements de promenade extrêmement précis. Ces fascicules complètent fort bien le Guide de la nature en France.

Celui-ci offre une dernière particularité. C'est un livre engagé. Comme le recommande Paul-Emile Victor, qui avec son groupe a patronné le guide, « battez-vous pour que la détrioration cesse, pour que vous puissiez, sans être obligés de partir à l'autre bout du monde, trouver encore des forêts, des lacs et de la neige vierge ». Les lecteurs sont donc engagés à rejoindre les associations de défense de la nature dont les plus notables sont citées en référence. Aussi n'est-ce pas sans surprise que l'on découvre dans les dernières pages du guide quelques pages sur la chasse, où M. P. de Boisrouvray cherche à démontrer que sans ses deux millions de chasseurs la France serait un désert dépourvu de faune sauvage. Il y avait mieux à dire sur ce thème passionnant, que de soutenir, au prix d'accommodements intellectuels, un énorme et risible paradoxe. — M. A.-R.

(1) Guide de la nature en France, Bordas, 75 F environ.
(2) Sentiers et randonnées de France, par Louis Porché, 35 F env. Sentiers et randonnées du Quercy, par Martine et Jean-Paul Chavet, Payard, 35 F environ.

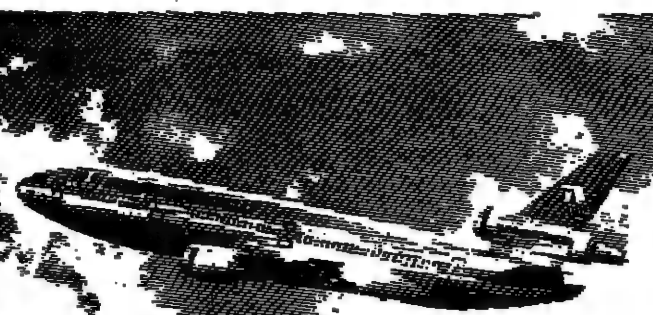
MEXICO 3080 F (A.R.)

VOLS RÉGULIERS DÉPART DE PARIS PRIX PRINTEMPS 80	
PÉROU.....	3580 FAR
NEW YORK.....	1950 FAR
RIO.....	4880 FAR
Buenos Aires.....	4900 FAR
HAÏTI.....	3260 FAR
PAPEËTE.....	6720 FAR
SYDNEY.....	6230 FAR
BOGOTÁ.....	3520 FAR
COLOMBE.....	3300 FAR
BANGKOK.....	3300 FAR
LOS ANGELES.....	3060 FAR
CARACAS.....	3400 FAR
NOUMÉA.....	6890 FAR
MIAMI.....	2770 FAR

DEMANDER NOTRE BROCHURE GÉNÉRALE «VOLS ET CIRCUITS» NOTRE CHARTER «BRESIL» ET «CÔTE D'AZUR» CIRCUITS ET VOLS COMBINÉS À LA CARTE DANS LE MONDE

nouveau monde

8, rue Mabillon 75006 PARIS
(1) 329.40.40



MIAMI
Porte du Sud des USA
2770* Aller et retour PARIS-PARIS

En vol direct sur les lignes régulières d'AEROMEXICO

AEROMEXICO vous propose 3 vols directs hebdomadaires sur ses lignes régulières au départ de Paris, dont 2 vols directs à un prix spécial «vacances» de 2770 F. PARIS-MIAMI et retour.

3 VOLS EXCLUSIFS AU DÉPART DE PARIS

le PARIS - MIAMI - MEXICO est exclusif au départ de Paris le lundi
le PARIS - CANCUN (et MEXICO) est exclusif au départ de Paris le mercredi
le PARIS - MIAMI (et MEXICO) est exclusif au départ de Paris le vendredi

lundi et vendredi PARIS-MIAMI-MEXICO

Vous quittez Paris le lundi ou le vendredi à 14 h 30 pour atterrir à Miami à 17 h 55 et à Mexico à 20 h 05 (heures locales). A partir de Miami, toutes les routes de l'Amérique centrale et de l'Amérique du sud vous sont ouvertes, ainsi que le sud des Etats-Unis : de la Floride à la Nouvelle Orléans, du Cap Kennedy au Texas et de la Grande Bahama aux Caraïbes toutes proches (Porto Rico, Saint Domingue, Haïti, la Jamaïque). (Retour de Mexico et Miami les dimanches, mardi et jeudi).

mercredi PARIS-CANCUN-MEXICO

Vous quittez Paris le mercredi à 13 h et vous atterrissez à Cancun à 16 h 20 ou à Mexico à 21 h 25 (heures locales). Ce vol exclusif direct de Paris au Yucatán est la voie royale de la découverte du Mexique. Si vous séjournez à Cancun, au bord de ses plages caribéennes, vous ne manquerez pas la visite des temples et des palais de l'ancienne civilisation maya toute proche. (Retour de Mexico et Miami les dimanches, mardi et jeudi).

AEROMEXICO
* Proposition valable à partir du 27 avril 1980. (Prix au 1er avril 1980). Consultez votre agent de voyages ou téléphonez à AEROMEXICO.
RESERVATION 742.40.50 - PROMOTION DES VENTES 742.40.75



Cet été emmenez votre cœur en Autriche.

Si vous aimez l'architecture ancienne, vous connaissez certainement cette petite émotion que l'on ressent lorsqu'on découvre, par hasard, un chef-d'œuvre oublié par les guides et les manuels. Les villes autrichiennes regorgent de ces trésors qui constituent le plus prestigieux héritage culturel et architectural. Cet été, faites-vous plaisir : emmenez votre cœur en Autriche.

Pour recevoir une documentation complète sur l'Autriche, retournez-nous le bon ci-dessous.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____

Office National Autrichien du Tourisme
13, rue Auber, 75009 PARIS

AUSTRIAN AIRLINES

VACANCES EN TOUTE SAISON EN ROUMANIE

• Itinéraires historiques et festifs à l'occasion du 2050^e anniversaire de la Fondation du 1^{er} Etat Dace centralisé et indépendant.
• Plages ensablées de la Mer Noire : 2 semaines + la 3^e gratuite, avion compris, à partir de 2230 F
• Séjours santé à bord de la Mer Noire ou à Bucarest : 14 jours (voyage et cure de gérontologie comprise) 3180 F
• Circuits dans des sites enchanteurs (delta du Danube, Carpates, monastères, etc.), à la découverte d'un folklore authentique : 1 semaine, à partir de 870 F
• Itinéraires au volant de votre voiture et séjours pour les pêcheurs, avec essence gratuite :
- coupons-hôtel 79 F
- coupons-camping 47 F
• Voyage avion + voiture avec essence gratuite, 1 semaine à partir de 1580 F
Vols directs au départ de Paris et des principales villes de province.

Inscriptions dans toutes les agences de voyages.
Renseignements - documentation : OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN
38, avenue de l'Opéra
75002 PARIS
Tél. 742.27.14 - 742.25.42

LE TOUR DU MONDE LA CROIX DU SUD
5, rue d'Amboise, 75002 Paris
Tél. : 261-82-70

Deux départs :
- Du 2 août au 29 août 1980 : Prix : 14.820 F
- Du 27 septembre au 26 octobre : Prix : 16.280 F

EN TRAVERSANT L'ATLANTIQUE VOS FRANCS PRENNENT DU POIDS!

Profitez du cours favorable du dollar pour vivre en Amérique mieux qu'un Américain.

17 circuits dont ces 4 exemples de Paris à Paris à partir de :	
Les Provinces de l'Atlantique (14 jours).....	6.110 F
L'Est Canadien (14 jours).....	7.150 F
L'Est des USA/Canada (15 jours).....	7.300 F
L'Ouest Américain (15 jours).....	11.400 F

Jet'am La marque AIR FRANCE spécialiste de l'Amérique.

Pour en savoir plus, Bon pour 1 catalogue et 1 guide gratuits de Jet'am, printemps 80, et la liste des agences Air France Tourisme, Havas Voyages et des 1200 agences de voyages recommandées par Jet'am.

Nom _____
Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
A renvoyer à : ATP, Conseil-Jet'am, 53, rue Ste-Anne - 75002 Paris.

Nous sommes les 4 mousquetaires de la méditerranée.

CORDON ROUGE

MODELE REDUIT
AVIONS - AUTOS - BATEAUX
TRAINS - FIGURINES.

70 AVRIL

LE MONDE DES LOISIRS
FAMILIAL, DERNIER N° DE CARTE

ET DU TOURISME

Hippisme

SUR LES MARCHES DU TRÔNE

QUELQUES-UNS des mille « deux ans » de la campagne 1979 avaient choisi la grande finale du dimanche pour effectuer leur rentrée.

On guettait ainsi, du côté des jumelles, Dragon, Shape et Caro. Le premier nommé avait installé, par les handicaps, le premier rang du classement opposé des « deux ans », ex aequo avec l'irlandais Monteverdi, après sa victoire dans le Grand Critérium, en octobre. Shape avait été, en septembre, lors de sa première course, à l'arrivée de laquelle avait battu Corvero. Celui-ci avait gagné à deux reprises, dans d'excellentes conditions, atteignant ainsi l'écart de son précédent vainqueur.

Aucun des trois n'avait rempli son contrat. Dragon a franchement déçu. Il a, comme dans le Grand Critérium, essayé de se déchaîner dès l'ouverture des « bords ». Mais ce qui avait réussi sur terrain lourd, où aucun adversaire n'avait pu rattraper le rythme initial, a été, en l'absence de tout, épuisé. Shape, quant à lui, a échoué en bon terrain, après avoir terminé à la dérive. Il a craqué qu'il n'ait été que le cheval d'une course. En tout cas, ne sera pas celui de la saison prochaine.

Shape point, un moment, à mi-chemin, dans le prix de Guiche, tentative n'est pas mauvaise. Mais elle n'a pas permis de confirmer la réputation de ce qui tempère grandement, c'est le fait que le poulain ne paraît pas s'être développé en taille et en force, depuis l'an passé. Sans lui redonner tout ce qu'on peut se demander s'il n'a pas été essentiellement un « deux ans ».

Caro n'a trouvé que tardivement le passage, mais il n'a pas eu, l'envie du cheval de derby qu'on voyait en lui. Sa course reste même, jusqu'à la fin, un second. Mais elle a confirmé les rumeurs de Chantilly : il n'est plus le premier dans son école, ce qu'il semblait être à l'automne. Noury et Providentiel sont passés devant lui dans les plans de conquête de sa « maison ». Il ne faut cependant pas le négliger : à défaut d'un derby, il peut y avoir un Jockey-Club, un Grand Prix de Saint-Cloud, ou quelque autre trophée de première grandeur, dans une grande finale qui ne soit pas sans rappeler celle de son père, Vaguely Noble.

Les premiers rôles de la précédente tournée ayant, peu ou prou, manqué leur entrée, trois seconds rôles se sont aussitôt rapprochés de la rampe. Il s'agit de Julius Caesar, Karélean et Shapour.

Il n'a pas suffi, au premier nommé, pour vaincre, de venir et de voir. Peut-être même aurait-il dû se contenter de la seconde place si Karélean avait eu moins de difficultés à rompre, au propre et au figuré, le cercle de ses maîtres, ce qu'il fit, finalement, avec un manque de ménagement qui valut quatre jours de suspension à son jockey, Yves Saint-Martin (« pour avoir, selon la formule habituelle des commissaires, gêné ses concurrents »). Ce Julius Caesar n'a pas moins déployé, au passage devant le pavillon, des foules au moins dignes de la première marche du trône. Une petite réserve pour la suite de sa carrière : au rond de présentation, il paraissait plus « efféminé » que les autres. Son entraîneur, Serge Boulenger, assaie, fort habilement, chaque année, d'amener ses chevaux en condition, avant ceux des grandes écuries, pour leur provisionner avant que les ogres n'ouvrent toute grande la bouche. Il n'est pas exclu que Julius Caesar ait, dès dimanche, « couru son derby ».

Un portain à sacrifier

En tout cas, il disputera le vrai, celui d'Epsom. Son propriétaire, Robert W. Dilley, est anglais (matériel de travaux publics). Donc, son rêve était d'avoir ses couleurs dans le Derby : c'est le rêve de tout Anglais quand il ouvre son premier compte en banque. Depuis quinze ans, il achète dans ce but, sans parvenir au résultat, trois ou quatre yearlings chaque année.

« J'ai vu, au haras de la Pomme, une poulainière à vendre 40 000 F, qui marche merveilleusement bien, lui dit, un jour, le courtier Patrick Barbe. Elle n'a rien fait en course, mais si elle avait un fils qui engage ses postérieurs de façon aussi souveraine qu'elle, ce pourrait être un cheval de derby. »

Ainsi, Robert W. Dilley devint-il propriétaire de Julius Caesar, parce que sa mère, Queen Street, posait, en marchant, ses postérieurs un peu plus loin que la normale. Toutes les méthodes sont bonnes, quand elles réussissent, et ce n'est pas Julius Caesar qui le nie. — tous les chemins mènent à Rome. —

Jumelles, un matin, contre celles de l'entraîneur François Melhet, pour savoir, ou essayer de savoir, lequel des deux Aga Khan, Karélean et Shapour, est le meilleur. La majorité des suffrages vont à Karélean. J'inclinerais plutôt pour Shapour. C'est un affreux cheval : un col veillon ; une immense liste blanche qui, non seulement, le « fait boire dans son lait » (1), mais encore doit l'y faire voir et presque entendre : quatre grandes balzanes.

« Un poulain à sacrifier à la naissance tant il est laid », disait, avant la course, un grand éleveur.

A l'arrivée, l'opinion avait certes changé. Car toutes ces disgrâces recouvrent une rare puissance. Shapour n'a cessé d'accroître son avantage à partir du moment où son jockey lui a rendu la main, et ce en galopant maladroitement comme un poulain qui ne sait pas encore très bien ce qu'on lui demande. Une certitude : quand il le saura, les autres auront mal aux jambes.

Que Paul de Mousac nous excuse : sa Luth de Baron mérite amplement de figurer au palmarès de la semaine. Elle était la plus belle au départ du prix Vantaux. Elle a été la meilleure à l'arrivée, mais non sans peine. « Poète, prends ton luth... » Non, ce n'était pas l'heure de la poésie : « Jockey, prends ton stick... »

Une petite nouvelle : Daniel Wildenstein, qui, depuis deux ans, a abandonné l'élevage au profit de l'achat de chevaux confirmés, a acheté Grandek, à Noël Pelat, chez qui il le laisse à l'entraînement. On cite un prix de 600 000 francs, qui nous paraît modeste.

Enfin, une anecdote. Après sa victoire dans le prix Robert Hennessy, à Auteuil, le Djin a pris la première place de la Coupe d'or de l'obstacle. Sa propriétaire l'utilisait depuis deux ans comme cheval de concours. Attendant un enfant et par conséquent ne pouvant plus monter, elle décida, afin qu'il ne se rouille pas trop, de le remettre à l'entraînement chez J.-R. Lyon. Depuis, le Djin accumule les victoires. Oui, tous les chemins mènent à Rome.

LOUIS DÉNIEL

(1) On dit d'un cheval qu'il boit dans son lait quand la marque blanche que beaucoup de sujets portent en tête est tellement importante qu'elle atteint les lèvres.

Cyclotourisme

HARO SUR LES BICLOUS !

LA télévision française a mal choisi son moment pour supprimer la populaire émission « Sur deux roues », comme le rappelle la Publy (Fédération française des usagers de la bicyclette). Cette émission sur le vélo et le cyclotourisme est remplacée par une autre sur l'automobile, au moment où (sans compter les appels aux « économies d'énergie ») le cyclisme, de sport de loisir, devient l'une des deux ou trois principales activités de plein air des Français et des Françaises.

An milieu du boom mondial dans lequel est entré depuis un an le commerce du cycle, la France fait bonne figure. Après avoir doublé, entre 1968 et 1979, pour atteindre 2 300 000 machines, les ventes de vélos enregistrèrent un nouveau bond qui devrait les porter au niveau record de 3 500 000 en fin d'année. Les constructeurs se livrent donc à l'étude du phénomène. Première conclusion, le parc français de vélos, déjà évalué de 13 millions à 15 millions d'unités en 1979, serait, en fait, de 18 millions de vélos « actifs » (roulant au moins une fois par mois). L'absence d'immatriculation rendait les statistiques malaisées : les achats entre 1970 et 1979 s'élevaient à 17,6 millions, à partir d'un parc ayant toujours avoisiné les 10 millions la réévaluation effectuée paraît raisonnable.

En dix ans, le nombre des cyclotouristes adhérents à des clubs ou associations est passé de dix mille à une centaine de mille environ, dont les trois quarts membres de la Fédération française de cyclotourisme, qui rassemble environ mille neuf cents clubs. Ceux-ci constituent le sommet d'une pyramide dont la base est formée de « promoteurs » du dimanche (mais aussi du samedi ou du mercredi) et même du lundi pour de nombreux commerçants. D'autre part, le passage à l'heure d'été a favorisé le cyclotourisme et l'entraînement à la compétition (19 130 courses en France en 1979 : un

record du monde !), l'heure de tombée de la nuit laissant deux à quatre heures libres dès la fin du travail. Si on considère que dans le Midi et le Sud-Ouest le climat autorise la pratique du sport cycliste une bonne partie de l'hiver, le cyclotourisme s'avère un loisir de moins en moins saisonnier.

Encore les Japonais

C'est cependant le « vélo pour tous », la randonnée familiale sans prétention sportive, qui devrait prendre un nouvel essor, le cyclotourisme « organisé » (rallyes, brevets, concentrations) atteignant déjà d'impressionnantes sommets. Première cible des constructeurs, la clientèle féminine : 25 % des ventes en 1979, 35 % aujourd'hui. Dévoila est le temps où madame suivait le champion « en voiture ». Les organisateurs de rallyes sont nombreux à prendre des mesures supprimant ces véhicules suivants, dont la quantité prenait d'inquiétantes proportions : en incitant les cyclotouristes à se munir d'un « sacoché de guidon », en exigeant un engagement écrit de n'être point suivi et en

demandant à la gendarmerie locale de refuser (en montagne surtout) les voitures portant les couleurs des clubs étrangers à la région. Les achats de tandems, en augmentation, confirment la tendance à la « féminisation » de la bicyclette.

Seconde cible, les voyages à vélo et le cyclo-camping. Les de pratiquer l'auto-stop au bord des autoroutes, attirés par l'aventure totale que constituent les raids, les jeunes de dix-huit à trente ans se passionnent de plus en plus pour cette activité. Soucieux d'aider ces derniers vrais explorateurs, Motobécane vient d'élargir le champ d'action de sa Fondation pour le raid (1). Vingt-cinq lauréats (au lieu de quinze en 1979) se partageront 200 000 F en bourses, sans compter du matériel et des équipements. Les bénéficiaires effectueront un stage de montagne et de bivouac. On n'est étonné que deux ou trois ans après...

Le vélo véhicule utilitaire, si pratique pour les courtes distances et qui constitue, par exemple, le moyen de transport individuel privilégié des écoliers de huit à quatorze ans, ne figure pas aujourd'hui dans notre propos. Toutefois, additionnés, vélos et cyclomoteurs représentent en France un total de vingt-quatre millions de deux-roues, de quoi faire réfléchir les administrations nationales et locales, qui continuent à les ignorer dans les plans de circulation.

Rejetés par l'Etat et les communes, les cyclistes français sont pris très au sérieux par les Japonais. Une étude menée par les industriels nippons a montré que le pays d'Europe où cyclotourisme et sport cycliste se développaient le plus était la France. Hélas ! à Paris, dans les ministères comme à la télévision, personne ne sait lire le japonais.

MICHEL DELORE

(1) Patrick Grosel, B.P. 202, 93402 Pantin cedex.

VOIS DIRECTS SUR JERSEY

de Bruxelles, Paris, Brest, Coen, Dinard, Granville, Saint-Brieuc.

Pour tous renseignements

JERSEY EUROPEAN AIRWAYS

Aéroport de 3573 Dinard-Pleurtuit

ou votre agent de voyages

USA

Renseignements

touristiques

Tél. : 260-57-15 de 10 à 17 h.

Correspondance :

Ambassade des Etats-Unis

75382 PARIS Cedex 08.

terres d'aventure

pour les marcheurs seulement... (même débutants)



terres d'aventure

vous offre toutes les garanties d'une agence de voyages agréée réunissant des organisateurs compétents et créatifs, des guides de haute montagne et des accompagnateurs de moyenne montagne, seuls spécialistes de la randonnée pour vous emmener en toute sécurité, le plus souvent à pied, aux quatre coins du monde.

FRANCE Randonnée dans le Queyras 14 j.	1 510 F
Randonnée dans les Pyrénées 9 j.	1 750 F
MAROC Trekking dans le massif du Toubkal 15 j.	3 990 F
Traversée du Haut-Atlas 22 j.	5 200 F
LAPONIE SUEDOISE La Piste Royale 15 j.	4 250 F
CARPATES Le Parc des Hautes-Tatras 15 j.	3 800 F
ISLANDE Fjords du M.O. et déserts du Sud 15 j.	5 700 F
OUEST AMERICAIN Randonnée dans la Sierra Nevada 22 j.	3 600 F
THAILANDE Route de l'Opium ou des fleurs magiques (trekking) 16 j.	5 900 F
MALI Villages Dogons et pêcheurs Bozos 16 j.	6 850 F
PEROU Trekking dans la cordillère de Huayhuash 21 j.	7 150 F
BOLIVIE Déserts, lacs et volcans du Sud Bolivien 28 j.	9 000 F
MEXIQUE Barrancas de la Sierra Madre 22 j.	7 990 F
LADDAKH Trekking au Petit Tibet et Marka Valley 23 j.	8 750 F
NEPAL Initiation au trekking 15 j.	6 530 F
Camps de base de l'Everest 21 j.	8 060 F et trekkings de haute altitude.

terres d'aventure

3-5, rue Saint-Victor, 75005 Paris Tél. : 329.94.50

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE
Je désire recevoir, sans aucun engagement, votre documentation complète :

Nom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____

Philatélie

N° 1 634

Napoléon Chazot (1807-1868), imprimeur devenu célèbre par son indicateur. C'est à cette enseigne qu'André Pouesse, homme d'affaires, directeur artistique des cabarets à la bonne époque, oureur cycliste « platard », comédien de l'écran et tout-parisien, mais surtout, c'est bonhomme de l'homme, a vécu. Il a été, dit-il, un homme vivant, très copain et grand amateur de lectures, a ouvert un restaurant qui, après quelques années, s'affirme comme un très bon et de surcroît, si l'on y vient tard le soir, comme un endroit où soufflent l'esprit et l'amitié. En plus, les plats sont bons, avec une « grande des pâtes fraîches », un confit blanc de canard aux deux choux crus,

la trémoussée de foles de volaille aux cépes (24 F), de la cassolette d'escargots aux ailerons de canard (26 F) au ventre de veau à l'ancienne (35 F), avec des plats quotidiens du genre petit salé aux lentilles et des desserts « maison », des vins entre 25 F et 30 F, un menu à 69 F, service compris, fort copieux et soigné. C'est là un restaurant gentil pour le soir et les repas d'amitié. Dans ce quartier, ce n'est pas si commun.

Le Bistro 121 (121, rue de la Convention (15^e), tel. : 557-52-90), tel qu'en lui-même. On le

forme un tout que l'on aimera. Au point que je me demande pourquoi j'ai attendu si longtemps pour retrouver mon verre de cunac et ce faux-filet au poivre vert légitimement baptisé « 121 », puisqu'il n'y a qu'illicite qu'on le trouve (sauf dimanche soir et lundi).

Dans ces rues misérabilistes, sorties d'un film de Carné, une impasse porte le nom oublié de

MIE

- Deux adresses à l'Abz-en-Provence : les Carres Henri-IV (32, rue Espartaco, tél. 27-56-39), où M. Banzo, qui vient de Vaison-la-Romaine, réussit bien, et le Plooth (16, rue de la Pabé), aux merlus à 42 et 75 F intéressants.
- Frédéric Pienopberg, meilleur ouvrier pâtissier d'Allemagne, après un périple en Amérique du Sud, est arrivé à Edgip (14, rue Maréchal Foch (89), tél. 750-57-15). Les beccastors y retrouvent ses merveilles, la « forêt noire », la « sacher torte », la « galette florentine », auxquelles il faut ajouter un purfait au giroflée, un gâteau d'Edgip (14, rue Maréchal Foch) et des brioches au coco, le « quindim ».
- Félix Benet, jeune gourmand lyonnais, vient de publier chez Solar A la découverte du pot-au-reux, explication des proverbes et touc-

Brasserie
Ouverte jusqu'à
PLACE DES TIGES
depuis cinquante ans le rendez-vous
ses terrasses
le grand buffet
La LOUVE
ajoute un R à
les huîtres et
pendant tout

Pâtisseries
29, rue Vivienne - 75002 Paris
Parking
place de la Bourse
233.39.31. Tous les jours

**TERMINUS
NORD**

Foie gras
Choucroute paysanne
Plats du jour
23, rue de Dunkerque
75010 Paris
Face Gare du Nord
Réservation : 824.44.72
Tous les jours

ANAHÏ

RESTAURANT SUD-AMÉRICAIN

Musique sud-américaine

TANGO - SALSA - BOLERO

45, rue Volta (2^e), tél. : 207-28-04

Déjeuners et dîners sans dimanche

Le Chairol 94, boulevard des
Sigognettes (19^e)
tél. : 207-28-04

SPECIALITÉS MARITIMES

La plus belle carte de poissons

de 102 au 102 avenue Jean Jaurès
AU PETIT NORMAND
 500A.67 F. vend. sup. et m.
FERME DE LA VILLETTE.
 632.260 F. domaine
AU BŒUF COLOURNE
 867.835 F. F. aménagé
DAGORNO
 807.02.23 F. com.
AU COCHON D'OR
 565.583 F. (sur 1 ha.)
LA MER
 827.23.15 (sur 1 hect.)
 Port de Péniss
 Pénissol (sur 1 hect.)

Jeux

échecs N° 362

SIMPLE ET PRÉCIS

(Tournoi des candidats, Bad Lauterberg, avril 1980.)
Blancs : E. BERNER
Noirs : A. ADORIAN
Défaite sicilienne.

1. e4 e5 2. f3 f6 3. d4 d5 4. c3 c6 5. b4 b5 6. a3 a6 7. f4 f5 8. g3 g6 9. h4 h5 10. g5 g6 11. f6 f5 12. e5 e6 13. d6 d5 14. c5 c6 15. b6 b5 16. a5 a6 17. f5 f6 18. g6 g7 19. h5 h6 20. g7 g8 21. f6 f7 22. e6 e7 23. d7 d8 24. c6 c7 25. b7 b8 26. a6 a7 27. f7 f8 28. g8 g9 29. h6 h7 30. g7 g8 31. f8 f9 32. e7 e8 33. d8 d9 34. c7 c8 35. b8 b9 36. a7 a8 37. f8 f9 38. g9 g10 39. h7 h8 40. g8 g9 41. f9 f10 42. e8 e9 43. d9 d10 44. c8 c9 45. b9 b10 46. a8 a9 47. f9 f10 48. g10 g11 49. h8 h9 50. g9 g10 51. f10 f11 52. e9 e10 53. d10 d11 54. c9 c10 55. b10 b11 56. a9 a10 57. f10 f11 58. g11 g12 59. h9 h10 60. g10 g11 61. f11 f12 62. e10 e11 63. d11 d12 64. c10 c11 65. b11 b12 66. a10 a11 67. f11 f12 68. g12 g13 69. h10 h11 70. g11 g12 71. f12 f13 72. e11 e12 73. d12 d13 74. c11 c12 75. b12 b13 76. a11 a12 77. f12 f13 78. g13 g14 79. h11 h12 80. g12 g13 81. f13 f14 82. e12 e13 83. d13 d14 84. c12 c13 85. b13 b14 86. a12 a13 87. f13 f14 88. g14 g15 89. h12 h13 90. g13 g14 91. f14 f15 92. e13 e14 93. d14 d15 94. c13 c14 95. b14 b15 96. a13 a14 97. f14 f15 98. g15 g16 99. h13 h14 100. g14 g15 101. f15 f16 102. e14 e15 103. d15 d16 104. c14 c15 105. b15 b16 106. a14 a15 107. f15 f16 108. g16 g17 109. h14 h15 110. g15 g16 111. f16 f17 112. e15 e16 113. d16 d17 114. c15 c16 115. b16 b17 116. a15 a16 117. f16 f17 118. g17 g18 119. h15 h16 120. g16 g17 121. f17 f18 122. e16 e17 123. d17 d18 124. c16 c17 125. b17 b18 126. a16 a17 127. f17 f18 128. g18 g19 129. h16 h17 130. g17 g18 131. f18 f19 132. e17 e18 133. d18 d19 134. c17 c18 135. b18 b19 136. a17 a18 137. f18 f19 138. g19 g20 139. h17 h18 140. g18 g19 141. f19 f20 142. e18 e19 143. d19 d20 144. c18 c19 145. b19 b20 146. a18 a19 147. f19 f20 148. g20 g21 149. h18 h19 150. g19 g20 151. f20 f21 152. e19 e20 153. d20 d21 154. c19 c20 155. b20 b21 156. a19 a20 157. f20 f21 158. g21 g22 159. h19 h20 160. g20 g21 161. f21 f22 162. e20 e21 163. d21 d22 164. c20 c21 165. b21 b22 166. a20 a21 167. f21 f22 168. g22 g23 169. h20 h21 170. g21 g22 171. f22 f23 172. e21 e22 173. d22 d23 174. c21 c22 175. b22 b23 176. a21 a22 177. f22 f23 178. g23 g24 179. h21 h22 180. g22 g23 181. f23 f24 182. e22 e23 183. d23 d24 184. c22 c23 185. b23 b24 186. a22 a23 187. f23 f24 188. g24 g25 189. h22 h23 190. g23 g24 191. f24 f25 192. e23 e24 193. d24 d25 194. c23 c24 195. b24 b25 196. a23 a24 197. f24 f25 198. g25 g26 199. h23 h24 200. g24 g25 201. f25 f26 202. e24 e25 203. d25 d26 204. c24 c25 205. b25 b26 206. a24 a25 207. f25 f26 208. g26 g27 209. h24 h25 210. g25 g26 211. f26 f27 212. e25 e26 213. d26 d27 214. c25 c26 215. b26 b27 216. a25 a26 217. f26 f27 218. g27 g28 219. h25 h26 220. g26 g27 221. f27 f28 222. e26 e27 223. d27 d28 224. c26 c27 225. b27 b28 226. a26 a27 227. f27 f28 228. g28 g29 229. h26 h27 230. g27 g28 231. f28 f29 232. e27 e28 233. d28 d29 234. c27 c28 235. b28 b29 236. a27 a28 237. f28 f29 238. g29 g30 239. h27 h28 240. g28 g29 241. f29 f30 242. e28 e29 243. d29 d30 244. c28 c29 245. b29 b30 246. a28 a29 247. f29 f30 248. g30 g31 249. h28 h29 250. g29 g30 251. f30 f31 252. e29 e30 253. d30 d31 254. c29 c30 255. b30 b31 256. a29 a30 257. f30 f31 258. g31 g32 259. h29 h30 260. g30 g31 261. f31 f32 262. e30 e31 263. d31 d32 264. c30 c31 265. b31 b32 266. a30 a31 267. f31 f32 268. g32 g33 269. h30 h31 270. g31 g32 271. f32 f33 272. e31 e32 273. d32 d33 274. c31 c32 275. b32 b33 276. a31 a32 277. f32 f33 278. g33 g34 279. h31 h32 280. g32 g33 281. f33 f34 282. e32 e33 283. d33 d34 284. c32 c33 285. b33 b34 286. a32 a33 287. f33 f34 288. g34 g35 289. h32 h33 290. g33 g34 291. f34 f35 292. e33 e34 293. d34 d35 294. c33 c34 295. b34 b35 296. a33 a34 297. f34 f35 298. g35 g36 299. h33 h34 300. g34 g35 301. f35 f36 302. e34 e35 303. d35 d36 304. c34 c35 305. b35 b36 306. a34 a35 307. f35 f36 308. g36 g37 309. h34 h35 310. g35 g36 311. f36 f37 312. e35 e36 313. d36 d37 314. c35 c36 315. b36 b37 316. a35 a36 317. f36 f37 318. g37 g38 319. h35 h36 320. g36 g37 321. f37 f38 322. e36 e37 323. d37 d38 324. c36 c37 325. b37 b38 326. a36 a37 327. f37 f38 328. g38 g39 329. h36 h37 330. g37 g38 331. f38 f39 332. e37 e38 333. d38 d39 334. c37 c38 335. b38 b39 336. a37 a38 337. f38 f39 338. g39 g40 339. h37 h38 340. g38 g39 341. f39 f40 342. e38 e39 343. d39 d40 344. c38 c39 345. b39 b40 346. a38 a39 347. f39 f40 348. g40 g41 349. h38 h39 350. g39 g40 351. f40 f41 352. e39 e40 353. d40 d41 354. c39 c40 355. b40 b41 356. a39 a40 357. f40 f41 358. g41 g42 359. h39 h40 360. g40 g41 361. f41 f42 362. e40 e41 363. d41 d42 364. c40 c41 365. b41 b42 366. a40 a41 367. f41 f42 368. g42 g43 369. h40 h41 370. g41 g42 371. f42 f43 372. e41 e42 373. d42 d43 374. c41 c42 375. b42 b43 376. a41 a42 377. f42 f43 378. g43 g44 379. h41 h42 380. g42 g43 381. f43 f44 382. e42 e43 383. d43 d44 384. c42 c43 385. b43 b44 386. a42 a43 387. f43 f44 388. g44 g45 389. h42 h43 390. g43 g44 391. f44 f45 392. e43 e44 393. d44 d45 394. c43 c44 395. b44 b45 396. a43 a44 397. f44 f45 398. g45 g46 399. h43 h44 400. g44 g45 401. f45 f46 402. e44 e45 403. d45 d46 404. c44 c45 405. b45 b46 406. a44 a45 407. f45 f46 408. g46 g47 409. h44 h45 410. g45 g46 411. f46 f47 412. e45 e46 413. d46 d47 414. c45 c46 415. b46 b47 416. a45 a46 417. f46 f47 418. g47 g48 419. h45 h46 420. g46 g47 421. f47 f48 422. e46 e47 423. d47 d48 424. c46 c47 425. b47 b48 426. a46 a47 427. f47 f48 428. g48 g49 429. h46 h47 430. g47 g48 431. f48 f49 432. e47 e48 433. d48 d49 434. c47 c48 435. b48 b49 436. a47 a48 437. f48 f49 438. g49 g50 439. h47 h48 440. g48 g49 441. f49 f50 442. e48 e49 443. d49 d50 444. c48 c49 445. b49 b50 446. a48 a49 447. f49 f50 448. g50 g51 449. h48 h49 450. g49 g50 451. f50 f51 452. e49 e50 453. d50 d51 454. c49 c50 455. b50 b51 456. a49 a50 457. f50 f51 458. g51 g52 459. h49 h50 460. g50 g51 461. f51 f52 462. e50 e51 463. d51 d52 464. c50 c51 465. b51 b52 466. a50 a51 467. f51 f52 468. g52 g53 469. h50 h51 470. g51 g52 471. f52 f53 472. e51 e52 473. d52 d53 474. c51 c52 475. b52 b53 476. a51 a52 477. f52 f53 478. g53 g54 479. h51 h52 480. g52 g53 481. f53 f54 482. e52 e53 483. d53 d54 484. c52 c53 485. b53 b54 486. a52 a53 487. f53 f54 488. g54 g55 489. h52 h53 490. g53 g54 491. f54 f55 492. e53 e54 493. d54 d55 494. c53 c54 495. b54 b55 496. a53 a54 497. f54 f55 498. g55 g56 499. h53 h54 500. g54 g55 501. f55 f56 502. e54 e55 503. d55 d56 504. c54 c55 505. b55 b56 506. a54 a55 507. f55 f56 508. g56 g57 509. h54 h55 510. g55 g56 511. f56 f57 512. e55 e56 513. d56 d57 514. c55 c56 515. b56 b57 516. a55 a56 517. f56 f57 518. g57 g58 519. h55 h56 520. g56 g57 521. f57 f58 522. e56 e57 523. d57 d58 524. c56 c57 525. b57 b58 526. a56 a57 527. f57 f58 528. g58 g59 529. h56 h57 530. g57 g58 531. f58 f59 532. e57 e58 533. d58 d59 534. c57 c58 535. b58 b59 536. a57 a58 537. f58 f59 538. g59 g60 539. h57 h58 540. g58 g59 541. f59 f60 542. e58 e59 543. d59 d60 544. c58 c59 545. b59 b60 546. a58 a59 547. f59 f60 548. g60 g61 549. h58 h59 550. g59 g60 551. f60 f61 552. e59 e60 553. d60 d61 554. c59 c60 555. b60 b61 556. a59 a60 557. f60 f61 558. g61 g62 559. h59 h60 560. g60 g61 561. f61 f62 562. e60 e61 563. d61 d62 564. c60 c61 565. b61 b62 566. a60 a61 567. f61 f62 568. g62 g63 569. h60 h61 570. g61 g62 571. f62 f63 572. e61 e62 573. d62 d63 574. c61 c62 575. b62 b63 576. a61 a62 577. f62 f63 578. g63 g64 579. h61 h62 580. g62 g63 581. f63 f64 582. e62 e63 583. d63 d64 584. c62 c63 585. b63 b64 586. a62 a63 587. f63 f64 588. g64 g65 589. h62 h63 590. g63 g64 591. f64 f65 592. e63 e64 593. d64 d65 594. c63 c64 595. b64 b65 596. a63 a64 597. f64 f65 598. g65 g66 599. h63 h64 600. g64 g65 601. f65 f66 602. e64 e65 603. d65 d66 604. c64 c65 605. b65 b66 606. a64 a65 607. f65 f66 608. g66 g67 609. h64 h65 610. g65 g66 611. f66 f67 612. e65 e66 613. d66 d67 614. c65 c66 615. b66 b67 616. a65 a66 617. f66 f67 618. g67 g68 619. h65 h66 620. g66 g67 621. f67 f68 622. e66 e67 623. d67 d68 624. c66 c67 625. b67 b68 626. a66 a67 627. f67 f68 628. g68 g69 629. h66 h67 630. g67 g68 631. f68 f69 632. e67 e68 633. d68 d69 634. c67 c68 635. b68 b69 636. a67 a68 637. f68 f69 638. g69 g70 639. h67 h68 640. g68 g69 641. f69 f70 642. e68 e69 643. d69 d70 644. c68 c69 645. b69 b70 646. a68 a69 647. f69 f70 648. g70 g71 649. h68 h69 650. g69 g70 651. f70 f71 652. e69 e70 653. d70 d71 654. c69 c70 655. b70 b71 656. a69 a70 657. f70 f71 658. g71 g72 659. h69 h70 660. g70 g71 661. f71 f72 662. e70 e71 663. d71 d72 664. c70 c71 665. b71 b72 666. a70 a71 667. f71 f72 668. g72 g73 669. h70 h71 670. g71 g72 671. f72 f73 672. e71 e72 673. d72 d73 674. c71 c72 675. b72 b73 676. a71 a72 677. f72 f73 678. g73 g74 679. h71 h72 680. g72 g73 681. f73 f74 682. e72 e73 683. d73 d74 684. c72 c73 685. b73 b74 686. a72 a73 687. f73 f74 688. g74 g75 689. h72 h73 690. g73 g74 691. f74 f75 692. e73 e74 693. d74 d75 694. c73 c74 695. b74 b75 696. a73 a74 697. f74 f75 698. g75 g76 699. h73 h74 700. g74 g75 701. f75 f76 702. e74 e75 703. d75 d76 704. c74 c75 705. b75 b76 706. a74 a75 707. f75 f76 708. g76 g77 709. h74 h75 710. g75 g76 711. f76 f77 712. e75 e76 713. d76 d77 714. c75 c76 715. b76 b77 716. a75 a76 717. f76 f77 718. g77 g78 719. h75 h76 720. g76 g77 721. f77 f78 722. e76 e77 723. d77 d78 724. c76 c77 725. b77 b78 726. a76 a77 727. f77 f78 728. g78 g79 729. h76 h77 730. g77 g78 731. f78 f79 732. e77 e78 733. d78 d79 734. c77 c78 735. b78 b79 736. a77 a78 737. f78 f79 738. g79 g80 739. h77 h78 740. g78 g79 741. f79 f80 742. e78 e79 743. d79 d80 744. c78 c79 745. b79 b80 746. a78 a79 747. f79 f80 748. g80 g81 749. h78 h79 750. g79 g80 751. f80 f81 752. e79 e80 753. d80 d81 754. c79 c80 755. b80 b81 756. a79 a80 757. f80 f81 758. g81 g82 759. h79 h80 760. g80 g81 761. f81 f82 762. e80 e81 763. d81 d82 764. c80 c81 765. b81 b82 766. a80 a81 767. f81 f82 768. g82 g83 769. h80 h81 770. g81 g82 771. f82 f83 772. e81 e82 773. d82 d83 774. c81 c82 775. b82 b83 776. a81 a82 777. f82 f83 778. g83 g84 779. h81 h82 780. g82 g83 781. f83 f84 782. e82 e83 783. d83 d84 784. c82 c83 785. b83 b84 786. a82 a83 787. f83 f84 788. g84 g85 789. h82 h83 790. g83 g84 791. f84 f85 792. e83 e84 793. d84 d85 794. c83 c84 795. b84 b85 796. a83 a84 797. f84 f85 798. g85 g86 799. h83 h84 800. g84 g85 801. f85 f86 802. e84 e85 803. d85 d86 804. c84 c85 805. b85 b86 806. a84 a85 807. f85 f86 808. g86 g87 809. h84 h85 810. g85 g86 811. f86 f87 812. e85 e86 813. d86 d87 814. c85 c86 815. b86 b87 816. a85 a86 817. f86 f87 818. g87 g88 819. h85 h86 820. g86 g87 821. f87 f88 822. e86 e87 823. d87 d88 824. c86 c87 825. b87 b88 826. a86 a87 827. f87 f88 828. g88 g89 829. h86 h87 830. g87 g88 831. f88 f89 832. e87 e88 833. d88 d89 834. c87 c88 835. b88 b89 836. a87 a88 837. f88 f89 838. g89 g90 839. h87 h88 840. g88 g89 841. f89 f90 842. e88 e89 843. d89 d90 844. c88 c89 845. b89 b90 846. a88 a89 847. f89 f90 848. g90 g91 849. h88 h89 850. g89 g90 851. f90 f91 852. e89 e90 853. d90 d91 854. c89 c90 855. b90 b91 856. a89 a90 857. f90 f91 858. g91 g92 859. h89 h90 860. g90 g91 861. f91 f92 862. e90 e91 863. d91 d92 864. c90 c91 865. b91 b92 866. a90 a91 867. f91 f92 868. g92 g93 869. h90 h91 870. g91 g92 871. f92 f93 872. e91 e92 873. d92 d93 874. c91 c92 875. b92 b93 876. a91 a92 877. f92 f93 878. g93 g94 879. h91 h92 880. g92 g93 881. f93 f94 882. e92 e93 883. d93 d94 884. c92 c93 885. b93 b94 886. a92 a93 887. f93 f94 888. g94 g95 889. h92 h93 890. g93 g94 891. f94 f95 892. e93 e94 893. d94 d95 894. c93 c94 895. b94 b95 896. a93 a94 897. f94 f95 898. g95 g96 899. h93 h94 900. g94 g95 901. f95 f96 902. e94 e95 903. d95 d96 904. c94 c95 905. b95 b96 906. a94 a95 907. f95 f96 908. g96 g97 909. h94 h95 910. g95 g96 911. f96 f97 912. e95 e96 913. d96 d97 914. c95 c96 915. b96 b97 916. a95 a96 917. f96 f97 918. g97 g98 919. h95 h96 920. g96 g97 921. f97 f98 922. e96 e97 923. d97 d98 924. c96 c97 925. b97 b98 926. a96 a97 927. f97 f98 928. g98 g99 929. h96 h97 930. g97 g98 931. f98 f99 932. e97 e98 933. d98 d99 934. c97 c98 935. b98 b99 936. a97 a98 937. f98 f99 938. g99 g100 939. h97 h98 940. g98 g99 941. f99 f100 942. e98 e99 943. d99 d100 944. c98 c99 945. b99 b100 946. a98 a99 947. f99 f100 948. g100 g101 949. h98 h99 950. g99 g100 951. f100 f101 952. e99 e100 953. d100 d101 954. c99 c100 955. b100 b101 956. a99 a100 957. f100 f101 958. g101 g102 959. h99 h100 960. g100 g101 961. f101 f102 962. e100 e101 963. d101 d102 964. c100 c101 965. b101 b102 966. a100 a101 967. f101 f102 968. g102 g103 969. h100 h101 970. g101 g102 971. f102 f103 972. e101 e102 973. d102 d103 974. c101 c102 975. b102 b103 976. a101 a102 977. f102 f103 978. g103 g104 979. h101 h102 980. g102 g103 981. f103 f104 982. e102 e103 983. d103 d104 984. c102 c103 985. b103 b104 986. a102 a103 987. f103 f104 988. g104 g105 989. h102 h103 990. g103 g104 991. f104 f105 992. e103 e104 993. d104 d105 994. c103 c104 995. b104 b105 996. a103 a104 997. f104 f105 998. g105 g106 999. h103 h104 1000. g104 g105 1001. f105 f106 1002. e104 e105 1003. d105 d106 1004. c104 c105 1005. b105 b106 1006. a104 a105 1007. f105 f106 1008. g106 g107 1009. h104 h105 1010. g105 g106 1011. f106 f107 1012. e105 e106 1013. d106 d107 1014. c105 c106 1015. b106 b107 1016. a105 a106 1017. f106 f107 1018. g107 g108 1019. h105 h106 1020. g106 g107 1021. f107 f108 1022. e106 e107 1023. d107 d108 1024. c106 c107 1025. b107 b108 1026. a106 a107 1027. f107 f108 1028. g108 g109 1029. h106 h107 1030. g107 g108 1031. f108 f109 1032. e107 e108 1033. d108 d109 1034. c107 c108 1035. b108 b109 1036. a107 a108 1037. f108 f109 1038. g109 g110 1039. h107 h108 1040. g108 g109 1041. f109 f110 1042. e108 e109 1043. d109 d110 1044. c108 c109 1045. b109 b110 1046. a108 a109 1047. f109 f110 1048. g110 g111 1049. h108 h109 1050. g109 g110 1051. f110 f111 1052. e109 e110 1053. d110 d111 1054. c109 c110 1055. b110 b111 1056. a109 a110 1057. f110 f111 1058. g111 g112 1059. h109 h110 1060. g110 g111 1061. f111 f112 1062. e110 e111 1063. d111 d112 1064. c110 c111 1065. b111 b112 1066. a110 a111 1067. f111 f112 1068. g112 g113 1069. h110 h111 1070. g111 g112 1071. f112 f113 1072. e111 e112 1073. d112 d113 1074. c111 c112 1075. b112 b113 1076. a111 a112 1077. f112 f113 1078. g113 g114 1079. h111 h112 1080. g

DÉFENSE

SCIENCES



100

Après l'ordre de dispersion la manifestation donnée par le comité de coordination des étudiants, des incidents se sont produits à proximité du palais de justice. Cent cinquante étudiants, lançaient des œufs et des pierres contre les forces de l'ordre ont dispersés par des jets de grenades.

100

Le Monde

culture

LE JOUR DU CINÉMA

L'Année du patrimoine

Le comité départemental du tourisme et le conseil général des Yvelines ont choisi l'année du patrimoine pour mettre en relief les activités de service des archives du film créées en 1969 au sein du Centre national de la cinématographie sous l'impulsion d'André Malraux, alors ministre des affaires culturelles. Installées à Bois-d'Arcy (Yvelines), les archives du film ont pour but de sauvegarder la mémoire du cinéma français, de la création à la diffusion, en assurant la conservation des films reçus en dépôt ou acquis. Dans ses ateliers, où sont surmontés des problèmes techniques très complexes, le service des archives collabore, conserve et restaure tous les films sans distinction de nature ou de sujet.

Dans trois lieux choisis pour leur caractère exemplaire de leur restauration, le Théâtre Montanier à Versailles, le château de Breteuil à Chailly et le manoir de Saint-Germain-en-Laye — le comité du tourisme des Yvelines organisera en 1980 des séries de projections consacrées aux films anciens. Chaque séance présentera des images tournées en 16-18-19-20-22-24-28-35-36-38-40-45-48-50-52-54-56-58-60-62-64-66-68-70-72-74-76-78-80-82-84-86-88-90-92-94-96-98-100-102-104-106-108-110-112-114-116-118-120-122-124-126-128-130-132-134-136-138-140-142-144-146-148-150-152-154-156-158-160-162-164-166-168-170-172-174-176-178-180-182-184-186-188-190-192-194-196-198-200-202-204-206-208-210-212-214-216-218-220-222-224-226-228-230-232-234-236-238-240-242-244-246-248-250-252-254-256-258-260-262-264-266-268-270-272-274-276-278-280-282-284-286-288-290-292-294-296-298-300-302-304-306-308-310-312-314-316-318-320-322-324-326-328-330-332-334-336-338-340-342-344-346-348-350-352-354-356-358-360-362-364-366-368-370-372-374-376-378-380-382-384-386-388-390-392-394-396-398-400-402-404-406-408-410-412-414-416-418-420-422-424-426-428-430-432-434-436-438-440-442-444-446-448-450-452-454-456-458-460-462-464-466-468-470-472-474-476-478-480-482-484-486-488-490-492-494-496-498-500-502-504-506-508-510-512-514-516-518-520-522-524-526-528-530-532-534-536-538-540-542-544-546-548-550-552-554-556-558-560-562-564-566-568-570-572-574-576-578-580-582-584-586-588-590-592-594-596-598-600-602-604-606-608-610-612-614-616-618-620-622-624-626-628-630-632-634-636-638-640-642-644-646-648-650-652-654-656-658-660-662-664-666-668-670-672-674-676-678-680-682-684-686-688-690-692-694-696-698-700-702-704-706-708-710-712-714-716-718-720-722-724-726-728-730-732-734-736-738-740-742-744-746-748-750-752-754-756-758-760-762-764-766-768-770-772-774-776-778-780-782-784-786-788-790-792-794-796-798-800-802-804-806-808-810-812-814-816-818-820-822-824-826-828-830-832-834-836-838-840-842-844-846-848-850-852-854-856-858-860-862-864-866-868-870-872-874-876-878-880-882-884-886-888-890-892-894-896-898-900-902-904-906-908-910-912-914-916-918-920-922-924-926-928-930-932-934-936-938-940-942-944-946-948-950-952-954-956-958-960-962-964-966-968-970-972-974-976-978-980-982-984-986-988-990-992-994-996-998-1000-1002-1004-1006-1008-1010-1012-1014-1016-1018-1020-1022-1024-1026-1028-1030-1032-1034-1036-1038-1040-1042-1044-1046-1048-1050-1052-1054-1056-1058-1060-1062-1064-1066-1068-1070-1072-1074-1076-1078-1080-1082-1084-1086-1088-1090-1092-1094-1096-1098-1100-1102-1104-1106-1108-1110-1112-1114-1116-1118-1120-1122-1124-1126-1128-1130-1132-1134-1136-1138-1140-1142-1144-1146-1148-1150-1152-1154-1156-1158-1160-1162-1164-1166-1168-1170-1172-1174-1176-1178-1180-1182-1184-1186-1188-1190-1192-1194-1196-1198-1200-1202-1204-1206-1208-1210-1212-1214-1216-1218-1220-1222-1224-1226-1228-1230-1232-1234-1236-1238-1240-1242-1244-1246-1248-1250-1252-1254-1256-1258-1260-1262-1264-1266-1268-1270-1272-1274-1276-1278-1280-1282-1284-1286-1288-1290-1292-1294-1296-1298-1300-1302-1304-1306-1308-1310-1312-1314-1316-1318-1320-1322-1324-1326-1328-1330-1332-1334-1336-1338-1340-1342-1344-1346-1348-1350-1352-1354-1356-1358-1360-1362-1364-1366-1368-1370-1372-1374-1376-1378-1380-1382-1384-1386-1388-1390-1392-1394-1396-1398-1400-1402-1404-1406-1408-1410-1412-1414-1416-1418-1420-1422-1424-1426-1428-1430-1432-1434-1436-1438-1440-1442-1444-1446-1448-1450-1452-1454-1456-1458-1460-1462-1464-1466-1468-1470-1472-1474-1476-1478-1480-1482-1484-1486-1488-1490-1492-1494-1496-1498-1500-1502-1504-1506-1508-1510-1512-1514-1516-1518-1520-1522-1524-1526-1528-1530-1532-1534-1536-1538-1540-1542-1544-1546-1548-1550-1552-1554-1556-1558-1560-1562-1564-1566-1568-1570-1572-1574-1576-1578-1580-1582-1584-1586-1588-1590-1592-1594-1596-1598-1600-1602-1604-1606-1608-1610-1612-1614-1616-1618-1620-1622-1624-1626-1628-1630-1632-1634-1636-1638-1640-1642-1644-1646-1648-1650-1652-1654-1656-1658-1660-1662-1664-1666-1668-1670-1672-1674-1676-1678-1680-1682-1684-1686-1688-1690-1692-1694-1696-1698-1700-1702-1704-1706-1708-1710-1712-1714-1716-1718-1720-1722-1724-1726-1728-1730-1732-1734-1736-1738-1740-1742-1744-1746-1748-1750-1752-1754-1756-1758-1760-1762-1764-1766-1768-1770-1772-1774-1776-1778-1780-1782-1784-1786-1788-1790-1792-1794-1796-1798-1800-1802-1804-1806-1808-1810-1812-1814-1816-1818-1820-1822-1824-1826-1828-1830-1832-1834-1836-1838-1840-1842-1844-1846-1848-1850-1852-1854-1856-1858-1860-1862-1864-1866-1868-1870-1872-1874-1876-1878-1880-1882-1884-1886-1888-1890-1892-1894-1896-1898-1900-1902-1904-1906-1908-1910-1912-1914-1916-1918-1920-1922-1924-1926-1928-1930-1932-1934-1936-1938-1940-1942-1944-1946-1948-1950-1952-1954-1956-1958-1960-1962-1964-1966-1968-1970-1972-1974-1976-1978-1980-1982-1984-1986-1988-1990-1992-1994-1996-1998-2000-2002-2004-2006-2008-2010-2012-2014-2016-2018-2020-2022-2024-2026-2028-2030-2032-2034-2036-2038-2040-2042-2044-2046-2048-2050-2052-2054-2056-2058-2060-2062-2064-2066-2068-2070-2072-2074-2076-2078-2080-2082-2084-2086-2088-2090-2092-2094-2096-2098-2100-2102-2104-2106-2108-2110-2112-2114-2116-2118-2120-2122-2124-2126-2128-2130-2132-2134-2136-2138-2140-2142-2144-2146-2148-2150-2152-2154-2156-2158-2160-2162-2164-2166-2168-2170-2172-2174-2176-2178-2180-2182-2184-2186-2188-2190-2192-2194-2196-2198-2200-2202-2204-2206-2208-2210-2212-2214-2216-2218-2220-2222-2224-2226-2228-2230-2232-2234-2236-2238-2240-2242-2244-2246-2248-2250-2252-2254-2256-2258-2260-2262-2264-2266-2268-2270-2272-2274-2276-2278-2280-2282-2284-2286-2288-2290-2292-2294-2296-2298-2300-2302-2304-2306-2308-2310-2312-2314-2316-2318-2320-2322-2324-2326-2328-2330-2332-2334-2336-2338-2340-2342-2344-2346-2348-2350-2352-2354-2356-2358-2360-2362-2364-2366-2368-2370-2372-2374-2376-2378-2380-2382-2384-2386-2388-2390-2392-2394-2396-2398-2400-2402-2404-2406-2408-2410-2412-2414-2416-2418-2420-2422-2424-2426-2428-2430-2432-2434-2436-2438-2440-2442-2444-2446-2448-2450-2452-2454-2456-2458-2460-2462-2464-2466-2468-2470-2472-2474-2476-2478-2480-2482-2484-2486-2488-2490-2492-2494-2496-2498-2500-2502-2504-2506-2508-2510-2512-2514-2516-2518-2520-2522-2524-2526-2528-2530-2532-2534-2536-2538-2540-2542-2544-2546-2548-2550-2552-2554-2556-2558-2560-2562-2564-2566-2568-2570-2572-2574-2576-2578-2580-2582-2584-2586-2588-2590-2592-2594-2596-2598-2600-2602-2604-2606-2608-2610-2612-2614-2616-2618-2620-2622-2624-2626-2628-2630-2632-2634-2636-2638-2640-2642-2644-2646-2648-2650-2652-2654-2656-2658-2660-2662-2664-2666-2668-2670-2672-2674-2676-2678-2680-2682-2684-2686-2688-2690-2692-2694-2696-2698-2700-2702-2704-2706-2708-2710-2712-2714-2716-2718-2720-2722-2724-2726-2728-2730-2732-2734-2736-2738-2740-2742-2744-2746-2748-2750-2752-2754-2756-2758-2760-2762-2764-2766-2768-2770-2772-2774-2776-2778-2780-2782-2784-2786-2788-2790-2792-2794-2796-2798-2800-2802-2804-2806-2808-2810-2812-2814-2816-2818-2820-2822-2824-2826-2828-2830-2832-2834-2836-2838-2840-2842-2844-2846-2848-2850-2852-2854-2856-2858-2860-2862-2864-2866-2868-2870-2872-2874-2876-2878-2880-2882-2884-2886-2888-2890-2892-2894-2896-2898-2900-2902-2904-2906-2908-2910-2912-2914-2916-2918-2920-2922-2924-2926-2928-2930-2932-2934-2936-2938-2940-2942-2944-2946-2948-2950-2952-2954-2956-2958-2960-2962-2964-2966-2968-2970-2972-2974-2976-2978-2980-2982-2984-2986-2988-2990-2992-2994-2996-2998-3000-3002-3004-3006-3008-3010-3012-3014-3016-3018-3020-3022-3024-3026-3028-3030-3032-3034-3036-3038-3040-3042-3044-3046-3048-3050-3052-3054-3056-3058-3060-3062-3064-3066-3068-3070-3072-3074-3076-3078-3080-3082-3084-3086-3088-3090-3092-3094-3096-3098-3100-3102-3104-3106-3108-3110-3112-3114-3116-3118-3120-3122-3124-3126-3128-3130-3132-3134-3136-3138-3140-3142-3144-3146-3148-3150-3152-3154-3156-3158-3160-3162-3164-3166-3168-3170-3172-3174-3176-3178-3180-3182-3184-3186-3188-3190-3192-3194-3196-3198-3200-3202-3204-3206-3208-3210-3212-3214-3216-3218-3220-3222-3224-3226-3228-3230-3232-3234-3236-3238-3240-3242-3244-3246-3248-3250-3252-3254-3256-3258-3260-3262-3264-3266-3268-3270-3272-3274-3276-3278-3280-3282-3284-3286-3288-3290-3292-3294-3296-3298-3300-3302-3304-3306-3308-3310-3312-3314-3316-3318-3320-3322-3324-3326-3328-3330-3332-3334-3336-3338-3340-3342-3344-3346-3348-3350-3352-3354-3356-3358-3360-3362-3364-3366-3368-3370-3372-3374-3376-3378-3380-3382-3384-3386-3388-3390-3392-3394-3396-3398-3400-3402-3404-3406-3408-3410-3412-3414-3416-3418-3420-3422-3424-3426-3428-3430-3432-3434-3436-3438-3440-3442-3444-3446-3448-3450-3452-3454-3456-3458-3460-3462-3464-3466-3468-3470-3472-3474-3476-3478-3480-3482-3484-3486-3488-3490-3492-3494-3496-3498-3500-3502-3504-3506-3508-3510-3512-3514-3516-3518-3520-3522-3524-3526-3528-3530-3532-3534-3536-3538-3540-3542-3544-3546-3548-3550-3552-3554-3556-3558-3560-3562-3564-3566-3568-3570-3572-3574-3576-3578-3580-3582-3584-3586-3588-3590-3592-3594-3596-3598-3600-3602-3604-3606-3608-3610-3612-3614-3616-3618-3620-3622-3624-3626-3628-3630-3632-3634-3636-3638-3640-3642-3644-3646-3648-3650-3652-3654-3656-3658-3660-3662-3664-3666-3668-3670-3672-3674-3676-3678-3680-3682-3684-3686-3688-3690-3692-3694-3696-3698-3700-3702-3704-3706-3708-3710-3712-3714-3716-3718-3720-3722-3724-3726-3728-3730-3732-3734-3736-3738-3740-3742-3744-3746-3748-3750-3752-3754-3756-3758-3760-3762-3764-3766-3768-3770-3772-3774-3776-3778-3780-3782-3784-3786-3788-3790-3792-3794-3796-3798-3800-3802-3804-3806-3808-3810-3812-3814-3816-3818-3820-3822-3824-3826-3828-3830-3832-3834-3836-3838-3840-3842-3844-3846-3848-3850-3852-3854-3856-3858-3860-3862-3864-3866-3868-3870-3872-3874-3876-3878-3880-3882-3884-3886-3888-3890-3892-3894-3896-3898-3900-3902-3904-3906-3908-3910-3912-3914-3916-3918-3920-3922-3924-3926-3928-3930-3932-3934-3936-3938-3940-3942-3944-3946-3948-3950-3952-3954-3956-3958-3960-3962-3964-3966-3968-3970-3972-3974-3976-3978-3980-3982-3984-3986-3988-3990-3992-3994-3996-3998-4000-4002-4004-4006-4008-4010-4012-4014-4016-4018-4020-4022-4024-4026-4028-4030-4032-4034-4036-4038-4040-4042-4044-4046-4048-4050-4052-4054-4056-4058-4060-4062-4064-4066-4068-4070-4072-4074-4076-4078-4080-4082-4084-4086-4088-4090-4092-4094-4096-4098-4100-4102-4104-4106-4108-4110-4112-4114-4116-4118-4120-4122-4124-4126-4128-4130-4132-4134-4136-4138-4140-4142-4144-4146-4148-4150-4152-4154-4156-4158-4160-4162-4164-4166-4168-4170-4172-4174-4176-4178-4180-4182-4184-4186-4188-4190-4192-4194-4196-4198-4200-4202-4204-4206-4208-4210-4212-4214-4216-4218-4220-4222-4224-4226-4228-4230-4232-4234-4236-4238-4240-4242-4244-4246-4248-4250-4252-4254-4256-4258-4260-4262-4264-4266-4268-4270-4272-4274-4276-4278-4280-4282-4284-4286-4288-4290-4292-4294-4296-4298-4300-4302-4304-4306-4308-4310-4312-4314-4316-4318-4320-4322-4324-4326-4328-4330-4332-4334-4336-4338-4340-4342-4344-4346-4348-4350-4352-4354-4356-4358-4360-4362-4364-4366-4368-4370-4372-4374-4376-4378-4380-4382-4384-4386-4388-4390-4392-4394-4396-4398-4400-4402-4404-4406-4408-4410-4412-4414-4416-4418-4420-4422-4424-4426-4428-4430-4432-4434-4436-4438-4440-4442-4444-4446-4448-4450-4452-4454-4456-4458-4460-4462-4464-4466-4468-4470-4472-4474-4476-4478-4480-4482-4484-4486-4488-4490-4492-4494-4496-4498-4500-4502-4504-4506-4508-4510-4512-4514-4516-4518-4520-4522-4524-4526-4528-4530-4532-4534-4536-4538-4540-4542-4544-4546-4548-4550-4552-4554-4556-4558-4560-4562-4564-4566-4568-4570-4572-4574-4576-4578-4580-4582-4584-4586-4588-4590-4592-4594-4596-4598-4600-4602-4604-4606-4608-4610-4612-4614-4616-4618-4620-4622-4624-4626-4628-4630-4632-4634-4636-4638-4640-4642-4644-4646-4648-4650-4652-4654-4656-4658-4660-4662-4664-4666-4668-4670-4672-4674-4676-4678-4680-4682-4684-4686-4688-4690-4692-4694-4696-4698-4700-4702-4704-4706-4708-4710-4712-4714-4716-4718-4720-4722-4724-4726-4728-4730-4732-4734-4736-4738-4740-4742-4744-4746-4748-4750-4752-4754-4756-4758-4760-4762-4764-4766-4768-4770-4772-4774-4776-4778-4780-4782-4784-4786-4788-4790-4792-4794-4796-4798-4800-4802-4804-4806-4808-4810-4812-4814-4816-4818-4820-4822-4824-4826-4828-4830-4832-4834-4836-4838-4840-4842-4844-4846-4848-4850-4852-4854-4856-4858-4860-4862-4864-4866-4868-4870-4872-4874-4876-4878-4880-4882-4884-4886-4888-4890-4892-4894-4896-4898-4900-4902-4904-4906-4908-4910-4912-4914-4916-4918-4920-4922-4924-4926-4928-4930-4932-4934-4936-4938-4940-4942-4944-4946-4948-4950-4952-4954-4956-4958-4960-4962-4964-4966-4968-4970-4972-4974-4976-4978-4980-4982-4984-4986-4988

RADIO-TÉLÉVISION

FRANCE-INTER EN DIRECT DES RÉGIONS

Après ses « Régionales », France-Inter continuera son effort de décentralisation, pendant la première quinzaine de mai. Les 6 et 7 mai, José Artur sera à Lyon pour son émission de 23 heures (Roger Planchon monte au T.N.P. Athlète et Dos Joux). Le 8 mai, à 20 heures, l'émission de Patricia Blanc-François, « L'Opéra », sera réalisée à Metz à l'occasion du Festival de la science-fiction. Pour le Festival du livre, Jean-François Kahn et Jacques Chancel se rendront à Nice. Le premier le 10 mai, pour « Avec lambours et lampouilles » à 10 h. 30 ; le second, les 13 et 14 mai. Une des deux « Radioscopie », à 17 heures, sera consacrée à M. René Monory, ministre de l'économie. Enfin, Eve Ruggieri ira dans le Sud-Ouest les 9 et 12 mai (émissions de 8 h. 45).

COPRODUCTION FRANCO-AMÉRICAINE SUR LES DERNIERS JOURS DE HITLER

M. Antoine de Clermont-Tonnerre, président-directeur général de la Société française de production, a annoncé, mercredi à Cannes, la signature d'un accord de coproduction avec la société américaine Time Life Television, pour la réalisation d'un film tiré d'un roman de James O'Donnell sur les derniers jours de Hitler, le *Hitler*. La S.F.P. contribuera pour 1 million de dollars (4,5 millions de francs), soit 25 %, au budget de cette série de trois heures, qui sera consacrée au cinéaste de télévision américain George Schaefer. Le film sera diffusé aux États-Unis par C.B.S. en 1981, et en France par Antenne 2 (qui entre pour une part dans la coproduction), à l'occasion d'un « Dossier de l'écran ».

PRESSE

LE GROUPE MATRA PREND UNE PARTICIPATION DANS « LES DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE »

Le groupe Matra vient de prendre une participation dans le capital des *Dernières nouvelles d'Alsace*, quotidien strasbourgeois diffusé à 230 000 exemplaires et comportant, douze éditions. C'est au cours du conseil d'administration de la librairie Aristide Quillet, réuni jeudi 24 avril, que la famille Rocaute — détentrice de 42 % des actions de la librairie, laquelle contrôle 69 % de la société éditrice des *Dernières nouvelles* — a annoncé sa décision de céder la majorité de ses parts au groupe Matra, dont le P.D.G. est M. Jean-Luc Lazard. Les *Dernières nouvelles d'Alsace* emploient actuellement mille deux cent personnes, dont quatre-vingt journalistes, et son P.D.G. est M. Jean-Jacques Kiehlholz. La cotation des actions de la librairie Aristide Quillet et de la société éditrice des *Dernières nouvelles d'Alsace*, suspendue le 22 avril, devait reprendre en Bourse de Nancy ce vendredi, a annoncé jeudi soir la chambre syndicale de la Compagnie des agents de change. Rappelons que le groupe Matra participe également au capital de la société Europe-1 - Images et son et que M. Lazard dirige cette station radiophonique.

LE P.S. ET LA C.F.D.T. CONTESTENT LES « NOUVELLES RADIOS EXPÉRIMENTALES »

Le parti socialiste dénonce dans un communiqué « les nouvelles radios expérimentales que le gouvernement a décidé d'installer à Lille, à Laval et à Metz », et dont la mise en place a été confiée à Radio-France. Le P.S. estime que, « prise dans la perspective de l'élection présidentielle, et sans aucune concertation, cette décision a surtout pour but de détourner le besoin d'information régionale et locale au profit d'instances qui dépendent directement du pouvoir central ». De son côté, la C.F.D.T. Nord-Pas-de-Calais a déclaré que la création d'une radio régionale dans le nord de la France « est contraire à la loi d'août 1974, qui attribue à FR3 des radios régionales ». La C.F.D.T. considère qu'il y a de la place dans le Nord-Pas-de-Calais, à travers FR 3, pour une véritable radio régionale qui exprime les vrais problèmes ».

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 25 AVRIL
— Le général Piotr Grigorenko, dissident soviétique, participe au « Téléphone sonne » de France-Inter, à 19 h. 10 et à l'émission « Apostrophes » d'A-3, à 21 h. 35.
SAMEDI 26 AVRIL
— Le magazine « Vécu » est consacré aux agriculteurs, sur France-Inter, à 13 heures.
— M. André Frossard, journaliste, est le rédacteur en chef du « Journal inattendu » de R.T.L., à 13 heures.
DIMANCHE 27 AVRIL
— M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., participe à l'interview-événement de R.T.L., à 13 heures.
— M. Yitzhak Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, est l'invité du « Club de la presse », d'Europe-1, à 19 heures.

A « la Voix du Nord »

M. DECOUT EXPLIQUE LA RAISON DE SON DÉPART

(De notre correspondant.)
Lille. — Au cours de l'assemblée générale des actionnaires de la Voix du Nord, qui s'est tenue à Lille le 23 avril, sous la présidence de M. René Decout, P.D.G. de la société, M. Robert Decout, rédacteur en chef et éditeur du journal depuis vingt-sept ans, a expliqué la raison de son départ de la Voix du Nord. M. Decout a annoncé qu'il démissionnait du conseil d'administration dont il était membre. M. Decout a rappelé au cours de cette réunion la genèse du conflit qui depuis quatre mois l'oppose à la direction du journal. On a voulu, a-t-il déclaré, en substituer un autre à celui qui existait. M. Decout a expliqué que le conseil d'administration ne pouvait pas fonctionner sans lui, car il était le seul à connaître les fonctions de la Voix du Nord. Dans une lettre qu'il adresse à chacun des membres de la rédaction, il affirme : « Au terme d'un long débat avec le président du conseil d'administration, je pars à la fois contraint et libre. Libre pour avoir refusé l'arbitraire et l'injustice ; contraint puisque je suis congédié, mais persuadé aussi que personne n'est irremplaçable dans l'ordre de la hiérarchie. » — G. S.

Vendredi 25 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h 30 L'été aux enfants.
18 h 55 C'est arrivé un jour.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 30 Au théâtre ce soir : Feu Toupinet. D'Alexandre Dumas, mise en scène de A. Fabry et P. Bondet, avec A. Allais, G. Auré, G. Galland.
20 h 45 L'opéra de l'opéra : Les deux Femmes de Toulon. Mise en scène de J. L. L. pour moi-même.
22 h 10 Pleins Feux.
Magazine culturel de José Artur.
23 h Journal et cinq jours en Europe.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 55 Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Série : Médecine de nuit. Les Maigret (dernier épisode).
21 h 30 Apostrophes.
De l'opéra de l'opéra : Les deux Femmes de Toulon. Mise en scène de J. L. L. pour moi-même.
22 h 10 Pleins Feux.
Magazine culturel de José Artur.
23 h Journal et cinq jours en Europe.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Série : Médecine de nuit. Les Maigret (dernier épisode).
21 h 30 Apostrophes.
De l'opéra de l'opéra : Les deux Femmes de Toulon. Mise en scène de J. L. L. pour moi-même.
22 h 10 Pleins Feux.
Magazine culturel de José Artur.
23 h Journal et cinq jours en Europe.

FRANCE-CULTURE

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Série : Médecine de nuit. Les Maigret (dernier épisode).
21 h 30 Apostrophes.
De l'opéra de l'opéra : Les deux Femmes de Toulon. Mise en scène de J. L. L. pour moi-même.
22 h 10 Pleins Feux.
Magazine culturel de José Artur.
23 h Journal et cinq jours en Europe.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Série : Médecine de nuit. Les Maigret (dernier épisode).
21 h 30 Apostrophes.
De l'opéra de l'opéra : Les deux Femmes de Toulon. Mise en scène de J. L. L. pour moi-même.
22 h 10 Pleins Feux.
Magazine culturel de José Artur.
23 h Journal et cinq jours en Europe.

Samedi 26 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 10 Émissions régionales.
12 h 30 Cultivons notre jardin.
13 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
14 h 10 Journal.
14 h 30 Le monde de l'accordéon.
15 h 30 Au théâtre ce soir.
16 h 30 Les inconnus de 19 h 45.
17 h 30 Journal.
17 h 55 Des chiffres et des lettres.
18 h 30 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Série : Médecine de nuit. Les Maigret (dernier épisode).
21 h 30 Apostrophes.
De l'opéra de l'opéra : Les deux Femmes de Toulon. Mise en scène de J. L. L. pour moi-même.
22 h 10 Pleins Feux.
Magazine culturel de José Artur.
23 h Journal et cinq jours en Europe.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 10 Émissions régionales.
12 h 30 Cultivons notre jardin.
13 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
14 h 10 Journal.
14 h 30 Le monde de l'accordéon.
15 h 30 Au théâtre ce soir.
16 h 30 Les inconnus de 19 h 45.
17 h 30 Journal.
17 h 55 Des chiffres et des lettres.
18 h 30 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Série : Médecine de nuit. Les Maigret (dernier épisode).
21 h 30 Apostrophes.
De l'opéra de l'opéra : Les deux Femmes de Toulon. Mise en scène de J. L. L. pour moi-même.
22 h 10 Pleins Feux.
Magazine culturel de José Artur.
23 h Journal et cinq jours en Europe.

12 h 30 Samedi et dimanche.
13 h 30 Monsieur Chénas.
14 h 25 Les jeux du stade.
Football ; Rugby ; Handball (Championnat de France).
17 h 20 Les moins d'vingt et les autres.
18 h 10 Chénas.
18 h 30 Spécial 22-Top.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Série : Médecine de nuit. Les Maigret (dernier épisode).
21 h 30 Apostrophes.
De l'opéra de l'opéra : Les deux Femmes de Toulon. Mise en scène de J. L. L. pour moi-même.
22 h 10 Pleins Feux.
Magazine culturel de José Artur.
23 h Journal et cinq jours en Europe.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Série : Médecine de nuit. Les Maigret (dernier épisode).
21 h 30 Apostrophes.
De l'opéra de l'opéra : Les deux Femmes de Toulon. Mise en scène de J. L. L. pour moi-même.
22 h 10 Pleins Feux.
Magazine culturel de José Artur.
23 h Journal et cinq jours en Europe.

FRANCE-CULTURE

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Série : Médecine de nuit. Les Maigret (dernier épisode).
21 h 30 Apostrophes.
De l'opéra de l'opéra : Les deux Femmes de Toulon. Mise en scène de J. L. L. pour moi-même.
22 h 10 Pleins Feux.
Magazine culturel de José Artur.
23 h Journal et cinq jours en Europe.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Série : Médecine de nuit. Les Maigret (dernier épisode).
21 h 30 Apostrophes.
De l'opéra de l'opéra : Les deux Femmes de Toulon. Mise en scène de J. L. L. pour moi-même.
22 h 10 Pleins Feux.
Magazine culturel de José Artur.
23 h Journal et cinq jours en Europe.

Dimanche 27 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 La source de vie.
10 h 30 Présence protestante.
11 h 30 Le jour du Seigneur.
12 h 10 Émissions régionales.
12 h 30 Cultivons notre jardin.
13 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
14 h 10 Journal.
14 h 30 Le monde de l'accordéon.
15 h 30 Au théâtre ce soir.
16 h 30 Les inconnus de 19 h 45.
17 h 30 Journal.
17 h 55 Des chiffres et des lettres.
18 h 30 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Série : Médecine de nuit. Les Maigret (dernier épisode).
21 h 30 Apostrophes.
De l'opéra de l'opéra : Les deux Femmes de Toulon. Mise en scène de J. L. L. pour moi-même.
22 h 10 Pleins Feux.
Magazine culturel de José Artur.
23 h Journal et cinq jours en Europe.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 La source de vie.
10 h 30 Présence protestante.
11 h 30 Le jour du Seigneur.
12 h 10 Émissions régionales.
12 h 30 Cultivons notre jardin.
13 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
14 h 10 Journal.
14 h 30 Le monde de l'accordéon.
15 h 30 Au théâtre ce soir.
16 h 30 Les inconnus de 19 h 45.
17 h 30 Journal.
17 h 55 Des chiffres et des lettres.
18 h 30 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Série : Médecine de nuit. Les Maigret (dernier épisode).
21 h 30 Apostrophes.
De l'opéra de l'opéra : Les deux Femmes de Toulon. Mise en scène de J. L. L. pour moi-même.
22 h 10 Pleins Feux.
Magazine culturel de José Artur.
23 h Journal et cinq jours en Europe.

FRANCE-MUSIQUE

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 La source de vie.
10 h 30 Présence protestante.
11 h 30 Le jour du Seigneur.
12 h 10 Émissions régionales.
12 h 30 Cultivons notre jardin.
13 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
14 h 10 Journal.
14 h 30 Le monde de l'accordéon.
15 h 30 Au théâtre ce soir.
16 h 30 Les inconnus de 19 h 45.
17 h 30 Journal.
17 h 55 Des chiffres et des lettres.
18 h 30 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Série : Médecine de nuit. Les Maigret (dernier épisode).
21 h 30 Apostrophes.
De l'opéra de l'opéra : Les deux Femmes de Toulon. Mise en scène de J. L. L. pour moi-même.
22 h 10 Pleins Feux.
Magazine culturel de José Artur.
23 h Journal et cinq jours en Europe.

LE PANORAMA HI-FI DE PARIS
toutes les grandes marques en stock
AU MAGASIN : demandez nos prix confidentiels

CIBOT
PIONNIER DELA HI-FI

CIBOT c'est aussi :
toutes les grandes marques de radios, télévisions, magnétophones, magnétoscopes, et le stock de pièces détachées le plus important de Paris.

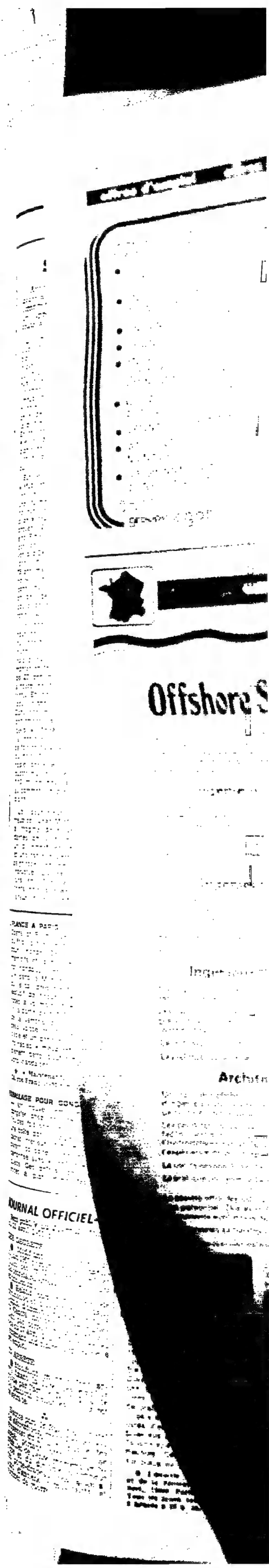
136, BD DIDEROT - 75012 PARIS
CIBOT 346.63.76
1, 3, ET 12, R. DE REUILLY
75012 PARIS

nocturne le mercredi jusqu'à 21h

AUTOBILAN
52 contrôles-sécurité pour votre voiture.
En moins d'une heure.
Partout où vous verrez ce panneau.

AUTO BILAN

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.
Vous y trouverez peut-être L'APARTEMENT que vous recherchez.



APRIL 26 1980

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Sur la sellette

Après une longue éclipse, la sellette réapparaît dans le décor d'aujourd'hui. La vogue des plantes vertes n'est pas étrangère à ce retour, car ce guéridon à hauts pieds est un support parfait pour mettre en valeur une fougère ou toute autre plante au port assez large.

La sellette est un meuble d'appoint étonnamment peu stable et dont il faut mieux se passer s'il y a de jeunes enfants ou un chien turbulent à la maison. Mais sa gracilité lui permet, justement, de s'insérer à tout ameublement. Une sellette se place devant une table, ou entre deux fenêtres, pour que la plante ait assez de lumière. En revanche, dans une entrée, elle supportera une de ces plantes en plastique si bien imitées et qui valent n'importe où.

Sur le catalogue spécial « Mobilier » des Trois-Guittes, une sellette en pin massif a une forme pyramidale. D'une hauteur de 80 centimètres, elle a deux tablettes carrées superposées (125 F). Dans les magasins Flax-Import, on trouve des objets et petits meubles venus d'Extrême-Orient, une sellette en bambou tigré, de 75 centimètres de haut, est proposée avec un plateau hexagonal ou carré. Ces sellettes ont de légères volutes de bambou disposées entre leurs montants (145 F).

Marianna Moreau, à Choisy, pour sa boutique « La Maison du week-end », le charme rétro d'une légère sellette dont les trois pieds en bois tourné sont montés en falco. Une tablette de 20 centimètres de diamètre s'insère en haut de ces montants. En bois naturel ciré, ou laqué blanc, elle vaut 450 F. Dans son magasin de meubles contemporains « Maisons et idées », Anne Platin expose l'élégante sellette d'Artelano qui se fait en bois laqué beige, brun ou noir (1 155 F). Partant d'un socle carré à crochets, ses quatre montants s'élèvent jusqu'à 1,10 m de haut et supportent, au sommet, un plateau en glace claire.

Le décorateur- créateur de meubles Jean-Michel Wilmette a imaginé deux versions modernes de la sellette. L'une est un plateau en acier brossé et une tablette carrée en pierre beige rosée avec une bande d'acier incrustée. L'autre est triangulaire, en frêne cerné gris ou teinté noir, bords ouverts ou lisses ; deux tablettes s'y super-

posent sur 80 centimètres de hauteur (1 585 F en frêne teinté, « Academy »).

D'une forme plus structurée que la sellette, la colonne apporte un élément décoratif à une pièce. Sur ce piédestal on posera un objet d'art, vu sous toutes ses faces, ou une lampe ; dans ce cas, la colonne sera disposée près d'un canapé ou dans un angle de la pièce où elle fera office de lampadaire.

Colonnes à facettes

Dans sa collection de meubles d'appoint, Michèle David a conçu une colonne en pin massif de 25 centimètres de diamètre et 80 centimètres de haut (Carpe diem, 600 F). Au Village aulais, les boutiques de mobilier contemporain « 7 fois 7 » proposent divers modèles de colonnes. En chêne massif, une d'elles est octogonale et montée sur un socle mouluré (2 380 F). De section carrée, une colonne en bois laqué imitant un marbre beige s'élève à 1 mètre de haut ; un modèle identique s'ouvre sur une face et peut servir de bar ou, pour méditations, de rangement de cassettes ou même contenir une mini-chaine Hi-Fi. Un fût cylindrique, en bois laqué d'un rouge foncé, peut se combiner à deux colonnes plus petites qui s'y emboîtent partiellement.

Une autre composition de colonnades peut être réalisée avec les modèles présentés à « Maisons et idées ». Recouverts de caillots en faïence, ces colonnes hexagonales se font en trois diamètres et trois hauteurs, de 60 à 120 centimètres. Elles valent 1 400 et 1 700 F et peuvent être installées isolément.

JANY AUJAME

Flax-Import, Forum des Halles, 12, rue de la Madeleine, 122, rue de Rivoli à Paris ; Bordeaux : Grand Hôtel ; Marseille : Maisons et idées ; Rouen : Strasbourg ; La Maison du week-end, 28, rue Varin, 13000 Paris ; Maisons et idées, 23 et 24, avenue d'Alsace, 93017 Paris ; Agnès, 1, place de la République, 93000 Paris ; Carpe diem, 77, rue de Rennes, 75006 Paris ; 7 fois 7, Village aulais, 78, avenue de France, 75001 Paris, ouverts tous les jours sauf mardi et mercredi.

L'IRLANDE A PARIS. — Jacqueline, Odette et Raymond, toutes trois du Midi, ont eu le coup de foudre pour l'Irlande. Séduites par l'authenticité et la qualité de l'artisanat irlandais, elles viennent d'ouvrir, dans le Marais, une boutique où elles présentent un choix exclusif de tissus d'ameublement tissés à la main (tweed, alpaga, lin, à partir de 150 F le mètre) et de la verrerie soufflée. Un très beau vaisselier du dix-neuvième siècle et un canapé-lit à accotiers inclinables « meubleront » confortablement cette boutique de créations irlandaises.

★ « Maintenant, l'Irlande », 34, rue François-Miron, 75004 Paris.

EMBALLAGE POUR CONGÉLATION. — Un nouvel emballage pour congeler chez soi des aliments liquides fait son apparition. C'est une boîte parallélépipédique avec un couvercle étanche et transparent, solide d'une enveloppe cartonnée avec une fenêtre et des queues. Ces boîtes sont vendues miées à plat (donc faciles à

stocker) par paquet de six. D'une contenance de 0,8 litre (correspondant à deux portions), elles servent à congeler des potages, purées, compotes, glaces, sauces ou jus de fruits.

★ Albi, 9 F environ le paquet de six boîtes. En vente dans les hypermarchés.

CANAPÉS DANS LE MARAIS. — Maté Lapierre et son frère Jean-Louis ont chacun une boutique dans le Marais et s'occupent pour une opération « canapé » en famille. Maté, à l'enseigne Musée, vend des canapés-lits à mécanisme classique avec coussins déhoussables. Une fois le modèle choisi, on va rendre visite au magasin Les Deux Portes, où Jean-Louis propose, pour le recouvrir, un large choix de tissus. Ceux-ci proviennent de grande éditeurs, mais sont vendus 50 % moins cher, car ils sont retirés des collections. Une banquette-lit nue coûte 2 220 F, plus 10 mètres de tissu valant entre 40 F et 50 F environ le mètre.

★ « Musée », 21, rue du Petit-Musc ; « Les Deux Portes », 15, rue Beauregard, 75004 Paris.

BAGAGES DE WEEK-END. — Pour s'échapper de la ville, le temps d'un week-end, Favo a créé la gamme « Rancho ». Ce sont des bagages légers en toile imperméable ton miel, avec garnitures en polyuréthane couleur chamois. ★ Favo, dans les grands magasins et macys.

UNE LIBRAIRIE DE L'AMEUBLEMENT. — Deux publications professionnelles (la « Revue de l'ameublement » et la « Courrier du meuble ») viennent de créer une librairie spécialisée dans l'immeuble où sont installés leurs bureaux. Ouvert à tous, ce magasin combine une lacune dans le domaine des livres sur l'ameublement et la décoration. Près de trois cents titres y sont disponibles, allant des livres d'art sur les styles de mobilier aux ouvrages techniques sur l'ébénisterie ou la restauration des meubles. Ces livres sont vendus sur place ou par correspondance.

★ Librairie de l'ameublement et de la décoration, 25, rue Jussieu, 75005 Paris, 62, 67-68-69, tous les jours, sauf dimanche, de 9 heures à 18 h.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 25 avril 1980 :

DES DÉCRETS — Modifiant le décret du 30 juin 1967 portant statut particulier des gratifications en chef et des secrétaires-greffiers des cours et tribunaux ;

Relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi d'administrateur délégué du Centre national d'enseignement par correspondance et arrêté du 17 avril 1980 fixant le schéma indiciaire applicable à cet emploi.

UN ARRÊTÉ

Modifiant un précédent arrêté fixant la liste des emplois prévus par l'article D 15 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

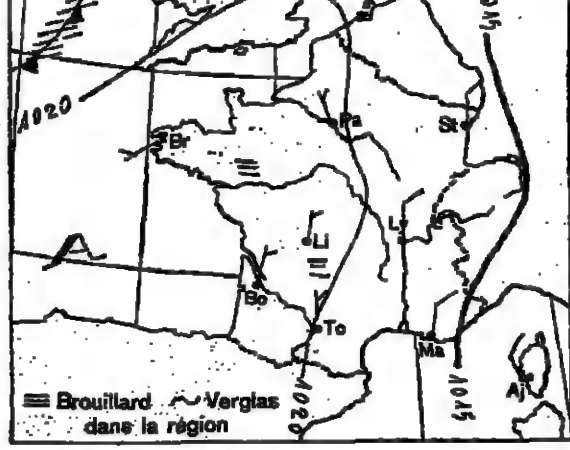
D'autre part, le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses du 25 avril publie des arrêtés portant attribution de médailles de l'enseignement technique et du diplôme d'honneur des porte-drapeaux des associations d'anciens combattants et victimes de guerre.

MÉTÉOROLOGIE

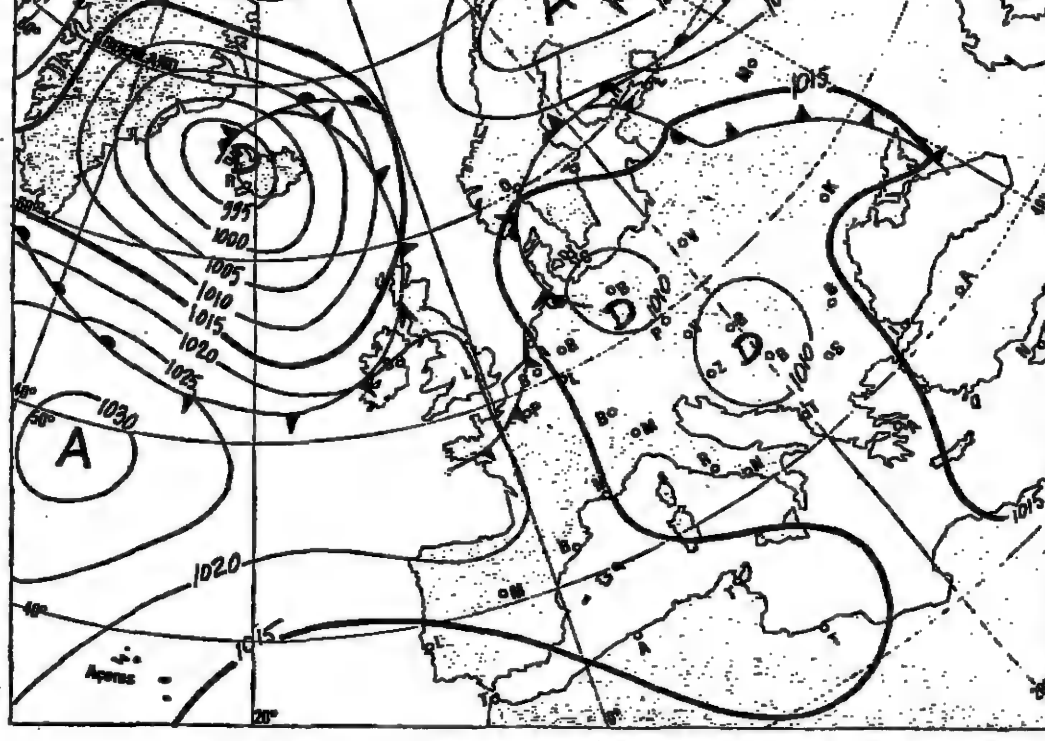
SITUATION LE 25-04-80 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 26-04-80 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 26 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
Zone de pluie ou neige Averses Orages Brouillard Verglas
Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds
Sens de la marche des fronts Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 25 avril à 0 heure et le samedi 26 avril à 24 heures :

La dépression d'Europe centrale continuera à diriger sur notre pays des vents de nord-ouest ou de nord. Une perturbation, associée à cette dépression, donnera un peu de pluie ou de neige, vendredi matin, sur nos régions de l'Est et du Nord-Est ; elle s'affaiblira. Une autre perturbation, venant d'Irlande, atteindra la France samedi ; elle progressera lentement vers le sud, mais elle sera également peu active.

Samedi 26 avril, le temps sera généralement ensoleillé sur la moitié sud du pays, mais il y aura des

brouillards, le matin, en Aquitaine, et les vents de nord resteront modérés dans la vallée du Rhône et les régions méditerranéennes, assez forts au large.

Sur la moitié nord de la France, le temps sera très nuageux le matin, avec quelques pluies intermittentes de la Bretagne à la frontière belge, brumeux et nuageux ailleurs. Au cours de la journée, des éclaircies se développeront. Les vents, de nord-ouest, seront faibles ou modérés. Les températures varieront peu.

Le vendredi 25 avril, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris de 1 015,5 millibars, soit 105,5 millimètres de mercure.

Températures à la première cétifre

Indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 avril : le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 : Ajaccio, 15 et 9 degrés ; Brest, 12 et 5 ; Bordeaux, 14 et 7 ; Bourg, 10 et 6 ; Caen, 14 et 7 ; Chambourg, 13 et 7 ; Clermont-Ferrand, 10 et 5 ; Dijon, 10 et 6 ; Grenoble, 13 et 2 ; Lille, 10 et 5 ; Lyon, 11 et 5 ; Marseille, 15 et 8 ; Nancy, 9 et 5 ; Nantes, 15 et 8 ; Nice, 15 et 7 ; Paris Le Bourget, 11 et 5 ; Pau, 14 et 8 ; Perpignan, 15 et 8 ; Rennes, 14 et 7 ; Strasbourg, 11 et 5 ; Toulouse, 15 et 8 ; Valenciennes, 14 et 5 ; Vannes, 14 et 5 ; Yverdon, 11 et 5.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 8 degrés ; Amsterdam, 12 et 4 ; Athènes, 18 et 12 ; Berlin, 6 et 1 ; Bonn, 12 et 2 ; Bruxelles, 11 et 4 ; Le Caire, 22 et 14 ; Des Canaries, 20 et 14 ; Coppenhague, 9 et 5 ; Gênes, 16 et 8 ; Lisbonne, 20 et 12 ; Londres, 14 et 8 ; Madrid, 19 et 4 ; Moscou, 21 et 10 ; Nairobi, 27 et 15 ; New-York, 18 et 10 ; Palma-de-Majorque, 17 et 8 ; Rome, 25 et 9 ; Stockholm, 12 et 4 ; Téhéran, 26 et 18.

PROBABILITÉS POUR DIMANCHE — Une bande nuageuse et pluvieuse, qui sera le matin sur les côtes de la Manche, traversera le pays vers le sud-est, atteignant le soir le nord du Massif Central, le Jura et les Vosges. Elle n'apportera que le quart Sud-Ouest, le sud des Alpes et les côtes méditerranéennes. A l'avant, temps brumeux avec des éclaircies plus belles sur la moitié sud. A l'arrière, temps plus frais, avec des averses et des vents modérés de nord-ouest.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

LOTTO TIRAGE N° 17 DU 23 AVRIL 1980

3	10	12	14	31	42
NUMERO COMPLEMENTAIRE 43					

NOMBRE DE GRILLES	GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE
6 BONS NUMEROS	12	813 179,30 F
5 BONS NUMEROS	34	143 502,20 F
5 BONS NUMEROS	2 700	5 421,10 F
4 BONS NUMEROS	142 741	102,50 F
3 BONS NUMEROS	2 548 124	8,20 F

PROCHAIN TIRAGE LE 30 AVRIL 1980

VALIDATION JUSQU'AU 29 AVRIL APRES-MIDI

« MOBILE »

Une nouvelle boutique de mobilier original, d'une ligne en dehors du temps. Une profusion de luminaires et de plantes, de charme et de simplicité. 2, rue Turgot, PARIS 5 - Tél. 237-47-00 (Près de la Place de la Contre-Éclairie)

PARIS EN VISITES

SAMEDI 26 AVRIL

Exposition « Tricentenaire de la Comédie-Française », 10 h. 30, 38, rue de Richelieu, Mme Oswald.
« Château de Maisons-Laffitte », 15 h. entrée du château, Mme Bouquet des Chaux.
« Hôtel de Sully », 15 h. 52, rue Saint-Antoine, Mme Garnier-Ahlberg (Galerie nationale des monuments historiques).
« Hôtel de Lamoignon », 18 h. 8, place du Palais-Bourbon, Mme Canva.
Exposition « Hommage à Monet », 10 h. 45, Grand Palais, dans le hall (Arens).
« Notre-Dame de Paris : histoire, symbole, légende », 15 h. intérieur, pilier droit (Approche de l'art).
« De la rue d'Aboult à la cour des Miracles à Notre-Dame de Bonne-Nouvelle », 15 h. 15, 19, rue de Cléry, S. Barlier.
« Parties hautes de Notre-Dame », 15 h. 4, droite du parvis, M. Jassé.
« Crise d'artillerie et l'armée de Montmartre », 15 h. 15, métro Abbesses, Mme Bagnouneau (Connaissance d'art et d'histoire).
« Le Marais », 15 h. 62, rue Saint-Antoine, D. Fennell.
« La cathédrale de Vincennes et sa chapelle », 14 h. 10, porte face au donjon, L. Haubert.
« Saint-Julien-le-Pauvre, Notre-Dame et l'Université au deuxième siècle », 15 h. 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre.
« La Sainte-Chapelle », 15 h. 15, porche de la Sainte-Chapelle, M. de la Roche.
« Les salles égyptiennes du Louvre », 15 h. 15, métro Louvre, au kiosque (Lectures-Voyages).
« Musée », 15 h. 15, métro Maubert, M. Lesclapart (Paris Inconnu).
« Le Secrétaire d'Etat », 15 h. 15, 4, place Vendôme.
« Exposition Monet », 15 h. 15, porte A, Grand Palais (Tourisme Culturel).
« Palais de l'Île Saint-Louis », 15 h. 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux-Paris).
« Exposition Monet », 11 h. Grand Palais, entrée de l'exposition (Voyage de Paris).
« Sépulture », 15 h. 15, métro Louvre (Voyage de Paris).

DIMANCHE 27 AVRIL

« Salons du Conseil d'Etat », 10 h. 30, place du Palais-Royal, grille d'entrée, Mme Garnier-Ahlberg.
« Galerie d'Art », 10 h. 30, place des Victoires, Mme Oswald.
« Le Faubourg », 10 h. 30, rue Saint-Pierre, Mme Lamy.
« Hôtel de Sully et place des Vosges », 15 h. 62, rue Saint-Antoine, Mme Canva.
« Château de Maisons-Laffitte », 15 h. 15, 38, rue de Richelieu, Mme Oswald.
« Le Secrétaire d'Etat », 15 h. 15, 4, place Vendôme.
« Exposition Monet », 15 h. 15, porte A, Grand Palais (Tourisme Culturel).
« Palais de l'Île Saint-Louis », 15 h. 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux-Paris).
« Exposition Monet », 11 h. Grand Palais, entrée de l'exposition (Voyage de Paris).
« Sépulture », 15 h. 15, métro Louvre (Voyage de Paris).
« L'Île Saint-Louis », 15 h. 12, métro Louvre, M. Jassé.
« L'Opéra », 15 h. 45, devant l'entrée, Mme Bagnouneau (Connaissance d'art et d'histoire).
« Abbaye de Saint-Martin-des-Champs », 15 h. 29, rue Saint-Martin, A. Fennell.
« Les quartiers Vendôme, Saint-Honoré », 15 h. 15, 15, place Vendôme, D. Fennell.
« Salons du ministère des finances », 15 h. 15, 83, rue de Rivoli, Mme Jassé.
« Civilisation de l'Islam », 15 h. 15, place du Fatah-de-Régence (F. Smiley).
« Architecture et vitraux du trécentaire », 15 h. 15, entrée de la Sainte-Chapelle, M. Boulio (Histoire et Architecture).
« Le palais Soubise », 15 h. 60, rue des Francs-Bourgeois, M. de la Roche.
« La basilique de Saint-Denis », 15 h. 15, Paris de la basilique (Lectures-Voyages).
« Les jardins d'Autou », 15 h. 15, métro d'Autou, M. Lesclapart (Paris Inconnu).
« La Salpêtrière et Manon Lescaut », 14 h. 45, 47, boulevard de l'Hôpital.
« Le climat de Picpus », 15 h. 30, 33, rue de Picpus (Tourisme Culturel).
« Synagogue du quartier israélite de la rue des Rosiers », le couvent des Blancs-Manteaux à 15 h. 30, 3, rue Malher (Le Vieux Paris).
« Exposition Monet », 11 h. Grand Palais, entrée de l'exposition (Voyage de Paris).

CONFÉRENCES

SAMEDI 26 AVRIL

14 h. 45, Théâtre Tristan-Bernard, 64, rue du Rocher (Club du Faubourg), A. Samin ; « Retour à la terre, Les jardins de l'Épinoise », 14 h. 45, Théâtre Tristan-Bernard, J. Babin ; « Que devons-nous attendre de l'avenir ? »
14 h. 45, Théâtre Tristan-Bernard, F. Debay ; « Les jeunes et l'engagement politique »
15 h. 15, la Sorbonne, amphithéâtre Bachellard, L. rue Victor-Consul, docteur P. Cheneval ; « Sommeil, rêve et vigilance »
15 h. 15, Palais de la découverte, J. Doucet ; « La sidérification, son évolution récente et dans un proche avenir »
15 h. 30, 24, rue Rochechouart (Jeunes Amis de la science), P. G. G. M. Doucet ; « Comprendre l'énergie nucléaire »
16 h. 15, rue Blanche, salle des Ingénieurs, L. Guitard ; « Climatisme et après : la mort de Clisthène »

DIMANCHE 27 AVRIL

14 h. 30, 15, avenue de Nation, salon d'Orsay, H. Rogers ; « De l'enfer au ciel : conférence en anglais », entrée libre.
16 h. 15, avenue de Suffren, H. Rogers ; « De l'enfer au ciel », entrée libre.
17 h. 25, rue du Faubourg-Saint-Honoré, salle Chopin-Peyrol, A. Bonnesse, J.-L. Mercet ; « Venise : la lagune et les îles » (projection).
20 h. 30, Bibliothèque, Centre Georges-Pompidou, petite salle, M. Tournier ; « L'histoire des survivances et des coutumes des comités de la tradition orale » : Diapason ; « Le Petit Poucet et la Défense ».

AUTO BILAN

A PROPOS DE...

Une conséquence des aménagements de l'Allier

LES SAUMONS S'ARRÊTENT A VICHY

Saumons contre pédalos : la ville de Vichy vient de vivre quelques chaudes journées au cours desquelles les touristes de la pêche et ceux du tourisme ne sont directement affrontés.

Grâce à un pont-barrage édifié sur l'Allier, Vichy s'est aménagée en superbe plan d'eau qui, si l'on ne voit pas de pédalos, contribue à l'animation estivale de la station. Des échelles à

poissons ont été installées pour que les migrants puissent franchir l'obstacle.

En outre il a été prévu que chaque année, du 13 au 30 avril, lors de la remontée des saumons qui se dirigent vers leurs frayères, lieux de reproduction situés dans le haut Allier, au-delà de Brioude, le barrage serait partiellement ouvert pour leur faciliter le passage.

Bloqués plusieurs semaines

Or cette année les saumons ne sont pas passés par milliers. Il y avait longtemps qu'on n'avait pas vu autant. Déjà, l'administration et les pêcheurs se félicitaient, voyant dans cette affluence exceptionnelle l'un des premiers résultats du « plan saumon » adopté et financé (70 millions de francs en quatre ans) par les pouvoirs publics.

Malheureusement, les poissons sont restés bloqués pendant plusieurs semaines, car le plan d'eau de Vichy a été maintenu à son plus haut niveau. D'où une intervention indignée de l'Association nationale de protection des salmonides auprès de M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie.

La situation était d'autant plus délicate que le maire de Vichy, le docteur Jacques Lacour (P.R.), est l'ancien président de l'Association de protection des saumons, que le député de l'Allier n'est autre que M. Gabriel Péronnat, ancien secrétaire

d'Etat à l'environnement, et que l'actuel secrétaire d'Etat, M. François Delmas, devait présider, à Vichy même, les 21 et 22 avril, un colloque international des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Le secrétaire d'Etat a finalement arbitré. Comme nous le rapporte notre correspondant Daniel Laroche, M. Delmas a décidé que le pont-barrage de Vichy serait modifié pour améliorer le passage des saumons. Les travaux, qui seront financés par le Conseil supérieur de la pêche et le ministère de l'environnement, devront être achevés avant le 31 mars 1981. Il a aussi promis que les extractions de graviers, qui, selon les pêcheurs, nuisent à la vie des poissons, seraient limitées conformément au plan d'aménagement de la Loire qui sera présenté aux élus le 28 avril prochain à Tours.

Les saumons et les pédalos pourront donc coexister pour le plus grand bien des pêcheurs et des touristes de Vichy.

Ile-de-France

UN BILAN DES « ZONES NATURELLES D'ÉQUILIBRE »

Contrat de confiance dans la plaine de Versailles

De notre correspondant

Versailles. — Les zones naturelles d'équilibre ont cinq ans. Créées par décret de M. Jacques Chirac, alors premier ministre, elles devaient freiner l'urbanisation en dehors des villes nouvelles de la région parisienne, et donc créer des tranches vertes entre les agglomérations.

Prolongement naturel du parc de Versailles et des perspectives du château, la zone naturelle d'équilibre de la plaine de Versailles a été créée à une époque où il était permis de se demander si les promoteurs n'allaient pas finir par vendre du « cèdre en main » sous les tentes de Louis XIV. Formé de crêtes boisées convergent vers le prestigieux palais, cette région constituait alors une cible de choix pour les lotisseurs et les zones d'aménagement concertées y fleurissaient comme champignons au printemps. Entre 1968 et 1975, le nombre des résidences principales y est passé de dix-neuf mille à près de vingt-huit mille. Dans les soixante-sept communes de la plaine de Versailles (dont sept ne sont incluses que pour leur partie boisée ou agricole), on pousse un « ouf » de soulagement en attendant promesse par le premier ministre la fin de l'urbanisation. Avec ses 60 % de terres agricoles et ses 6 % de bois, la plaine allait donc être sauvée. Cinq ans après, le bilan est mitigé.

« Les directives dictées par Jacques Chirac nous ont paru bonnes et nous avons alors souscrit à cette politique. Mais elle a depuis été foulée aux pieds », estime M. Emmanuel Froide-

vault, président de l'Union des amis de la plaine de Versailles, qui regroupe quinze associations locales. Il explique : « On s'impressionne que, dans l'administration, tout le monde s'en moque et on peut même s'interroger sur la vigilance de bien des élus locaux ». Les Amis de la plaine déplorent deux importants pro-

jets de lotissement de cinq cents maisons individuelles au Val de Gally, à Villepreux et de quatre cents maisons au parc de Noisy, à Noisy-le-Roi. Mais l'administration rétorque que ces deux projets figuraient déjà en 1975 dans les POS (plans d'occupation des sols) alors en cours d'élaboration.

La région transformée en « réserve d'indiens » ?

Il en va tout autrement dans le ZAC qui prévoit cent vingt maisons à Saint-Nom-la-Bretèche (1) sur des terrains classés II y a peu de temps encore en zone agricole sur le S.D.A.U. (Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme) du Val de Gally. Les interventions sont venues d'assez haut pour contraindre l'administration locale, qui ne semble pas avoir trouvé beaucoup d'appuis parmi les élus locaux de Saint-Nom-la-Bretèche, dont le maire est M. Jacques Kosciuszko-Morizet, ambassadeur de France. « Cette ZAC ne sera, sans doute pas contestée », mais la dérogation prise en violation de la circulaire Chirac

l'environnement réunit les principales associations de défense concernées, le vendredi 25 avril à la préfecture de la région parisienne. Curieusement, les élus locaux seront absents de cette réunion. Leur contribution à la mise en application de cette politique d'aménagement est pourtant essentielle.

Importante piste cyclable traversant la plaine d'est en ouest, le long de la R.N. 307, malgré l'octroi par le département et les communes de crédits importants.

Il reste que les élus estiment, en général, que le cœur de la plaine de Versailles a pu être sauvegardé. Les aides prévues par la circulaire Chirac pour faire oublier les « cèdres » apportés par l'urbanisation se sont concrétisées par trois contrats régionaux : pour le Val de Gally, les communes rurales du canton de Montfort-l'Amaury, le troisième devant faire de la Vaucluse une rivière propre aux berges accueillantes. Des opérations plus locales sont projetées et des études réalisées pour la mise en valeur des villages, comme Marly. Son nombre de ces projets seraient déjà sortis des cartons sans la lourdeur administrative et le flou dans lequel les zones naturelles d'équilibre ont été cantonnées.

La rencontre de ce vendredi permettra au gouvernement de prendre conscience des difficultés à surmonter pour que la circulaire Chirac prenne son plein effet.

DAMIEN RÉGIS.

LOUEZ UNE VOITURE MILLEVILLE :
c'est une voiture mille-ville

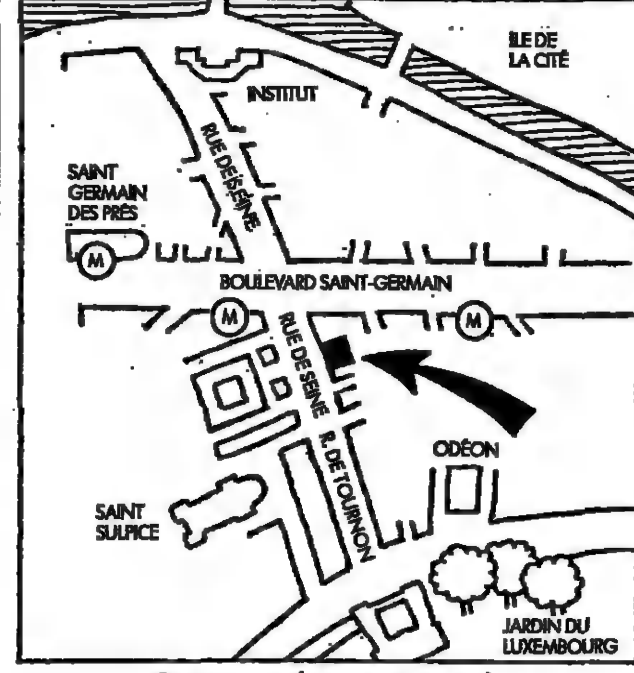


ASNIÈRES 790.31.31. 35, rue de Chanzy
AULNAY-BOIS 866.07.55. 138, route de Mitry
867.60.38. Bât. C GARONOR
BOBIGNY 844.18.34. 165, rue de Paris
BOULOGNE 604.68.68. 20, Bd J. Jaurès
MELUN 439.03.09. 6, rue de la Rochette
MONTREUIL 808.13.95. 4, rue Diderot
MONTROUGE 656.14.18. 34, rue de la Vanne
POISSY 965.19.72. 1, Bd des Loges
RUNGIS 686.90.15. 14, rue des Routiers
SAINT DENIS 820.92.43. 170, Bd A. France

LOUEZ ICI, LAISSEZ AILLEURS
EN PROVINCE, 107 POSSIBILITÉS SUR VOTRE ROUTE



SAINT-DENIS BOBIGNY
BOULOGNE MONTROUGE RUNGIS MELUN



Ouverture de tout un monde
d'idées, de cadeaux et de gentillesse.

Rive Gauche:
Pavillon Christoffe
93, rue de Seine Paris
et... 12, rue Royale
31, boulevard des Italiens - 95, rue de Passy
Centre Commercial de Parly II

Rhône-Alpes

La S.N.C.F. justifie le transfert d'un de ses services à Lyon

Le transfert du service des approvisionnements de la S.N.C.F. de Paris à Lyon n'imposera aucune mutation d'offices de personnels et n'aura pas d'incidence sur l'activité des entreprises assurant les livraisons des matériels de la S.N.C.F., affirme dans un communiqué M. Jacques Pélissier, président de la société nationale.

Cette opération, qui touchera six cents à six cent cinquante emplois, « est actuellement engagée et ne sera pas différée », ajoute le communiqué. La nouvelle installation se fera dans un immeuble précédemment occupé par les services d'E.D.F. et G.D.F. Une consultation est organisée afin de recueillir les souhaits de chaque agent, indique également le communiqué.

Cette mise au point intervient après les déclarations et les manifestations qui ont suivi l'annonce de cette mesure (le Monde du 18 avril).

Ce transfert a été étudié depuis 1976, précise encore la S.N.C.F., et décidé dans le cadre d'une politique de décentralisation et d'aménagement du territoire. Le site de Lyon a été choisi en raison de la qualité des relations avec Paris qui permettra la mise en service du train à grande vitesse (T.G.V.) en octobre 1983.

M. Alain Griotzenay, rapporteur général du budget du conseil régional d'Ile-de-France, vient, à ce propos, d'écrire à M. Joël Le Teulic, ministre des transports. Il déclare notamment : « Le gouvernement créant un précédent heureux en incitant la DATAR à mieux prendre en compte l'avis

des élus. Puise cette dernière suggestion être entendue des hauts responsables de cette dérogation, qui donne trop souvent l'impression d'agir comme si, de droit divin, ils détenaient le sens de l'intérêt général ».

Le bureau du conseil régional d'Ile-de-France a lui aussi « élevé une nouvelle protestation » contre ce transfert. Il a estimé que l'assemblée régionale « devrait être consultée avant de telles décisions qui, ajoutées les unes aux autres, engagent l'avenir de l'Ile-de-France ».

COPENHAGUE
voyages
exceptionnels

Paris-Copenhague (aller-retour)
avec visite en Suède

10 jours
par train 2.750 F
8 jours
par avion
à partir de 3.350 F
demi-pension - excursions
du 24 mai au 6 septembre

Renseignements et inscriptions
DSB
CHARENTAIS DE FER DANES
Boulevard de la Gare
142, rue de Champ-Denis, 75001 PARIS
Téléphone 356.21.06
ou à votre agent de voyage
demandez notre brochure

NOM _____
adresse _____
ville _____ (M)

Le Saint-Killian ou le Saint-Patrick partent pour l'Irlande tous les jours* que Dieu fait.



Si vous voulez emmener votre voiture en Irlande, la meilleure solution est de partir sur le Saint-Patrick ou le Saint-Killian.

Dès que vous êtes sur l'un de ces bateaux, vous êtes déjà en Irlande avec tout ce que cela comporte de chaleur et de bonne humeur. Le restaurant est agréable, le bar bien fourni, la boutique hors taxe aussi.

Quant aux cabines, il existe un grand choix - cabines à deux, à trois ou quatre, toujours très confortables. Et puis avec le Saint-Patrick et le Saint-Killian c'est vous qui choisissez votre date de départ puisqu'il y en a un par jour soit de Cherbourg, soit du Havre.

Une fois en mer, vous avez le temps de faire connaissance avec l'Irlande. Et quand vous débarquez à Rosslare, vous êtes à l'endroit idéal pour commencer votre balade irlandaise.

*jusqu'en 30 octobre. En hiver, 3 fois par semaine.

Irish Continental Line
Agent Général: Transports et Voyages
8, rue Auber 75441 Paris Cedex 09 - Tél.: 266.90.90

Nom _____
Adresse _____

LM 2

« AU CARRÉ D'AGNEAU »
CHEZ ALBERT

122, rue de la Harpe. 320-21-69 (F. 1400)
320-00-19

TERRASSE COUVERTE - PARKING
Son déjeuné en brochette
Son jambon rôti
Son célèbre carré d'agneau
Sa cave, l'une des meilleures de Paris

Le Monde

économie

PRIX

L'indice de mars

« NI UNE SURPRISE NI UN PROBLÈME DE LIBÉRALISATION » déclare M. Raymond Barre

« Nous devons nous attendre pendant le premier semestre de cette année à de forts indices de prix », a déclaré M. Barre, jeudi 24 avril. Le premier ministre a souligné que la hausse de mars ne constituait pas une « surprise » et qu'elle était essentiellement imputable à la hausse des produits pétroliers et aux hausses du secteur horlogerie-bijouterie. « La hausse des prix, a-t-il encore expliqué, le premier ministre, aura été sur les trois premiers mois de l'année de 4,2 %. Elle n'aurait été que de 2,5 % si deux postes étaient restés stables, ceux de l'énergie et de l'horlogerie-bijouterie. Ils représentent 17

point d'indice. Ce n'est pas un problème de libéralisation des prix », a affirmé M. Barre.

Le premier ministre fait valoir que la hausse du prix des services avait été provoquée principalement par les relèvements unilatéraux des honoraires médicaux. « Si d'autres perturbations extérieures ne se produisent pas, a-t-il ajouté, nous devrions enregistrer pendant le deuxième semestre une décelération des hausses de prix. »

Selon M. Barre, « la baisse du cours du For devra se répercuter dans les mois à venir sur l'indice des prix ».

« J'VOUS L'AVAIS DIT ! »



LA HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL EN MARS (%)

	EN 1 AN (mars 1979 comparé à mars 1978)	EN 6 MOIS (mars 1979 comparé à sept. 1978)	EN 3 MOIS (mars 1979 comparé à déc. 1978)	EN 1 MOIS (mars 1979 comparé à février 1979)
● ENSEMBLE	+ 3,7	+ 2	+ 4,2	+ 1,8
● ALIMENTATION	+ 12,3	+ 4,4	+ 2	+ 0,5
Produits à base de céréales	+ 10,5	+ 3,3	+ 2,2	+ 0,5
Vianes de boucherie	+ 8,2	+ 3,6	+ 2	+ 0,5
Pois et charcuterie	+ 12,2	+ 6	+ 3,2	+ 0,5
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	+ 10,7	+ 8,4	+ 2,4	+ 0,7
Produits de la pêche	+ 11,7	+ 6,8	+ 2,7	+ 0,9
Lait, fromages	+ 10,1	+ 4,4	+ 2,6	+ 1,2
Œufs	+ 4,8	+ 8,1	+ 2,1	+ 0,5
Corps gras et beurres	+ 3,7	+ 8,8	+ 2,1	+ 1,2
Légumes et fruits	+ 5,7	+ 1,6	+ 0,5	+ 0,7
Autres produits alimentaires	+ 10,3	+ 4,3	+ 1,7	+ 0,5
Bouillons alcoolisés	+ 7,9	+ 3,8	+ 2,5	+ 0,9
Bouillons non alcoolisés	+ 12,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 0,1
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 17,2	+ 9,3	+ 5,8	+ 1,7
1) Habillement et textiles	+ 11,7	+ 6,5	+ 2,4	+ 1,1
dont :				
— Vêtements de dessous	+ 9,5	+ 5	+ 1,8	+ 1
— Autres vêtements et accessoires	+ 12,7	+ 7,2	+ 2,7	+ 1,2
— Articles chaussants	+ 10,5	+ 8,2	+ 2,9	+ 1,3
— Autres articles textiles	+ 11,4	+ 6,2	+ 2,9	+ 1,2
2) Autres produits manufacturés	+ 18,7	+ 10	+ 6,7	+ 1,8
— Meubles et tapis	+ 11,8	+ 6,1	+ 3,7	+ 1,2
— Appareils ménagers, élect. et à gaz	+ 8,6	+ 4,5	+ 2,1	+ 0,7
— Autres articles d'équip. du ménage	+ 14,4	+ 7,3	+ 3,8	+ 1,1
— Savons de ménage, prod. détergents et prod. d'entretien	+ 14,8	+ 7,8	+ 3	+ 0,8
— Articles de toilette et de soins	+ 10,7	+ 5,5	+ 2,9	+ 0,9
— Véhicules	+ 12,3	+ 6,8	+ 3,7	+ 1,4
— Papeterie - Librairie - Journaux	+ 12,6	+ 6,9	+ 4	+ 1,8
— Photo, optique, électro-acoustique	+ 3,9	+ 2,2	+ 1,3	+ 0,6
— Autres articles de loisir	+ 9,3	+ 3,4	+ 2,9	+ 0,9
— Combustib. énergiq.	+ 31,2	+ 15,3	+ 12,6	+ 2,2
— Tabacs et produits manufact. divers	+ 21,8	+ 18,9	+ 11,1	+ 4,3
● SERVICES	+ 12,2	+ 5,8	+ 2,8	+ 1
Services relatifs au logement	+ 11,9	+ 6,4	+ 3,9	+ 0,4
dont :				
— Loyers	(+ 11,2)	(+ 6)	(+ 3,5)	(-)
— Soins pers., soins de l'habillage (1)	+ 10,9	+ 4,2	+ 1,9	+ 0,7
— Services de santé	+ 1,6	+ 1	+ 2,8	+ 1,8
— Transports publics	+ 15,8	+ 3	+ 4,4	+ 1,8
— Services d'utilité de ch. priv. (2)	+ 15,6	+ 6,9	+ 4,3	+ 1,4
— Bénéf. café, restaurant, caenn. (3)	+ 18,9	+ 6,9	+ 4,4	+ 1,2
— Autres services (3)	+ 11	+ 6,7	+ 4,3	+ 0,8

(1) Le poste « soins personnels, soins de l'habillage » comprend notamment les dépenses de coiffure, blanchissage, nettoyage, teinture, mais aussi les dépenses de coiffure.
(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péages sur autoroutes, etc.
(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolaire, mais aussi auto-école), spectacles, vacances, sport, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redondance C.R.T.P., etc.

Tarif de nuit

Il y a presque toute la nuit sur les grands boulevards parisiens, jeudi 24 avril, à 22 h. 30. J'entre dans le bien nommé café « La Lune », à l'angle du boulevard Bonne-Nouvelle et de la rue Saint-Denis et la commande, au comptoir, un express. Le barman, un patibulaire Gaulois aux moustaches tombantes, annonce : « 2,90 F. Comme tout le monde, j'ai l'habitude de déguster mon petit noir à 1,90 F dans la journée et je n'ignore pas qu'après 22 heures les consommations sont majorées. Mais de combien ? 80 % ! »

Je ne proteste pas. Je demande un ticket. Le Gaulois me écrit, va à la caisse où brône le patron et revient effectivement avec un ticket à dos duquel il inscrit, poliment, au stylo à bille : « Tarif de nuit, 22 h. 30. »

Je demande alors que soit apposé le cachet de l'établissement. Jusque-là, tout s'était pratiquement passé en silence. A cet instant l'attitude change. Le patron écarte son barman : « Laisse, je m'en occupe. »

Lui : « Tous nos tarifs sont affichés. »

Je regarde autour de moi. Je ne vois qu'une pancarte : « Le

tarif de nuit est appliqué après 22 heures. », C'est tout. Le patron déchire mon ticket en disant : « On ne donne pas de ticket au comptoir. » Puis, tout à trac : « Vous êtes policier ? Montrez-moi votre carte. »

Un silence. Je réponds simplement : « Je vous ai demandé un ticket, avec le cachet de l'établissement. » Nouveau silence. Lui : « Vous demandez aussi un reçu aux toilettes d'où ça ? »

J'abandonne. On n'a pas l'air de craindre grand-chose dans ce quartier... protégé. Deux minutes plus tard et 80 mètres plus loin, le café « La Viollette », 5, boulevard Saint-Denis. L'express, au comptoir, est à 2,30 F. 60 centimes de moins, soit 20 %, mais presque 45 % de plus que le jour.

Tout songeur, je me dirige vers la station de taxi qui fait le coin. Ce n'est décidément pas une soirée. Au mépris du règlement, le premier chauffeur de la file refuse ma course, car je ne vais pas dans sa direction. Je me suis rendu de mes déboires en passant sans dire mon nom devant la loge de ma concierge.

M. C.

LE SMIC SERA RELEVÉ DE 2,2 % LE 1^{er} MAI

Le salaire minimum de croissance (SMIC) sera majoré, à compter du 1^{er} mai, de 2,2 %, en raison de la forte augmentation des prix en mars. Le SMIC en effet automatiquement relevé, lorsque, par rapport à l'indice des prix de référence ayant servi à la précédente majoration, l'augmentation du coût de la vie dépasse 2 %.

Avec la hausse des prix de 1,2 % en mars, l'indice des prix atteint 242,1 ; soit une progression de 2,2 % par rapport à l'indice de référence (236,8). En conséquence le taux horaire du SMIC passera de 13,37 F à 13,66 F, soit 2387,75 F pour cent soixante-trois heures ou 378,55 F par mois pour cent soixante-trois heures.

Quant au minimum garanti, qui sert de base au calcul de divers avantages en nature pour les salariés et de l'aide à la mobilité géographique, il devra passer de 8,19 F à 8,37 F.

En un an, l'accroissement du salaire minimum brut, avant déduction des cotisations sociales, sera, en pouvoir d'achat, de 3,5 %. Mais il faut, pour apprécier l'évolution du niveau de vie des petits salariés, tenir compte de la majoration, l'été dernier, de 1 % des cotisations d'assurance-maladie, qui amenuise d'autant la progression du SMIC net et, en sens inverse, du relèvement des allocations familiales (+ 1,5 % en pouvoir d'achat). Au total, cela signifie une progression de pouvoir d'achat en un an pour les familles défavorisées dont le chef est encore payé au SMIC.

F.O. : faut-il poursuivre la libération ?

Evocant la hausse, M. Bergeron (F.O.), a exprimé la crainte que le comité national des prix qui se réunit vendredi 25 avril ne décide de nouvelles hausses, notamment celles des charges locatives « déjà considérables », de la réparation de l'appareillage ménager et des transports. Devant le bureau confédéral il a rappelé les réserves formulées par son organisation à l'égard de la politique de libération des prix.

Estimant que les contraintes du commerce international vont peser davantage, le secrétaire général se demande « s'il faut persister dans la voie du maintien au statu quo des prix ou si, au stade du déficit et de la libération des secteurs encore réglementés ».

« M. Jean-Pierre Dutet, conseiller commercial, chef de service à la direction des relations économiques extérieures du ministère des finances, est nommé directeur général de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, aux termes d'un décret publié au Journal officiel du 24 avril. M. Dutet, conseiller au cabinet de M. Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie et des finances (avril 1978-mai 1979), garde les mêmes fonctions au secrétariat général de la présidence de la République de mai 1974 à août 1978. Directeur adjoint des relations économiques extérieures depuis septembre 1973, il est, depuis octobre 1978, chef de service. »

CAFF-CHIMIE : de nouveau des bénéfices

Après avoir touché le creux de la vague en 1978 avec le plus lourd déficit de son histoire (263 millions de F), le groupe C.A.F.-Chimie, filiale des Charbonnages de France et désormais numéroté deux français de la chimie avec 10 milliards de francs de chiffre d'affaires, a effectué son dernier réajustement assez spectaculaire.

Alors que pour l'exercice précédent, la marge brute consolidée avait tout juste atteint 10 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 6,8 milliard, elle s'est élevée en 1979 à 720 millions, soit 50 millions comptabilisés par le holding C.A.F.-Chimie S.A.

Les comptes du groupe sont de ce fait sortis du « rouge », faisant apparaître un bénéfice net de 15 millions (65 millions pour le holding). Sans des très lourds frais financiers occasionnés par les emprunts contractés pour construire la plate-forme pétrochimique de Dunkerque, C.A.F.-Chimie aurait fait mieux encore.

Le président, M. Jacques Pettimengin, a donc gagné son pari : il avait fixé en 1977 à deux ou trois ans la rentrée du groupe dans le noir. Appelée à diriger de plus hautes fonctions aux Charbonnages de France (le Monde du 19 avril), il peut quitter son poste avec le sentiment d'avoir accompli sa tâche.

SACILOR A PERDU 1,37 MILLIARD DE FRANCS EN 1979

Le groupe sidérurgique lorrain Sacilor a perdu environ 1,37 milliard de francs en 1979, contre 1,01 en 1978. Cette aggravation apparente résulte de la prise en compte d'investissements exceptionnels liés aux fermetures d'installations décidées dans le cadre du plan de restructuration établi en 1978-1979.

D'autre part, pour la première fois, les charges correspondant aux dépenses que la société devra supporter dans les prochaines années au titre des conventions sociales de l'année 1977 et des exercices précédents ont été comptabilisées au titre des exercices où les engagements vis-à-vis du personnel ont pris une autre certaine, ont été, comme auparavant, au titre de l'exercice où elles étaient payées. En 1979, Sacilor a donc provisionné 378,6 millions de francs d'indemnités payables ultérieurement. Autre innovation, toutes ces charges exceptionnelles ne sont plus comptabilisées dans le compte d'exploitation, de sorte que le déficit de ce dernier revient de 1,148 millions de francs en 1978 à 793,3 millions de francs en diminution de 350 millions de francs, après 387 millions de francs d'amortissements.

En juin 1979, le président, M. Jacques Mayeur, avait déclaré que le déficit d'exploitation pourrait être réduit de moitié. La mollesse de la conjoncture et les grèves survenant à l'usine de Fos en ont découragé l'objectif restant toujours le retour à l'équilibre en 1980.

ÉTRANGER

La Suède paralysée par une grève du service public

De notre correspondant

Stockholm. — Environ quatre mille employés du service public suédois sont en grève depuis ce vendredi 25 avril. Douze mille sont l'objet d'un lock-out. Les trois syndicats des agents communaux, régionaux et nationaux, qui réclament en principe une augmentation de salaire de 12,5 %, ont rejeté, le jeudi 24 avril, les propositions de la commission de médiation. Celle-ci portait sur un relèvement d'un peu plus de 2 % des rémunérations, sans effet rétroactif à partir du 30 octobre 1979, date d'expiration des conventions collectives, comme le demandaient les organisations de travailleurs, et sur une majoration supplémentaire automatique de 1 % si l'inflation est supérieure à 2,3 % entre mars et octobre 1980.

Les employés qui ont cessé le travail occupent des postes-clés. Ce mouvement de grève est considéré, par l'étendue de ses conséquences, comme le plus important depuis la « grande grève » de 1968. Beaucoup pensaient que les syndicats accepteraient, à la demande de la commission de médiation, de le repousser, comme c'est le cas généralement. Mais, cette année, l'attitude des employés dans les secteurs privé et public s'est durcie.

Pour faciliter les discussions, le gouvernement avait présenté,

le mois dernier, une série de mesures qu'il se déclarait prêt à appliquer si le niveau des salaires « restait en gros inchangé » : blocage des prix et des loyers, baisse de l'impôt sur le revenu, versement obligatoire d'une partie des bénéfices des entreprises à un fonds d'investissement industriel. Selon les syndicats, ces mesures sont insuffisantes et arrivent trop tard puisque, entre novembre 1979 et mars 1980, la hausse des prix a été supérieure à 7 %. Les syndicats n'approuvent pas non plus le fait que le gouvernement intervienne de cette façon dans les négociations paritaires, qui sont le domaine traditionnel des partenaires sociaux.

Selon certaines informations, le ministre des finances estime que l'économie en déséquilibre ne peut pas supporter un relèvement des salaires supérieur à 2 %. Les discussions entre les syndicats du secteur public, la fédération des conseils municipaux et régionaux et l'État-patron ne sont pas rompues, mais il est impossible de dire si cette grève sera longue. Dans le secteur privé, plusieurs entreprises pourraient fermer leurs portes, privant de travail sept cent cinquante mille ouvriers à partir du 2 mai, et pendant une semaine, si les négociations n'aboutissent pas d'ici là. La Suède serait alors paralysée.

ALAIN DEBOVE.

A LA FOIRE DE PARIS

Le pari de la concertation vécue concrètement

Les professionnels qui louent et équipent coté à coté des stands à la Foire de Paris vont à l'appeler la nouvelle initiative du comité d'organisation de la Foire ? Dans l'attente, parmi les pavillons des services, se dressent, pour la première fois, cette année, un stand épistémologique réservé aux associations parisiennes de consommateurs.

Les industriels s'étaient habitués à la présence parmi eux de l'Institut national de la consommation, organisme parapublic, et à ses distributions d'informations sur les droits des consommateurs. Le stand de l'I.N.C. est toujours présent, mais on peut imaginer que les associations qui assurent le permis d'entrée au stand (1) vont paraître quelque peu contestataires à ceux qui sont venus là pour vendre à tout prix, à tous prix.

Certes, en matière de défense des consommateurs, l'heure et le discours sont à la concertation, et ce stand a été offert aux associations par la Foire de Paris avec la bénédiction de la direction paritaire de la direction paritaire de la consommation et de la consommation et du service de la médiation et du service de la médiation des litiges. Certes, l'État et la Ville de Paris ont subventionné cette action à hauteur respectivement de 60 000 F. et de 25 000 F. tandis que l'Union régionale des associations de consommateurs d'Ile-de-France apportait une contribution de 4 000 F. Cette même était indispensable : le simple défilé de ce stand d'associations « a

coûté 37 900 F... Et il faudra édifier tracts et brochures. Le 7 mai, une « Journée du consommateur » sera l'occasion de cinq forums et débats.

Il reste que l'attention accrue des associations est non seulement l'occasion de nouvelles pratiques mais aussi de nouvelles attitudes. Les vendeurs au cours de la Foire, mais aussi de sensibiliser les visiteurs aux problèmes de consommation : informations sur la qualité des produits, respect des engagements de médiation des prix, clauses abusives des contrats, hausses exagérées des loyers, etc. Un registre des sujets abordés sera tenu dans ce stand.

De la concertation prévue dans les discours à la concertation vécue concrètement, c'est un pari que doivent gagner les organisateurs de la Foire et les associations qui se sont engagées dans cette aventure. — J. D.

(1) Association Forces ouvrières consommateurs ; Association familiale catholique ; Association des nouveaux consommateurs ; Confédération générale du logement ; Consommateurs de la Région ; Confédération syndicale du cadre de vie ; Fédération des familles de France ; Fédération nationale des coopératives de consommateurs ; Laboratoire coopératif pour l'information, la protection et la représentation des consommateurs ; Organisation générale des consommateurs ; Union fédérale des consommateurs ; Union fédérale alvique et sociale.

SOCIAL

ENDET

des

Les consommateurs dans le secteur

ENERGIE

3 milliards de soutien

UNNAIES

la suite de l'opération

réalisée en Iran

en MONTE DE 10

STIL

صك: اامن الإصل

La Souda para
du

ENDETTEMENT EXTÉRIEUR ET EXPANSION ÉCONOMIQUE

La Côte-d'Ivoire est le plus développé des douze États africains de la zone franc

De notre envoyé spécial

Abidjan. — « Si nous sommes fortement endettés, c'est parce que la Côte-d'Ivoire est riche et que nul n'ignore qu'elle est en mesure de tenir ses engagements », nous dit le président Félix Houphouët-Boigny au cours d'un récent entretien. Interrogé sur le climat de morosité qui semble se développer parmi certains Européens installés en Côte-d'Ivoire, le chef de l'État n'esquive pas la question de l'endettement extérieur. Il admet même : « Nous avons commis des erreurs, notamment dans le domaine de l'industrie sucrière. Ainsi, il est aujourd'hui prouvé que sur six complexes agro-industriels, dont nous envisageons la réalisation, quatre ont fait l'objet de scandales surfacturations de la part de nos partenaires à surfacturations qui dépassent 34 milliards de francs C.F.A. (1). Les experts n'ont pas été à la hauteur de la tâche qui leur était confiée. Nous remboursons dans de trop courts délais... »

Phénomène général à travers le monde, l'endettement est particulièrement important en Côte-d'Ivoire où il est à l'origine d'une expansion économique spectaculaire. Comme celui de chaque pays, l'endettement ivoirien participe à l'équilibre du financement du commerce international et donc au maintien de la croissance économique globale. Comme à peu près partout à travers l'Afrique, l'épargne ne pouvant pas atteindre un niveau suffisant pour assurer un autofinancement rapide des investissements nécessaires, l'endettement a tendance à prendre des proportions importantes.

Depuis l'indépendance, le gouvernement ivoirien a cependant toujours eu une claire vision de l'objectif prioritaire que représentait la mobilisation du maximum de toutes les ressources pour le développement et l'essentiel de l'effort a été fourni par les Ivoiriens eux-mêmes. À cet égard, les plus récentes années sont les plus exemplaires et les budgets d'investissement des années 1976 et 1977, par exemple, ont été financés à raison de plus de 70 % par l'épargne publique. En 1978, sur les 257 milliards du budget, 171 milliards, soit 66 %, ont été fournis par des ressources intérieures.

Une croissance soutenue

L'ensemble des investissements publics et privés ivoiriens s'élevait à 250 milliards de francs C.F.A. en 1978, à 405 milliards en 1977 et devait atteindre près de 500 milliards en 1979. C'est là une des explications de la croissance soutenue et régulière que connaît le pays depuis deux décennies. Or, indique un document interne au ministère ivoirien des finances, « depuis qu'elle a accédé à l'indépendance, la Côte-d'Ivoire a toujours tenu ses engagements, elle ne l'a jamais pu si les investissements réalisés n'avaient eu une rentabilité satisfaisante propre à dégager des surplus de recettes extérieures ».

« Le seul de l'endettement normal, nous dit un assistant technique français, est fixé à 18 % du montant global des exportations. Or, la Côte-d'Ivoire pourrait prochainement atteindre, voire même dépasser, ce seuil... dans quelques années. De nombreux pays comme le Pérou ou le Mexique, la Pologne, le Brésil ou le Zaïre se sont engagés beaucoup plus loin sur cette voie... » Selon cet expert qui connaît bien les questions économiques,

(1) 1 franc C.F.A. = 0,02 franc.

MONNAIES

A la suite de l'opération américaine en Iran

L'OR MONTE DE 10 %

Après sa chute de la journée du jeudi 24 avril, provoquée par l'accroissement de la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis, le dollar est resté discuté, vendredi 25 avril, sur les marchés financiers internationaux. A Francfort, il a vaincu moins de 1,32 DM et, à Paris, 4,22 F environ. Sa baisse brutale a été, néanmoins, stoppée par les interventions des banques centrales et une petite remontée des taux d'intérêt sur le marché des eurodollars.

L'événement du jour a été la brutale accentuation de la reprise du cours de l'or. Déjà perceptible depuis deux jours, cette reprise s'est brusquement accélérée à l'annonce de l'incident iranien-méridien (voir en première page). En trois jours, le cours de l'once de 31,1 grammes est ainsi passé de 300 dollars à plus de 350 dollars (+ 16 %).

A la Bourse de Paris, la hausse de l'or s'est opérée dans le calme : elle a été de 5,85 % sur le lingot qui atteint 77 500 F et de 2 % sur le napoleon qui vaut 623,90 F.

miques. « C'est un besoin impérieux dans ce pays que celui de l'endettement. Il ne s'agit pas d'emprunter pour se nourrir ou pour engager des dépenses somptuaires, mais pour assurer la poursuite du décollage de l'économie. D'ailleurs, cet endettement est étroitement contrôlé et demeure dans des limites relativement strictes. Une minorité d'expatriés entretiennent des rumeurs faussement alarmistes autour de ce thème de l'endettement, mais cela relève souvent de la mauvaise foi. Ainsi les mêmes censeurs qui critiquent le gouvernement ivoirien à propos de telle ou telle dépense d'infrastructure seront les premiers à le critiquer avec la même vigueur s'il décide le report de telle ou telle de ces dépenses... »

Le chef de l'État ivoirien est, pour sa part, formel. Il nous dit : « C'est de nous-mêmes que nous refusons l'argent que certains bailleurs de fonds nous proposent. Car nous ne voulons pas dépasser un certain volume d'engagement financiers. » Et il précise : « Bien que la totalité des crédits nécessaires à cette opération soit de 125 milliards de francs C.F.A., nous n'avons pas eu besoin de recourir à notre disposition, nous avons préféré surseoir momentanément à la réalisation de l'usine de pâte à papier, prévue dans le Sud-Ouest ivoirien, à San-Pedro. Il s'agit d'un report volontaire... »

Une forte capacité d'emprunt

Après une forte croissance en 1977 et 1978, la progression de l'encours est restée de 23,80 % en 1979, mais celle des engagements a diminué de 8 %. Pour 1980 et les années suivantes, la Côte-d'Ivoire n'envisage pas de signer pour plus de 200 milliards de francs d'emprunts nouveaux. En dépit d'une forte capacité d'emprunt, la Côte-d'Ivoire ne trouve plus, auprès des organismes de prêts spécialisés dans le développement, les capitaux dont elle a besoin. Elle recourt donc aux emprunts de type commercial (prêts bancaires consortiaux, prêts fournisseurs).

D'une façon générale, le volume de l'aide au développement du type de celui auquel consent la Banque mondiale, n'a pas suivi l'évolution des prix et celle des besoins du pays en matière de développement. En conséquence, la structure de la dette ivoirienne s'est détériorée au cours des dernières années (augmentation des taux, réduction des durées d'amortissement). La Côte-d'Ivoire s'est cependant efforcée de réagir. Depuis 1979, elle n'accepte que des prêts de dix ans et plus. À compter de cette année, elle s'efforce des engagements du Fonds d'aide et d'exiger douze ans de durée d'amortissement.

Si l'on considère la structure de la dette extérieure ivoirienne par origine, on constate qu'en 1978, 16,5 % concernaient des organismes internationaux, 15 % des crédits gouvernementaux, 54 % des établissements financiers privés, 2 % des emprunts obligataires et 12,5 % des crédits fournisseurs divers. Considérée sous l'angle purement monétaire, la dette extérieure se présentait ainsi (en 1978) : dollars, 30 %, francs français, 22 %, deutschemarks, 4 %, francs suisses, 13 %, divers, 11 %. Enfin, le ratio du service de la dette par rapport au total des exportations a évolué de 9,9 % en 1975 à 14,7 % en 1978.

Effets bénéfiques

Cependant, on peut mesurer les effets bénéfiques de l'endettement au fait que la Côte-d'Ivoire arrive au premier rang, dans presque tous les domaines, des douze États africains appartenant à la zone franc. C'est ainsi qu'un rapport du secrétaire du comité monétaire de la zone franc indique les chiffres suivants en ce qui concerne les grandes productions agricoles : premier rang pour la production de sucre (53 700 tonnes en 1978-1979), celle de cacao (310 000 t.), celle de café (275 000 t.), celle de bananes (142 500 tonnes), celle de paddy (505 000 t.) ; troisième rang pour le coton-fibre (46 600 t.), après le Tchad et le Mali.

Dans le domaine du commerce extérieur, la Côte-d'Ivoire est le seul pays de la zone franc qui dépasse les 10 milliards de francs d'exportation en 1978 et 10 mil-

liards 450 millions de francs d'importations. L'excédent de la balance commerciale a été ramené de 1 milliard 983 millions de francs en 1977 à 37 millions de francs en 1978. La Côte-d'Ivoire a réalisé en 1978, dans le cadre de la zone franc, 30 % de ses exportations (40 % en 1976) et 43 % de ses importations (40 % en 1977). Premier fournisseur de la France avec 6 milliards 384 millions de francs en 1978, son premier client avec 3 milliards 809 millions de francs en 1978, la Côte-d'Ivoire a enregistré en 1978, dans ses échanges avec la France, un déficit de 545 millions de francs, après un excédent de 533 millions de francs en 1977.

En ce qui concerne la masse budgétaire, la Côte-d'Ivoire arrive largement en tête avec 516 milliards 900 millions de francs en 1978, soit le double de celle du Gabon qui se situe au deuxième rang et 36,2 % de la masse budgétaire globale des pays de la zone en 1978.

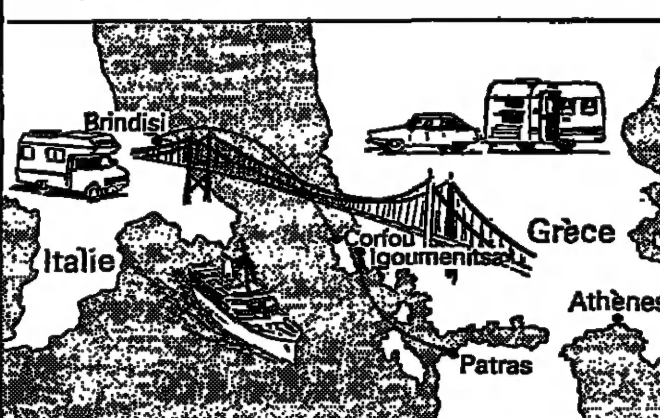
Pour l'ensemble des concours publics extérieurs, la Côte-d'Ivoire se situe au premier rang avec 6 milliards 900 millions de francs pour la période 1971-1979 devant le Cameroun (5 milliards 500 millions), le Sénégal (4 milliards 800 millions) et le Niger (3 milliards 700 millions). Sur le plan des engagements du Fonds d'aide et de coopération (FAC), de l'origine à 1978, la Côte-d'Ivoire arrive au premier rang avec

537,6 millions de francs après le Cameroun et le Niger, mais devant le Sénégal. Enfin, en ce qui concerne la balance des paiements, celle de la Côte-d'Ivoire était en 1978 la seule balance excédentaire des pays africains de la zone franc (+ 13 milliards 800 millions de francs).

Mais plus que les chiffres en eux-mêmes, ce qui fait la fierté des dirigeants ivoiriens, c'est l'ampleur du chemin parcouru en vingt ans. Un haut fonctionnaire ivoirien nous indique à ce propos : « En 1960, la Côte-d'Ivoire occupait la quatrième place parmi les producteurs mondiaux de cacao, et le Ghana, alors au premier rang, produisait le quart de la récolte mondiale. Aujourd'hui, la Côte-d'Ivoire s'est hissée au premier rang et a doublé sa production, alors que celle du Ghana a chuté de 50 %... » Quant au chef de l'État ivoirien, il aime citer cet exemple : « Au moment de la proclamation de l'indépendance, la Côte-d'Ivoire ne comptait pratiquement que deux usines, l'une, textile, à Bouaké, l'autre, de traitement des oléagineux, à Abidjan. Aujourd'hui, plus de cinq cents installations industrielles diverses sont dispersées à travers tout le pays... » Et M. Houphouët-Boigny de fournir cette explication en souriant : « Nous avons eu l'outre-mer plus aisément qu'il ne nous a fallu la nationalisation que nous n'avons alors pratiquement rien à nationaliser... »

PHILIPPE DECKAENE.

Hellenic Mediterranean Lines et Adriatica ont construit un pont entre la Grèce et l'Italie



Partez en Grèce avec votre voiture. Plusieurs départs quotidiens de Brindisi vers Corfou, Igoumenitsa et Patras. Prix à partir de 210 F par personne et 230 F pour la voiture.

Italie - Grèce en 3 h. en hydroglisseur.

Demandez notre documentation à votre agence de voyages ou à :

Y tour 19 r. de la Michodière 75002 Paris Tél. 742.22.84
Worms Maritime 4 p. Bellecour 69002 Lyon Tél. 42.22.52
C.I.T. 3/5 Bd des Capucines 75002 Paris Tél. 266.00.90
Agence Maritime Générale 102 rue de la République
13002 Marseille Tél. 91.91.15
Nice Maritime 2 quai Papacino 06000 Nice Tél. 55.40.04

TÉLEX PARTAGÉ

ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

Les nouveaux visiteurs vont à la Foire de Paris. Et vous?



Logement, Amélioration de l'Habitat, Confort Ménager, Hi-Fi Vidéo, Ensembles, Jardin, Bricolage pour Tous, Piscine, Créations d'Art, Tourisme et Loisirs, Vins, Nations Etrangères, Artisans du Monde, Club des Jeunes, Scientiam, Jardin de la Beauté, Concours Lépine.

Vous aimez vous documenter, comparer, questionner. Pour équiper votre appartement, aménager votre jardin ou choisir vos vacances, vous voulez savoir ce qui se fait de mieux avant de

vous décider. Vous êtes un des nouveaux visiteurs de la Foire de Paris. Oui, pour votre maison, votre vie, vos loisirs, 10 salons, 4 expositions, 3 grandes animations dont

le fameux concours Lépine répondent à vos besoins, à vos exigences, à votre curiosité. Alors, vous aussi, soyez un consommateur averti, rejoignez les nouveaux visiteurs à la Foire de Paris.

Foire de Paris, 10 salons pour votre maison et vos loisirs.
26 avril-11 mai - Porte de Versailles. 10 h-19 h. Nocturnes mardi et vendredi jusqu'à 22 h 30.

SOCIAL

LA JOURNÉE NATIONALE D'ACTION DE LA C.G.T.

Les consignes cégétistes ont été mieux suivies dans le secteur public que dans le secteur privé

A première vue, la journée d'action interprofessionnelle de la C.G.T., marquée par des grèves et des manifestations dans toute la France le jeudi 24 avril, est loin d'avoir été un échec. « Coup de poing sur la table », selon les organisateurs, ou « grand-messe sans lendemain », comme on le murmure à la

C.F.D.T., les faits sont là : des centaines de milliers de travailleurs ont suivi les mots d'ordre de la centrale de la rue La Fayette. Toutefois, ces consignes ont été nettement mieux observées dans le secteur public et nationalisé que dans les entreprises privées.

Dans la métallurgie, la C.G.T. qui avait annoncé des centaines de débrayages, variant de deux heures à quatre heures, s'est fidèlement tenue à la parole. Les débrayages ont été nombreux, surtout dans la région parisienne, le Nord et la Normandie, et ont entraîné divers mouvements de mécontentement dans les P.T.T.

Les débrayages ont provoqué des perturbations aussi bien dans les transports parisiens que dans le trafic banlieusard de la S.N.C.F. ou dans la distribution du courrier.

À la R.A.T.P., on fait état de 10 % de grévistes et l'on indique, jeudi en fin de journée, que le trafic avait été assuré à 85 % dans le métro, à 80 % dans les autobus, et que le trafic avait été normal sur la R.E.R. Toutefois dans la matinée, des coupures de courant « sauvages » avaient paralysé à deux reprises la circulation des rames, mais tous les trains ont pu néanmoins gagner les stations.

À la S.N.C.F., on avance un taux de participation de 15 %. Mais en banlieue, il n'y a eu que trois trains sur quatre. Le trafic a été assuré à plus de 60 % à Paris-Saint-Lazare, à 50 % à Paris-Austerlitz, à 100 % à Paris-Montparnasse.

Aux P.T.T., le secrétariat d'Etat a enregistré 11 % de grévistes (10 % dans les postes et 12 % dans les télécommunications), chiffre au moins trois fois supérieur à celui de la journée revendicative du 7 mars, également organisée par la seule C.G.T. Cette organisation, qui avance le nombre de 50 % de grévistes, accuse cependant le ministère d'avoir « falsifié ses chiffres comme jamais ».

Dans la nuit enfin, des débrayages de deux à six heures n'ont pas empêché la parution des journaux, à l'exception de Sud-Ouest, de la Montagne, du Télégramme de Brest et de la Haute-Marne libérée.

centaines de milliers de travailleurs, dont plus de cent mille à Paris, ont exprimé leur mécontentement dans les manifestations qui se sont déroulées. La puissance de ces manifestations et des grèves marque la volonté des travailleurs de porter un coup d'arrêt à la politique anti-sociale du pouvoir et du patronat.

M. Krasucki a ajouté que, malgré le « scandaleux silence des médias d'information » au sujet de cette journée, les succès du 24 avril ont été nettement supérieurs à ceux de la journée d'action du 7 mars. « Les entreprises et les entreprises de la région parisienne ont été perturbées, plus particulièrement pour sauver le système de protection sociale ».

Toutefois au sujet du 1^{er} Mai, M. Krasucki a précisé : « Nous sommes pour l'unité dans l'action. Mais dans la situation actuelle que nous vivons pas désirée, il n'est pas souhaitable de faire comme si de rien n'était, et de faire des choses qui soient un alibi pour masquer la réalité ».

M. KRASUCKI : une incitation à l'audace.

La journée du 24 avril a été « une très grande journée de lutte », selon M. Henri Krasucki, secrétaire de la C.G.T. « Il y a longtemps, a-t-il dit, que nous n'en avions pas connue de pareille, même en nous référant à d'autres journées de lutte organisées avec d'autres centrales. Cette journée est une incitation à l'audace. Elle permet aux organisations syndicales, et notamment à la C.G.T., d'envisager des actions plus fortes ».

« Des milliers d'arrêts de travail d'un niveau élevé, souvent de vingt-quatre heures, ont été recensés, a-t-il poursuivi. Ils ont été massivement suivis par les salariés, tant dans les grandes entreprises que dans les P.M.E. Des

LA FEN LANCE UN APPEL POUR UN 1^{er} MAI UNITAIRE

La Fédération de l'éducation nationale (FEN), « forte de la dynamique qu'engendrent les actions qu'elle a impulsées et décidées », a lancé jeudi 24 avril un appel à l'ensemble des organisations syndicales pour que soit rendue possible l'organisation d'un 1^{er} Mai unitaire sans exclusion et sans préalable.

M. Henry, secrétaire général, a précisé que son organisation se refusait à prendre le parti de « la division des forces syndicales » et que les propositions de la FEN ne visaient qu'à empêcher cette union, se déclare prête à tous contacts qui permettraient de recueillir les motivations, de discuter et de décider, et de demander l'adoption de ces propositions à la FEN sur la reconnaissance qu'elle envisage.

La C.F.D.T., après avoir rappelé qu'elle était et demeure favorable au 1^{er} Mai unitaire et que les propositions de la C.G.T. ne visaient qu'à empêcher cette union, se déclare prête à tous contacts qui permettraient de recueillir les motivations, de discuter et de décider, et de demander l'adoption de ces propositions à la FEN sur la reconnaissance qu'elle envisage.

Les mouvements fournis à E.D.F. 30 % DE PARTICIPATION selon la direction

En raison du mouvement spécifique engagé par les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de l'E.D.F., pour appuyer des revendications classiques et pour s'opposer à deux propositions de loi sur le droit de grève et les activités sociales, la baisse de production a été, jeudi 24 avril, d'environ 12 % pour l'ensemble de la France. Selon la direction d'E.D.F., 30 % des électriciens ont cessé le travail. Cette action a entraîné quelques coupures de courant, notamment dans le métro parisien.

Le mouvement de grèves tournantes, qui a touché toute la région parisienne, le Nord et la Normandie, concerne, ce vendredi 25 avril, les Pays de la Loire et l'Ouest. Il atteindra, le 26 avril, les régions Rhône-Alpes et la Méditerranée et, le 27, l'Est et la Sud-Ouest. Enfin, le 30 avril, la grève affectera l'ensemble du territoire et, ce jour, des coupures de courant sont à prévoir.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
\$ E.-O.	2,235	2,235	2,235	2,235
\$ Can.	2,235	2,235	2,235	2,235
Yen (100)	1,720	1,720	1,720	1,720
DM	2,235	2,235	2,235	2,235
Fl. (100)	2,235	2,235	2,235	2,235
£ (100)	2,235	2,235	2,235	2,235
Fr. (100)	2,235	2,235	2,235	2,235

TAUX DES EURO-MONNAIES

	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
DM	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
Fl.	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
£	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
Fr.	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises à la fin de la séance du 24 avril, en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

L'assemblée générale ordinaire du 22 avril 1980 a approuvé les comptes de l'exercice 1979. Le total du bilan s'élève à près de 7,5 milliards de francs contre près de 6,1 milliards de francs à fin 1978, marquant ainsi une progression supérieure à 22 %. Le bénéfice net pour l'exercice 1979 s'élève à 29 495 707 F, dont 3 868 942 F de plus-values nettes à long terme contre, en 1978, 25 112 960 F dont 305 686 F de plus-values nettes à long terme.

L'assemblée a voté la distribution d'un dividende de 15 F représentant avec l'impôt déjà versé au Trésor 22,50 F contre 20,25 F pour l'exercice 1978.

Après affectation à un poste « écart de réévaluation » des plus-values déduites de l'impôt, le dividende est réparti en bénéfices de l'exercice, les fonds propres de la banque s'élèvent à près de 250 millions de francs.

Le bénéfice consolidé de l'exercice 1979 par la part du Groupe s'élève à 35,4 millions de francs contre 29,4 millions de francs en 1978.

Dans son allocution, le président Jean-Marc Vernes a souligné les conditions difficiles rencontrées par la profession du fait des mesures d'encadrement du crédit et de la hausse importante des taxes d'impôt, il a exprimé ses vœux pour le maintien de tels éléments soit de nature à freiner les investissements productifs.

Envoquant le développement international de la banque, le président a évoqué les perspectives d'avenir à Hongkong, à l'automne prochain, financière VERNES ASIA LIMITED.

Après affectation à un poste « écart de réévaluation » des plus-values déduites de l'impôt, le dividende est réparti en bénéfices de l'exercice, les fonds propres de la banque s'élèvent à près de 250 millions de francs.

Le bénéfice net de Schlumberger, pour le premier trimestre, est de 191 millions de dollars, soit une augmentation de 49 % par rapport à la même période de l'an dernier ; le bénéfice net par action est de 1,50 dollar comparé à 1,01. Le chiffre d'affaires qui se monte à 1,2 milliard de dollars, a progressé de 55 %.

Les résultats de Schlumberger ont été consolidés avec ceux de Schlumberger à partir du 1^{er} juillet 1979.

Jean Riboud, président-directeur général, a souligné que les succès des services pétroliers, la hausse des services de forage en activité en Amérique du Nord a atteint un niveau record. Les services de mesure des sondages, ou services de logging, ont atteint, aux États-Unis et au Canada, des chiffres records pour chacun des mois du premier trimestre ; la comparaison de ces résultats avec ceux de l'année précédente fait apparaître la forte augmentation de ce trimestre vis-à-vis d'un premier trimestre de 1979 relativement faible.

Les services Schlumberger à l'industrie pétrolière dans le reste du monde ont maintenu leur progression.

Les premiers signes de ralentissement des ventes de matériel ont été observés chez Schlumberger à l'activité de Senguen Weston ; les ventes de matériel de forage ont, en effet, été affectées par un fléchissement dans l'industrie du bâtiment. Les chiffres d'affaires et les bénéfices consolidés ont néanmoins atteint un niveau élevé, aussi bien dans le secteur pétrolier et Régulation-Europe qu'à l'extérieur.

CARNAUD S.A.

Le conseil de surveillance de Carnaud S.A. qui s'est réuni sous la présidence de M. Jean Droulers, le 24 avril 1980, a examiné le rapport du directeur général et les comptes de l'exercice 1979.

Le bénéfice net de Carnaud S.A. s'élève à 400 millions de francs. Il n'est pas comparable à celui de l'exercice précédent, compte tenu des importantes modifications de structures intervenues au sein du groupe.

Le conseil a également pris connaissance des comptes consolidés provisoires du Groupe qui ont été établis par le groupe d'audit externe consolidé à 325 millions de francs.

Le conseil a également pris connaissance des comptes consolidés provisoires du Groupe qui ont été établis par le groupe d'audit externe consolidé à 325 millions de francs.

Le conseil a également pris connaissance des comptes consolidés provisoires du Groupe qui ont été établis par le groupe d'audit externe consolidé à 325 millions de francs.

les Sicav du groupe Société Générale

Situation au 31.3.1980

	Large	Segriller	Segriller	Segriller	Segriller	Segriller	Segriller	Segriller	Segriller
Valeur liquidative (F)	412,06	458,25	129,42	251,13	136,85	4,859,83	129,73	189,21	189,21
Coupon global (F)	17,86	22,27	6,05	24,80	8,75	301,71	5,74	10,08	10,08
Date de paiement	(1.4.80)	(1.4.80)	(1.4.80)	(1.10.79)	(envisagé)	221,4	(1.4.80)	(1.4.80)	(1.4.80)
Actif net total (MF)	685,5	855,0	119,6	3,065,6	257,1	221,4	87,3	1,341,8	1,341,8
France :									
Actions	24,9%	10,1%	14,0%	4,2%	26,0%	—	15,0%	62,6%	62,6%
Obligations convertibles	—	4,5%	18,8%	12,6%	23,5%	0,4%	—	0,1%	0,1%
Autres obligations	26,0%	31,0%	14,4%	73,7%	19,3%	44,2%	31,7%	29,4%	29,4%
Etranger :									
Actions	36,7%	31,8%	40,0%	—	8,3%	—	43,4%	8,3%	8,3%
Obligations convertibles	—	2,7%	0,2%	1,1%	5,8%	7,4%	—	—	—
Autres obligations	—	6,2%	3,2%	7,0%	9,4%	33,3%	—	—	—
Liquidités et divers	12,4%	10,7%	10,7%	1,4%	7,7%	14,7%	9,9%	4,6%	4,6%

CYBERCONSULT S.A. GENEVE

désire faire savoir qu'il n'y a aucun lien de quelque nature que ce soit entre U.G.E., UNITED GENERAL ENTERPRISES EST., GENEVE (15, rue de la Cité), VADUZ, LIBERIA, PANAMA, CURAÇAO, ATHÈNES et M. BASIL A. TSAKOS

CYBERCONSULT S.A.
Pour le Directeur : M. Alexander TSKOS

FRANCE-BAIL

L'assemblée générale des actionnaires de France-Bail, société de crédit-bail mobilier du groupe SOVAC, a approuvé le rapport et les comptes de l'exercice 1979.

La participation de la Société à un emprunt obligataire émis par SOVAC, à hauteur de 75 000 000 F, a permis de réduire, en partie, les contraintes de l'encadrement.

Ainsi, le montant des achats hors taxes a progressé de 267 523 886 F à 414 540 650 F et l'encours brut des immobilisations est passé de 1 194 835 076 F à 1 379 552 049 F.

Après affectation à un poste « écart de réévaluation » des plus-values déduites de l'impôt, le dividende est réparti en bénéfices de l'exercice, les fonds propres de la banque s'élèvent à près de 250 millions de francs.

Le bénéfice net de Schlumberger, pour le premier trimestre, est de 191 millions de dollars, soit une augmentation de 49 % par rapport à la même période de l'an dernier ; le bénéfice net par action est de 1,50 dollar comparé à 1,01.

Le chiffre d'affaires qui se monte à 1,2 milliard de dollars, a progressé de 55 %.

Les résultats de Schlumberger ont été consolidés avec ceux de Schlumberger à partir du 1^{er} juillet 1979.

Jean Riboud, président-directeur général, a souligné que les succès des services pétroliers, la hausse des services de forage en activité en Amérique du Nord a atteint un niveau record.

Les services de mesure des sondages, ou services de logging, ont atteint, aux États-Unis et au Canada, des chiffres records pour chacun des mois du premier trimestre ; la comparaison de ces résultats avec ceux de l'année précédente fait apparaître la forte augmentation de ce trimestre vis-à-vis d'un premier trimestre de 1979 relativement faible.

Les services Schlumberger à l'industrie pétrolière dans le reste du monde ont maintenu leur progression.

Les premiers signes de ralentissement des ventes de matériel ont été observés chez Schlumberger à l'activité de Senguen Weston ; les ventes de matériel de forage ont, en effet, été affectées par un fléchissement dans l'industrie du bâtiment.

Les chiffres d'affaires et les bénéfices consolidés ont néanmoins atteint un niveau élevé, aussi bien dans le secteur pétrolier et Régulation-Europe qu'à l'extérieur.

VEUVE CLICQUOT PONSARDIN

Maison fondée en 1772

Le conseil d'administration, réuni le 9 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice 1979.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 53,50 millions de francs contre 34,97 millions de francs en 1978, après 0,15 millions de francs d'augmentation dont 4,35 millions de francs au titre des frais d'augmentation de capital.

Le bénéfice net comptable, qui s'élève à 12,53 millions de francs, a été obtenu après, entre autres, un accroissement net de 31,65 millions de francs des provisions pour hausses des prix.

Les comptes de la société ont été révisés suivant la réglementation en vigueur, il en résulte dans le bilan à fin 1979 un écart de réévaluation de 33,99 millions de francs dont 7,58 millions de francs au titre de la réserve spéciale de réévaluation.

À la fin de l'exercice, le groupe, sur lequel repose la première fois Casard Duchêne, on relève un bénéfice net comptable de 17,13 millions de francs et un bénéfice net ajusté de 15,58 millions de francs.

Après affectation à un poste « écart de réévaluation » des plus-values déduites de l'impôt, le dividende est réparti en bénéfices de l'exercice, les fonds propres de la banque s'élèvent à près de 250 millions de francs.

LES MARCHÉS

PARIS LONDRES

Marché des rentes

	PARIS	LONDRES
10 ans	10,50	10,50
5 ans	10,50	10,50
2 ans	10,50	10,50
1 an	10,50	10,50

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Les sociétés de crédit-bail mobilier du groupe SOVAC, à hauteur de 75 000 000 F, a permis de réduire, en partie, les contraintes de l'encadrement.

Ainsi, le montant des achats hors taxes a progressé de 267 523 886 F à 414 540 650 F et l'encours brut des immobilisations est passé de 1 194 835 076 F à 1 379 552 049 F.

Après affectation à un poste « écart de réévaluation » des plus-values déduites de l'impôt, le dividende est réparti en bénéfices de l'exercice, les fonds propres de la banque s'élèvent à près de 250 millions de francs.

Le bénéfice net de Schlumberger, pour le premier trimestre, est de 191 millions de dollars, soit une augmentation de 49 % par rapport à la même période de l'an dernier ; le bénéfice net par action est de 1,50 dollar comparé à 1,01.

Le chiffre d'affaires qui se monte à 1,2 milliard de dollars, a progressé de 55 %.

Les résultats de Schlumberger ont été consolidés avec ceux de Schlumberger à partir du 1^{er} juillet 1979.

Jean Riboud, président-directeur général, a souligné que les succès des services pétroliers, la hausse des services de forage en activité en Amérique du Nord a atteint un niveau record.

Les services de mesure des sondages, ou services de logging, ont atteint, aux États-Unis et au Canada, des chiffres records pour chacun des mois du premier trimestre ; la comparaison de ces résultats avec ceux de l'année précédente fait apparaître la forte augmentation de ce trimestre vis-à-vis d'un premier trimestre de 1979 relativement faible.

Les services Schlumberger à l'industrie pétrolière dans le reste du monde ont maintenu leur progression.

Les premiers signes de ralentissement des ventes de matériel ont été observés chez Schlumberger à l'activité de Senguen Weston ; les ventes de matériel de forage ont, en effet, été affectées par un fléchissement dans l'industrie du bâtiment.

Les chiffres d'affaires et les bénéfices consolidés ont néanmoins atteint un niveau élevé, aussi bien dans le secteur pétrolier et Régulation-Europe qu'à l'extérieur.

BOURSE DE PARIS - 25 AVR

VALEURS	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e
10 ans	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50
5 ans	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50
2 ans	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50
1 an	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50

Les sociétés de crédit-bail mobilier du groupe SOVAC, à hauteur de 75 000 000 F, a permis de réduire, en partie, les contraintes de l'encadrement.

Ainsi, le montant des achats hors taxes a progressé de 267 523 886 F à 414 540 650 F et l'encours brut des immobilisations est passé de 1 194 835 076 F à 1 379 552 049 F.

Après affectation à un poste « écart de réévaluation » des plus-values déduites de l'impôt, le dividende est réparti en bénéfices de l'exercice, les fonds propres de la banque s'élèvent à près de 250 millions de francs.

Le bénéfice net de Schlumberger, pour le premier trimestre, est de 191 millions de dollars, soit une augmentation de 49 % par rapport à la même période de l'an dernier ; le bénéfice net par action est de 1,50 dollar comparé à 1,01.

Le chiffre d'affaires qui se monte à 1,2 milliard de dollars, a progressé de 55 %.

Les résultats de Schlumberger ont été consolidés avec ceux de Schlumberger à partir du 1^{er} juillet 1979.

Jean Riboud, président-directeur général, a souligné que les succès des services pétroliers, la hausse des services de forage en activité en Amérique du Nord a atteint un niveau record.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LE FANATISME : « La tolérance dans l'identité », par Dominique Laplanche ; « Le totalitarisme c'est autre chose », par F.-M. Pasquet ; « Les deux en un », par Gabriel Motzart.

ÉTRANGER

3. AFRIQUE — ALGÉRIE : les images présentées à la télévision confirment l'ampleur des affrontements de Tizi-Ouzou.

4. PROCHE-ORIENT

6. AMÉRIQUES — BRÉSIL : la police a arrêté le vice-président du syndicat des métallurgistes de São-Bernardo.

7. DIPLOMATIE

— La fin de la visite de M. Gromyko en Espagne.

8-9. EUROPE

— ESPAGNE : M. Jordi Pujol est élu président de la Généralité de Catalogne.

POLITIQUE

10 à 12. Le sort des entreprises en difficulté à l'Assemblée nationale ; un point de vue de M. Maurice Beaudeau ; « Une dernière chance ».

13 à 15. TROIS POINTS DE VUE

— La convention nationale du P.S. par Jean Poperen, Robert Pontillon et Jean-Pierre Chevènement.

SOCIÉTÉ

17-18. JUSTICE — DÉFENSE : La France doit resserrer les liens avec ses alliés et prendre l'initiative d'une concertation européenne en matière de sécurité, estime la commission U.D.F. de la défense.

29. ÉDUCATION

— La grève des enseignants.

LOISIRS ET TOURISME

19. Un Paris plus vieux que Notre-Dame.

22-23. Nos compagnons les arbres.

24. POINT DE VUE : « Le tourisme familial, dernière roue du carrosse », par André Guignand.

CULTURE

30. LE JOUR DU CINÉMA : le Cavalier électrique, de Sydney Pollack, la table de la prière.

INFORMATIONS « SERVICES »

35. LA MAISON : sur le sellette.

ÉQUIPEMENT

38. TRANSPORTS : des Airbus sur mesure pour S.A.S.

RÉGIONS

39. ÎLE-DE-FRANCE : un bilan des « zones naturelles d'équilibre ».

ÉCONOMIE

40. PRIX : la hausse de mars.

40-41. ÉTRANGER : la Côte-d'Ivoire est le plus développé des États africains de la zone franc.

RADIO-TELEVISION (34)

— Annonces classées (36 et 37) ; Carnet (33) ; Programmes spectacles (31 à 33) ; Journal officiel (35) ; Météorologie (35) ; Mots croisés (27) ; Loto (38) ; Bourse (43).

En raison de détails de fabrication

écouverts par un arrêt de travail dans la journée d'action de la C.G.T., les premières éditions du « Monde » du vendredi 25 avril étaient entachées d'un certain nombre d'imperfections ou erreurs qui n'ont pu être rectifiées à temps. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser. Ainsi, l'article du docteur Ricardo Pablo Garg, malencontreusement intitulé « Ethique médicale et camps de concentration », avait en réalité pour titre, bien évidemment, « Ethique médicale et camps de concentration ».

LATREILLE

Son rayon GRAND TAILLEUR Coupe « CRÉATION », 3 essayages Costumes et pardessus de 2.900 à 3.500 F.

62 r. St-André-des-Arts, 6°

Parking attenant à nos magasins

A B C D F G H

LA CONFÉRENCE SYNDICALE MONDIALE DE BELGRADE

Les syndicats arabes ont maintenu leur décision de ne pas participer aux débats

La délégation de la CISA (Confédération internationale des syndicats arabes) a finalement décidé, le jeudi 24 avril, de ne pas participer aux travaux de la conférence syndicale mondiale sur le développement qui s'achève vendredi 25 avril à Belgrade. Malgré cet échec, les syndicalistes réunis dans la capitale yougoslave ont évité le pire en refusant un débat qui eût dénaturé leur objectif, c'est-à-dire le « message d'encouragement, de coopération et d'unité », selon les mots de M. Mika Spiljak, qui présidait l'assemblée.

De notre envoyé spécial

Belgrade. — La CISA, qui depuis l'ouverture des débats mardi n'avait pas paru dans la salle de réunions, n'a donc pas obtenu l'exclusion des syndicats tunisien et égyptien qu'elle avait réclamée la veille dans une déclaration lue en son nom à la tribune de la conférence.

Ce texte accusait les délégations des syndicats tunisien (U.G.T.T.) et égyptien (Égyptien Federation of Labor) d'être non pas les représentants des travailleurs mais ceux des gouvernements de leur pays. Les réquisitoires étaient particulièrement violents contre les délégués égyptiens, chargés d'invoquer la CISA à défendre les accords de Camp David devant la conférence.

Lorsque l'année dernière, furent lancées les invitations, nul n'ignorait les difficultés qu'allaient soulever les Arabes. Une première concession leur avait été faite en écartant le Hétéroclite israélienne, ce qui avait entraîné un justifié l'absence de syndicats de la C.I.S.L. (Confédération internationale des syndicats libres), et en particulier les Américains, les Britanniques et le D.G.B. allemand.

Les promoteurs de la réunion ne voulaient pas (1) accepter d'autres discriminations, qui risquaient d'aggraver les réserves déjà exprimées à la C.I.S.L. et ailleurs et de susciter des réactions de la C.I.S.L. qui regroupent les syndicats de tous les pays d'Afrique. Les organisateurs de la conférence s'occupaient d'un consensus se dégageait sur place, mais l'un des leurs, l'U.G.T.A., ayant fait savoir qu'elle ne participerait pas sur place à la conférence, l'espérance était devenue bien mince.

Écarter ce qui sépare

De fait, les Arabes allaient appliquer en Yougoslavie une tactique qu'ils pratiquent dans toutes les tribunes internationales contre Israël et ses alliés et contre l'Égypte. Ouvrir le débat que réclamait la CISA et donner la parole au syndicat égyptien ou à d'autres eût été torpiller la conférence en détournant l'attention de son objectif premier. C'est ce que répétait la présidence de la conférence, le jeudi matin. Elle prenait acte « avec regret » de la décision des Arabes de ne pas participer à la conférence.

Le texte rappelle le concept fondamental de l'assemblée : écarter ce qui sépare et se concentrer sur ce qui est commun est indispensable à l'unité de l'action. Il affirme « la pleine solidarité à la juste cause arabe contre l'imperialisme et la politique terrifiante d'agression » et rappelle que la plupart des organisations présentes se sont prononcées contre la violation des droits syndicaux en Tunisie (2) et contre les accords de Camp David, « qui ne mènent pas à la solution juste et globale du conflit au Moyen-Orient, dont la cause palestinienne est l'essence ».

M. Mika Spiljak, président de la conférence, avait grandement contribué à maintenir le cap. Il fut chaleureusement applaudi.

Le numéro du « Monde » daté 25 avril 1980 a été tiré à 575 074 exemplaires.

En raison de détails de fabrication écouverts par un arrêt de travail dans la journée d'action de la C.G.T., les premières éditions du « Monde » du vendredi 25 avril étaient entachées d'un certain nombre d'imperfections ou erreurs qui n'ont pu être rectifiées à temps. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser. Ainsi, l'article du docteur Ricardo Pablo Garg, malencontreusement intitulé « Ethique médicale et camps de concentration », avait en réalité pour titre, bien évidemment, « Ethique médicale et camps de concentration ».

LE CHIC, LE RÊVE... TISSUS «COUTURE»

LE CARAVANSÉRAIL FABRIQUE DES SOIES LA GRANDE PARADE DES IMPRIMÉS DE CHÂRME (depuis 18,50 F le mètre)

LE NOUVEAU CLUB DES LAINAGES ORIGINAUX LE COIN DES TROUVAILLES ET DES BONNES AFFAIRES (depuis 10 F le mètre)

L'ÉLÉGANCE DES COTONS SUISSES, SATINS, VOILES, CRÉPONS, TOILES, ETC.

LA FEMME BOULANGER DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS BRODÉS ET BROCHÉS

LA FEMME BOULANGER DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS BRODÉS ET BROCHÉS

LA FEMME BOULANGER DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS BRODÉS ET BROCHÉS

LA FEMME BOULANGER DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS BRODÉS ET BROCHÉS

LA FEMME BOULANGER DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS BRODÉS ET BROCHÉS

LA FEMME BOULANGER DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS BRODÉS ET BROCHÉS

LA FEMME BOULANGER DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS BRODÉS ET BROCHÉS

LA FEMME BOULANGER DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS BRODÉS ET BROCHÉS

LA FEMME BOULANGER DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS BRODÉS ET BROCHÉS

LA FEMME BOULANGER DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS BRODÉS ET BROCHÉS

LA FEMME BOULANGER DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS BRODÉS ET BROCHÉS

LA FEMME BOULANGER DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS BRODÉS ET BROCHÉS

LA FEMME BOULANGER DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS BRODÉS ET BROCHÉS

L'OFFENSIVE

DE L'ARMÉE IRANIEUSE S'ÉTEND AU KURDISTAN

Téhéran (A.P.P.). — L'offensive de grande envergure déclenchée par les forces de l'ordre iraniennes pour reprendre le contrôle du Kurdistan s'étend à travers la province, et les chefs politiques et religieux kurdes ont lancé des appels de détermination aux organisations internationales.

A Bonhan, au nord (Azerbaïdjan-Occidental, à la limite du Kurdistan), à Sages et Samandj ainsi qu'à Pavem (Kermanshah, proche du Kurdistan), les forces de l'ordre, appuyées par l'aviation hélicoptère, ont encore avec tant de violence que les organisations kurdes ont lancé un appel au Comité international de la Croix-Rouge et à la commission des droits de l'homme de l'ONU afin de porter secours aux Kurdes d'Iran.

Dans son appel, le chef religieux Cheikh Khomeini dénonce le massacre d'une population innocente, de femmes, d'enfants et de vieillards par une armée « faible devant les peshmargas » (guerriers kurdes) et qui aligne ses « armes américaines ».

Le Conseil de sécurité de l'ONU a critiqué jeudi la dernière incursion des forces iraniennes au Sud-Liban et adressé un blâme à l'État hébreu pour les actes d'hostilité commis contre les forces des Nations unies dans cette région.

Donne des quinze membres du Conseil ont approuvé la résolution. Les États-Unis, l'Union soviétique et la R.D.A. pour des raisons différentes se sont abstenus.

Au Sénat

LE CAS DES CANDIDATURES INDÉPENDANTES À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Henri Caillaud, sénateur du Lot-et-Garonne (Gauche démocratique), a protesté, vendredi 25 avril, devant le Sénat, contre une circulaire du ministre de l'Intérieur relative aux modalités de présentation des candidatures à l'élection présidentielle. Cette circulaire ordonne aux préfets de ne renvoyer ces formulaires qu'aux élus des bureaux de patronage ou candidats (et non au candidat lui-même), et leur précise qu'aucun parrainage ne peut, à l'heure actuelle, être pris en considération. Pour M. Caillaud, une interprétation aussi restrictive de la loi aura pour effet de décourager les candidatures indépendantes et constitue « une manifestation en faveur des candidats des grands partis ».

M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, lui a répondu notamment en affirmant que les instructions auxquelles il se réfère « n'ont qu'un caractère conservatoire, le scrutin n'étant prévu que dans un an ». Il a ajouté que le Conseil constitutionnel, qui a déjà été saisi de la question, se prononcera sur ce point et c'est selon cet avis, une fois qu'il sera rendu, que nous organiserons la remise des formulaires.

M. Caillaud a repris : « M. Jorbert ayant déjà annoncé son intention d'être candidat, votre circulaire lui refuse la possibilité de se présenter. C'est une injustice. La France est un pays où tout le monde a le droit de se présenter à l'élection présidentielle ».

LA GRÈVE DES NETTOYEURS DU MÉTRO

Dans le conflit des nettoyeurs du métro, il semble qu'une nouvelle rencontre entre direction et syndicats se soit traduite par un malentendu. Vendredi 25 avril, dans la matinée, se tenait la réunion de la commission de conciliation prévue par la convention collective de la maintenance ferroviaire et des travaux connexes en présence d'un représentant du ministère des transports. Il s'agissait donc de débattre des salaires des quelque dix mille employés de cette branche, où la C.G.T. a donné un ordre de grève depuis une semaine, et dont dépendent les nettoyeurs du métro.

Les représentants patronaux ont proposé une augmentation du salaire de base de 5 %, plus la création ou l'augmentation de diverses primes, ce qui globalement entraînerait une augmentation salariale de 12,5 % au 1^{er} avril. Le salaire minimum net passerait ainsi de 2 311 F à 2 525 F. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., C.G.C., C.F.T.C. et F.O. ont refusé leurs réponses pour quelques heures. Mais le responsable cégétiste, qui doit réunir ses « prévisibles » dans l'après-midi, a jugé ces propositions « acceptables ». Celui de la C.F.D.T. a reconnu qu'elles étaient en progrès et méritaient attention. Seulement la C.F.D.T. pensait, qu'aux propositions faites ce vendredi 25 avril, s'ajoutait la prime particulière au métro qui, lors d'une précédente rencontre, le lundi 21, avait été portée à 5 F par jour. Si cela était, le salaire minimum net des balayeurs du métro passerait à 2 631 F.

Dans l'esprit des représentants patronaux, il n'en est rien. La nouvelle prime proposée vendredi s'ajoute celle de lundi. Le progrès a été porté à 10 F par jour. Si cela était, le salaire minimum net des balayeurs du métro passerait à 2 731 F.

Plusieurs milliers d'ouvriers de Thomson-C.S.F. ont manifesté à Paris.

Venus des diverses usines de la Thomson C.S.F., notamment de Gennevilliers, Malakoff, Sartrouville, Ray-les-Moulières, Vélizy, Rennes, Brest, Leval, Cholet, Châteauneuf, Bains, plusieurs milliers de travailleurs ont manifesté, ce vendredi, vers midi, devant le siège de la société, 173, boulevard Haussmann, à Paris.

Depuis le 20 mars, la négociation est bloquée entre la direction du groupe et les deux syndicats, et aucune information n'est perceptible pour l'instant.

PIALAT, RESNAIS ET TAVERNIER AU FESTIVAL DE CANNES

Loulou, de Maurice Pialat. Mon oncle d'Amérique, d'Alain Resnais, et une Semaine de vacances, de Bertrand Tavernier, représenteront la France au prochain Festival international du film à Cannes.

MATÉLAS - SOMMERS - ENSEMBLES

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente : 37 av. de la République - PARIS 11

Métre Parapente - Paris assurée

Tél. 357.42.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

IRLANDE

WEEK-ENDS DE PONTS

ASCENSION PENTECOTE

SEJOUR

vol + voiture + Guest house (itinéraire au choix)

1 490 F

CIRCUIT SUD-OUEST

vol + hôtel *** pension complète, excursions, guide

1 830 F

Mac Bride Voyages

122, rue d'Assas, Paris-6°

Tél. : 325-02-90

633-28-72 - 30-58

Ny Rhénans à Paris...

20
AN

Le secret de la détail

L'écl

Une leçon pour l'Euro

Le secret de la détail

Le secret de la détail

Le secret de la détail

Le secret de la détail

Le secret de la détail

Le secret de la détail

Le secret de la détail

Le secret de la détail

Le secret de la détail

Le secret de la détail

Le secret de la détail

Le secret de la détail

Le secret de la détail

Le secret de la détail